

الجزيرة

L'ALGERIE ET LA LIBYE

RELEVANT LE PRIX
DE LEUR PÉTROLE

LIRE PAGE 41

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,20 F

Algérie, 1,30 DA ; Maroc, 2 dir. ; Tunisie, 2 m. ;
Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique,
77 f. ; Canada, 5,10 C\$; Danemark, 225 kr. ; Espagne,
165 pes. ; France, 2,20 F ; Grèce, 200 dr. ; Irlande,
120 Ir£. ; Italie, 200 L. ; Japon, 130 ¥. ; Pays-Bas,
30 g. ; Portugal, 200 esc. ; Royaume-Uni, 17 sh. ;
Suède, 1,20 S. ; Suisse, 2,20 S. ; États-Unis, 22 cts. ;
Tchécoslovaquie, 20 Kčs. ; Yougoslavie, 20 din.

Tarif des abonnements page 19

5 RUE DES ITALIENS
75007 PARIS CEDEX 06
O. G. N. 0387-23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

La fin du « printemps de Séoul »

Le « printemps de Séoul » est bien mort. Sept mois après l'assassinat du général Park, qui mena d'une poigne de fer pendant dix-huit ans le régime sud-coréen, l'armée vient de nouveau de recourir à la force pour briser l'agitation de la rue. Depuis la nuit de samedi à dimanche, l'ensemble du pays vit sous la contrainte de la loi martiale, dont la rigueur se limitait jusqu'à la capitale et à quelques grandes villes.

A peine libérés de prison à la faveur d'un décret dégel, la plupart des dirigeants de l'opposition, dont M. Kim Dae-jung, ancien candidat à la présidence, se retrouvent derrière les barreaux. Fait nouveau qui caractérise l'évolution de la situation ces derniers jours, ils y étoient des hommes, parmi lesquels M. Kim Jong-pil, chef du parti républicain (pro-gouvernemental), qui furent des piliers de l'ancien régime. Quant au président Chun, désormais prisonnier des militaires qui l'ont renversé, son pouvoir n'est plus que de façade.

Encadrés par les chars, l'Assemblée nationale est mise hors d'état de se réunir, les universités sont fermées, toute activité politique interdite ; pour les partisans d'une « transition démocratique », le réveil est brutal. Le nouveau coup de force des militaires n'était pourtant pas tout à fait inattendu. Par ses atermoiements, le gouvernement de M. Shin, aujourd'hui démissionnaire, se montrait incapable de définir un calendrier précis des réformes réclamées par l'opposition, dont les principales étaient l'élaboration d'une nouvelle Constitution, la fin de la pesante censure sur la presse et des élections libres. L'extension des pouvoirs du général Chun, le nouvel homme fort du régime, ne pouvait que renforcer les inquiétudes des étudiants.

L'effacement, mardi, du gouvernement parait confirmer qu'on assiste actuellement à la réalisation d'un scénario bien précis de prise de pouvoir par le général Chun, ce maître absolu du pays mis en place par le général Park. En décembre, s'étant assuré le contrôle de l'armée, il avait éliminé les généraux qui disqualifiaient de s'opposer à lui. Chef depuis la mi-avril des services de renseignements (K.C.I.A.), sans pour autant avoir renoncé à ses fonctions de commandant des forces de sécurité, c'est-à-dire des services secrets de l'armée, il est maître aujourd'hui des deux plus efficaces réseaux de contrôle du pays mis en place par le général Park.

La crise en cours à Séoul pourrait bien marquer une nouvelle étape dans cette ascension apparemment irrésistible. Le cabinet étant écarté, le général Chun n'a plus en face de lui que le président. Théoriquement, les deux hommes dirigent ensemble le pays. Mais on imagine mal que M. Chun, bureaucrate sans imagination, devenu chef de l'État par accident, et qui a la réputation auprès de ses compatriotes d'être un « yes man » (un « oui-oui »), ait les reins suffisamment solides pour s'opposer, si tant est qu'il le désire, à l'ambition du général.

Sentant que son pouvoir risquait d'être mis en cause par la convergence entre les différentes forces politiques du pays, l'armée a donc été contrainte de lever le masque. Devenus plus discrets dans les mois qui suivirent l'assassinat du général Park, les généraux s'étaient efforcés de faire croire qu'ils souhaitaient désormais rester à l'écart de la politique pour se consacrer exclusivement à leur mission. En réalité, les officiers fidèles à la mémoire du général président Park préparaient soigneusement leur heure. La situation a été en tout cas jugée suffisamment préoccupante par Washington pour justifier de sa part une démarche auprès des autorités. Les réserves américaines envers une solution de force souffrent-elles à redoubler l'impatience du général Chun ? Et celui-ci comprendra-t-il que s'il refuse le dialogue avec l'opposition modérée il se heurtera aux mêmes difficultés que le régime a connues ces dernières années ?

(Lire nos informations page 8.)

La France va exposer aux Occidentaux les résultats du sommet de Varsovie

Au lendemain des entrées de Varsovie entre MM. Giscard d'Estaing et Brejnev, M. François-Poncet devait se rendre, ce mardi après-midi 20 mai, à Bonn pour informer le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne de la teneur des conversations. Le ministre des affaires étrangères expliquera mercredi après-midi à l'Assemblée nationale la position du gouvernement.

Estimant qu'il existe une « volonté politique de solution » du problème soviétique, le président de la République juge nécessaire « que les grands responsables se rencontrent », ce qui ne sera pas possible avant 1981. Rappelant avoir annoncé qu'il « ne cherchait pas le succès » à Varsovie, M. Giscard d'Estaing a déclaré, lundi soir, à Saxon-Sion, où il était le sixième anniversaire de son élection : « Je voulais que ces conversations soient utiles, et elles l'ont été. »

Le voyage d'explication du ministre des affaires étrangères à Bonn ne sera pas superflu. Si l'annonce de la rencontre de Varsovie avait provoqué la stupeur dans le monde, la prise de position du président de la République en faveur d'un sommet des « principaux pays responsables » en 1981 accroît la perplexité. Même le gouvernement de Bonn, qui, seul parmi les alliés et partenaires occidentaux de la France, a approuvé le voyage de M. Giscard d'Estaing à Varsovie, ne cache pas sa réserve. Cette suggestion, a indiqué un responsable proche du gouvernement, « ne sera pas rejetée de prime abord et sera soigneusement étudiée ». Il est clair que, pour l'Allemagne fédérale, seul le rétablissement du dialogue entre Moscou et Washington peut véritablement restaurer la détente ; c'est à cette relance que M. Schmidt entend contribuer en se rendant prochainement en U.R.S.S.

Le sommet Giscard d'Estaing-Brejnev se situe dans un autre esprit : « Personne ne peut croire que M. Giscard d'Estaing soit allé à Varsovie pour redéfinir la position occidentale », écrit l'éditorialiste international du *Herald Tribune*, qui juge « étroits et mesquins » les motifs du président français. Washington continue d'observer un silence glacé. A Bruxelles, une personnalité de l'O.T.A.N. a souligné que la proposition d'un sommet des plus grandes puissances est « une initiative purement française » et que « les alliés ont été soigneusement tenus à l'écart ». Les intentions, toutes de source française, données sur la rencontre de Varsovie, mises à part la satisfaction du devoir accompli et la constatation que, sur l'Afghanistan, les positions restent « écartées », posent plusieurs questions sans réponse :

— La proposition d'un sommet des plus grandes puissances est-elle française ou soviétique ? Jeudi dernier, l'Organisation du pacte de Varsovie proposait un sommet mondial pour « liquider les foyers de tension ». Le lendemain à Vienne, M. Gromyko expliquait à M. François-Poncet que cette proposition tendait non à réunir les chefs d'État ou de gouvernement, mais seulement les principaux d'entre eux, par région (le *Monde* du 20 mai). Toutes les déclarations de M. Giscard d'Estaing et de son porte-parole, M. Blot, indiquent que le président de la République a non pas proposé, mais « prôné » cette formule dont l'origine serait donc soviétique. M. Giscard d'Estaing a

Les Québécois se prononcent par référendum sur l'avenir de leur province

Les Québécois sont invités, ce mardi 20 mai, à dire par référendum s'ils donnent mandat au gouvernement de M. René Lévesque de négocier avec Ottawa la « souveraineté-association », c'est-à-dire l'indépendance politique du Québec assortie d'une association économique avec les neuf autres provinces. Environ 4,3 millions d'électeurs étaient appelés aux urnes.

La campagne référendaire, commencée officiellement il y a cinq semaines, mais qui dure en fait depuis six mois, a été passionnée des deux côtés. M. Lévesque a cherché jusqu'en dernier moment à rassurer les électeurs, affirmant qu'il n'y aurait rien de précipité : « si la « oui » l'emportait, le premier ministre fédéral, M. Pierre-Elliott Trudeau, lui-même québécois, s'est engagé personnellement pour le « non ».

Un nationalisme têt

De notre correspondant

Montréal. — Quel qu'en soient les résultats, le référendum qui a lieu ce mardi 20 mai au Québec est une étape importante vers la création de cet État français qui réclamait déjà avec force l'abbé Lionel Groulx, dans un discours prononcé dans les années 30 en un lieu hautement symbolique : les « plaines d'Abraham », qui, so-disait des champs de la ville de Québec, surplombent le Saint-Laurent, et où la victoire des troupes britanniques sur les Français scella le sort du Canada en 1760.

Après ce qu'il est convenu d'appeler la « conquête », les soixante-cinq mille colons français et leurs nombreux descendants (environ 1,5 million en 1760, environ 1 million dans le reste du Canada) durent apprendre à vivre sous le régime britannique, par réalisme, leur permit de demeurer catholiques et français : c'est l'acte de Québec de 1774. Les Anglais sont alors mi-

noritaires (moins de 10 % de la population) et ne peuvent donc pas faire autrement. Avec l'arrivée des « loyalistes » anglophones, qui fuient la révolution américaine pour se réfugier au Canada, Londres croit qu'il va être facile d'assimiler peu à peu la population française : c'est l'Acte constitutionnel de 1791, qui divise la province du Québec en deux : le Haut-Canada et le Bas-Canada.

L'assimilation, pourtant, ne se fait pas. Les Canadiens (terme qui désigne alors uniquement les descendants des Français tandis que les autres restent les Anglais) offrent une résistance passive aux maîtres de la colonie jusqu'à ce que ces derniers décident de faire rentrer dans le rang ces vaincus qui se permettent de vivre en marge, de créer leurs propres institutions locales et qui « osent » même avoir leur propre gouvernement. Ces revendications sont exprimées par le parti patriote et par Louis-Joseph Papineau.

La révolte des patriotes est noyée dans le sang en 1837 et 1838. Et Londres décide d'en finir avec cette majorité turbulente, mais encore une fois par des moyens pacifiques.

BERTRAND DE LA GRANGE.

(Lire la suite page 6.)

LA C.G.T., LA C.F.D.T. ET LA FEN
ORGANISENT DES DÉBRAYAGES, VENDREDI
CONTRE LA NOUVELLE CONVENTION
ENTRE LA SÉCURITÉ SOCIALE ET LES MÉDECINS
(LIRE PAGE 43)

Les étudiants étrangers et la France

par ETIEMBLE (*)

Tout enseignant qui suivait depuis des semaines, avec une inquiétude chaque jour croissante, les contre-courants de la décision prise en haut lieu de faire subir à tout étudiant étranger, désireux de s'inscrire dans nos universités, un examen de langue française — grèves de solidarité, dures souvent, car les plus intelligents, les plus généreux de nos étudiants avaient compris d'emblée l'arrière-pensée politique de cette mesure d'apparence « technique » et anonyme — comment n'est-il pas redoublé le pis ? Le pis est arrivé : un mort à Jussieu. Or voici que déjà l'on ergote : à chaque émission de radio, on inculque

(*) Ancien professeur aux universités de Chicago, Alexandrie, Montpellier ; ancien directeur de l'Institut de la littérature générale et comparée de la Sorbonne nouvelle.

Bonjour, d'office, haut-parleurs précisent que cet examen n'est qu'une formalité, et d'un facile. Une diatribe, du niveau de la troisième, et très lentement dictée. Ce qu'ils oublient de rappeler : c'est que du temps a passé, beaucoup de temps, depuis que nos colonies nous tourmentaient, préparées dans nos lycées, ou dans les écoles chrétiennes, des candidats aussi habiles que les métropolitains aux enseignements littéraires, et parfois mieux formés au latin que nos propres lycéens. J'en connais beaucoup de cette génération.

(Lire la suite page 15.)

AU JOUR LE JOUR

0 temps suspens ton vol

Si l'on a bien compris, voici les résultats de la rencontre qui a eu lieu à Varsovie entre MM. Giscard d'Estaing et Brejnev :

- 1) Le temps est suspendu jusqu'en 1981 ;
- 2) Les Jeux olympiques peuvent avoir lieu sans problèmes ;
- 3) Les présidents dont les mandats expirent avant fin 1981 devraient, grâce à cette période de calme, se faire redéfinir sans difficultés ;
- 4) Rien ne doit bouger, les tensions d'accroissement des tensions sont supprimées, même si l'occupation de l'Afghanistan se poursuit ;
- 5) Un sommet se réunira en 1981 pour s'occuper des Afghans... du moins de ceux qui seront encore en vie, à ce moment-là.

MICHEL CASTE.

« Il y a cinq ans, les milieux gouvernementaux d'Occident ont négligé mes mises en garde. Libre à vos dirigeants d'en faire autant avec celle que je lance aujourd'hui. Mais elles se vérifieront elles aussi. »

Alexandre Soljénitsyne

Alexandre Soljénitsyne
L'erreur de l'Occident

GRASSET

« LA CITÉ DES FEMMES », DE FEDERICO FELLINI

Les fantasmes de l'homme

La galaxie fellinienne est si particulière, si différente de notre univers cinématographique habituel, qu'on ne l'aborde jamais sans un sentiment de surprise et de dépaysement. De là à parler de déception et à prétendre que le nouveau film du « masetto » est moins réussi que le précédent, il n'y a qu'un pas, qui fut souvent franchi dans le passé. Avons-nous, à notre tour, été victimes d'une réaction de ce genre ? L'avenir le dira. Mais aujourd'hui il nous faut bien avouer que nous sommes sortis de la Cité des femmes perplexes, vaguement frustrés, orphes de ce bonheur que nous apportent ordinairement les films de Fellini.

Impression qu'il importe évidemment de nuancer : même discutée, même encombrée de scories, une œuvre de l'auteur de la *Docteur Vita* dépasse toujours de cent coudées

les ouvrages de la production courante. Ne lui-crois que le génie visionnaire du cinéaste, son fabuleux égoïsme (soit de tous les créateurs authentiques), et cette pénombre érepsculaire, apocalyptique, que, mieux que tout autre, il fait planer sur ses récits.

Tout cela, on le retrouve dans *La Cité des femmes*, qui est l'histoire d'un cauchemar, d'un voyage labyrinthique dans l'inconscient d'un homme, d'un itinéraire dantesque à travers un monde qui est comme croûte d'écrou et qui n'est en réalité que la projection de ses propres obsessions.

Le film commence par une image typiquement fellinienne : celle d'un train pénétrant dans un tunnel.

JEAN DE BARONCELLI.

(Lire la suite page 20.)

Le Monde

idées

ÉCOLOGIE ET POLITIQUE

Quel rôle les écologistes peuvent-ils espérer jouer dans la vie politique ? La question se pose après les succès qu'ils ont obtenus, notamment en République fédérale, et devant les divisions qui se manifestent actuellement en France à propos du choix d'un candidat

à l'élection présidentielle.

Roger Garaudy

est convaincu que

les forces existent

qui pourraient

« reprendre la Bastille » ;

et Brice Lalonde,

qui dénonce

le plus « soviétique »

des pays de l'Ouest,

veut croire en

la possibilité de dépasser

les « chamailleries ».

Odon Vallet estime

en revanche, que,

à défaut d'un accord

sur un nom et sur

un programme, il vaudrait

mieux renoncer à

une candidature et

François Fonvielle-Alquier

redoute qu'en se fixant

sur une « option

parcellaire », on ne

perde de vue un

« choix d'importance

globale ».

UN PEU D'AIR !

par BRICE LALONDE

S'il ne sort décidément pas grand-chose de bon de nos institutions, de nos industries, de nos partis, il faut les renouveler. Pendant une décennie, les écologistes ont popularisé des valeurs, diffusé des idées, montré une manière de vivre. Ils ont maintenant l'ambition d'enlever la écologie tout entière. Rassembler, entrer en responsabilité, voilà notre choix. C'est donc livrer bataille.

Car la France est en train de devenir le plus « soviétique » des pays de l'Ouest. Créons une association, l'administration l'attribuera, l'État lui fournira le matériel, les services lui verseront des indemnités, les partis tenteront de nous empêcher. Faut-il une percée, ils s'opposent à la diffusion. Manifestez, on vous enverra les gendarmes. Informez, agissez, produisez, un monopole s'efforcera de vous anéantir.

Depuis vingt-cinq ans, un consensus gaullien a dominé la France : tout pour la production, tout par l'État, tout au nom de la nation. Ce consensus a heureusement volé en éclats. Pourtant, les réajustements dans la majorité et dans l'opposition n'ont abouti qu'à renforcer, jusqu'à la caricature, ce modèle archaïque. M. Giscard d'Estaing règne sans partage et le dernier « projet socialiste » n'est autre que l'ex-programme commun, Vile, un peu d'air...

Le parti unique

D'excellents élèves, élégants et courtois, grandes écoles et grandes corporations, glissant discrètement des cabinets ministériels aux entreprises nationales, de l'État au business, « Sans de l'État, service public, neutralité technique, impératif de gestion », suscitent-ils. Nos braves élus les croient sur parole et reconnaissent volontiers que le député UDF, également maire, conseiller régional, général, parlementaire européen, devra céder sa place au jeune énarque qui tient déjà le parti et distribue les consignes de vote.

Il est vrai que le Parlement, mais à quel effet ? Il sert encore à dissimuler le parti unique : E.D.F., E.R., B.N.P., P.U.K., Rhône-Poulenc, S.E.T.A., Renault... et autres « appareils », publics ou privés, dont le coalition, bousculant la population sous prétexte de la servir, crée cadre et mode de vie à ses propres mesures, non à celles des Français.

La crise est en grande partie leur œuvre. Elle est aussi leur élite. Des hommes ont fait, la nature est mise à mal, les relations internationales se tendent, le peuple se sent inutile. Devant une réalité aussi fuyante, les technocrates devraient lâcher les brides, jouer la diva et s'être fait confiance à la créativité et à la participation. Au contraire, ils resserreraient leur contrôle, concentrent leur pouvoir. Nous sommes gérés. A hauts risques. On nous répète que, de

toute manière, nous ne serions pas compris. Ploqué, c'est pour notre bien. Les fichiers informatiques, pour notre bien. L'exportation d'armes, pour notre bien. L'enlèvement, à petits pas, de la bombe à neutrons, pour notre bien...

La politique n'est plus que le ges-

Un triple projet

Nous avons à construire l'opposition aux technocrates.

Nous avons à libérer la force qui doit jouer désormais l'un des premiers rôles du monde développé. Le mouvement écologiste peut en être le catalyseur. S'il passe du témoignage à la lutte, s'il joint l'engagement civique à la défense de la nature, s'il choisit l'indépendance politique avec l'ouverture sociale. Pour trouver un nouvel équilibre entre nature et culture, c'est d'abord la société, ses rapports humains, ses techniques, son droit, sa culture, ses relations avec d'autres sociétés qu'il faut réformer, transformer, enrichir, moderniser.

Où, nous portons un triple projet : pour la société, pour la communauté, pour les institutions. A l'association industrielle, nous voulons substituer l'épanouissement écologique. Au corporatisme assoupli, nous

préférons une large Europe des régions qui défende les droits des hommes et des nouvelles relations Nord-Sud. Enfin, nous voulons l'État minimum et des procédures de démocratie directe.

Nous avons appris plus vite que d'autres qu'on ne change pas de société comme de chemise et que le bonheur ne se livre pas clé en main. Nous connaissons les limites de la science et celles des théories. Nous savons que les meilleures intentions ont souvent des effets pervers. C'est pourquoi, par-dessus tout, nous voulons réinventer la démocratie, changer la politique, ouvrir l'avenir des choix. Seront-elles capables de dépasser nos chamailleries, de développer notre mouvement sans tomber dans le mimétisme des partis, de rester celes et confiantes malgré les bruits de bottes et les attentats ? Je le crois.

Les forces existent pour prendre la Bastille

par ROGER GARAUDY

SOMMES-NOUS, oui ou non, en danger de mort ? Est-il vrai, oui ou non, qu'avec les stocks d'armes nucléaires actuellement existants et leur prolifération il est désormais possible d'anéantir toute trace de vie sur la Terre ?

Est-il vrai, oui ou non, que nous ne pouvons, pendant les trente années à venir, poursuivre la croissance dans le même sens et au même rythme que dans les trente dernières années sans laisser à nos enfants une terre invivable, vidée de ses ressources rares et saccagée par nos pollutions ?

Voilà les vrais problèmes, ceux dont dépend notre vie et notre mort.

Or, aucun des quatre grands partis officiels ne répond à cette angoisse vitale. Leur dénominateur commun (et qui justifie, hélas ! l'appellation de « bande des quatre »), c'est qu'ils acceptent tous un même modèle de croissance qui nous conduit à la mort, l'arme atomique, et la prolifération des centrales nucléaires dont

le gigantisme et les périls créent la pire menace non seulement pour un socialisme démocratique mais pour toute démocratie.

Les « quatre » ont aussi en commun de rabaisser le débat politique au niveau de rivalités et d'accusations de personnes, et plus encore, un évident accord pour conserver le monopole de cette politique dans un club fermé : le gouvernement impose la loi des cinq cents signatures parlementaires et de maires pour avoir le droit d'être candidat, et les partis socialistes et communistes se rendent complices de ce verrouillage en interdisant à leurs élus de donner, par leur « vote », la possibilité d'autres candidatures.

Telle est la forteresse dans laquelle les quatre prétendent continuer entre eux leurs jeux d'arènes et assurer ainsi, infailliblement, la réélection du plus haut responsable de cette politique de croissance aveugle et de nucléaire civil et militaire qui sert si bien la volonté de puissance et de profit des multinationales.

Une coalition d'hommes et de femmes debout

Les forces existent, en France, pour un formidable sursaut contre ce délabrement politique et pour un rassemblement victorieux.

Depuis trois ans, tous les « grands » partis ont perdu de 3 à 7 % de leurs électeurs — et plus encore de leurs militants. Il s'est créé ainsi un vide politique de 15 à 20 % d'un électeur qui ne peut ni voter dans ces partis une expression de ses espérances et de sa volonté.

Et puis il y a les forces qui, déjà, se situent en dehors du système. Des millions de Français attendaient du mouvement écologique la rupture avec le pouvoir établi qui détruit d'un même coup l'homme et la nature ; ils attendaient le projet d'une société non violente, la paix et non l'atomisme, une forme de croissance fondée sur les besoins de l'homme et non sur les profits du capital. Les trois journées de Lyon ont-elles répondu à cette haute espérance de la sensibilité écologique ? Des mini-guerres entre de mini-appareils ont donné le spectacle d'affrontements qui ne violent pas plus haut que les plus anciens partis.

Le P.S.U. n'a cessé d'être le creuset de réflexions sur un socialisme autogestionnaire et sur les alternatives au nucléaire (comme le « Plan Alter breton ») dont il est l'initiateur. Mais sa conception très traditionnelle de ce qu'est un « parti » (voter pour nous et nous ferons le reste) l'a malheureusement empêché de sortir du ghetto groupusculaire et de s'épanouir autant que le méritent ses initiatives et le dynamisme de ses militants.

Tous ceux qui aiment l'avenir

se sont réjouis de voir le Mouvement des radicaux de gauche lancer un coup de semonce au parti socialiste en présentant un candidat antinucléaire, mais cette espérance ne serait-elle pas déçue si cet débouchait sur un ralliement, à l'automne, à un candidat satisfait de la politique nucléaire actuelle ?

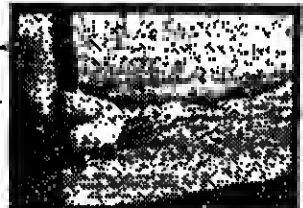
Il existe, dans notre pays, les forces potentielles pour la victoire des vivants. A condition de former un vaste rassemblement qui ne soit pas une coalition de déçus et de négateurs, mais de femmes et d'hommes debout, décidés à vivre autrement, et à condition de ne pas affaiblir ce mouvement pour un projet global par un émiettement de sectes.

Pour prendre la nouvelle Bastille, il ne faut rien moins que la levée, indissolublement politique et spirituelle, des masses profondes de notre peuple, ébranlé par le spectacle d'un débat politique qui jamais, en France, n'a été aussi bas ; de notre peuple qui attend pas de laisser conduire au gouffre et à la mort, ni permettre, une fois de plus, qu'un tiers-monde acculé à l'extermination ou à la révolte, fasse les frais des orgies de la « croissance » occidentale.

J'entends par « spirituel » non pas ce qui est confessionnel, voire cériel, mais, au contraire, ce qui est la caractéristique de toute politique à hauteur d'homme : la conscience, en chacun, d'être personnellement responsable de l'avenir de tous les autres.

Notre pays, aujourd'hui, n'a pas besoin d'un Bonaparte, mais de milliers de Gandhi éveilleurs des vivants.

Claude Gounelle



SEDAN

mai 40



« Pour parvenir, nous dit Claude Gounelle, à retracer le calvaire de tous ces hommes meurtris dans leur chair, luttant dans des conditions inégales avec les armes périmees et inefficaces, anéantis sous les bombes et les obus, en un mot, pour décrire le combat impossible et désespéré de milliers de Belges et de Français, j'ai laissé simplement chacun d'eux raconter sa propre action. »

PRESSES DE LA CITE

Le temps presse

par ODON VALLET (*)

Les écologistes s'entrechânaient pour la désignation d'un candidat à l'élection présidentielle. Actuellement, Jean-Claude Delarue, sous les couleurs d'Ecologie 31, s'est déclaré candidat. Philippe Lebreton, au nom du Mouvement d'écologie politique, aimerait bien être désigné. Brice Lalonde, figure de proue des Amis de la Terre, ne refuserait pas non plus. Nombreux sont les célèbres inconnus de l'écologie qui se disent avoir une petite chance d'être le candidat d'un bon. On évoque aussi les vedettes, susceptibles de se placer au-dessus de la mêlée : le commandant Cousteau, Haroun Tazieff, Alain Bombard. Ou bien, on se dit que, malgré son âge, René Dumont obtiendrait une fois encore une sollicitation pressante de ses amis.

Nous sommes en plein rêve. Car, dans ce climat de division, aucun candidat à la candidature n'a la moindre chance. Dans le but d'éviter la multiplication des candidats (douze en 1974), la loi électorale de 1976 prévoit en effet un filtre très sévère : chaque

candidat doit être présenté par au moins cinq cents élus (maires, conseillers généraux et parlementaires) de trente départements, aucun département ne pouvant représenter plus de 10 % des signatures. Celles-ci sont rendues publiques, publicité qui fera hésiter beaucoup de maires. En 1974, de nombreux élus, dont certains célèbres, n'avaient signé en faveur de René Dumont qu'en contrepartie d'un anonymat rigoureux. Une « fuite » en Alsace avait provoqué une polémique remontant jusqu'au Conseil constitutionnel. De plus, le ministère de l'Intérieur garde les formulaires jusqu'à une date indéterminée, retenue qui empêche les candidats de se mettre en campagne dès maintenant.

Enfin, les formulaires seront distribués non aux candidats, mais à chaque élu qui en fera la demande. Les tournées des candidats seront ainsi rendues fastidieuses et les préfets pourront exercer des pressions sur les élus.

Rassembler toutes les forces

Dans ces conditions, les candidatures de Roger Garaudy, d'Étienne Bouchard (P.S.U.), voire de Michel Debré, sont incertaines. Le risque est de voir des petits candidats téléguidés par de grands partis qui leur apporteraient les signatures de leurs élus. On pourrait ainsi avoir un candidat écologiste réputé plutôt favorable à la majorité et un autre plutôt favorable à l'opposition, avec désistement (explicite ou implicite) pour le « bon » camp au second tour. A moins que, par machiavélisme, la majorité ne préfère soutenir un écologiste de gauche (et inversement) pour enlever des voix, lors du premier tour, au candidat principal de l'opposition (ou de la droite).

Toutes ces manœuvres risquent d'écarter l'écologiste et de démolir les militants. Pour l'efficacité, mieux vaudrait une large union ainsi qu'une bonne méthode. Il faudrait d'abord réunir toutes les forces écologistes, notamment les unions régionales ou départementales d'associations

de l'environnement qui sont souvent en contact avec les notables. Ensuite, on pourrait prendre contact avec des associations de maires dont les revendications rejoignent une partie du programme des écologistes. Ceux-ci donneraient, durant la campagne télévisée, une grande publicité à des thèmes délaissés par les grands candidats, tels que la lutte contre la désertification de l'espace rural, le maintien de l'agriculture de montagne ou des services publics dans les petites communes. Sans oublier les maires victimes de la marée noire ou de perches autoroutières.

Il faudrait aussi rajouter le programme écologiste, passer du « non » absolu au nucléaire (qui devient un fait irrévocable) à une gestion rationnelle et démocratique du nucléaire, évoluer de la macrobiologie mystique à des propositions concrètes pour une agriculture

(*) Maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris.

double, insister sur le problème du bruit au moment où le projet de loi du gouvernement vient d'échouer, donner une dimension internationale à un programme qui doit tenir compte de la crise planétaire actuelle. Beaucoup d'écologistes comprennent la nécessité de ces mutations quand on les leur explique sans ambition personnelle ni arrière-pensées électorales.

S'il ne pouvait y avoir accord ni sur le nom d'un candidat, ni sur le programme, ni sur la méthode de campagne pour les véritables primaires, mieux vaudrait renoncer à la candidature de court à l'échec et d'affaiblir gravement le courant de pensée écologiste. Les écologistes devraient alors se constituer en « grand jury » pour interpellier, avec l'aide des journalistes, les candidats des grands partis sur leur programme. Mais, quelle que soit la solution choisie, une attitude demeure : le temps presse.

LA PARTIE ET LE TOUT

par FRANÇOIS FONVIELLE-ALQUIER

QUAND l'écologie tient conseil, la raison voudrait qu'évoquant la France unanime se centrait directement sur les problèmes concrets. Qui pourrait rester indifférent devant une entreprise qui donne pour tâche de purifier l'atmosphère des villes, de sauver nos mers déjà à demi corrompues, de préserver l'avenir de la race alors que d'évidentes menaces pèsent sur nos chromosomes ? Tout se complique cependant lorsque l'écologie militante s'intéresse de trop près au scrutin présidentiel. A-t-elle mesuré tous les risques d'une telle aventure ? Dans l'hypothèse la plus favorable pour elle, y obtiendrait-elle 5 % des suffrages, ne va-t-on pas en conclure que, pour 95 % de nos compatriotes, la survie de l'espèce, la transparence de l'air qui irrigue leurs poumons, la bonne santé de la faune et de la flore sous-marines sont des soucis mineurs, ou, en tout cas, indignes de retenir leur attention ?

L'écologie fait en effet irruption dans un débat politique aux frontières déjà nettement tracées

et dont les enjeux, hérités d'une longue histoire, se fondent, pour l'essentiel, sur les réponses des partis et de leurs électeurs à l'ensemble des problèmes que pose la vie d'un pays, qu'il s'agisse de la fonctionnement des institutions, l'économie, la diplomatie, la droit public et privé, la culture et l'éducation. Un ensemble, avouons-le, à l'inverse, le vote « écologique » privilège une question particulière — si vitale soit-elle — et veut ignorer toutes les autres, toutes celles qui devraient aborder un président élu, mais que l'écologie tient pour également décisives puisqu'elle renvoie allègrement des à dos la gauche, la droite et leurs solutions respectives. Même s'il n'est pas seulement réaction de colère contre l'impudence et le divolement des partis traditionnels — l'émotion de la déception et du dépit — le vote « écologique » entraîne un grave déséquilibre entre une option parcellaire et un choix d'importance globale.

Sans doute les partis sont-ils coupables d'avoir tant tardé à découvrir les problèmes de l'environnement, et de ne leur apporter que des solutions incomplètes ou inadéquates. Mais l'écologie militante devra, un jour ou l'autre, approfondir ses analyses. La technique du « bon net blanc et blanc bonnet » au second tour nous semble le symptôme d'une maladie infantile.

La défense de l'homme et de son milieu naturel ne pourra pas rester éternellement suspendue dans le vide des intentions plausibles, mais devra trouver sa place dans un corps de doctrines, parmi les « catégories » classiques de la pensée politique. Savoir si c'est à gauche ou à droite qu'elle trouve le meilleur accueil, si elle a ou non plus à attendre de la planification que du profit en liberté. Et, à cet égard, le pouvoir de décider appartenant à qui l'on sait dans la France présidentielle, l'écologie militante ne peut se désintéresser des conséquences d'un vote qui ferait élire celui-ci ou empêcherait tel autre d'être élu.

Le Monde

La rencontre qui...

Je voulais que...

soient utiles, et...

a déclaré le président...

Un essai d'une...

BERNARD...

La foi...

Avec le « reto...

risque de retombe...

et le fanatisme : « Il n'y...

L'histoire des relig...

des totalitarismes p...

Il n'y a que b...

Collection...

ROBERT...

ملنا في الحول

étranger

LE SOMMET FRANCO-SOVIÉTIQUE DE VARSOVIE

Une rencontre qui aura seulement permis... de se rencontrer

MOSCOU : une évidente satisfaction

Varsovie. — La rencontre, en somme, a permis... de se rencontrer — ce qui n'est pas tout à fait un miracle quand les deux interlocuteurs en étaient d'accord, et l'un si impatient qu'il avait vendu la mèche avec quarante-huit heures d'avance. Mais de résultat, point, si hypothétique soit-il.

« Satisfait, monsieur le président ? » M. Giscard d'Estaing observe le micro qu'on lui tend sur l'équipement militaire de Varsovie, hâte un court instant et répond qu'il aime pas employer d'adjectif. Il préfère dire que ces entretiens ont été « utiles ». Ont-ils alors contribué à engager un processus de déstabilisation internationale ? Là, le président reste muet et esquive en se racontant sur une question sans pérorer d'un journaliste soviétique.

Un « oui » aurait été trop dire, un « non » parler trop crûment. « Les entretiens avec M. Brejnev », explique M. Giscard d'Estaing, ont atteint leur but : permettre une explication au plus haut niveau sur la situation internationale et la manière de réduire les tensions qui l'affectent.

Ce sont à peu près les premières lignes de la déclaration en trois points que nous avons par la porte-parole de l'Elysée, M. Blot. Premier point, l'Afghanistan : « Les explications données de part et d'autre ont fait apparaître des positions éloignées et qui restent éloignées (...). Les positions et l'analyse française ont été exposées de la manière la plus nette. Cependant, les entretiens ont fait apparaître la volonté de rechercher une solution politique au problème de l'Afghanistan. C'est une indication qui avait déjà été donnée par M. Gromyko à Paris, et M. Brejnev (...) y est revenu avec insistance. Seule la poursuite du dialogue permettra d'évaluer les possibilités de faire progresser cette solution politique. »

Les discussions, ensuite, ont comporté « plusieurs éléments positifs sur d'autres sujets », mais apparemment assez secondaires pour qu'il n'en soit pas fait état, pas plus par exemple que de la conférence de Madrid. M. Giscard d'Estaing a opposé à la dernière

De notre envoyé spécial

proposition du pacte de Varsovie de réunir une conférence mondiale (le Monde daté 18-19 mai) celle d'un « sommet des principaux pays responsables ». « Pour permettre, dit la déclaration française, la réunion d'un tel sommet en 1981, tout devrait être fait pour éviter d'accroître d'ici là les causes de la tension internationale. » L'avertissement peut s'adresser à l'un comme à l'autre des Deux Grands, mais il s'accompagne cependant d'un développement sur « l'urgence et la nécessité pour tous les pays d'apporter leur contribution » à la libération des otages de Téhéran.

Ce lundi 19 mai, lorsque les deux chefs d'Etat accompagnés de leurs ministres des Affaires étrangères retrouvent, à 10 heures, M. Gierak dans la salle Blanche du château de Wilanow, on commence par faire assaut d'honneur sur le tapis. M. Gierak estime que c'est « l'Europe occidentale qui a tardé à donner le visa au printemps ». M. Giscard d'Estaing croit plutôt que « l'air froid vient du nord de l'empire ». M. Gierak traduit et M. Brejnev

penche pour le « nord de l'Atlantique ». Avant le déjeuner, qui réunit les mêmes plus le ministre polonais des Affaires étrangères, les deux chefs d'Etat se retrouvent en tête à tête. A 15 heures, lorsqu'on se sépare, et que M. Gierak et Giscard d'Estaing vont s'entretenir seuls à deux, déjà avancé un premier bilan.

Appréciables bénéfices pour MM. Brejnev et Gierak

Pour le président du présidium du Soviet suprême, il est excellent. M. Brejnev n'a pas fait une concession (la déclaration française en témoigne) ni rien modifié de ses thèses. Il vient, en revanche, d'une part, de mettre en évidence et d'accepter les discordances occidentales ; de l'autre, de démontrer à son opinion, à celle des démocraties populaires et aux pays du tiers-monde que l'occupation et la normalisation de l'Afghanistan n'avaient nullement isolé son pays du concert des nations. Mieux encore, dans quelques instants, le président français va lui faire découvrir un brevet d'insistance à rechercher une solution

Moscou. — La presse soviétique accorde, ce mardi 20 mai, une large place au sommet Brejnev-Giscard d'Estaing qui contraste avec la discrétion dans laquelle il avait été préparé. La Pravda insiste sur l'histoire des actions franco-soviétiques en faveur de la détente pour observer que, « dans ces conditions (...), les conversations de Varsovie constituent une démarche naturelle pour les deux pays ».

Contrairement à ce qui avait été annoncé aussi bien à Moscou qu'à Paris, l'agence Tass, reprise par tous les journaux soviétiques, fait grand cas du « communiqué commun soviéto-français » publié après le sommet de Varsovie et qui ne contient pourtant aucune indication de substance. « La question touchant la situation internationale et les initiatives visant à réduire la tension, indique ce texte, ont été discutées de même que les rapports bilatéraux. Leonid Brejnev et Valéry Giscard d'Estaing ont exprimé leur reconnaissance au gouvernement de la République populaire de Pologne et, personnellement, à M. Gierak pour leur hospitalité chaleureuse et pour la création des conditions indépendantes à la tenue des conversations. »

La Pravda considère que l'échange de vues a été « fructueux » mais n'en laisse pas moins comprendre à ses lecteurs que les positions des deux chefs d'Etat sont loin de coïncider. Elle reprend, en effet, des extraits des déclarations faites par le président de la République française avant son départ de Varsovie : des points de vue différents ont été exprimés, en premier lieu sur l'Afghanistan ; M. Giscard d'Estaing n'a pas voulu se déclarer « satisfait » mais a qualifié l'échange de vues d'« utile ». Par le même biais de citation, le journal du P.C. soviétique mentionne, sans la reprendre ouvertement à son compte, la proposition du président français d'organiser l'année prochaine un sommet des principaux Etats responsables de la situation internationale. La Pravda s'abstient de citer le mise en garde de M. Giscard d'Estaing selon lequel, pour que cette conférence puisse se tenir dans de bonnes conditions, il convient de ne pas aggraver d'ici là les tensions existantes.

De notre correspondant

européenne et mondiale, se renforcent constamment en Europe. » La Kremlin n'en demandait pas plus. Pour lui, le sommet de Varsovie ne s'analyse pas en termes de succès ou d'échec. C'est une étape dans une partie à long terme. Depuis l'intervention de l'armée rouge en Afghanistan, la politique extérieure soviétique est passée par trois phases. La première a été marquée par un repliement sur soi de hauts fonctionnaires soviétiques sont venus à Paris lire à leurs collègues français les explications de la Pravda sur l'Afghanistan tandis que Moscou annulait plusieurs rendez-vous avec des dirigeants occidentaux. Dans un deuxième temps, les Soviétiques se sont efforcés de regagner le terrain perdu auprès des pays du tiers-monde. La conférence islamique d'Islamabad montre qu'ils y ont réussi, au moins partiellement. Enfin, dans une troisième phase, le Kremlin s'est tourné de nouveau vers l'Europe occidentale, pour inviter ses dirigeants à reprendre la coopération, comme si rien ne s'était passé.

Il souhaite revenir au calendrier initialement prévu, passer à l'ordre du jour, ou du moins en donner l'impression. Il s'agit toujours de présenter l'Afghanistan comme un épiphénomène, un problème marginal qui ne doit pas faire obstacle au développement de la coopération sur le Vieux Continent, sans pour autant faire aucune concession majeure sur les deux questions qui bloquent la situation : les armes nucléaires de théâtre en Europe et l'Afghanistan.

Loin de constituer une ouverture, la récente proposition soviétique est analysée par les observateurs occidentaux à Moscou comme une réaffirmation des principes maintes fois exprimés par l'U.R.S.S. Le seul fait nouveau est qu'elle reconnaît officiellement et publiquement qu'il existe un problème afghan, qu'il ne s'agit donc pas seulement d'une invention des Américains. Mais sur le fond, les Soviétiques n'ont pas bougé d'un pouce. Ils exigent toujours la reconnaissance internationale du gouvernement Babrak Karmal, ainsi que des garanties de la part des voisins de l'Afghanistan et des Etats-Unis. La nature des garanties qui pourraient fournir, de son côté, l'U.R.S.S. n'est pas précisée. Il semble que l'U.R.S.S. se réserve une sorte de statut de puissance tutélaire chargée de contrôler le respect par les autres Etats des accords conclus. De plus, en introduisant dans le règlement de la question afghane le

problème de l'Océan Indien, elle revendique un droit de regard sur toute la région, comme elle démandait. Il y a quelques semaines, une participation à la sécurité des approvisionnements pétroliers de l'Occident. Ce que cherche l'U.R.S.S., c'est ni plus ni moins que la reconnaissance par la communauté internationale des objectifs stratégiques qu'elle poursuivait en entrant en Afghanistan. Dans ces conditions, les troupes soviétiques pourraient évidemment quitter ce pays, leur retrait ne devant pas de toute façon faire l'objet de négociations, mais devant seulement intervenir « dans le contexte » des accords entre l'Afghanistan, d'une part, l'Iran et le Pakistan, d'autre part.

Face à la diplomatie américaine qui accumule les dévotions, face à une diplomatie européenne sceptique et désespérée, l'U.R.S.S. est la seule puissance à avoir une stratégie, à s'y tenir et à la poursuivre contre vents et marées. Sans être découragés par les silences désapprobateurs ou les rebuffades, elle propose inlassablement les mêmes initiatives, espérant qu'un jour sa patience sera récompensée. C'est ainsi qu'elle a procédé pendant des années, pour la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, qui a abouti à l'Acte final d'Helsinki. Elle applique le même tactique avec la conférence sur la détente militaire et le désarmement en Europe.

Il s'agit pour elle de démontrer qu'elle ne tourne pas le dos à la détente. Au contraire, écrit le Pravda, l'Est soviétique se propose résolument pour un renforcement de la détente, pour la limitation des armements, pour la compréhension mutuelle entre les peuples et il apporte une grande contribution réelle à la réalisation de ces nobles objectifs. « Comme l'indique la déclaration du pacte de Varsovie, quel Etat épris de paix ne souscrirait pas à ces initiatives de bon sens ? »

Moscou a placé les Occidentaux et surtout les Européens dans cette position très inconfortable où ils doivent énoncer comme « inacceptable » l'occupation de l'Afghanistan et la répliquer à toutes les occasions, mais où ils ne sont pas en mesure d'en tirer des conséquences politiques précieuses, sauf à mettre en danger les acquis de la détente (coopération économique, relations humanitaires, statut de Berlin, coopération entre les deux Etats allemands, etc.) ce qu'ils ne sont pas prêts à risquer. « pour Kaboul ».

DANIEL VERNET.



(Dessin de PLANTU.)

« Je voulais que ces conversations soient utiles, elles l'ont été » a déclaré le président de la République

A son arrivée à Saxony-Sion, où il venait fêter le sixième anniversaire de son élection à la présidence de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing a déclaré : « Lorsque la France, ou le président de la République française, rencontre le chef de l'Etat soviétique pour aller au fond de l'analyse de la situation internationale actuelle (...) dites-vous bien qu'il répond à une aspiration profonde de toute la population. »

« La diplomatie ne consiste pas à rédiger des communiqués mais à rencontrer des responsables et à analyser une situation, à expliquer très clairement sur les problèmes et je l'ai fait (à Varsovie) avec la plus grande netteté. (...) »

« La communication ne règle pas les problèmes, mais l'absence de communication accrue les malentendus. Il est donc important de dire, dans les termes les plus nets comment nous analysons la situation, même quand notre position est différente. Et, dans le cas de l'Afghanistan, elle l'est ; je l'ai dit. »

« Je crois qu'un exposé aussi net des réactions occidentales et d'un pays comme la France n'avait pas été fait jusqu'ici. Cet exposé est en effet de nature à être pris en considération par nos interlocuteurs. »

« Les conférences internationales ne sont pas faites pour offrir un spectacle ; elles sont faites pour rechercher des solutions aux problèmes. Je suis persuadé qu'il n'y a pas une seule personne de bon sens dans le monde qui ne considère qu'il soit utile, à l'heure actuelle, que les responsables s'interrogent sur la réalité de la situation, autant que sur ses causes et sur les initiatives à prendre pour tenter d'atténuer les tensions. C'est ce que j'ai voulu faire, ce que j'ai fait. J'avais annoncé à l'avance que je ne cherchais pas le succès. Je voulais que ces conversations soient utiles ; elles l'ont été : je puis vous dire que nos interlocuteurs m'ont écouté avec beaucoup d'attention, lorsque je leur ai fait part, avec la plus grande franchise, de notre analyse. »

« En ce qui me concerne, j'estime que si l'on souhaite apporter une réponse d'ensemble, il faudra en effet que les grands responsables se rencontrent. Il y a, à l'heure actuelle, un calendrier international qui fait qu'une telle rencontre n'est pas possible avant 1981. Pour quelle soit utile, il ne faut pas qu'elle soit monstrueuse. Il faut qu'elle réunisse ceux qui exercent les responsabilités essentielles dans la recherche de la paix et de la détente internationale. »

politique au problème afghan. Pour M. Giscard d'Estaing, les conversations de Varsovie sont appréciées aussi. Il a mené à terme, deux fois de suite en quelques mois, deux missions délicates confiées par Moscou : la Conférence des P.C. européens et la rencontre de lundi. Il est le plus brillant fils du camp socialiste et à ce titre voit sa position personnelle renforcée et sa politique extérieure — pragmatique et souple entre les deux camps — renforcée. L'analyse de la situation internationale, économique et contestataire — confortée.

Sauf dans les milieux de l'opposition les plus politisées, la fierté nationale a vu Varsovie remplir un rôle aussi actif que de plus, en faveur de la stabilité politique. Enfin, l'image extérieure de la Pologne, déjà généralement bonne, est encore améliorée par l'événement à l'heure où Varsovie éprouve de pressants besoins de financement étranger.

Et pour le président de la République française ? Il a pu vérifier que M. Brejnev et Gromyko tenaient le même langage (il semble qu'il ait éprouvé des doutes sur ce point à Paris) ; constater que ce qu'on appelle à Moscou « solution politique » signifie reconnaissance internationale du gouvernement de M. Karmal et suppression des bases arrière de la résistance ; et allumer enfin un contre-feu à la proposition de conférence mondiale du pacte de Varsovie avec l'idée d'un sommet des principaux pays responsables (1). C'est peu, en regard au coût. Ce qui restait difficile à concevoir avant la déclaration française de lundi s'est avéré : M. Giscard d'Estaing n'avait reçu aucune assurance avant de partir pour Varsovie et en revient les mains vides.

Une inlassable patience

Aucune réaction officielle n'a été enregistrée jusqu'à présent concernant cette idée de sommet des principales puissances. Cependant, le Kremlin ne devrait pas y voir d'obstacle majeur. Selon certaines rumeurs, des alliés de l'U.R.S.S. seraient d'ailleurs suggérés à M. Brejnev, en cours de la récente réunion du pacte de Varsovie, la préparation d'une rencontre soviéto-américaine au plus haut niveau pour que enfin le dialogue soit renoué entre les deux super-puissances. Compte tenu des tensions actuelles, les dirigeants soviétiques n'auraient manifesté aucun enthousiasme et proposé comme succédané cette conférence mondiale. Mais, si elle est organisée, le Kremlin ne devrait pas y voir d'obstacle majeur. Selon certaines rumeurs, des alliés de l'U.R.S.S. seraient d'ailleurs suggérés à M. Brejnev, en cours de la récente réunion du pacte de Varsovie, la préparation d'une rencontre soviéto-américaine au plus haut niveau pour que enfin le dialogue soit renoué entre les deux super-puissances. Compte tenu des tensions actuelles, les dirigeants soviétiques n'auraient manifesté aucun enthousiasme et proposé comme succédané cette conférence mondiale. Mais, si elle est organisée, le Kremlin ne devrait pas y voir d'obstacle majeur.

De notre correspondant

Bonn. — On ne s'attendait guère à Bonn que la rencontre de Varsovie apporte des résultats concrets. La différence du gouvernement, la presse et le public avaient accueilli avec beaucoup de scepticisme l'annonce de ce sommet franco-soviétique. Personne ne s'attendait donc qu'une solution du problème afghan ne paraisse pas plus proche aujourd'hui qu'hier. Au surplus, l'impression la plus générale est que, même si l'on pouvait oublier les très profondes contradictions politiques qui divisent l'Est et l'Ouest en ce moment, quelques heures de conversation entre le président français et le chef du Kremlin n'auraient en aucun cas pu suffire à transformer la situation.

Le porte-parole officiel du gouvernement de Bonn, M. Bölling, n'a cependant nié aucun effort pour contrebalancer les commentaires critiques d'une grande partie de la presse allemande, qui a surtout voulu voir dans la rencontre de Varsovie une façon de diviser l'alliance occidentale. Aussi a-t-il souligné que l'initiative de M. Giscard d'Estaing n'avait pas provoqué « le moindre signe d'irritation » chez le chancelier.

De son côté, le ministre des Affaires étrangères, M. Genscher, a été encore plus loin. Dans une interview il a contesté que le président français ait fait cavalier seul. Ses conversations avec M. Brejnev auraient tenu compte des principes inspirant l'alliance occidentale. De plus, observe le ministre ouest-allemand, il ne s'agit pas dans cette affaire de cueillir des lauriers, mais de contribuer à une solution pacifique du conflit.

Touchant le fond du problème posé par la rencontre franco-soviétique, M. Bölling ne s'en est pas moins exprimé d'une façon assez claire. « Nous saluons et soutenons, dit-il, l'initiative du président Giscard d'Estaing et sa contribution au rétablissement du dialogue entre l'Est et l'Ouest. » Il a ajouté que le besoin de rétablir de tels contacts avait déjà été évoqué à Belgrade entre M. Gierak et le chancelier et

qu'un accord était intervenu sur ce sujet. Ce dernier propos suggère qu'en fait M. Schmidt n'aurait guère eu de peine à reconnaître que la rencontre de Varsovie n'avait apporté que des résultats concrets. La différence du gouvernement, la presse et le public avaient accueilli avec beaucoup de scepticisme l'annonce de ce sommet franco-soviétique. Personne ne s'attendait donc qu'une solution du problème afghan ne paraisse pas plus proche aujourd'hui qu'hier. Au surplus, l'impression la plus générale est que, même si l'on pouvait oublier les très profondes contradictions politiques qui divisent l'Est et l'Ouest en ce moment, quelques heures de conversation entre le président français et le chef du Kremlin n'auraient en aucun cas pu suffire à transformer la situation.

Le porte-parole officiel du gouvernement de Bonn, M. Bölling, n'a cependant nié aucun effort pour contrebalancer les commentaires critiques d'une grande partie de la presse allemande, qui a surtout voulu voir dans la rencontre de Varsovie une façon de diviser l'alliance occidentale. Aussi a-t-il souligné que l'initiative de M. Giscard d'Estaing n'avait pas provoqué « le moindre signe d'irritation » chez le chancelier.

De son côté, le ministre des Affaires étrangères, M. Genscher, a été encore plus loin. Dans une interview il a contesté que le président français ait fait cavalier seul. Ses conversations avec M. Brejnev auraient tenu compte des principes inspirant l'alliance occidentale. De plus, observe le ministre ouest-allemand, il ne s'agit pas dans cette affaire de cueillir des lauriers, mais de contribuer à une solution pacifique du conflit.

Touchant le fond du problème posé par la rencontre franco-soviétique, M. Bölling ne s'en est pas moins exprimé d'une façon assez claire. « Nous saluons et soutenons, dit-il, l'initiative du président Giscard d'Estaing et sa contribution au rétablissement du dialogue entre l'Est et l'Ouest. » Il a ajouté que le besoin de rétablir de tels contacts avait déjà été évoqué à Belgrade entre M. Gierak et le chancelier et

Dans cette perspective, l'idée d'une rencontre des principales puissances ne saurait être critiquée à Bonn. Le sentiment d'un dénouement pas moins qu'une conférence trop ambitieuse et trop tardive pourrait fournir au Kremlin une nouvelle possibilité de « noyer le poisson afghan ». Il ne saurait s'agir seulement d'explorer les causes de la tension internationale alors que pour les Occidentaux celles-ci sont parfaitement claires dès à présent.

En dépit de toutes ces réserves, le jugement des responsables gouvernementaux à Bonn reste que les conversations du château de Wilanow, même si elles ne laissent encore entrevoir aucune issue, ont débouqué une situation qui devenait grosse de périls et devraient servir à mieux préparer la démarche du chancelier au Kremlin.

JEAN WETZ.

Un essai d'une actualité brûlante

BERNARD OUDIN

La foi qui tue

Avec le « retour au divin », le monde, loin de guérir ses angoisses, risque de retomber dans la déraison et le fanatisme : « Il n'y a que la foi qui sauve ». L'histoire des religions comme celle des totalitarismes prouve le contraire : il n'y a que la foi qui tue.

Collection « Libertés 2000 »

ROBERT LAFFONT

BERNARD GUETTA.

(1) Bien que M. Giscard d'Estaing ait précisé qu'il n'avait pas été dressé de « liste », un tel sommet pourrait réunir l'U.R.S.S., les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne de l'Ouest, le Japon et la Chine. Le Kremlin s'y trouvait évidemment en situation inconfortable et cette idée n'a rien d'attrayant pour lui.

● Le secrétaire général du ministère indien des Affaires étrangères, M. Sathe, qui vient d'avoir à Kaboul des entretiens avec son homologue afghan et le président de la République, a déclaré le 18 mai, selon l'A.P.F., qu'une solution à la crise afghane était « proche ». Il n'a donné aucun détail, mais il a indiqué que M. Karmal lui avait paru « impatient de répondre à toute initiative pouvant apporter une solution ». L'Inde va poursuivre ses efforts dans ce sens. La relance de son action diplomatique fait suite à la récente proposition afghane de pourparlers directs entre Kaboul et Téhéran et Islamabad, relayée par le Pakistan (le Monde du 16 mai).

De notre correspondant

Bonn. — On ne s'attendait guère à Bonn que la rencontre de Varsovie apporte des résultats concrets. La différence du gouvernement, la presse et le public avaient accueilli avec beaucoup de scepticisme l'annonce de ce sommet franco-soviétique. Personne ne s'attendait donc qu'une solution du problème afghan ne paraisse pas plus proche aujourd'hui qu'hier. Au surplus, l'impression la plus générale est que, même si l'on pouvait oublier les très profondes contradictions politiques qui divisent l'Est et l'Ouest en ce moment, quelques heures de conversation entre le président français et le chef du Kremlin n'auraient en aucun cas pu suffire à transformer la situation.

Le porte-parole officiel du gouvernement de Bonn, M. Bölling, n'a cependant nié aucun effort pour contrebalancer les commentaires critiques d'une grande partie de la presse allemande, qui a surtout voulu voir dans la rencontre de Varsovie une façon de diviser l'alliance occidentale. Aussi a-t-il souligné que l'initiative de M. Giscard d'Estaing n'avait pas provoqué « le moindre signe d'irritation » chez le chancelier.

De son côté, le ministre des Affaires étrangères, M. Genscher, a été encore plus loin. Dans une interview il a contesté que le président français ait fait cavalier seul. Ses conversations avec M. Brejnev auraient tenu compte des principes inspirant l'alliance occidentale. De plus, observe le ministre ouest-allemand, il ne s'agit pas dans cette affaire de cueillir des lauriers, mais de contribuer à une solution pacifique du conflit.

Touchant le fond du problème posé par la rencontre franco-soviétique, M. Bölling ne s'en est pas moins exprimé d'une façon assez claire. « Nous saluons et soutenons, dit-il, l'initiative du président Giscard d'Estaing et sa contribution au rétablissement du dialogue entre l'Est et l'Ouest. » Il a ajouté que le besoin de rétablir de tels contacts avait déjà été évoqué à Belgrade entre M. Gierak et le chancelier et

qu'un accord était intervenu sur ce sujet. Ce dernier propos suggère qu'en fait M. Schmidt n'aurait guère eu de peine à reconnaître que la rencontre de Varsovie n'avait apporté que des résultats concrets. La différence du gouvernement, la presse et le public avaient accueilli avec beaucoup de scepticisme l'annonce de ce sommet franco-soviétique. Personne ne s'attendait donc qu'une solution du problème afghan ne paraisse pas plus proche aujourd'hui qu'hier. Au surplus, l'impression la plus générale est que, même si l'on pouvait oublier les très profondes contradictions politiques qui divisent l'Est et l'Ouest en ce moment, quelques heures de conversation entre le président français et le chef du Kremlin n'auraient en aucun cas pu suffire à transformer la situation.

Le porte-parole officiel du gouvernement de Bonn, M. Bölling, n'a cependant nié aucun effort pour contrebalancer les commentaires critiques d'une grande partie de la presse allemande, qui a surtout voulu voir dans la rencontre de Varsovie une façon de diviser l'alliance occidentale. Aussi a-t-il souligné que l'initiative de M. Giscard d'Estaing n'avait pas provoqué « le moindre signe d'irritation » chez le chancelier.

De son côté, le ministre des Affaires étrangères, M. Genscher, a été encore plus loin. Dans une interview il a contesté que le président français ait fait cavalier seul. Ses conversations avec M. Brejnev auraient tenu compte des principes inspirant l'alliance occidentale. De plus, observe le ministre ouest-allemand, il ne s'agit pas dans cette affaire de cueillir des lauriers, mais de contribuer à une solution pacifique du conflit.

Touchant le fond du problème posé par la rencontre franco-soviétique, M. Bölling ne s'en est pas moins exprimé d'une façon assez claire. « Nous saluons et soutenons, dit-il, l'initiative du président Giscard d'Estaing et sa contribution au rétablissement du dialogue entre l'Est et l'Ouest. » Il a ajouté que le besoin de rétablir de tels contacts avait déjà été évoqué à Belgrade entre M. Gierak et le chancelier et

Dans cette perspective, l'idée d'une rencontre des principales puissances ne saurait être critiquée à Bonn. Le sentiment d'un dénouement pas moins qu'une conférence trop ambitieuse et trop tardive pourrait fournir au Kremlin une nouvelle possibilité de « noyer le poisson afghan ». Il ne saurait s'agir seulement d'explorer les causes de la tension internationale alors que pour les Occidentaux celles-ci sont parfaitement claires dès à présent.

En dépit de toutes ces réserves, le jugement des responsables gouvernementaux à Bonn reste que les conversations du château de Wilanow, même si elles ne laissent encore entrevoir aucune issue, ont débouqué une situation qui devenait grosse de périls et devraient servir à mieux préparer la démarche du chancelier au Kremlin.

JEAN WETZ.

TRAVAUX DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
Ministre iranien des affaires étrangères
sur les « atrocités » commises par l'Irak



PALL MALL: 20 cigarettes filtre et sans filtre.

RECA

PELOU

AMÉRIQUES

Pérou

ÉLU PRÉSIDENT LE 18 MAI

M. Belaunde promet de constituer un gouvernement reposant sur une « large base »

L'ancien président Fernando Belaunde Terry (Action populaire, centre droit) va revenir à la tête de l'État péruvien après douze ans de régime militaire. Les élections générales organisées le dimanche 18 mai ont officiellement donné 43,6 % des suffrages. La majorité des observateurs estimait, avant le scrutin, qu'aucun des quinze candidats ne pourrait recueillir les 38 % de suffrages exigés par la Constitution pour être élu dès ce premier tour. Cette consultation marque un échec

pour le candidat du parti apriste (centre gauche), M. Armando Villanueva, qui n'obtient, selon les résultats officiels, que 26,5 % des voix. Le candidat du parti populaire chrétien, M. Luis Bedoya, recueille 11,2 %. Le premier des candidats de la gauche marxiste, M. Hugo Blanco, un ancien guérillero, n'a obtenu que 4 % des voix — contre 12 % en 1974.

M. Belaunde a promis, le lundi 19 mai, de former un gouvernement reposant sur une « large base ».

M. Fernando Belaunde Terry revient de loin. Chassé sans ménagements du pouvoir par les militaires en octobre 1968, à moins d'un an de la fin de son mandat constitutionnel, il a déjoué tous les pronostics en s'imposant dès le premier tour de l'élection présidentielle au Pérou. Si la netteté de cette victoire a pu surprendre, lui-même n'a jamais douté de son audience dans le pays. « Élu avec 39,1 % des voix en 1963, nous constatons-il sereinement au début de la campagne, je vous assure que je serai encore mieux cette fois-ci. »

La revanche est éclatante. Mais ce n'est pas en ces termes que M. Belaunde Terry conçoit son retour. « J'ai toujours cru aux vertus pédagogiques de la politique, dit-il, et je ne m'occupe jamais de mes adversaires. Je n'ai aucune rancune ; mais ce qui s'est passé depuis le coup d'État n'a été pour moi qu'une ombrage vaine. Mais, dit-il, ce pays a été conduit au bord de la ruine. Même si le peuple en a assez, le Pérou a heureusement gardé sa vitalité. Grâce à sa diversité de production et à ses ressources minières, le pays est solide et ne demande qu'à être bien gouverné. Quant à moi, je crois avoir fait mes preuves. »

Plus pragmatique que doctrinaire, et difficilement classable selon les schémas politiques classiques, M. Belaunde a suivi sa propre voie sans trop se soucier des critiques de ses rivaux. Né en 1913 à Lima dans une vieille famille originaire d'Amérique, il a d'abord entrepris des études d'architecture, qu'il poursuit en France et aux États-Unis. À son retour, il enseigne l'urbanisme à l'université catholique de Lima, avant de devenir doyen de la faculté d'architecture.

En 1956, il est battu à l'élection présidentielle et fonde son propre parti, l'Action populaire. Son credo : « Le Pérou comme doctrine ». En 1958, il est incarcéré pour quelque temps à la prison du Fronton, sur un lien rocheux au large de Callao. En juillet 1962, il arrive en deuxième position à l'élection présidentielle, derrière

Victor Raúl Haya de la Torre. Mais, pour barrer la route au chef de l'APRA, les militaires annulent les élections.

Un nouveau scrutin est organisé en 1963 et M. Belaunde voit enfin sonner son heure. Avec le soutien de la démocratie chrétienne et la bienveillance de l'armée, il est élu à la présidence. Mais son programme de réformes sera en partie contré par l'opposition conjuguée de l'APRA et des partisans de l'ancien dictateur Manuel Odría, majoritaires à la Chambre.

Une fois démantelée la guérilla qui s'était implantée dans les Andes, les militaires réachètent M. Belaunde. Le nouveau chef de l'État, le général Velasco Alvarado, l'envoie en exil à Buenos-Aires. Son passage au pouvoir avait surtout été marqué par l'amélioration des infrastructures du pays.

Le crédit du gouvernement avait, certes, pâti de divers scandales qui avaient ébranlé plusieurs de ses collaborateurs. Mais, une fois au pouvoir, les militaires reprendront à leur compte un certain nombre de promesses que le président renversé n'avait pu accomplir — comme la nationalisation du pétrole et la réforme agraire.

Pour M. Belaunde Terry, commente alors la traversée du désert, qui durera jusqu'à son retour d'exil en 1977. L'ancien président s'en va aux États-Unis enseigner l'architecture, notamment dans les universités Harvard et Columbia. Autorisé à regagner Lima par le général Morales Bermudez, qui avait d'ailleurs occupé un poste ministériel dans son cabinet, il prépare sa rentrée.

Refusant d'entrer dans le jeu des militaires, son parti s'abstient, en 1978, de participer à l'élection de la Constituante. Pendant que les nouveaux élus se disputent à l'Assemblée, M. Belaunde Terry préfère travailler sur le terrain et parcourir l'intérieur du pays.

Orateur talentueux, M. Belaunde Terry exerce un ascendant certain sur ses auditeurs. Grand, carré d'épaules, le visage allongé par l'âge le front haut sillonné

de rides profondes, les cheveux grisonnants, c'est un homme courtois et ouvert.

Cet amateur du passé précolombien de son pays déclare : « L'APRA n'a pas d'autre mérite que d'avoir cherché, et trouvé, le chemin de la démocratie chrétienne. L'ancien Pérou nous a légué sa tradition de planification et son souci de justice sociale, antérieur à la révolution. L'empire de l'Inca était organisé de telle manière que chacun ait du travail pour le bien commun. Nous avons recueilli ses enseignements. Nous voulons les intégrer à l'économie du monde moderne. »

Pour montrer qu'il n'est pas un rêveur, M. Belaunde cite les théories du sociologue américain Fritz Schumacher dans *Small is Beautiful*, estimant que la technologie des pays riches est trop sophistiquée et coûteuse pour les pays pauvres. Il préconise l'utilisation d'une « technologie intermédiaire » et met l'accent sur le développement des collectivités locales. Dans son programme électoral, il a donné la priorité à la renégociation de la dette extérieure, à l'amélioration de la production alimentaire et à la mise en train d'un vaste plan de travaux publics pour créer le maximum d'emplois.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

El Salvador

L'OFFENSIVE ANTIGUERRILLA A ÉTÉ PARTICULIÈREMENT SANGLANTE

San-Salvador (Reuter, U.P.I.). — Selon un porte-parole de l'armée, « plus de cent guérilleros et dix militaires ont été tués » lors de combats dans le Chalatenango, province septentrionale du Salvador. Au début du mois d'avril, des guérilleros avaient pris le contrôle de la province et l'avaient déclarée « territoire libre ». L'armée a lancé une vaste offensive pour les en déloger. Les correspondants étrangers l'église et les observateurs indépendants pensent, pour leur part, que la plupart des morts étaient des paysans.

Mgr Arturo Rivera y Damas, archevêque en exercice de San-Salvador, a déclaré le dimanche 18 mai que les forces de l'ordre avaient tué au moins deux cent quinze personnes, essentiellement des membres d'« organisations populaires » dans l'ensemble du pays au cours des deux premières semaines de mai. De son côté, M. Juan Ayala, président de la Croix verte salvadorienne, a déclaré dimanche selon ses informations les forces gouvernementales avaient tué au moins deux cent personnes, en majorité des paysans, au cours d'une opération antiguerrilla.

Des porte-parole militaires ont indiqué que l'offensive antiguerrilla dans le nord du pays, qui a duré une semaine, était désormais terminée.

Toujours selon les sources militaires, des troupes ont été envoyées dans le sud du pays pour faire face à une menace d'invasion de trois mille « mercenaires » en provenance du Nicaragua, où ils s'entraînaient. M. Alonso Hassan, membre de la Junta de ce pays, a déclaré que cette accusation était « totalement fautive ».

Canada

Un nationalisme tétu

(Suite de la première page.) L'acte d'union de 1867 et l'acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867 (qui, encore aujourd'hui, tient lieu de Constitution pour le Canada et dont toutes les modifications doivent être soumises au Parlement de Londres) créent les institutions qui vont permettre la « nationalisation » progressive de la population française.

En 1867, les francophones ne constituent déjà plus la majorité de la population et cette tendance

va s'accroître très rapidement. En 1930, ils ne représentent plus que 25 % de la population totale du Canada. De 1940 à 1960, ils cherchent surtout à se faire ouïr, et constituent une société rurale très influente par l'église catholique et un « club » qui entretient les valeurs traditionnelles : « l'acte », le nationalisme de la survie.

À trois reprises cependant, le Québec est forcé de sortir de son isolement volontaire pour aller se battre, à contrecoeur, sur des champs de bataille étrangers, au nom de l'empire britannique. Après la guerre des Boers, en Afrique australe en 1900, les deux guerres mondiales ont profondément marqué les Québécois qui s'étaient opposés au référendum de conscription.

Mais leur vote avait été annulé par la très forte majorité favorable à la mobilisation au Canada anglais. En 1918, la frustration est telle chez les Québécois que pour la première fois depuis la naissance de la Confédération canadienne, en 1867, un député de l'Assemblée législative du Québec dépose une motion en faveur de l'indépendance de la province. Cette motion est finalement retirée, mais le débat est amorcé.

Dans les années 20 et 30, Robert L. Groulx est le principal porte-parole d'un nationalisme qui veut protéger la petite entreprise familiale contre le capital étranger, mais qui n'est pas nécessaire de faire du Québec un État indépendant. À la même époque, quelques intellectuels de droite souhaitent que le Québec suive la voie d'un autre État catholique, l'Irlande, qui vient d'accéder à l'indépendance. Commence alors le mouvement nationaliste (RIN). Cette organisation est elle-même issue de l'alliance lauréolienne, créée par M. Raymond Barbeau, dont les idées de droite ne s'alignent pas les autres indépendantistes. MM. André d'Allemagne, Pierre Bourgault, Marcel Chaput. Ce dernier publie un ouvrage intitulé : *Pourquoi se séparer*, qui attire l'attention à l'époque et qui est à l'origine d'un terme largement utilisé depuis par les adversaires de l'indépendance du Québec.

Les premières années du RIN, qui correspondent au début de la « révolution tranquille », sont empreintes d'une certaine fébrilité, qui est attribuable surtout à

la personnalité de son chef, M. Bourgault. Par ses discours enflammés, celui-ci attire beaucoup de sympathies chez les jeunes qui participent à quelques réunions dans lesquelles les rues de Montréal, notamment lors de la visite de la reine d'Angleterre en 1964.

L'intervention inattendue du général de Gaulle, qui, en juillet 1967, à Montréal, lance son fameux « Vire le Québec libre », est bien accueillie par les indépendantistes, parce qu'elle donne une dimension internationale à leur lutte. Quelques mois plus tard, un ancien journaliste et ex-ministre libéral, M. René Lévesque, crée le mouvement Souveraineté-Association. Celui-ci devient, l'année suivante le parti québécois, qui va vite réussir à absorber les autres organisations nationalistes, dont le RIN.

On se souvient d'une progression fulgurante du mouvement indépendantiste. En 1966, le RIN présente pour la première fois des candidats aux élections provinciales. Le parti québécois recueille 24 % des suffrages (7 sièges) en 1970, 30 % en 1973 (11 sièges) et 41 % en 1976 (71 sièges sur 110 sièges). Six ans à peine après sa création, le parti québécois arrive au pouvoir et il peut proposer aujourd'hui à la population de se prononcer par référendum sur les liens constitutionnels du Québec avec le Canada.

Mais la prise du pouvoir a dû se faire au prix de concessions importantes et, selon certains nationalistes, le parti québécois et M. Lévesque ont même dénaturé leur idéal puisqu'ils demandent un simple mandat de négocier la souveraineté-association. En fait, si la stratégie a changé pour faire place à l'« étatisme », il n'est pas certain que l'objectif ne soit pas le même. Certains indépendantistes comme M. Pierre Vallières et même M. Bourgault estiment cependant que le référendum aurait dû porter sur la réalisation effective de l'indépendance, qu'elle soit sous la forme d'une association économique avec le Canada.

Sachant que le parti québécois ne sera pas éternellement au pouvoir, M. Lévesque, en revanche, souhaite éviter l'échec de l'indépendance pour négocier directement la création d'une véritable confédération, c'est-à-dire l'association volontaire entre États souverains avec sans doute un certain nombre d'aménagements, compte tenu des institutions existantes. Peut-être alors les arrivistes-ou à ce que, selon le fantasiste Yves Deschamps, beaucoup de Québécois souhaitent : « Un Québec indépendant dans un Canada fort ».

BERTRAND DE LA GRANGE.

● Un service d'informations téléphoniques, réalisé par l'ambassade du Canada à Paris, fonctionne depuis plusieurs mois au numéro suivant : 723-78-31. Les horaires habituels sont de 10 heures à 22 heures, mais ils sont avancés à 8 heures du matin les mercredis 21 mai, en raison du référendum québécois.

États-Unis

Les émeutes de Miami ont été les troubles raciaux les plus graves depuis treize ans

De notre correspondante

New-York. — Après deux nuits d'émeutes, le couvre-feu a de nouveau été imposé lundi soir 19 mai dans une grande partie de Miami. Le bilan des quarante-huit heures de troubles s'élève à quinze morts, dont six Blancs, quatre cents blessés et environ 1 milliard de dollars de dégâts après la cinquantaine d'incendies qui ont ravagé une partie du quartier commerçant de Liberty City, dans le nord-ouest de la ville.

Des nouvelles troupes de la garde nationale ont été appelées en renfort : trois mille six cents militaires et deux cents policiers se sont déployés dans la ville où des coups de feu sporadiques continuent de claquer. Lundi soir, Miami était une ville morte : tous les magasins étaient fermés, les incendies étaient à peu près maîtrisés, mais les pillages continuaient. Dans les quartiers proches de Liberty City, des tours de garde ont été organisées par des citoyens blancs fortement armés.

Le président Carter a envoyé le ministre de la Justice M. Benjamin Civiletti, enquêter sur les conditions dans lesquelles le verdict acquittant quatre ex-policiers blancs du meurtre de M. Arthur McDuffie, un agent d'assurances noir, a été rendu à Tampa, provoquant une explosion de colère à la suite de la visite de M. Civiletti, le département de la justice a décidé de convoquer les quatre hommes devant un jury de citoyens blancs. Les incidents de l'affaire McDuffie. On mois plus tard, le domicile d'un enseignant noir, M. Laffleur, soupçonné de trafic de cocaïne, était mis à sac, et M. Laffleur frappé. Le dernier n'était finalement pas inquiété et fait aujourd'hui un procès à la municipalité. En octobre dernier, un jeune Noir de vingt-deux ans était tué par un policier qui n'était pas en service et qui avait pris pour un cambrioleur. Dans un autre cas, un officier de la police de la route, soupçonné d'avoir tenté de violer une jeune Noire de onze ans, était relâché sans enquête.

Les émeutes de Miami ont été les troubles raciaux les plus graves depuis treize ans. Les principales organisations noires, l'Urban League et l'Association nationale pour le progrès des Noirs (N.A.A.C.P.), sont arrivées à Miami.

La violence et la sauvagerie des derniers événements — des mutilations ont été relevées sur les cadavres — semblent avoir pris de court les responsables des communautés blanche et noire, qui estiment que ce sont les troubles raciaux les plus graves survenus aux États-Unis depuis ceux qui avaient eu lieu en juillet 1967 à Newark et à Detroit.

Pour les leaders noirs de Miami, le verdict de Tampa est, en fait, la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Plus que le chômage, le manque de logements ou la présence envahissante des réfugiés cubains, les ex-criminelles démunies ont en contre les citoyens noirs par la police locale — en grande majorité noire — devant un jour ou l'autre, estiment-ils, provoquer une explosion.

En janvier 1979, un homme, accusé à tort de trafic de drogue, était sauvagement frappé par des policiers, parmi lesquels M. Alex McFarro. L'un des incidents de l'affaire McDuffie. On mois plus tard, le domicile d'un enseignant noir, M. Laffleur, soupçonné de trafic de cocaïne, était mis à sac, et M. Laffleur frappé. Le dernier n'était finalement pas inquiété et fait aujourd'hui un procès à la municipalité. En octobre dernier, un jeune Noir de vingt-deux ans était tué par un policier qui n'était pas en service et qui avait pris pour un cambrioleur. Dans un autre cas, un officier de la police de la route, soupçonné d'avoir tenté de violer une jeune Noire de onze ans, était relâché sans enquête.

Les événements de Miami provoquent une émotion considérable dans tous les États-Unis, où certains se demandent s'ils ne sont pas le prélude d'un « été chaud » comme le pays en avait connu dans les années 60. Il se peut que ces émeutes ne soient qu'un phénomène local, dû au retard pris par la municipalité dans une réforme de la police et du code pénal de d'autres États du Sud, sévèrement par les violences raciales, ont été la source d'adopter. Les responsables des agglomérations à forte population noire vont cependant observer, dans les semaines qui viennent, avec une attention médiatique, l'attitude de leurs concitoyens de couleur.

NICOLE BERNHEIM.

● M. Georges Marchais a évoqué, lundi 19 mai, les émeutes raciales de Miami. Répétant ce qu'il avait déjà déclaré le 20 février dernier (*Le Monde* du 22 février), il a proposé de la situation des Juifs soviétiques comparée à celle des Noirs américains. Il a affirmé : « Décidément, il vaut mieux être juif en Union soviétique que Noir aux États-Unis. »

● M. Warren Christopher, secrétaire d'État adjoint, a accepté de rester à son poste jusqu'à l'élection présidentielle de novembre prochain, a annoncé lundi 19 mai, le département d'État. Le nom du « second » de M. Cyrus Vance avait été annoncé pour remplacer celui-ci lorsqu'il avait démissionné le 28 avril dernier. Après la nomination de M. Muskie, M. Warren Christopher avait laissé entendre qu'il pourrait abandonner ses fonctions. — (A.P.)

Nicaragua

LE SÉNAT AMÉRICAIN A ADOPTÉ LA LOI D'AIDE

Washington (A.P.). — Par 44 voix contre 35, le Sénat américain a approuvé le lundi 19 mai l'octroi d'une aide économique de 15 millions de dollars au Nicaragua. Cette décision met fin à trois mois de controverse entre libéraux et conservateurs sur l'opportunité d'aider le nouveau régime révolutionnaire. Cette aide implique des risques politiques, a déclaré le sénateur républicain Richard Lugar, mais, du point de vue de notre politique étrangère, il est encore plus risqué de ne rien faire. Les 15 millions de dollars de crédits et les 5 millions de dollars de dons seront effectivement versés après le vote de l'ensemble du programme d'aide à l'étranger. Le vote de la loi a été facilité par la décision annoncée, veille au Nicaragua de nommer deux personnalités modérées dans la junte pour remplacer M. Violeta Chamorro et M. Alfonso Robelo, démissionnaires en avril dernier (*Le Monde* du 20 mai).

(Publié)

RECTIFICATIF

Concerne l'annonce du référendum, communiqué par l'ambassade du Royaume du Maroc en France. Il faut lire les dates suivantes : vendredi 21 mai, samedi 22 mai et dimanche 23 mai 1980 ; les autres dates ayant été ajoutées par erreur.

Le crédit assuré pour l'équipement professionnel.

On assure votre crédit pour assurer votre avenir.

Les crédits assurés pour l'équipement, c'est une innovation du CIC. Ce sont les premiers crédits que vous pouvez prendre en toute tranquillité, parce que nous sommes là, avec vous pour vous soutenir. Ils permettent de financer un équipement et l'assurance garantie la prise en charge du remboursement (jusqu'à 500.000 F), si vous avez une baisse d'activité d'au moins 10%, pendant 8 jours minimum, en cas de dégâts des eaux, incendie, tempêtes et autres périls annexes. Ces garanties sont accordées par l'UAP.

Au CIC, nous voulons vous aider à aller de l'avant. C'est notre manière d'établir une confiance réciproque. Le crédit assuré va contribuer au dynamisme des entrepreneurs, des commerçants et des professions libérales.

Un banquier à votre service et une banque libre-service.



201 10 11 12

هذا من الاموال

AMÉRIQUES

Cuba à l'heure du « socialisme réel »

II. — Progrès et pesanteurs

De notre envoyé spécial

FRANCIS PISANI

Les dirigeants cubains, contrairement à ce que l'on pourrait imaginer, font preuve d'optimisme face à la tempête déchaînée par l'arrivée, les 4 et 5 avril, dans les jardins de l'ambassade du Pérou à La Havane, de dix mille candidats à l'exil de Monde du 20 mai. Ils en profitent même pour marquer quelques points, tant au plan interne qu'international. Cela ne peut cependant faire oublier les difficiles conditions de vie dans l'île.

La Havane. — « Notre processus de construction du socialisme est tendu », nous déclarait récemment l'un des plus hauts dirigeants cubains M. Carlos Rafael Rodríguez (Le Monde du 29 avril). Et, comme en écho, les gens que nous interrogeons au sortir de l'ambassade du Pérou, à l'aéroport José-Martí ou sur le port de Mariel nous déclarent qu'ils ne paient rien, simplement parce que « la vie n'y est pas supportable ».

Cet apparent accord masque en fait une gigantesque incompréhension dont même les Cubains les plus militants souffrent sans oser la dénoncer. Les dirigeants de La Havane sont connus pour la franchise avec laquelle ils admettent, devant le peuple, les difficultés et les erreurs. Mais, inégalement, ils terminent leurs discours par de vibrants appels aux « traditions révolutionnaires » d'un peuple — appels invariablement appliqués. Cependant, l'honnêteté ou les subtilités dialectiques ne suffisent pas à résoudre les problèmes concrets, quotidiens, immédiats qui se posent à la population. Il s'agit maintenant, à l'horizon depuis que les portes sont ouvertes, de les résoudre.

« Savez-vous pourquoi Cuba est le plus grand pays du monde ? Parce qu'il a son gouvernement à Moscou, son armée en Afrique et sa population en Floride ! » Cette plaisanterie qui court les rues de La Havane cesserait bientôt de faire rire si des solutions concrètes aux problèmes n'étaient pas apportées.

Il est instructif de mettre en parallèle sur les principales difficultés de la vie quotidienne les propos de M. Humberto Perez, responsable de l'organisme central de planification (JUCEPLAN) et ceux d'un psychiatre. Le premier a très honnêtement formulé dans un entretien publié en février 1979 par la revue Bohemia le point de vue des autorités. Le second nous a rapporté quelles étaient, au travers de ce qu'il pouvait constater chez ses patients, les principales sources de tension de la population.

Dans ses réponses aux questions posées, à partir de données recueillies sur les principales inquiétudes du Cubain moyen, M. Perez développe quatre thèses fondamentales. Première point : le sous-développement dont Cuba essaye de sortir crée des difficultés objectives et, en même temps, l'empêche de les surmonter d'une façon satisfaisante.

Ainsi les cadres responsables manquent-ils, par exemple, du minimum d'expérience d'organisation, de culture, de discipline, de sérieux sur lesquels peuvent compter les pays développés grâce à leur rythme plus lent d'organisation.

Deuxième point : la révolution est victime de ses succès, car chaque progrès engendre des besoins. Non seulement, explique-t-il à titre d'exemple, la population de La Havane a augmenté

de 50 % en vingt ans, mais chaque habitant de la capitale a pris six cents fois l'autobus en 1978, contre quatre cent cinquante fois en 1958 (ce qui s'explique par la suppression du chômage, le libre accès de tous à l'école, à l'hôpital et aux centres de loisirs). Résultat : au moment où il parlait, il était fréquent d'attendre deux, voire trois heures, des bus qui n'en finissaient pas de se faire espérer.

L'inconscient se rebiffe

Troisième point : Cuba conserve l'essentiel de son effort, en dépit de la crise, mais assure le minimum vital soit gratuitement (enseignement, santé), soit à des prix extrêmement bas (moins de 10 % du salaire pour le logement, voire intérieurs aux coûts effectifs de production (la viande à 50 centimes de peso (1) la livre, un lieu de 80, les haricots à 20 centimes, au lieu de 25).

Quatrième point : le recours au carnet de rationnement (la libreta) ne veut pas dire que le niveau de vie est inférieur à celui des autres pays d'Amérique latine. La consommation par tête n'est pas seulement mieux répartie qu'ailleurs, elle est plus élevée pour les céréales, les légumes, les fruits, les haricots, etc. « Si un pays capitaliste avait les mêmes quantités que nous à distribuer, les vitrines des magasins seraient pleines », dit M. Humberto Perez. Une chose est sûre, ce dont on a envie, une autre est d'avoir fait.

La plupart des Cubains sont sans doute prêts à accorder toute l'attention qu'elles méritent à ces explications. Mais, manifestement, leur inconscient se rebiffe, quelle que soit leur position politique. C'est du moins ce qui ressort des constatations d'un psychiatre, M. Ramirez.

Ses patients souffrent principalement, dans l'ordre décroissant, des problèmes posés par le transport, le logement et l'alimentation. Le cas du transport est le plus étonnant. « Il faut comprendre que nous sommes tous obligés de consacrer près de quatre heures chaque jour à nos déplacements ; mais, entre les autobus, qui arrivent pleins, ne s'arrêtent jamais devant les stations, de peur d'être pris d'assaut. Chacun doit monter « en force » ; mais, au moment où l'on a obtenu son coup, court, avoir de la chance... »

Les logements qui pourrissent lentement sans qu'on puisse les réparer et dans lesquels on s'entasse, toutes générations confondues : les aliments qu'on a toujours l'impression de recevoir au compte-gouttes et qu'on n'a jamais le droit de choisir ; autant de maux de tensions faciles à imaginer, et difficiles à vivre, surtout quand on ne voit guère venir le bout du tunnel. À l'horizon quand l'initiative individuelle n'a pas d'autre champ pour s'exprimer que celui de la « combine », par définition en marge de la loi et de la révolution — pour laquelle, à un tout autre niveau, on peut être prêt à donner son sang.

La famille en crise Les constatations que peut faire le psychiatre — dont trois patients se sont réfugiés dans l'ambassade du Pérou —

recoupent parfois, point par point, les déclarations des candidats à l'exil. Beaucoup se plaignent de l'ennui qui règne à Cuba. Cela met hors d'œuvre les révolutionnaires qui sont fiens de la généralisation des « loisirs actifs », tels que la plage, les parcs d'attractions ou le sport, d'où toute discrimination, économique ou raciale, a disparu. « Mais, constate le praticien, les Cubains se sont mal adaptés à l'élimination des combats de coqs et de tous les jeux d'argent dont ils avaient la passion. » Personne ne saurait reprocher à la révolution de les avoir éliminés dans un sursaut de dignité nationale ; mais force est de reconnaître qu'on a mal su les remplacer, et que l'occupation du temps libre pose un problème sérieux. « Le divertissement sain ne donne pas forcément le plaisir », dit M. Ramirez.

« Un grand nombre des tensions dont souffrent mes patients, poursuit-il, tiennent aux chocs subis par la famille. Cette cellule sociale a connu une crise sévère. » Tout a commencé avec le triomphe de la révolution. Plus d'un foyer s'est alors trouvé déchiré par l'intrusion brutale de la lutte de classes. C'était inévitable. Mais, par la suite, les autorités n'ont pas prêté à la famille toute l'attention qu'elle méritait ; ne s'agissait-il pas là d'une de ces « vieilles » à faire disparaître ? La priorité allait au travail, à la mobilisation politique. Le foyer devenait le lieu de l'alimentation insuffisante, des

robinets qui fuyaient, de l'affrontement des générations entassées. Les jeunes, de leur côté, ont gagné en autonomie, les tabous sexuels ont diminué. La famille cubaine, dont la structure était déjà très souple, surtout dans les villes et chez les Noirs, s'est encore affaiblie.

Depuis quelques années, le gouvernement s'efforce de renverser le courant. Il a promulgué plusieurs lois, dont un code de la famille, qui voit en elle « l'entité dans laquelle les intérêts sociaux et personnels sont présents et intimement liés ». Un facteur d'équilibre en quelque sorte.

Parallèlement, les comités de défense de la révolution ont entrepris une campagne pour faire comprendre aux parents qu'ils étaient, eux aussi, responsables de l'éducation de leurs enfants. Ils les ont invités à suivre de près leur progression scolaire. Mais cette réaction est arrivée trop tard pour les jeunes qui ont aujourd'hui vingt ans.

Jeans et révolution

On « découvre » en écoutant M. Ramirez, que la conscience ne supplée pas à tout. Ainsi, les attaques lancées récemment par MM. Fidel et Raul Castro contre les déviations du système peuvent altérer la confiance émotionnelle dans la révolution — la « foi » pourrait-on dire. Il est toujours dur de perdre ses illusions !

Les conditions matérielles de la vie quotidienne sont incontestablement moins difficiles qu'il y a

quelques années. Mais un grand nombre de Cubains sont désarçonnés par le fait que, dans le même temps, on redonne à l'argent une « valeur » qu'il avait perdue. Le concept d'entreprise est réhabilité, le stimulant matériel réintroduit. Et que dire de la visite des consuls de la « communauté » installés aux Etats-Unis ! Conséquence : l'argent se fait plus rare, plus nécessaire, plus désirable. Pour la première fois depuis longtemps, on a le droit d'acheter plus de choses que les moyens financiers dont on dispose ne permettent d'en acquiescer. Le plus grave est que dans ce moment délicat, les méfaits des privilèges, de la corruption sont révélés aux grands jour ; les inégalités sociales fondées sur le travail se font plus voyantes. Elles sont admises. Et pendant ce temps les dirigeants continuent à parler de sacrifices ! Rien n'est plus insupportable, sans doute, pour des hommes et des femmes éduqués par des discours de tonalité égalitaire que de constater des différences devant l'effort.

Pour le psychiatre révolutionnaire qu'est M. Ramirez, la politique africaine de son gouvernement a l'assentiment de l'immense majorité. Mais elle est, elle aussi, une source de grande tension. Moins en raison des morts, qu'il ne croit pas très nombreux, que, plus simplement, en raison de la séparation du mari et de la femme. Il est, de même, amené à constater que beaucoup ont du mal à accepter la générosité cubaine à l'égard d'autres pays pauvres, alors qu'eux-mêmes sont si démunis.

Même la poussée révolutionnaire en Amérique centrale peut être difficile à vivre, dans la mesure

où elle entraîne de nouveaux devoirs de solidarité, de nouveaux risques d'affrontement. Enfin, et ce n'est pas le moindre problème, tous les Cubains, dès leur plus jeune âge, savent que, sur le chemin d'un éventuel affrontement mondial, ils pourront être les premières victimes.

Le seul problème politique dont M. Ramirez semble minimiser l'importance est celui du poids, pourtant ressenti par tous, fût-ce de façon différente, de l'incessant contrôle social. Il ne suffit pas de constater que « toutes les structures d'un Etat ont pour objet sa défense ». Pour l'individu, il est toujours difficile de vivre cet étouffement, surtout lorsque vient s'y ajouter la sensation palpable que l'on vit dans une lie dont il est difficile de sortir.

De sa pratique, M. Ramirez tire trois conclusions. Les dirigeants n'ont pas su trouver l'équilibre entre l'indispensable effort à consacrer au développement et le droit des gens à en goûter certains fruits tout de suite. Il est, d'autre part, temps de comprendre que l'envie de se maquiller ou de porter des jeans est humaine, et nullement, en soi, incompatible avec des positions, des attitudes parfaitement révolutionnaires. Enfin, la révolution est la seule façon de sortir de l'enfer du sous-développement.

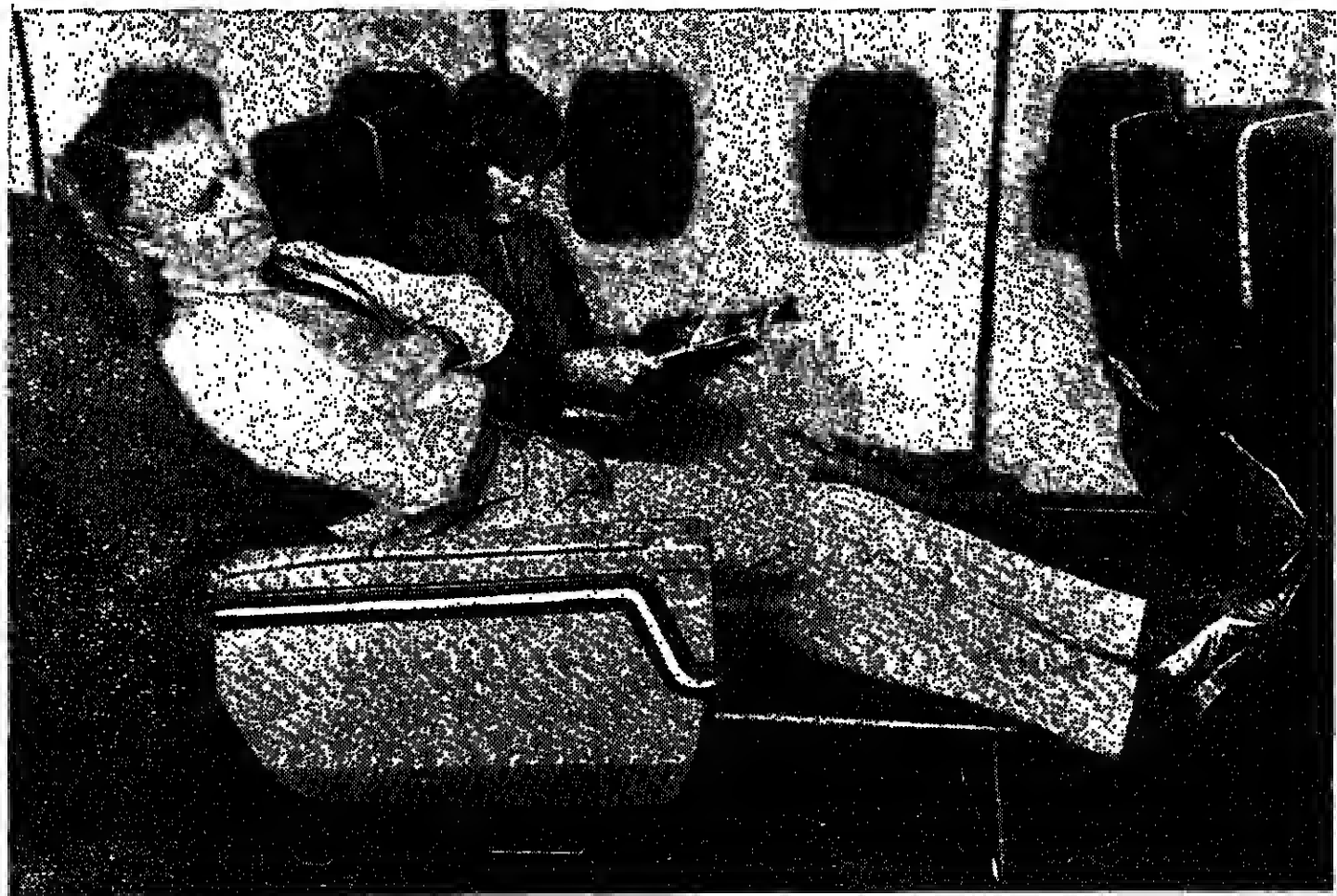
Mais n'est-il pas plus difficile à l'homme de se battre quand il sait désormais que ça n'est pas pour gagner le paradis ?

Prochain article :

DANS UN CIEL D'ORAGE...

(1) Le peso vaut environ 6 francs.

TWA offre les nouveaux fauteuils-couchettes.



Pour arriver reposé après un long voyage, il n'existe qu'un remède: dormir.

Encore faut-il être confortablement installé. Maintenant avec TWA, chaque passager de 1^{re} classe aura son fauteuil-couchette. Sans supplément, sur tous les Boeing 747. Abaissez le dossier, relevez le repose-pieds. A vous l'espace et le moelleux

de la couchette. Tout est tranquille, le service à bord est des plus calmes et attentionnés pour veiller à votre confort.

Réservez votre place sur TWA en 1^{re} classe, vous aurez votre fauteuil-couchette. Encore une façon de vous montrer combien votre confort nous est cher.

Vous plaire, ça nous plaît

TWA

MÊMES REMISES EXCEPTIONNELLES QU'aux TOURISTES ÉTRANGERS !
Toutes les grandes marques de
PARFUMS
Accessoires Haute-Couture — Produits de beauté
Maroquinerie — Chemises Lescote — Porcelaine — Cadres
MICHEL SWISS
16, RUE DE LA PAIX - PARIS
Salons de vente 2^e étage (ASCENSEUR)
OUVERT TOUTE LA SEMAINE SANS INTERRUPTION
de 9 h à 18 h 30 - samedi jusqu'à 18 heures
261-71-71

OPANGO
bijoux de charme & matières sauvages
14, RUE DE L'ÉCHAUDÉ
75006 PARIS

ASIE

Corée du Sud

- Le gouvernement a remis sa démission
- Les manifestations se poursuivent dans plusieurs villes

Séoul. — La tension politique monte en Corée du Sud, où la situation n'est pas sans rappeler celle qui existait quelques mois avant l'assassinat du président Park en octobre dernier. Mardi 20 mai, le gouvernement de M. Shin Hyu-wack a démissionné, il semble que le chef du gouvernement se serait montré hostile à l'extension de la loi martiale à l'ensemble du pays. Dans les villes du sud, des manifestations violentes se poursuivent. Mercredi également, quarante-sept députés du Nouveau Parti démocrate (N.P.D.) ont annoncé qu'ils renonceraient en masse à leur mandat de parlementaire pour protester contre la proclamation, samedi dernier, de la loi martiale sur l'ensemble du pays. Apparemment, préoccupée par les événements, l'ambassade des États-Unis a fait lundi une démarche auprès des autorités pour les encourager à la modération. Pratiquement assigné à résidence, M. Kim Yong-sem, chef du N.P.D., dans un communiqué destiné à la presse, a violemment attaqué le régime de la loi martiale. M. Kim est la seule personnalité politique de premier plan à avoir été épinglée par la vague d'arrestations qui a frappé le monde politique. Sa prise de position apparaît comme un défi aux autorités militaires qui pourraient entraîner son arrestation pro-

chaine. Les principaux dirigeants étant en prison, la vie politique sera alors totalement enlisée. M. Kim a notamment comparé le régime du président Choi au « per-kir » (du nom du général Park au pouvoir de 1961 à 1979), et a affirmé que la prise de contrôle du pays par l'armée pouvait conduire à un bain de sang. Sans les menacer directement, il faisait ainsi implicitement allusion aux incidents qui se sont déroulés ces deux derniers jours à Kwangju, dans le sud-ouest de la Corée. Selon des traces distribuées à Séoul mardi, sept personnes, dont trois étudiants, y auraient été tuées au cours d'effrontements violents avec l'armée et la police. Plusieurs centaines de personnes seraient arrêtées et un millier d'étudiants bloqués sur le campus de l'université, Kwangju est le chef-lieu de la province d'où est originaire M. Kim Dae-jung, la figure centrale de l'opposition, arrêté samedi. A Séoul, l'atmosphère, quoique tendue chez les opposants, paraît calme dans l'ensemble de la ville où les habitants voquent à leurs affaires. La censure de la presse est si totale que la population ignore

complètement les événements, notamment en province. Un début de manifestation étudiante, en fin de journée, lundi, a été immédiatement dispersé par la police. Les principaux chefs du mouvement étudiant ayant été arrêtés ou étant en fuite — leur domicile est surveillé par la police — il semble difficile que les manifestations puissent reprendre avec une grande ampleur, d'autant que la population semble extrêmement réservée, sinon parfois hostile, à l'égard de l'agitation. Blindés dans les rues, universités fermées et investies par l'armée, sièges des partis et Parlement bloqués par des soldats : les militaires semblent tout à fait maîtres de la situation. Ils semblent même vouloir aller vite et régler un certain nombre de problèmes. C'est ainsi que, mardi, la Cour suprême a rejeté l'appel de M. Kim Jae-kyu, ancien chef de la K.C.I.A. (services de renseignements), qui fut, le 28 octobre, le président Park. Jusqu'à présent, la confirmation de sa condamnation à mort avait tardé à être rendue publique, bien que la décision ait été, semble-t-il, prise il y a plusieurs semaines : les autorités craignaient qu'elle ne provoque des manifestations.

Légalement, le seul espoir qui reste à M. Kim Jae-kyu est la grâce présidentielle. On peut douter qu'il en bénéficie, les militaires et, en particulier, le général Chun Doo-hwan, le nouvel homme fort du pays, n'ayant jamais caché qu'ils voulaient se débarrasser de lui. En fait, on peut se demander de quel pouvoir réel dispose encore aujourd'hui le président Choi. Au cours d'une allocution télévisée, en réalité il n'est pas apparu sur l'écran, on a simplement lu un texte en son nom — il a déclaré que le processus de démocratisation se poursuivait. Déclaration qui semble vide de sens, car on peut se demander comment concrètement une telle évolution serait possible maintenant que toutes les personnalités politiques et premières plan sont en prison. En faisant arrêter les principaux politiciens, le général Chun a affirmé qu'il voulait assainir la vie politique. Moins louable, mais que veut-il faire de son pouvoir ? On sait peu de choses de ses intentions. Dans une interview accordée à l'hebdomadaire Time, et publiée cette semaine, il a souligné l'importance d'une démocratie, conforme à la situation coréenne. Si c'est bien là sa philosophie politique, elle n'est guère éloignée de celle de l'ancien président Park.

PHILIPPE PONS.

Vietnam

RÉUNION A HANOI DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE DES EVÊQUES CATHOLIQUES

La première assemblée nationale des évêques vietnamiens s'est réunie à Hanoi du 24 avril au 1^{er} mai, a annoncé l'Agence vietnamienne d'informations. Il s'agit, selon cette dernière, de la première réunion de ce genre dans l'histoire de la religion catholique dans ce pays, où elle est implantée depuis plusieurs siècles. Par ailleurs, l'Eglise catholique était le seul organisme vietnamien divisé en deux après la réunification officielle du pays en 1976. C'est désormais chose faite. L'assemblée a adopté une lettre circulaire réaffirmant que « l'Eglise catholique est étroitement liée à la nation et au pays » et doit en conséquence « apporter avec le peuple de tout le pays une contribution active à la défense et à l'édification de la patrie » et « édifier au sein de l'Eglise un mode de vie et une manière d'expression de la foi conformément aux traditions nationales ». L'assemblée, qui a

rendu un hommage posthume à Ho Chi Minh, s'est dotée d'un conseil des évêques de dix membres avec le cardinal Trinh Van Can, archevêque de Hanoi comme président, Mgr Nguyen Van Binh, archevêque de Ho-Chi-Minh-Ville, premier vice-président, l'archevêque de Hué, Mgr Nguyen Kim Dien, comme vice-président, et Mgr Nguyen Tung Cuong, évêque de Haiphong, secrétaire général. Quarante évêques, représentant 10 % des cinquante-trois millions de Vietnamiens, étaient présents lors du conseil : ils ont été reçus par le premier ministre, M. Pham Van Dong, qui s'est félicité de leur « action positive en faveur des intérêts de la nation » et les a exhortés à « bien remplir leur devoir religieux et d'associer leurs efforts à ceux du peuple pour édifier et défendre la patrie ». Les quarante évêques, pour la plupart, se rendront prochainement à Paris, avec l'autorisation du gouvernement de Hanoi.

A travers le monde

Brésil

• LES ELECTIONS MUNICIPALES DU 15 NOVEMBRE NAUFRONT PAS LIEU. — Cette consultation devait être le premier scrutin populaire de la période post-constitutive. Leur ajournement est considéré par l'ensemble des forces d'opposition comme un nouveau recul dans le processus de « redémocratisation » du pays. — (A.F.P.)

Guinée

• PLUSIEURS PERSONNALITÉS auraient été arrêtées ces jours derniers en Guinée, en relation avec l'affaire de l'attentat manqué du mercredi 14 mai contre le président Sékou Touré. Deux noms sont fréquemment cités : ceux du général Diané Lansana et de M. Toumani Sangaré, Ministre de l'Armée populaire, membre du gouvernement depuis de très longues années, le général Lansana est généralement considéré comme un des éléments les plus solides de l'aile gauche du parti gouvernemental, le parti démocratique de Guinée. — (Corresp.)

Maroc

• L'UNION SOCIALISTE DES FORCES POPULAIRES (U.S.F.P.) du Maroc boycottera le référendum qui aura lieu le 30 mai sur la réforme constitutionnelle portant sur la prolongation de deux ans du mandat parlementaire, a annoncé, lundi 19 mai, son premier secrétaire, M. Abderrahim Bouabid. Il a précisé que son parti avait pris cette décision parce qu'il n'approuvait pas l'actuelle Constitution et considérait comme « irrégulières » les élections au Parlement de 1971. — (Reuter.)

Sénégal

• LE PARTI DEMOCRATIQUE SENÉGALAIS, parti d'opposition légale, a réclamé la dissolution de l'Assemblée nationale et l'organisation de nouvelles élections. Dans une déclaration adoptée à l'issue de son troisième congrès tenu à Dakar, le P.D.S. représenté par seize députés à l'Assemblée nationale, a estimé que celle-ci « ne paraît plus représentative, aujourd'hui, de la volonté populaire ». A l'issue du congrès, M. Abdoulaye Wade, fondateur du parti, député, a été réélu secrétaire général du P.D.S. — (A.F.P.)

Union soviétique

• M. VASSILI STOUSS, membre du groupe ukrainien de surveillance de l'application des accords d'Helsinki, a été arrêté le 13 mai dernier à Kiev. M. Stouss, déjà condamné en 1971 à cinq ans de camp et trois ans d'assignation à résidence, est accusé de « propagande antisoviétique ». L'appartenance d'un autre membre du groupe, Mme Oksana Mechko, a été perquisitionnée le 18 mai à Kiev. — (A.F.P.)

Dans les 9 BHV.

DU 19 MAI AU 7 JUIN 1980.

Credit Gratuit*
en 9 mois

**SUR 165 MODELES
DE LAVE-LINGE-SECHE-LINGE
LAVE-VAISSELLE
REFRIGERATEURS
CONGELATEURS-CUISINIÈRES
FOURS-PLAQUES ET HOTTES**

des grandes marques suivantes:

**BRANDT-ELECTROLUX
INDESIT-SIEMENS
THERMOR-NOGAMATIC**



*A partir de 1000 F d'achats, versement comptant 20%. Après acceptation du dossier, crédit Cofinograt/BHV. A l'exception des articles marqués d'un point vert et des services.

LES 9 BHV: RIVOLI - PARLY 2 - MONTLHERY - GARGES - FLANDRE - BELLE EPINE - ROSNY 2 - CRETEIL - VILLENEUVE-LA-GARENNE.

inscriptions
forum 544
VOYAGES 38-61
"AGADIR"
1150 F.A.R.

BANGKOK
2650 F.A.R.
inscriptions
forum 544
VOYAGES 38-61

مكتبة من اجل

ما في في

PROCHE-ORIENT

Iran

La participation de militaires à la répression au Kurdistan aggrave le malaise au sein de l'armée

Les plus grandes manœuvres aéronavales qui aient été organisées depuis la révolution iranienne se déroulent, depuis le lundi 19 mai, dans le détroit d'Ormuz sous la supervision personnelle du président Bani Sadr, qui s'est embarqué sur un contre-torpilleur au large de l'île d'Abon-Moussa. Des unités de commandos de la marine, de l'armée de l'air et des fusiliers-marins essayaient de démontrer pendant quarante-huit heures

qu'ils sont capables de défendre les eaux territoriales de l'Iran dans ce secteur hautement stratégique. Le malaise dans les forces armées, d'autre part, paraît s'aggraver à en juger par l'appel lancé lundi soir par le procureur général de la révolution invitant les responsables militaires à lui livrer « tout agent contre-révolutionnaire » capable d'agitation, de complot, d'espionnage, d'incitation à la rébellion.

Prendant le contre-pied des récentes déclarations du président Bani Sadr, l'imam Khomeiny a déclaré, pour sa part, que « seuls des naïfs, qui sont les jouets de l'ennemi, peuvent croire les rumeurs de coup d'Etat ». Mais le « guide de la révolution » a admis implicitement qu'une partie de l'armée n'était pas loyale à la révolution et qu'elle serait « détruite par les mains et les dents du peuple ».

De notre envoyé spécial

Téhéran. — On savait déjà de longue date que tout allait pas pour le mieux, loin de là, dans l'armée iranienne, brutalement passée, au lendemain de la révolution, de l'autorité militaire traditionnelle à la tutelle mal définie, et en tout cas totalement inadéquate, de la République islamique. D'une discipline réputée rigoureuse à l'extrême, les soldats de l'armée impériale allaient ainsi, en quelques mois, sombrer dans un lâchage, voire un laisser-aller, soigneusement entrebâillé par un gouvernement qui, redoutant déjà depuis l'été dernier l'éventualité d'un coup d'Etat, gardait un œil particulièrement attentif sur les casernes et leurs magasins d'armes, sur des bases aériennes parmi les mieux pourvues du monde ou matériels les plus sophistiqués et surtout sur les cercles où des officiers condamnés à l'oisiveté forcée auraient bien pu tuer le temps et se muer en comploteurs. Longtemps écartée de toute activité dépassant les limites de ses cantonnements, l'armée iranienne

vient de refaire surface depuis quelques semaines. A la faveur du conflit qui a ensanglanté le Kurdistan, le président de la République, nommé depuis peu chef suprême des forces armées par l'imam Khomeiny, lui avait en effet intimé l'ordre de participer avec les gardiens de la révolution — mieux vaudrait dire « sous l'autorité » de ces derniers — au massacre des autonomistes kurdes, dans lesquels le gouvernement persiste à ne voir autre chose que des « contre-révolutionnaires », des « ennemis de l'Islam » à la solde des Etats-Unis ou encore des « mercenaires inspirés par l'Irak ».

Même si elle était fondée sur la logique la plus élémentaire, la décision de M. Bani Sadr de faire appel aux militaires pour rétablir l'ordre dans une province dont la détermination n'est plus à démontrer s'est révélée risquée, dans la mesure où il demandait à une armée désabusée et meurtrie de faire sa rentrée sur la scène iranienne en participant à ce qu'on ne peut appeler autrement qu'une guerre civile. On sait, à présent, que le pari est perdu, et bien perdu. Après la condamnation à mort, immédiatement suivie de l'exécution, d'un officier accusé de « refus d'obéissance », au cours des affrontements qui se sont succédés au Kurdistan pendant plus d'un mois, on a appris l'arrestation de trente-huit officiers, sous-officiers et hommes de troupe également soupçonnés d'avoir refusé, eux aussi, de tirer sur d'autres musulmans, fussent-ils « rebelles ». Dans le même temps, treize officiers relevant du commandement militaire de la région d'Ispahan étaient accusés d'avoir fomenté des troubles au sein des forces armées et complicités sous le chef d'inculpation de « coopération avec des contre-révolutionnaires » devant un tribunal militaire qui a condamné sept d'entre eux à diverses peines d'emprisonnement, allant de deux ans à la perpétuité et relaxé les six autres.

De nombreuses désertions

Et ce n'est un secret pour personne que plusieurs dizaines de militaires de tous grades parmi lesquels des officiers et même, nous a-t-on affirmé, un colonel, ont déserté avec armes et bagages, lors du siège de Sanandaj, pour se ranger aux côtés des Persarméens, qu'ils se refusaient à combattre. Il va sans dire que le gouvernement se montre profondément inquiet de cette situation. Déjà « des mesures rigoureuses » en vue d'une réorganisation totale de l'armée, ont été ordonnées, tandis que les industries privées ou d'Etat se voyaient expressément

Les sanctions des Neuf

Londres renonce à l'application rétroactive des mesures adoptées à Naples

De notre correspondant

Londres. — Sous la pression d'une majorité de députés des deux partis, et risquant d'être mis en minorité aux Communes, le gouvernement de Mme Thatcher a reculé en revenant sur sa décision d'appliquer rétroactivement des sanctions contre l'Iran. A l'issue d'un conseil de cabinet spécial, le premier ministre a accepté l'avis de ses conseillers parlementaires en annulant son projet. Ce revirement spectaculaire représente non seulement un échec pour le gouvernement mais aussi un double défi lancé à la fois aux partenaires européens de la Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. En effet, à la réunion des ministres des affaires étrangères de la Communauté à Naples, il avait été décidé que les sanctions s'appliqueraient à tous les contrats conclus ou renouvelés depuis le 4 novembre 1979, date de la prise des otages américains à Téhéran. Déjà peu favorables aux sanctions et n'ayant voté qu'à contre-cœur et par discipline la législation sur les sanctions, de très nombreux conservateurs — environ une centaine — rejoignent les travaillistes dans une opposition indignée. En fait, les députés acceptent mal une perte globale évaluée à 500 millions de livres annuellement, soit 3 % des revenus tirés du commerce britannique, consécutive à l'application de sanctions affectant l'exportation de produits manufacturés vers l'Iran. Ces exportations sont de nouveau en plein essor, ayant atteint 143 millions de livres pour le premier trimestre de 1980 (contre 58 millions de livres seulement pour la même période en 1979). Au-delà de ces considérations très matérielles, la rébellion des députés conservateurs s'explique par une réaction nationaliste dirigée à la fois contre les Européens du continent et contre les Américains. Quant aux travaillistes, ils étaient surtout motivés par le souci de ne pas apparaître céder à la pression des conservateurs. Ainsi les deux camps ont-ils salué la décision du gouvernement en soulignant que, pour la première fois, le Parlement britannique affirmait efficacement son pouvoir de rejeter une décision de la Communauté. Incontestablement, la décision des Communes a mis en évidence un nationalisme intense, assimilable à une sorte de gaullisme, stimulé par Mme Thatcher et donnant priorité entière et exclusive à la défense des intérêts nationaux. Ni les partenaires européens de la Grande-Bretagne ni Washington n'ont pu être informés à

l'avance du revirement du gouvernement de Londres. Lord Carrington doit maintenant reprendre contact avec ses collègues du continent pour examiner comment appliquer le programme des sanctions décidées à Naples mais repudiées par les Communes. HENRI PIERRE.

Egypte

Le président Sadate interdit les activités du Groupement islamique et des organisations chrétiennes dans les universités

De notre correspondant

Le Caire. — Au cours du premier conseil des ministres — radiodiffusé en direct — du nouveau cabinet égyptien qu'il présidait lui-même, le président Sadate a annoncé, le lundi 19 mai, « l'interdiction absolue des activités du Groupement islamique dans les universités, ainsi que celles des organisations chrétiennes ». Il a également renouvelé l'interdiction — jusqu'ici non appliquée, et qu'il avait prononcée en avril 1979, après les troubles confessionnels intervenus dans certaines facultés d'Assiout — de « toute activité politique dans les universités ». Le président Sadate a qualifié de « rigolade » les pouvoirs que les étudiants intégristes attribuent à leurs « emirs », et il a menacé d'exclusion de l'université en avril 1979, après les troubles confessionnels intervenus dans certaines facultés d'Assiout — de « toute activité politique dans les universités ».

prélat moins « politique ». Cette idée paraît faire son chemin, y compris parmi le petit peuple copte, soucieux de ne pas paraître « déloyal » envers la nation aux yeux de la masse musulmane. Si aucune réaction officielle aux propos présidentiels n'a été enregistrée de la part du patriarche, il n'en est pas moins clair que celui-ci et l'ensemble de la minorité chrétienne déclinent toute responsabilité pour l'attitude de leurs coreligionnaires d'outre-mer et particulièrement de ceux des Etats-Unis, qui selon les coptes d'Egypte, sont à l'origine de l'ère du rais. Dès avant même l'annonce de ce dernier décret, au Caire le texte d'un câble adressé le 9 avril (M. Sadate se trouvait alors à Washington) par Cheouada III à ses ouailles émigrées et les invitant « à recevoir [le rais] avec amour et respect ».

Les coptes ont raison de demander leurs droits », précise toutefois ce document qu'apporta aux Etats-Unis l'évêque Samuel, principal adjoint de Cheouada III, et qui tendrait à prouver que ce dernier, tout en maintenant fermement ses revendications, n'a pas personnellement encouragé les coptes d'Amérique à manifester contre M. Sadate à Washington. Les fidèles de Cheouada III affirment même qu'il tente en vain depuis plusieurs années de modifier l'association copte américaine siégeant dans le New Jersey et présidée par le docteur Charouf « Ears », d'origine égyptienne (des organisations similaires existent au Canada et en Australie où des communautés coptes de plusieurs dizaines de milliers de personnes se sont formées aussi à l'époque nassérienne). Ce « lobby » copte publie un bulletin au ton parfois très violent, mais souvent plus prolix que la presse copte sur l'état des relations entre chrétiens et musulmans dans les profondeurs de l'Egypte.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

ARCADE

Passage couvert dans une ville, toujours bordé de magasins. C'est l'endroit où l'on vient flâner, où l'on se rencontre, où se concentre l'animation.

A la Défense, les Quatre Temps auront une Arcade. A la lumière du jour.



Les Quatre Temps

Plus qu'un centre. Un centre-ville.

Serete Aménagement 63, rue La Boétie 75008 Paris 225.71.56

100 A VOYAGES COLONIBO 3050' AR TUNIS 920' AR KATHMANDOU* 2650' AR et...

* ou départ d'Amsterdam

mais vous attendez peut-être autre chose de nous:

la suite de Somerset Maugham, à l'Oriental de Bangkok, un petit hôtel sympo à Colombo, un Safari au Kenya, un "torillord" dans la Cordillère des Andes, ou tout simplement une location de voitures aux Etats-Unis. Pour tout cela nous avons beaucoup voyagé pour mieux vous conseiller.

tous les jours, Forum tient ses réunions d'information, en souhaitant vous donner L'INFORMATION EN PRIME



forum VOYAGES

1, rue Cassette 75006 Paris
tél. 544 38 61
(après 17 h, rue de Rome)
M° St-Sulpice - Rameaux

3 bis, rue de Valenciennes 75006 Paris
tél. 325 76 25
M° Luxembourg

Don pour recevoir gratuitement notre programme complet "été 80".

Nom _____ Prénom _____ Adresse _____ Ville _____ Code Postal _____

TROPIQUES.

Pour découvrir les tropiques, il y avait deux solutions: le charter et le troupeau ou le palace au prix fort. Alors nous avons créé Club Espace Voyages. C'est un peu le caviar au prix des frites. Nous avons choisi les endroits les plus beaux, les plus solitaires, les hôtels les plus luxueux. Mais nous avons négocié sur place les prix les plus bas. Nous n'avons pas choisi les charters, mais les vols réguliers, aux meilleurs tarifs. Vous ne choisissez pas votre voyage sur un coûteux catalogue, mais vous le découvrez chez nous, sur écran TV et circuit vidéo. Nous avons filmé votre voyage. Tel que vous le vivez.

CLUB ESPACE VOYAGES.
5 bis rue de Seze, 75009 Paris. Tél. 742.42.24. De 9 h à 19 h. Métro Madeleine.

FRITES OU CAVIAR?

Exemples:
Miami, 14 jours, Fontainebleau Hilton, luxe, Paris-Paris: 5 500 F
Rio, 11 jours, Hôtel Othon, luxe, Paris-Paris: 4 000 F

BANGKOK 2650' A.R.

inscriptions

forum 544 VOYAGES 38.61

Le président du Renouveau juif répond à ses censeurs et explique sa politique

M. Primor, délégué en France de l'Organisation sioniste mondiale, a réaffirmé, le 13 mai à Strasbourg, que M. Guy de Rothschild, président du Fonds social juif unifié, et les dirigeants du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) avaient demandé son rappel en Israël. L'information que les intéressés (M. de Rothschild et le CRIF) déclarent catégoriquement. C'est d'ailleurs l'annonce de la crise aiguë qui divise les communautés juives de France.

Les « Douze Heures pour Israël » ont été le rendez-vous de cette crise (Le Monde du 29 avril). L'orga-

nisateur de la manifestation, M. Henri Hajdenberg, n'en a tenu, devant une immense assistance qui l'accablait, des propos si agressifs à l'égard des institutions centrales de la communauté juive de France que les organisations constitutives de cette communauté, y compris le Mouvement sioniste, ont « déploré » ensuite, et « condamné », les attaques de M. Hajdenberg contre le CRIF.

M. Henri Hajdenberg répond à ses censeurs et s'explique ici sur son attitude et sur la politique du mouvement Renouveau juif, qu'il préside.

Il faut inviter Sadate et Begin à Paris

par HENRI HAJDENBERG

Depuis plusieurs semaines, la communauté juive de France, qui d'ordinaire fait peu parler d'elle, est au cœur de l'actualité. Prises de position sur le voyage du président de la République au Proche-Orient, succès inégalés des Douze Heures pour Israël, émoi à propos du vote juif : les événements se sont multipliés et le Renouveau juif, organisateur des Douze Heures pour Israël, y est pour beaucoup, tant par son action que par ses déclarations. Malgré leurs retentissements, il semble que ses intentions et ses propos ne soient pas toujours compris, quand ils ne sont pas purement et simplement déformés. Il apparaît donc nécessaire et urgent de clarifier trois points qui sont actuellement au centre du débat : le vote juif, notre opinion sur le conflit israélo-arabe et la structure de notre communauté.

1. Le vote juif.

Au nom de quel principe voudrait-on, dans une démocratie comme la nôtre, empêcher des citoyens français de se déterminer au cours d'une élection, non seulement sur des sujets économiques et sociaux, mais aussi sur un problème de politique étrangère et historique, qui tient particulièrement à cœur, une génération à peine après avoir vu la complicité passive, sinon active, de nombreux gouvernements européens dans l'extermination d'une partie du peuple juif ?

La crainte que pourrait susciter l'expression politique d'une solidarité juive est déraisonnable. L'histoire a démontré que la porte d'identité juive, la disparition de toute spécificité culturelle et politique, n'était pas une échappatoire à l'antisémitisme.

L'antisémitisme n'a pas attendu la création de l'Etat d'Israël et l'occupation de double allégeance pour se déclarer.

Le juif n'a jamais été aussi digne et respecté que depuis qu'il a Israël existé, qu'il revendique sa judéité, et qu'il exprime son entière solidarité active avec son peuple.

Cette fidélité à ses origines n'arrache au juif aucun des liens qui le rattachent à la France et à une société française où l'expression des particularismes, qui se développe, est de plus en plus comprise et admise.

Afin d'attirer notre action, ceux qui ont échoué dans les dinars en ville nous reprochent de vouloir constituer un « lobby », expression américaine de résonance négative en France, que nous n'avons jamais utilisée (1).

2. Le conflit israélo-arabe.

Notre position a souvent été déformée. En tant que juifs, mieux que quiconque, nous comprenons les Palestiniens. Leurs droits légitimes doivent être sauvegardés par des négociations sur la solution du problème palestinien dans tous ses aspects, auxquelles participent Israël, l'Egypte, la Jordanie, et les représentants du peuple palestinien. De cette façon, la représentation du peuple palestinien participera à la détermination de leur propre avenir.

Mais ce que nous refusons, c'est une autodétermination qui remettrait en cause le droit à l'existence de l'Etat d'Israël, droit que lui-même la charte nationale palestinienne de l'O.L.P. d'Arafat, qui prévoit la destruction de l'Etat hébreu.

3. La communauté juive.

Nous considérons que les résultats du bilan des responsabilités des institutions centrales de la Communauté, en place depuis la libération, sont insuffisants ; en disant cela, ce n'est pas aux personnes que nous nous en prenons, mais à une politique timorée, craintive et inefficace, qui a fait son temps, largement contestée jusqu'ici, sans que cette contestation soit entendue. Ce que nous voulons, c'est permettre aux juifs de France de s'affirmer publiquement et collectivement et de prendre en charge leur destin, sans agressivité à l'égard de quiconque. Les réactions chahutées à nos propos, le 27 avril, des cent cinquante mille personnes rassemblées pour les « Douze Heures pour Israël », montrent que nous disposons d'un large soutien potentiel parmi les masses juives, notamment les jeunes : si cela nous vaut d'être taxés de démagogie par des dirigeants des institutions centrales dont la représentativité démographique, économique et sociale, très étroite, paraît contestable, nous n'en pourrions pas moins notre action.

4. Les droits des Palestiniens...

A la suite de nos prises de position, on remarque déjà les réactions de l'opinion publique et des observateurs politiques. Les commentateurs attribuent partiellement à la position française sur le Proche-Orient le brusque perte de popularité de cinq points du président de la République, au cours du mois d'avril, constaté par le baromètre mensuel Sofres - Figaro - Magazine du 10 mai, et les éditorialistes (Le Monde du 8 mai 1980, l'Express du 10-16 mai) considèrent que si le poids de l'État d'Israël et des amis d'Israël est présenté d'une manière un peu exagérée, en ce qui concerne une élection présidentielle, il doit sérieusement être pris en considération dans de nombreuses municipalités et circonscriptions législatives.

5. Les droits des Palestiniens...

En prononçant le mot d'autodétermination au Koweït, le chef de l'Etat a simplement oublié de condamner la charte d'Arafat et de rappeler le droit d'Israël à la sécurité.

Pendant ce même voyage, l'attitude particulièrement négative du président de la République à l'égard de la paix israélo-égyptienne a été confirmée.

LA FÉDÉRATION DES HAUTES-PYRÉNÉES CRITIQUE LE PROJET DE « MANIFESTE » DU M.R.G.

(De notre correspondant.)

Lourdes. — Réunie dimanche 18 mai à Lourdes, la fédération des Hautes-Pyrénées du Mouvement des radicaux de gauche, deuxième fédération du mouvement, a adopté à l'unanimité une position très critique à l'égard du projet de « manifeste », qui doit être soumis au congrès national les 7 et 8 juin à Paris (Le Monde du 20 mai).

M. Bultès, sénateur, ancien ministre, a rejeté plusieurs propositions de ce texte « qui ne répond pas aux préoccupations actuelles des Français ». Il a appelé les radicaux de gauche à la plus grande vigilance. « Si nous n'y prenons garde, a-t-il précisé, nous risquons de changer de parti sans nous en rendre compte ».

Evitant la désignation d'un candidat M.R.G. à l'élection présidentielle de 1981, les radicaux de gauche des Hautes-Pyrénées ont été également pour le moins réservés, faisant valoir qu'il faut d'abord être d'accord sur le programme. M. François Abadie, député et maire de Lourdes, président de la fédération départementale, a dénoncé certaines prises de position récentes du président du M.R.G., M. Michel Crépeau. Critiquant l'idée, selon laquelle les radicaux de gauche pourraient préférer M. Rocard à M. Mitterrand, M. Abadie a déclaré : « Le M.R.G. n'a pas à s'immiscer dans les affaires intérieures du parti socialiste. Le M.R.G. doit se consacrer à son rôle de parti de gouvernement, à son rôle de coup de pied dans l'âne. » Il a ajouté : « Aux fédérations bédons qui plaquent d'impudence pour avoir un candidat qui, de toute façon, quel qu'il soit, n'a aucune chance de fuir au second tour, je dis : faites vos preuves sur le terrain et non devant des arènes de recules du suffrage universel ».

En Guadeloupe DES SALARIÉS AGRICOLES OCCUPENT DES TERRES EN FRICHE PRÈS DE CAPESTERRE

(Correspondance.)

Poinle-à-Pitre. — Plusieurs dizaines de salariés agricoles guadeloupéens occupent depuis le 21 avril, dans la région de Capesterre, deux parcelles de terrain en friche dont la propriété ne semble pas exactement établie, bien qu'elle soit revendiquée par l'un des principaux exploitants de la Basse-Terre, M. Max Martin, dirigeant de sociétés.

Protestant contre le fait que depuis les dégâts provoqués, dans les bananeraies, l'été dernier, par les cyclones David et Frédéric, le nombre des journées de travail qui leur sont proposées ne dépasse guère deux ou trois jours par semaine, ces ouvriers réclament la possibilité d'exploiter ces terrains ou subvenir aux besoins de leurs familles. Ils ont élu un « comité d'occupation » qui a demandé à la préfecture l'attribution de plusieurs dizaines d'hectares aux manifestants.

La présence de nombreuses forces de police dans la région a créé une certaine tension. Des heurts ont déjà eu lieu entre les salariés agricoles et les forces de l'ordre.

M. Paul Djoud, secrétaire d'Etat, au DOM-TOM, devait se rendre, ce mardi 20 mai, en Nouvelle-Calédonie, pour une visite de travail de cinq jours.

Un décret précise les modalités de réalisation et de publication des sondages d'opinion

(De notre correspondant.)

Le Journal officiel daté du 17 mai publie un décret pour l'application de la loi du 19 juillet 1977 relative aux sondages d'opinion. Ce décret, qui reprend des propositions faites par la commission des sondages créée par cette loi, indique que les opérations concourant à la réalisation des sondages, à leur publication et à leur diffusion « doivent être effectuées de manière à en assurer la qualité et l'objectivité ».

Le décret précise : « L'échantillon des personnes interrogées doit être représentatif de l'ensemble des catégories sur lesquelles porte l'enquête » ; « les questions posées ne doivent pas être de nature à induire en erreur les personnes interrogées ou à orienter les réponses » ; « le choix des enquêteurs et les instructions données à ceux-ci ne doivent pas être de nature à fausser les résultats de l'enquête » ; « la durée de l'enquête ne doit pas excéder un délai tel que ses résultats ne puissent plus être regardés comme homogènes » ; « les redressements des résultats bruts de l'enquête effectués pour l'obtention des résultats définitifs ne doivent pas avoir pour effet d'affecter la sincérité des résultats du sondage ».

Ce texte définit également les modalités de la réalisation des enquêtes : « Le travail des enquêteurs doit être régulièrement contrôlé par l'organisme de sondage. Celui-ci doit assurer que l'enquête est conduite conformément aux instructions qu'il a données et aux dispositions du présent décret ».

Le décret précise également que les données et les résultats des sondages doivent être conservés et tenus à la disposition de la commission des sondages pendant deux ans — ou plus si celle-ci l'estime nécessaire — et que les documents permettant de vérifier l'objectivité et la qualité des sondages, les « documents » cités sont :

« Les détails du plan d'échantillonnage et de l'échantillon réel ; la liste des enquêteurs, les instructions qui leur ont été données et les contrôles effectués ; les réponses recueillies et les autres documents établis au cours de l'enquête ; les documents relatifs au traitement des réponses ; les résultats bruts du sondage et, le cas échéant, les redressements effectués ; les données et aux dispositions du présent décret ».

Dans le canton de Donnemarie-Dontilly (Seine-et-Marne)

M. Dailly renonce à se présenter

(De notre correspondant.)

Melun. — Le premier tour de l'élection cantonale partielle organisée à la suite de la décision du Conseil d'Etat d'annuler le scrutin de mars 1979 dans le canton de Donnemarie-Dontilly (Seine-et-Marne) est fixé au 22 juin. M. Etienne Dailly (U.D.F.-rad.), vice-président du Sénat, qui, au cours du second tour des élections de mars 1979, avait été élu député de 21 voix par le candidat socialiste, M. Max Martin, a adressé une lettre aux électeurs de ce canton pour leur indiquer qu'il ne se représenterait pas. Il explique : « L'an dernier, les responsabilités que j'assumais au conseil général me faisaient un devoir de venir à Donnemarie-Dontilly tenter de prendre un siège à l'opposition socialiste-communiste pour que l'assemblée départementale ne bascule pas entre ses mains. » Il ajoute : « Aujourd'hui, le problème ne se pose plus dans les mêmes termes. L'an dernier, j'étais devant une personnalité plus proche de vous : le maire du chef-lieu, M. Jacques Baillet, me paraît à cet égard le plus qualifié. Si, comme je l'espère, il accepte d'être candidat, je serai solidaire de son combat (1). »

M. Baillet (modéré), qui se présentait sans étiquette, est le fils d'Henri Baillet, ancien conseiller général modéré de Montesson.

De son côté, M. Daniel Brunel, secrétaire de la fédération départementale du parti communiste, avait indiqué, le 10 avril dernier, que, selon lui, « la meilleure façon de faire barrage à la droite est un candidat issu de la gauche ». M. Brunel, invalidé étant susceptible de remporter une large adhésion dès le premier tour. — J. C.

(1) M. Dailly, alors président du conseil général, avait présenté dans le canton de Donnemarie-Dontilly, en mars 1979, alors que, élu de ce canton, il avait décidé de ne plus se représenter, ayant été battu dans cette ville aux élections municipales lors de l'année 1977. Lors de l'installation du conseil général après le scrutin de mars 1979, M. Brunel (P.S.), avait été élu président par 19 voix (3 P.S., 12 P.S., 1 ex-F.S., 1 M.R.G.) contre 18 au candidat de la majorité, M. Lepetit (M.R.G.). M. Brunel, élu, si la gauche perdait le siège de Donnemarie, elle se retrouverait égalité avec la majorité : 18 contre 18.

DANS L'OISE

Le président du conseil général accuse le préfet de trucasseries administratives

(De notre correspondant.)

Beauvais. — Les élus de gauche du conseil général de l'Oise ont dénoncé, lundi matin 19 mai, par la voix du président de l'assemblée, M. Marcel Ville (P.S.), « les décisions arbitraires, les trucasseries administratives et les engagements non tenus » dont ils sont l'objet de la part du préfet et des sous-préfets de département. Puis, au signe de protestation, ils ont décidé de ne pas siéger au cours de la matinée.

Le contentieux porte essentiellement sur la création d'un cabinet auprès de la présidence du conseil général. Le ministre de l'Intérieur a annulé les délibérations du conseil général à ce sujet parce qu'elles n'étaient pas conformes aux propositions du préfet.

La commission départementale a décidé d'intenter une action en forme d'un recours contentieux devant le Conseil d'Etat pour « abus d'autorité ».

« On parle de plus en plus de donner des pouvoirs aux collecti-

ités locales, mais on refuse de nous donner les moyens de mener notre travail d'approfondissement, de réflexion et de synthèse », a déclaré le président du conseil général.

D'autre part, les conseillers de gauche administrant des maieries ont dénoncé les « trucasseries » dont ils sont l'objet dans leur gestion municipale, ajoutant qu'en définitive, « ce sont les contribuables qui font les frais des pots cassés ».

Jusqu'à sa mort, en 1978, l'ancien président du conseil général de l'Oise, François Bernard, alors député P.S., bénéficiait d'un « secrétariat politique » situé dans les locaux de l'Oise libérée dimanche, hebdomadaire distribué gratuitement le mercredi dans les circonscriptions de Beauvais-Mord en Beauvais-Sud, et entièrement financé par M. Marcel Dussaut, député R.P.R. Une partie du personnel qui y travaillait était payée sur le budget du département.

MAURICE LUBATTI.



BAHAMAS

îles incomparables !

Les Bahamas

- où 700 îles au soleil vous attendent...
- où tous les sports nautiques sont pratiqués...
- où le famiente des "out islands" voisine avec la vie brillante de Nassau.

Les Bahamas, îles incomparables : les plaisirs conjugués du soleil et de la mer.

Les Bahamas :

- porte ouverte sur HAÏTI, LA JAMAÏQUE, LA FLORIDE, et bien d'autres destinations.

Que vous souhaitiez un billet d'avion au prix le plus intéressant ou un séjour complet (aller-retour + hôtel + excursions...) AIR BAHAMA vous conseille au mieux de vos intérêts. L'éventail de ses propositions est grand et peu s'adapter à tous les budgets. Fidèle à sa tradition d'accueil et de service AIR BAHAMA vous reçoit à bord. Ses hôtesses parlent français.

Tout renseignement et documentation :
AIR BAHAMA 32, rue du 4 Septembre,
75002 Paris - Tél. : 742.52.26.

AIR BAHAMA

"Excellente enquête" Max Gallo/L'Express

Hervé Hamon Patrick Rotman

L'effet Rocard

Collection "Les Grands Leaders" dirigée par Claude Glayman

Stock

M. Marchais et le « tota »

828

Réserve votre deuxième

Des h

مكتبة ابن بطوطة

le décret précise les modalités de mise en œuvre de la publication des données de

1. The first step in the process of the
 2. is to determine the scope of the
 3. project. This involves identifying the
 4. objectives, the resources available, and
 5. the time frame for completion. Once
 6. the scope is defined, the next step is
 7. to develop a detailed plan. This plan
 8. should outline the specific tasks to be
 9. completed, the order in which they should
 10. be done, and the responsibilities of the
 11. team members. The plan should also
 12. include a timeline and a budget. Once
 13. the plan is developed, the next step is
 14. to implement it. This involves assigning
 15. tasks to team members, monitoring
 16. progress, and making adjustments as
 17. needed. Finally, the project should be
 18. evaluated to determine if the objectives
 19. were met and if the process was effective.

Daily renounce a so

presidente da comissão
 geral de transição

Marmelade d'orange

Hamon

**L'effel
Rocard**

Marmelade d'orange

Maison fondée en 1880

« Enfin, l'État-Giscard, c'est une série de tentatives visant à réaliser ce que l'appelleraient un jour les historiens : la mise au sein d'un quelconque coopération giscardienne et socialiste. Les liens entre le parti socialiste et le capital giscardien sont étroits et profonds. »

M. Pierre Jaquin, membre du bureau politique, a développé ces cinq thèmes. Il a conclu que, « par-delà l'énumération des deux grands noms » qui figurent dans le programme, « les deux courants les *« informations »* apportées par le comité pour la défense des droits de l'homme et des libertés montrent comment Giscard a voulu faire passer la France à l'économie progressivement en main, sous les

Intéressé sur les six premières années du septennat de M. Giscard d'Estaing, M. Marchais a qualifié de « négativité » un tel bilan. M. Giscard d'Estaing a dit bilan d'aggravation des inégalités et des injustices, de régression sociale, de déclin de la France. L'homme se situe au plan de la démocratie, au plan de la politique extérieure ou aux plans économique et social. Il est bilan de régression, de déclin, de régression internationale, contre les intérêts des travailleurs, du peuple et de la nation. Nous ne sommes pas négatifs dans les domaines nationaux, mais nous le sommes dans l'internationalisme.

Si l'on prend en effet les profits des firmes multinationales, on constate qu'ils ont considérablement augmenté, notamment en 1974.

M. Michel Rocard, maire de Fontaine-Saint-Hippolyte, a dressé, lundi 19 mai, à Beauvoisin (Vielles), un bilan particulièrement critique des six années passées par M. Giscard d'Estaing à l'Elysée. « Il notamment déplorait la « débauche des dépenses », le « plus dur, plus fermée et plus bloquée qu'avant l'élection de Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la République en 1974. » « Pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, le pouvoir d'achat moyen des salaires. » Il a rappelé que lors de l'élection présidentielle de 1974, l'inflation n'était que de l'ordre de 7 % par an alors qu'elle est aujourd'hui de 12 %, que le nombre de chômeurs était de 430 000 contre près de 1,5 million aujourd'hui.

La politique du gouvernement, en ce qui concerne les immigrés, est, selon M. Rocard, « ignoble » et « vise à diviser la classe ouvrière et à dresser les travailleurs français contre les étrangers. Dans ce domaine, le visage de la France devient hideux ».

M. Rocard a déploré que la société « sous Giscard » se soit « durcie » « particulièrement à l'égard des jeunes ». « Un pays qui, a-t-il dit, se laisse aller au naufrage de sa jeunesse se suicide ».

Septembre
Recyclage scientifique
Octobre à Juin
Préparation "Plein-Temps"
Soutien au PCEM 1

EC Enseignement supérieur privé
46, bd Saint-Michel, Paris 6^e

La lumière est venue des cierges

Saxon-Sion. — Un roulement de moteur quelque part dans le village, Notre-Dame-de-Sion, qui s'illumine au sommet de sa basilique : l'éclaircie est venue. Les deux employés de l'E.D.F. qui s'affairaient autour du groupe électrogène viennent de rendre la lumière à la « colline inspirée ».

Mais il est près de minuit et depuis bientôt deux heures, le président de la République et ses quelque cent quatre-vingts invités (les habitants des communes de Saxon-Sion et de Vandœuvre) ne sont plus éclairés que par des bougies. Le chœur du sainte aumônier, le directeur de l'élection de Glarard et ses deux assistants, le maire

La « panne » avait plongé le

village dans l'obscurité quelques minutes avant 22 heures, provoquant une formidable ruée de journalistes d'un restaurant vers l'autre, prenant de court les dizaines et les dizaines de gendarmes et de policiers présents sur place. Il y eut un intense trafic radio entre les nombreux escadrons et groupes de policiers répartis alentour mettant sus les dents une petite foule où personne ne reconnaissait plus personne — si ce n'est quand la silhouette du képi faisait la différence.

Comment en effet imaginer un acte malveillant aussi... « réussi », alors que la colline était en état de siège depuis des heures, si ce n'est des jours ; alors qu'en fin d'après-midi deux ou trois centaines de syndicalistes, venus des centres sidérurgiques, avaient été tenus à bonne distance et facilement repoussés, alors qu'à cinq kilomètres à la ronde on ne pouvait plus s'approcher sans être contrôlé, deux, trois, quatre fois.

Le dîner d'anniversaire avait commencé dans l'ambiance traditionnelle du genre et avec l'expérience gagnée au fil des cinq représentations précédentes : climat détendu, petits cadeaux, danses en indéfinissable et en fait aux bords. Un monde isolé du monde. Une colline coupée de la plaine. Un flot de déscraption giscardienne sévèrement gardé par un dispositif énorme.

Mais l'électricité voyage par câbles et il ne sert finalement à rien de placer un gendarme à chaque bosquet si l'on n'en poste pas un au pied de chaque pylône (f). — N.-J. B.

(1) La coupure de courant a été provoquée par la déconnection volontaire de deux pylônes portant les lignes alimentant les villages de la colline : les interrupteurs à main avaient été abaissés. Lundi, peu avant minuit, au cours d'une brève communication téléphonique adressée au journal la Liberté de l'Est à Epinal, un correspondant anonyme se disant syndicaliste paysan avait déclaré être l'auteur de cet acte. Interrogées, les organisations syndicales ont répondu être totalement étrangères à l'incident.

M. STASI : le C.D.S. a-t-il suffisamment aidé le président de la République ?

M. Bernard Stasi, président délégué du C.D.S., évoque dans son rapport le bulletin d'opinion du parti, C.D.S.-Actualités, à des titres raisonnés qui ont empêché le président de la République d'aller aussi loin qu'il l'aurait voulu dans la voie du retour à l'ordre. Outre « les résistances au changement » et « la crise », il cite « les pesanteurs conservatrices de la majorité », le « refus », et « les attitudes », « les ombres », « les roulements », parfois elles se manifestent ! Mais nous, au C.D.S., qui nous considérons comme les réformateurs, comme les progressistes de la majorité, nous nous posons la question : la persistance à nous servir de ces fameuses pesanteurs comme d'un abîmi trop commode pour nos timidités et notre manque d'émancipation, d'initiative nous n'ont suffisamment aidé le président de la République à mettre en œuvre concrètement, jour après jour, malgré les obstacles, ses réformes, ses intentions réformatrices ?

L'attentat commis le 14 mai contre des gendarmes mobiles en faction à Paris devant l'ambassade d'Iran, et revendiqué par le Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.), a suscité des réactions défavorables en Corse.

du-Sud. La fédération du parti communiste déclare notamment : « Aujourd'hui, la réalité historique commande de ne pas remplacer l'initiative populaire par l'attentat. »

Le comité de liaison de la majorité présidentielle en Corse s'élève, dans un télégramme adressé au directeur de la gendarmerie nationale, « contre cette nouvelle escalade de la violence que rien ne peut justifier, si ce n'est la vision xénophobe de quelques esprits aveugles ».

Documentation sur demande

Préparation 2^e session
Septembre
Stage de pré-rentree
Octobre
Stages annuels d'assistance

C Enseignement supérieur privé
46, bd Saint-Michel, Paris 6^e
Tél : 633.81.23/329.03.71/354.45.87

Place principale d'une ville ou d'un village, généralement lieu de rencontre, de commerces et d'animation.

**Aux Quatre Temps à la Défense,
il y aura une Grand Place. Une vraie.**



Les Quatre Temps

Plus qu'un centre. Un centre-ville.

Serete Aménagement, 63, rue La Boétie 75008 Paris. 225.71.56

828.88.00

**réservez pour le week-end,
une nuit vaudra la moitié.***

* du mardi au dimanche, toute l'année sauf juillet/août.

antel

Des hôtels au cœur des villes.
Réservation centrale : (1) 828.88.00

Réservation centrale: (1) 828.88.00

20-21-22 mai.

Les beaux jours sont là,
les bonnes affaires aussi.
Pendant 3 jours chez
Franck et Fils, vous allez
faire à tous les rayons
toute la mode des beaux
prix étonnants.

Le grand magasin du seizième

Franck et Fils, 80, rue de Passy, Paris 16^e. Boutiques Franck et Fils au Forum des Halles, à Parly II, à Maine Montparnasse.

POLITIQUE

Six ans après l'élection de M. Giscard d'Estaing

II. — Vers un deuxième septennat ?

par NOEL-JEAN BERGEROUX

Après avoir évoqué les aspects positifs et les insuffisances des six premières années du septennat de M. Giscard d'Estaing (« le Monde » du 20 mai), nous analysons ci-dessous les « inconnues » du scrutin présidentiel d'avril 1981.

A moins d'un an de l'élection présidentielle, dont le premier tour aura probablement lieu le 28 avril 1981, il est un mot encore « tabou » à l'Elysée : le mot « campagne ». On vous assure on vous jure qu'on n'en parle jamais, qu'on n'y pense même pas. On ajoute même : « Qui vous dit qu'il se représentera ? » On émet depuis plus d'un an les conversations de « s'il se représente » et même de « si par hasard il se représente ». Le chef de l'Etat en personne a employé un jour au cours d'un déjeuner avec les dirigeants de l'U.D.F. la formule : « Si par malheur je me représente » Il est vrai qu'il a prononcé ces mots en souriant et en se tournant vers son épouse. Celle-ci, quelques semaines auparavant, avait fait sensation en déclarant à une journaliste espagnole qu'un « second septennat » ne semblait « guère tenter » son époux (1).

Mais la campagne, ce n'est pas tant à l'Elysée qu'on en parle que dans le « deuxième cercle ». Le deuxième cercle, c'est celui des fidèles de toujours, des dirigeants de l'U.D.F. Là, on trouve ces hommes qui ont mené toutes les batailles du giscardisme depuis 1962, qui ont gagné un président en 1974 mais aussi perdu un ami : ceux qui, sans nul doute,

seront de toutes les batailles ultérieures mais qui ont parfois dû abandonner le tricolore avec celui qui fut le chef de leur petit parti, qui sont moins proches de lui qu'ils ne l'étaient jadis, parfois un peu déçus, frustrés, impatients. Ceux-là « giscardent », mais dans le flou. Tel d'entre eux se dit certain d'être celui qui conduira la campagne, tel autre propose déjà une stratégie, tel autre encore sait très précisément quand la machine se mettra en route. (« En octobre, pour ceux du nouveau »). Mais tous donnent l'impression d'attendre l'arme au pied. Il en est qui s'impatientent carrément : « Ce silence commence à trop durer. Après tout, si l'on ne me demande rien, si l'on me convie de mon inutilité, je vais aller voir si la mer est bleue. Et j'ai l'impression que je ne serais pas seul, si ce désain se prolonge, à penser sérieusement à une année sabbatique. » Il est vrai que celui qui s'exprime ainsi est d'un giscardisme plus récent, moins inconditionnel, et qu'il est porté à croire que, de ce fait même, son action sera plus décisive que celle des grognards de la garde. Il n'empêche que l'on retrouve parfois ce sentiment chez d'autres : dans les rangs des députés, notamment, et parmi les plus jeunes qui estiment parfois qu'on les a laissés « en jachère ».

A l'Elysée, on ne s'inquiète nullement de cet état d'esprit. D'abord, tout ce petit monde, on le sait, répondra au premier appel de troupe. Ensuite, il n'est pas question de mélanger les genres.

La situation, en effet, est nouvelle : c'est la première fois qu'un président élu au suffrage universel briguera un second

mandat (« s'il est candidat », bien sûr !). Il n'y a pas de précédent : le général de Gaulle n'avait pas été élu la première fois au suffrage universel. Dans le cas présent, mélanger les genres ce serait d'une part, faire prématurément du président un candidat et, d'autre part, faire du candidat l'homme d'un parti ou d'une coalition.

Autour de M. Giscard d'Estaing, on est « fasciné » par l'exemple américain. Un exemple à contrario : une campagne électorale tous les deux ans, un

Quant aux partis, méfiance ! Oui, on le sait, ils plaident et ils s'inquiètent, mais ils doivent comprendre : le chef de l'Etat ne leur appartient plus, il ne sera pas le candidat de l'U.D.F. ni même des giscardiens. Il faut qu'il incarne un courant plus large, une fraction, une majorité du peuple de France, et même, pourquoi pas, « la France ». Il faut que toutes les catégories sociales trouvent en lui un reflet d'elles-mêmes, qu'il ne soit un étranger pour aucun courant de pensée.

Objete-t-on que le « président-jusqu'en-bout » est un « candidat-depuis-toujours » ? La réponse est que la solution réside dans une sorte d'apothéose : le meilleur moyen d'être réélu président est d'être déjà un président élu. Etre candidat est une nécessité dont on ne passera volontiers ; faire une bonne campagne est une condition nécessaire mais nullement suffisante. La campagne, la vraie,

mandat présidentiel de quatre ans, avec un an pour prendre la mesure des problèmes et s'habituer aux rapports avec le Sénat, et un an de campagne à la fin. « Au total, les Etats-Unis sont solides deux ans sur quatre. Ils ont pu surmonter ce formidable handicap tant qu'ils étaient surmontés et incantés. Ils commencent aujourd'hui à en éprouver du mal. Expérience à éviter à tout prix. » Le président sera donc président jusqu'à l'extrême limite.

Gommer les échecs

C'était le septennat qui s'achève. Constatation d'une évidence mais d'une évidence qui explique l'irréversible application mise au cours de ces six années, à gommer les échecs antérieurs, à passer sans relâche le polissoir sur les aspérités, à rattraper les ratés du début, à peaufiner une image. Ce que M. Fabius traduisait récemment, par la formule : une remarquable « capacité à faire oublier ses propres échecs ».

La campagne sera donc dirigée, vraisemblablement, par une « cellule » totalement distincte des formations et des états-majors de l'U.D.F. Même si les membres de ces états-majors y figurent, même si certains d'entre eux prennent en charge des tâches importantes, ni le P.R. ni les communistes ni l'U.D.F. en tant que tels ne conduiront l'affaire par l'entremise de leurs représentants. L'élément de base sera le comité de soutien départemental ou local. L'élément de sommet un comité national de soutien : des comités le plus larges possible où les places d'honneur seront réservées à ceux qui incarneront l'ouverture, l'élargissement. Ainsi, dresse-t-on déjà la liste des élus gaullistes qui s'engageraient dès le premier tour aux côtés du chef de l'Etat. A ceux-là la priorité, comme à ceux, radicaux de gauche, notables sans étiquette, dont la silhouette politique permettra à M. Giscard d'Estaing non seulement d'apparaître comme un candidat à la « présidence de tous les Français », mais aussi de jeter les bases de ce que serait, s'il est élu, un futur vrai parti du président. L'avenir de l'U.D.F. après 1981 sera en effet écrit pour une large part, dans la composition des comités de soutien.

Les thèmes de la campagne sont, dans ces conditions, difficiles à déterminer. L'avance. Tout se passe comme si l'imporant n'était pas là. On a souvent relevé, dans les derniers mois, que le président de la République s'adressait successivement à des catégories sociales précises : les jeunes, les cadres de maîtrise, les femmes, les militaires, etc. Mais peut-être était-ce la seule manière de la pré-campagne, le quotidien d'un septennat électoralement bien géré. Il n'est pas certain que cette formule demeure en vigueur jusqu'à l'échéance. Il est plus vraisemblable que ceux qui organiseront la bataille s'appliqueront dans l'avenir à concevoir le renforcement des « images » du président : plus qu'à lui faire gagner les élections de telle ou telle couche de la société. Le président sortant « garant de la paix », le président sortant « homme de sang-froid » et de calme dans la tourmente, recours, rempart, guide des évolutions, etc.

Le « catégoriel » a eu son heure : on plaisante même à l'Elysée sur l'importance que lui ont accordée les journalistes. Ainsi peut-on entendre cette boutade : « Qui le président « fait » du catégoriel, et je vais vous citer quelques catégories auprès desquelles nous avons particulièrement réussi : les mutualistes, les médecins, les assurés sociaux, les juifs, les agriculteurs. »

Des incertitudes demeurent, qui expliquent la prudence et la lenteur : qui sera le candidat du P.R. ? Quel avenir immédiat pour M. Barre ? M. Chirac sera-t-il de la partie ? M. Debré confirmera-t-il les intentions qu'il laisse paraître ?

Que les socialistes désignent M. Rocard ou M. Mitterrand n'est évidemment pas indifférent aux hommes du président : l'image à opposer à l'un ne sera pas la même que celle qu'il conviendra d'offrir face à l'autre. « Si c'est M. Mitterrand, l'avenir est en tendue et banale, ce sera l'homme de l'avenir face à l'homme du passé. Si c'est M. Rocard, ce sera l'homme d'expérience face au novice, mais chacun a ses atouts : le premier recueillera plus de voix communistes au second tour, le second commencera à nous triquer quand il fait partie de vaincus et jure, lui aussi, la désertation. »

Au demeurant, on continue de croire à l'Elysée que M. Rocard est un meilleur candidat à la candidature qu'il ne le sera à la présidence : mais dans les rangs des partis giscardiens on se montre de plus en plus sensible à l'attraction que pourrait exercer le député des Yvelines sur l'électoral modéré.

La cote de M. Barre a connu des hauts et des bas. S'il est vrai qu'à certains moments on a pu s'interroger sur la nécessité de donner un remplaçant au premier ministre avant l'élection, il est vrai aussi qu'il y a quelque chose d'éternel dans sa faculté d'endurer les coups et dans son

impopularité même. Comme si, après tout, on ne voyait guère qui ferait mieux à sa place, au moindre risque, étant donné que lui-même ne peut pas résister de surprise négative. Au point où il en est ! A l'hôtel Matignon, en tout cas, on considère que M. Barre est désormais assuré de conserver sa charge jusqu'en 1981.

Quant à MM. Chirac et Debré, on préférerait, bien sûr, qu'ils soient les deux en lice. Mais le gaullisme éclaté : tout bénéfice. Mais on semble ne pas trop oser l'espérer.

Autre incertitude : les « affaires ». Autour du président de la République, on se dit convaincu qu'elles se multiplieront d'ici à avril 1981. L'impératif paraît toutefois relatif : non pas que l'on soit très satisfait de la manière dont a été menée la défense du chef de l'Etat après les révélations du Comar enchaîné sur les diamants de Bokassa, mais parce que l'on estime que, huit mois après, les traces dans l'opinion sont presque effacées et que le public, au fond, désapprouve les entreprises de « déstabilisation » du chef de l'Etat en période difficile. Reste à savoir si la cascade des affaires qui démentiront les « nobles » (de Broglie, Boulin, Fontanet, Fontowski) n'engendrera pas, à la longue, une désaffection dont la « classe politique » pourrait ne pas être la seule victime.

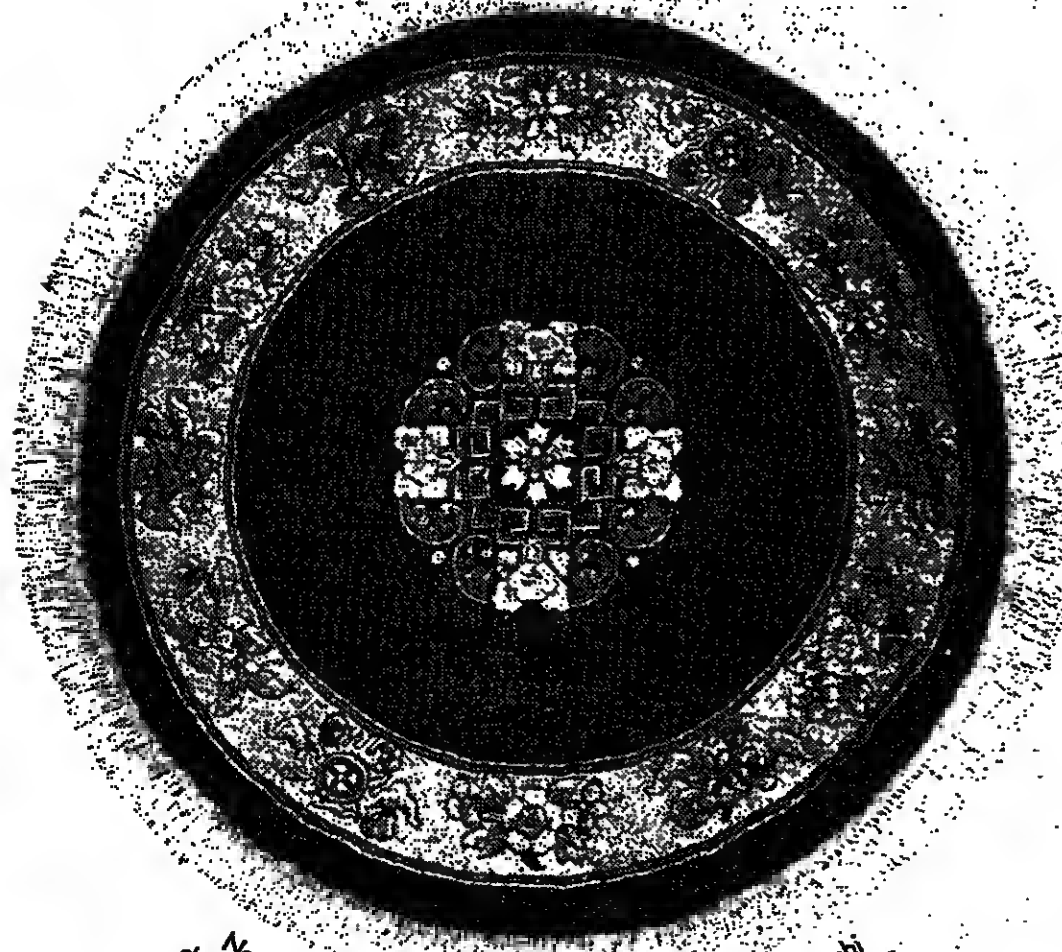
La manière dont se déroulera la campagne commande les premières années du septennat suivant, et la victoire est au remède de paraître trop s'intéresser à ce qui se dessine au-delà de l'horizon. Mais il faut bien que certains s'y emploient : la structuration du courant présidentiel, la préparation des échéances ultérieures, ont leur importance. Ainsi, si l'introduction de la proportionnelle dans le système électoral législatif paraît peu probable à beaucoup de giscardiens, nombreux, en revanche, sont ceux qui tiennent pour acquise l'introduction de ladite proportionnelle dans le mode d'élection des conseils municipaux de grandes villes, en 1983.

Est nombreux aussi ceux qui spéculent à nouveau sur ce que serait une victoire présidentielle suivie, à bref délai, d'élections législatives donnant enfin à M. Giscard d'Estaing une majorité parlementaire cohérente. Là s'exprime le regret de ce qui aurait pu être réalisé en 1974 ou 1975, si on avait su, à l'époque, ce qu'il se préparait du côté des gaullistes.

Un regret, mais aussi une spéculation gratuite : car comment les fidèles pourraient-ils deviner ce que leur prépare un président qui leur cache encore ses intentions immédiates ?

FIN

EN DIRECT DE PEKIN, DE SHANGHAI, DE KARACHI.



Nos acheteurs ont rapporté de Pékin, de Shanghai, de Karachi des nouveaux tapis, véritables pièces uniques, numérotés, faits à la main. Pour fêter cette arrivée, jusqu'au 30 juin, nous vous offrons

20% DE REMISE CREDIT GRATUIT 9 MOIS

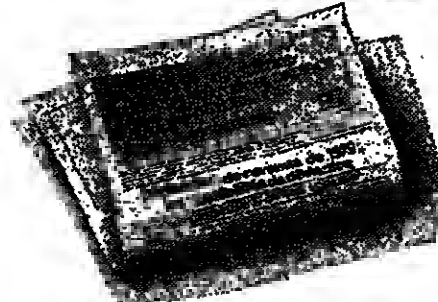
sur tous les tapis d'Orient et un

Tous nos tapis sont choisis sur place. Pour garantir leur authenticité, nous vous délivrons un certificat d'origine. Si l'un de nos tapis vous plaît, n'hésitez pas à demander sa présentation à votre domicile. Elle ne constitue en aucun cas une obligation d'achat. Crédit gratuit 9 mois à partir de 1.000 f. d'achats, dès acceptation du dossier, après versement comptant 20%. Les frais de crédit Cetelem sont pris en charge par les Galeries Lafayette, sauf assurance facultative. Le t.e.g. est variable selon le montant du crédit.

Galeries Lafayette

Hausmann - Belle-Épine

Le CIC travaille à domicile.



Lettre mensuelle.

Les conseils viennent à vous.

Il est vrai que les problèmes bancaires ou financiers ne sont pas faciles. Et selon son propre cas ou selon la période de l'année, on a besoin de renseignements simples et concrets. Comme ce n'est pas toujours possible de passer à sa banque, la banque vient à vous. Avec une lettre chaque mois, pour vous aider à comprendre.

Nous avons inventé la Lettre mensuelle pour vous simplifier la vie. Au CIC nous pensons que les opérations bancaires ne sont pas forcément toutes complexes. Nous sommes convaincus que nous pouvons en rendre certaines plus rapides, plus automatiques.

Nous construisons la banque de demain. Une banque libre-service où les clients viendront et se serviront dans le minimum de temps. Et ce temps gagné, nous le récupérons pour mieux prendre en compte votre cas personnel et vous conseiller vraiment.

Un banquier à votre service et une banque libre-service.



Samaritaine

lingerie

d'été

Robe de nuit Jersey, 100% acrylique 69f.

Ensemble imprimé, 65% polyester, 35% coton 269f.

Non représentées : Chemise de nuit imprimée, sans manches, 65% polyester, 35% coton 105f.

Pyjama assorti, sans manches 109f.

Samaritaine Capucine

21 mai 1980

CARNET

Naissances

Sylvie et Jean-Philippe BELLAC ont la joie d'annoncer la naissance de Julien, le 3 mai 1980, à Paris.

Décès

JOSEPH BOUËSSÉ

On nous prie d'annoncer la décès de

M. Joseph BOUËSSÉ, ancien député de la Mayenne.

survenu le 15 mai 1980, à Laval. Selon la volonté du défunt, les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

De la part de : Mme Joseph Bouëssé, son épouse, Mlle Josette Bouëssé, M. et Mme Guy Draneourt et leurs enfants, ses enfants et petits-enfants, Des familles Bouëssé, Segouin.

10, chemin du Calvaire, Briollay, 49140 Selches-sur-Loir.

(Né le 16 juillet 1891 à Montsurs (Mayenne). Joseph Bouëssé, après avoir exercé la profession d'assureur-conseil à Laval, avait été élu député de la Mayenne (circonscription de Laval) le 29 avril 1952. Membre du groupe du parti républicain, socialiste et socialiste français, il fut réélu aux élections législatives de mai 1952. Ancien adjoint, spécialiste des questions aéronautiques, il fut notamment membre des commissions du travail, de l'aéronautique et des mines et forces motrices. Il se représenta aux élections générales des 26 avril et 3 mai 1958, et fut battu au second tour. De 1940 jusqu'à la Libération, Joseph Bouëssé avait été chef du service des assurances maritimes au ministère de la marine marchande.)

ROGER LALOUETTE

Mme Roger Lalouette, Le duc et la duchesse DI SAN Clemente et leur fils, Mme Annie Lalouette et ses enfants, L'ambassadeur et Mme René Lalouette et leurs enfants, ont la profonde douleur de faire part du décès de l'ambassadeur

Roger LALOUETTE, commandeur de la Légion d'honneur, grand officier de l'Ordre national du Mérite, titulaire de la croix de guerre 1939-1945.

survenu le 17 mai 1980, avec le secours des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 21 mai 1980, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame de Versailles, sa paroisse, 67, rue du Maréchal-Poch, Versailles. 92 Palagio Pagine Valdarno, (Toscane).

(Né le 8 septembre 1904 à Nantes, Roger Lalouette, diplômé de sciences politiques, a fait toute sa carrière dans la diplomatie. D'abord attaché d'ambassade à Berne en 1930, il est ensuite nommé secrétaire à Vienne, Prague et Berlin. En 1939, il est chef du cabinet du ministre des affaires étrangères, puis, après un bref passage à Rome, chargé de mission au cabinet du ministre.

En mars 1942, il est détaché à la direction des services officiels français en Allemagne. Il rejoint ensuite Rabat, puis est nommé à la délégation du Comité français de libération nationale à Dublin (1944-1945). Il est le représentant du ministre des affaires étrangères à la délégation française près du tribunal de Nuremberg (1946). Il est ensuite en poste à l'administration centrale, puis en Autriche et au Maroc. Ministre plénipotentiaire hors classe en 1957, il est nommé ambassadeur au Vietnam (1958-1964), puis en Tchécoslovaquie (1964-1969).

PAUL PELLERAY

Nous apprenons le décès de M. Paul PELLERAY, ancien député, ancien sénateur de l'Orne.

(Né le 12 juillet 1895 à Condé (Orne). Paul Pelleray était élève à Condé-sur-Huisne, commune dont il fut le maire de 1927 à 1945, de 1952 à 1955 et de 1959 à 1971. Il avait été élu député de l'Orne en 1951 sur la liste présentée par le R.P.F. Réélu en 1955 sur la liste du CNIP, il s'était retiré après le premier tour des

élections législatives de 1958, ayant été devancé par le candidat présenté par l'U.N.R. (M. Roland Boesdet), dans la 3^e circonscription. élu sénateur inamovible l'année suivante, réélu en 1958, Paul Pelleray n'avait pas sollicité le renouvellement de ce mandat en 1974. Il était président honoraire de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles.)

M. David Azan et ses enfants, Yvonne Soussan et famille, Maurice Azan et famille, Germaine Soussan et famille, Henri Azan et famille, Hélène Leuchter et famille, Marcelle Cohen et famille, ont la douleur de faire part du décès de leur épouse et mère, Rachel AZAN, née Saperre,

survenue le 18 mai 1980, à 22h00 Mont-don-la-Forêt, 18, allée du Mail.

Mme Bau-Agullon, 23, avenue de Saint-Cloud, à Versailles, a la douleur de faire part du décès de

Mme Louise BAU, survenue dans sa soixante-dix-neuvième année.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité en l'église de Notre-Dame à Versailles, le 14 mai 1980.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. Boucenna Yazid a le regret de faire part du décès de son frère, BOUCENNA

Mohamed BOUCENNA, âgé de vingt-trois ans, docteur en sciences économiques.

M. et Mme Philippe Drex et leurs enfants, M. et Mme Olivier Lacombe, leurs enfants et petits-enfants, Mme Lucien Dendron, ses enfants, et petits-enfants ont la douleur de faire part du décès de leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère

Mme Robert DREUX, née Alice Bonnia,

survenue le 25 avril 1980.

La cérémonie religieuse et l'inhumation à Cholet (Maine-et-Loire) ont eu lieu dans l'intimité.

ROBLLOT S.A.

227-90-20 ORGANISATION D'OBSEQUES

Claudine et Jean-Pierre Gondal ont la douleur de faire part du décès de leur mère, Mme Pauline GONDAL, survenue le 17 mai 1980, dans sa soixante et unième année.

Les obsèques auront lieu le 21 mai, à 8 h 30, au cimetière du Montparnasse, 20, rue Pierre-Nicole, 75006 Paris, 2, rue Tolain, 75020 Paris.

Sarlat-sur-Tisle (Dordogne). On nous prie d'annoncer le décès de

Mme veuve Joseph KILLERSON, née Germaine Chaux, chevalier de la Légion d'honneur, présidente-fondatrice des Villages International d'enfants, vice-présidente de l'Union fédérale mondiale,

de l'Académie des lettres et des arts de l'Europe, fondatrice des Amis d'Eugène Leroy, survenue à Sarlat-sur-Tisle, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Ses obsèques ont eu lieu le mardi 20 mai, à 14 h 30, en l'église de Sarlat (Dordogne).

M. et Mme Marie-Françoise Le Bail et ses enfants, ont la douleur de faire part de la mort de

survenue le 13 mai.

Les obsèques ont eu lieu le 17 mai 1980, à Bernay-en-Frie.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Narcisse LOEY, rappelé à Dieu le 17 mai, dans sa soixante-dix-huitième année.

Les obsèques ont eu lieu le mardi 20 mai, en la basilique Notre-Dame de Boulogne-sur-Mer (59).

De la part de son épouse, ses enfants, petits-enfants et la famille, 1, rue Porte-Neuve, 62000 Boulogne-sur-Mer.

Mme Michel Bouillet, née Curie, M. et Mme Eddy Bouillet, M. et Mme Michel Tequi, M. et Mme Serge Bouillet, ainsi que toute leur famille, ont la grande peine de faire part du décès de

M. Michel BOUILLET, le 14 mai 1980.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité familiale à Bordeaux.

La comtesse de Rivand, M. et Mme Saint-Olivier, Patrick, Thierry, Eric, Caroline, ont la douleur de faire part du décès de

Pierre SAINT-OLIVIER, leur petit-fils, fils et frère, survenu accidentellement le 15 mai 1980.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 21 mai, à 14 heures, en l'église Saint-Pierre de Chalhon, avenue de Marçay, Paris (16).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Yseure, M. et Mme Armand Tariant et leurs fils, M. et Mme Mohsen Thraya (Tunis), ses enfants et petits-enfants, Les familles Tariant, Blondard, Fenet, Granger, Thraya, Chiook, parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve Gilbert TARIANT, née Jeanne Mouillat,

survenue dans sa soixante-quatorzième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu mardi 20 mai 1980, à 15 heures, en l'église Saint-Pierre d'Yseure (Allier). Cet avis tient lieu de faire-part.

17, rue Charles-Louis-Philippe, 63100 Yseure.

Remerciements

Trois touchés des nombreux témoignages d'amitié et de sympathie reçus à l'occasion du décès de Dieu, le 21 mai 1980, de leur fils, frère, parent et allié, Jean-Pierre, le docteur et Mme P. DELPY, leurs enfants et leur famille remercient toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil.

Anniversaires

Le 29 mai 1977, Madeleine FARIENTE nous quitte. Sa mère et sa famille demandent une pensée affectueuse à ceux qui l'ont connue et aimée.

Avis de messe

Une messe à la mémoire du cardinal Jean DANIELOU sera célébrée le jeudi 22 mai, à 19 heures, en l'église Saint-Séverin, Paris (5^e). Elle sera suivie de l'assemblée générale de la Société des amis du cardinal Daniélou, d'un lunch et, à 21 heures, d'une conférence du Père Michel Sales, S.J., sur « Jean Daniélou, théologien des religions non chrétiennes ».

Jane Birkin prie les techniciens, acteurs et amis de

AVR MONNET, décédée le mardi 20 novembre 1979 à Vienne, d'assister à la messe qui sera célébrée à sa mémoire en l'église Saint-Germain-des-Près, à Paris, le jeudi 22 mai, à 19 heures.

Soutenances de thèses

Doctorat d'Etat Université de Paris-IV, jeudi 22 mai, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Jean-Michel Nectoux : « Gabriel Fauré et le théâtre : de la musique de scène au drame lyrique ».

Université de Paris-V, vendredi 23 mai, à 14 heures, amphithéâtre E-Durkheim, Mme Anne Théhand-Mony : « Besoins de santé et politique de santé, schéma des travaux de l'O.M.S. 1974-1978, deux études de cas : nutrition, tuberculose et politique de santé en Algérie et au Québec ».

Université de Paris-IV, vendredi 23 mai, à 14 h 30, salle Louis-Liard, Mme Christiane Lauvergnot-Gagnieu : « L'ancien de Samsone et la lutanisme en France au seizième siècle ».

Université de Paris-X, vendredi 23 mai, à 14 h 30, salle C 25, M. Henri Hugot : « Le néolithique en Ariège ».

Université de Paris-X, samedi 24 mai, à 14 heures, salle C 25, M. Rachel Aillon : « Euripide, héraïste d'Eschyle ».

Université de Paris-IV, samedi 24 mai, à 14 heures, salle Louis-Liard, Mme Jacqueline Amat-le-Cos : « La peinture de l'au-delà dans l'antiquité tardive. Recherches sur les thèmes et formes de l'imagination religieuse dans la littérature latine, de la fin du deuxième siècle au début du cinquième siècle ».

Communications diverses

Conférences publiques avec débat, la vendredi 22 mai 1980, à 20 h 30, à la Maison des jeunes et de la culture de Vitry-le-François, avec la concours de M. Claude Etum, membre du grade le plus élevé, qui parlera sur le thème suivant : « La Grande Loge de France : ses origines, ses buts et son action ».

Dans le cadre des Boudes-Vous de la rue d'Ulm, Alain Touraine donnera une conférence sur le thème : « L'après-socialisme », le mercredi 21 mai, à 20 h 30, 43, rue d'Ulm, Paris (5^e).

Tout passe, tout lasse... sauf les SCHWEPES : « Indian Tonic » et Bitter Lemon.

L'UNION FAMILIALE

crée en 1935

Maison de confiance patrimoniale ne s'occupe exclusivement que de

MARIAGES LÉGAUX

Les clients la plus

sélects de France

17, rue Dauphine - 75008 PARIS

4^e étage - Téléphone 280.11.37

Médiane la clientèle reçoit uniquement sur rendez-vous

Samaritaine Capucines

27, BOULEVARD DES CAPUCINES 75002 PARIS. TEL. 261.57.25

Samaritaine de Luxe

-20%

sur tous les vêtements enfants de la naissance à 14 ans jusqu'au 31 mai - 2^e étage



SOLDES

de la collection Haute Couture

SERGE LEPAGE

20-21-22 mai 1980

29 rue Cambon 75001 Paris

261 52 66

Samaritaine Capucines

27, BOULEVARD DES CAPUCINES 75002 PARIS. TEL. 261.57.25

Samaritaine de Luxe

lingerie d'été

- Robe de nuit Jersey, 100 % acrylique 69f.
- Ensemble imprimé, 65 % polyester, 35 % coton 269f.
- Non représentés : Chemise de nuit imprimée, sans manches, 65 % polyester, 35 % coton 105f.
- Pyjama assorti, sans manches 109f.



Samaritaine Capucines. Le bon goût en toute occasion

RESTAURANT

Lieu public qui fait partie intégrante de la vie sociale des Français. On s'y invite, on s'y donne rendez-vous, on en fait un but de soirée.

Aux Quatre Temps à la Défense, il y aura plusieurs restaurants.



Les Quatre Temps

Plus qu'un centre. Un centre-ville.

Serete Aménagement 63, rue La Boétie 75008 Paris. 225.71.56

rd d'Estaing

eCIC
vaille à
micile.

CICE

Le Monde

Société

JUSTICE

LE DÉBAT SUR LE « PROJET PEYREFITTE »

Des juristes demandent au Parlement de repousser le texte

Huit juristes lancent l'appel suivant :

La justice française repose sur quelques principes fondamentaux. Ils ne sont pas seulement l'expression de nos libertés, ils sont aussi la garantie de nos droits, qui doivent demeurer intangibles. Le projet de loi « sécurité et liberté », préparé en secret, présenté au public avec un éclat inhabituel et soumis avec précipitation au Parlement, méconnaît profondément certains de ces principes fondamentaux. Conscients de la grave altération qu'en entraînerait l'adoption de ce texte, nous avons décidé d'en faire connaître publiquement les dangers.

1) Dans notre justice, les fonctions de juge et celles d'accusateur doivent être exercées par des personnes distinctes. C'est pourquoi l'instruction est confiée à un juge chargé de rechercher en toute objectivité la vérité. Dans le projet de loi, le procureur de la République pourra, pour l'instruction des délits, accomplir lui-même les actes essentiels réservés jusqu'à présent au juge d'instruction. Cette altération de la vérité est renforcée par le contrôle exercé sur le magistrat instructeur par la chambre d'accusation. Dans le projet de loi, l'instruction des crimes sera confiée à un juge d'instruction facultatif, selon la volonté du procureur général. Le contrôle de l'instruction par une juridiction d'appel sera ainsi réservé à certaines affaires parmi d'autres.

2) Dans notre justice, en matière criminelle, l'instruction de l'affaire par un juge indépendant du parquet est obligatoire. Cette garantie nécessaire à la manifestation de la vérité est renforcée par le contrôle exercé sur le magistrat instructeur par la chambre d'accusation. Dans le projet de loi, l'instruction des crimes sera confiée à un juge d'instruction facultatif, selon la volonté du procureur général. Le contrôle de l'instruction par une juridiction d'appel sera ainsi réservé à certaines affaires parmi d'autres.

3) Dans notre justice, la détention provisoire des inculpés, parce qu'elle est contraire à la présomption d'innocence, doit, selon notre droit, demeurer l'exception. Le projet de loi élargit sensiblement le champ de cette mesure. Il supprime dans certains cas l'obligation de donner un motif à la détention :

4) Dans notre justice, la procédure plus expéditive, et par là même critique, dite « de flagrant délit », est limitée au cas d'infractions dont les auteurs sont pris sur le fait. Le projet de loi étend à tous les délits de droit commun, même les délits de mœurs, la procédure dite « de flagrant délit ». En outre, la garantie, jusqu'à présent accordée au justiciable de n'être interrogé par le procureur de la République qu'en présence d'un avocat, est supprimée. Nous ne nous opposons pas à ce que l'on puisse abroger une procédure discutée, alors qu'il en est généralement l'application et en aggravant les effets ;

5) Dans notre justice, comme dans celle de tous les pays libres, l'égalité de traitement entre l'accusation et la défense est une garantie essentielle des libertés. Le projet de loi déséquilibre ce rapport de forces au profit de l'accusation. Il supprime les garanties du ministère public et réduit les droits de la défense, qu'il s'agisse de la limitation des procédures de saisie d'urgence ou des entraves apportées à l'exercice des voies de recours ;

6) Dans notre justice, les infractions les plus graves doivent être jugées avec la participation du jury, expression la plus authentique de la souveraineté populaire. Le projet de loi, sous couvert d'actualisation nécessaire de la loi pénale, retire à ce jury ses attributions les plus importantes. Il confie à des magistrats professionnels, en même temps, le projet de loi accorde à ces magistrats le pouvoir de prononcer pour ces infractions des peines pouvant aller jusqu'à vingt années d'emprisonnement, voire la double peine en cas de récidive. Cette réforme sous l'apparence d'une décriminalisation qui aurait été souhaitable, réalise en fait un dessaisissement des jurys d'assises ;

7) Dans notre justice, la liberté de décision de ceux qui jugent, magistrats ou jurys, doit être aussi large que possible, pour permettre de faire face en toute conscience à la diversité des hommes et des faits dont ils ont à connaître. Le projet de loi, par les restrictions qu'il apporte aux circonstances atténuantes et aux possibilités de sursis, réduit cette liberté de décision et tend à uniformiser ou à automatiser la répression, au risque de forcer les juges à prononcer des décisions injustes. Il rappelle ainsi schématiquement un système institué par le gouvernement de Vichy ;

8) Dans notre justice, les justiciables doivent être égaux devant la loi. Le projet de loi rompt avec cette égalité. Certains inculpés en matière criminelle se verront refuser, à la demande du parquet général, la garantie d'un

double degré de juridiction d'instruction dont d'autres bénéficieront. Les prévenus ne seront pas égaux que de la moitié de la peine encourue, et les condamnés pourront obtenir une libération conditionnelle anticipée si leurs ressources leur permettent d'indemniser les victimes. D'autres ne pourront le faire, faute d'argent. De telles discriminations sont incompatibles avec l'esprit d'une justice démocratique.

Le projet de loi, par son système rigide, d'une part tend à accroître les pouvoirs des procureurs généraux sur les juges, et d'autre part, par la voie hiérarchique, l'autorité du garde des sceaux. D'autre part, il réduit le pouvoir des juges, qu'il s'agisse de ceux du siège, de l'instruction ou de ceux des tribunaux. Il restreint les droits de la défense et limite les voies de recours. En un mot, il tend à renforcer l'influence gouvernementale sur l'instruction judiciaire contrairement au principe de la séparation des pouvoirs.

Vainement, les auteurs du projet, pour réaliser leurs desseins, invoquent-ils l'exigence de la sécurité des citoyens. Si cette exigence est légitime, sa satisfaction passe par d'autres voies que celles d'un projet qui, sans assurer réellement la sécurité, réduit à coup sûr les libertés.

C'est pourquoi nous en appelons à tous ceux auxquels nos libertés sont chères, pour qu'ils s'associent, au-delà de toute conviction ou engagement politique personnel, à notre protestation contre le projet de loi. Nous demandons au Parlement de refuser ce texte, lourd de menaces pour nos libertés judiciaires et sources de confusion et d'erreurs judiciaires, ne soit pas marqué de notre commune. S'il est dans le texte quelques dispositions utiles, il est assés de les insérer dans un nouveau projet respectueux des principes de notre justice et conforme aux exigences de notre temps. Dans son esprit et dans sa lettre, le projet de loi doit être repoussé par les parlementaires si ceux-ci veulent pas marquer notre justice du sceau de la régression et du mépris des libertés.

Cette déclaration est signée de MM. Pierre Arpaillange, conseiller à la Cour de cassation ; Robert Badinter, avocat à la Cour de Paris ; André Braunschweig, conseiller à la Cour de cassation ; Albert Brunet, avocat à la Cour de Paris, ancien bâtonnier de l'ordre, membre de l'Institut ; Jacques Léautaud, professeur à l'université Paris-II ; Jean Elvire, directeur de l'Institut de criminologie ; Georges Lemaître, professeur honoraire à l'université Paris-II ; Jean Elvire, directeur de l'Institut de criminologie ; Maurice Rolland, président de chambre honoraire à la Cour de cassation, Compagnon de la Libération.

Des personnes souhaitant donner leur adhésion à cette déclaration sont priées d'écrire à M. Maurice Rolland, R.P. 330 12, 75008 Paris Cedex 16.

Un surveillant de prison trépassé. — Trouvé en possession de 16 grammes de haschisch destinés à un détenu de la Gaudeloupe — fournis par le frère de celui-ci — un surveillant de la Santé, originaire du même département, M. Nestor Namon, vingt-cinq ans, a été placé sous mandat de dépôt à Fresnes par Mlle Martine Anzani, juge d'instruction à Paris, pour infraction à la législation sur les stupéfiants. Il a reconnu avoir déjà procuré de la drogue à des prisonniers gaudeloupiens en affirmant toutefois que ses services furent toujours bénévoles.

Comment réagir quand votre gamine rentre à des heures indues ? LIONEL CHOCHON

Le Papanoïaque

Une histoire tendre qui n'est pas ? Une histoire vraie mais que tous les pères vivent un jour. FRANÇOISE KRAMER-ELLE

Un livre d'une immense drôlerie... Impayable pour les parents copains, les nausées de la cinquantaine et les fustiges de notre époque. Un des livres vedettes de l'été 1980. R. FORLANI - RTL

Huit organisations réunissent le 22 mai des assises sur la liberté et la sécurité

Des assises sur la liberté et la sécurité seront organisées le jeudi 22 mai, de 16 heures à 24 heures, à l'université de Paris-Dauphine, par huit des neuf organisations qui regroupent l'Association Justice pénale nouvelle (1).

Réunies lundi 19 au Palais de justice de Paris, ces organisations ont décidé de se mobiliser contre le projet « sécurité et liberté » qui, selon elles, ne se discute pas, ne s'amende pas et doit être rejeté en bloc.

Cette position marque un durcissement de certaines organisations qui, il y a quelques jours, jugeaient le texte amendable, malgré les dangers qu'il leur faisait sur la liberté. La procédure d'urgence à laquelle le gouvernement a recouru pour soumettre la « loi Peyrefitte » aux députés a bafoué les hésitations de ceux qui comptaient sur un délai pour se faire une opinion précise du texte.

Cette union des huit organisations syndicales de magistrats, d'avocats et de policiers à participer à ces assises, Justice pénale nouvelle de (1) Les huit organisations à l'origine de la presse judiciaire, l'Union syndicale des magistrats, le Syndicat de la magistrature, l'Association professionnelle des avocats, la Confédération syndicale des avocats, la Fédération nationale des unions de jeunes avocats, l'Union des jeunes avocats à la Cour de Paris, le syndicat des avocats de France. A ces organisations se sont joints la Ligue des droits de l'homme, l'Association française des juristes démocrates, Droit et démocratie, l'Association des juristes, le Secrétariat de Justice pénale nouvelle et assuré par M. Eric Boyer, 34, rue Michel-Ange, 75016 Paris, tél. 651-80-30.

SPORTS

JEUX OLYMPIQUES

Les comités nationaux autrichien, belge irlandais, italiens, néerlandais et suédois se prononcent pour la participation

Les prises de position des comités nationaux olympiques sur le boycottage ou la participation aux Jeux de Moscou se multiplient à quelques jours de la date limite des inscriptions, le 24 mai.

Le Comité national olympique italien s'est prononcé, mardi 20 mai, par 29 voix contre 3 (et 2 abstentions), pour la participation aux Jeux olympiques. La veille, le gouvernement avait prononcé le boycottage.

Lundi 19 mai, cinq comités nationaux s'étaient prononcés en faveur de la participation. Pour trois d'entre eux, cela n'a pas constitué une surprise. En effet, les comités autrichien, suédois et belge n'ont pas subi de pression politique particulière en faveur du boycottage ou bien sont suffisamment indépendants financiers pour n'en pas tenir compte. Chacun

mande, ce mardi 20, à être entendu par la commission des lois de l'Assemblée nationale pour lui faire part de son opposition - catégorique - à ce projet. Le 27 mai, jour où commence la discussion du texte en séance publique, les avocats, magistrats et professeurs de droit opposés au projet défileront en robe et en toge au Palais de justice de Paris. Des manifestations identiques sont prévues le même jour dans les tribunaux de grande instance de province. Une lettre va être adressée par Justice pénale nouvelle aux chefs de juridiction et aux bâtonniers leur demandant de réunir des assemblées de discussion sur le projet.

Les organisations qui composent Justice pénale nouvelle ont adopté un appel qui déclare notamment qu'elles voient dans le « projet Peyrefitte » une « grave remise en cause des principes fondamentaux du droit pénal et de la politique criminelle ». « Cette remise en cause, ajoute l'appel, est principalement caractérisée par la définition de nouvelles infractions au contenu imprécis, la réduction considérable du rôle de la défense dans le procès pénal, l'accroissement de la répression et la limitation du pouvoir d'appréciation des juges ».

Cent cinquante personnes ont participé à l'issue de la réunion de Justice pénale nouvelle à une assemblée organisée par quarante et un juristes qui ont lancé il y a quelques jours un appel à la mobilisation contre le « projet Peyrefitte ». Au terme de cette assemblée, un texte a été rédigé demandant à tous les citoyens « de prendre connaissance du projet et de constater les menaces qu'il fait peser sur les libertés ».

de ces comités s'ajoutent à ceux qui ont déjà refusé de participer aux Jeux de Moscou. Or, notre correspondant à La Haye nous indique que « le point de vue gouvernemental n'a reçu le soutien que de dix-neuf délégués à l'assemblée générale du NOC, quarante-neuf membres s'y sont opposés et neuf membres ont refusé de se prononcer. Les athlètes néerlandais resteront néanmoins libres de se déterminer en fonction de leurs convictions personnelles. Ainsi, les joueurs et les joueuses de hockey sur gazon ont décidé de ne pas se rendre à Moscou ».

La situation était analogue en République d'Irlande. Par dix-neuf voix contre une et trois abstentions, le comité irlandais est passé outre à l'opposition du gouvernement. Toutefois, les boxeurs ont décidé de ne pas participer aux Jeux.

En France, la Fédération française de football a voté, samedi 19 mai, lors de la réunion du Comité national olympique (C.N.O.S.F.F.), que la continuation de la participation soit ajournée, à décider le 19 mai, par vingt voix contre trois, de ne pas envoyer d'équipe. Cependant, dans le même temps, elle a approuvé, sur proposition de l'interventionnisme national, M. Philippe Grandou, la composition de la sélection olympique nationale (Ffm : Choley ; 670 : Chourroux-David ; P.D. : Boet-Forey ; Soing ; Cheret-Audoin-Paillet ; Tornado ; Lody-Barenes ; Remplacants : Riches-Glaude et les frères Chaplain).

Enfin, à Londres, Lord Killanin, président du Comité international olympique, qui s'est déclaré « terriblement inquiet », a longuement, à propos de l'indignation du sport pour des raisons politiques, annoncé qu'il ne solliciterait pas la prolongation de son mandat jusqu'aux Jeux olympiques, prévu en mai 1981, à Baden-Baden (R.F.A.).

CYCLISME. — L'Italien Dante Morandi a remporté au sprint la quatrième étape du Tour d'Italie, disputée le 19 mai, entre Parme et Marina-di-Piave. Au classement général, devant les autres, il a devancé de 10 secondes le 20 mai, l'Italien Francesco Moser qui est toujours en tête.

DE LA LIBYE AU CENTRAFRIQUE

L'itinéraire d'un « espion »

M. Roger Delpey, arrêté le 10 mai devant le Bureau populaire libyen (achassé) à Paris, a été inculpé six jours plus tard d'« intelligence avec des agents d'une puissance étrangère de nature à nuire à la situation diplomatique de la France » (Le Monde des 15 et 17 mai). Pour M. Jean-Claude Thion, juge d'instruction à la Cour de sûreté de l'Etat, de lourdes présomptions d'espionnage pèsent sur lui. Mais au profit de qui M. Delpey a-t-il agi ? L'unique communiqué consacré à cette affaire par le procureur général de la Cour de sûreté de l'Etat indique que des documents saisis sur l'intéressé et à son domicile se contentent d'évoquer des « rapports avec les services officiels d'un pays étranger auquel il avait présenté des demandes de fonds », et qu'il avait « élaboré et commencé à mettre en œuvre des plans d'action visant à compromettre la politique extérieure de la France dans ses relations avec les pays africains ».

Sans qu'il y soit expressément fait référence, il apparaît très vite, à travers certains commentaires, que le pays avec lequel M. Roger Delpey entretenait ces « rapports secrets » était la Libye, et les circonstances de son arrestation viennent appuyer cette thèse. Ce qui ne manque pas de faire surgir quelques amis de l'inculpé, étonnés d'une aussi rapide conversion à la révolution libyenne de ne pas avoir été nationaliste acharné, volontiers raciste, antisémite, convaincu, ardent défenseur de toutes les causes perdues de l'empire français depuis un tiers de siècle.

M. Delpey s'est fait connaître il y a une vingtaine d'années en publiant *Soldats de la bête*, un témoignage sur sa longue expérience dans le corps expéditionnaire français d'Indochine. D'autres ouvrages — *Dien-Bien-Phu roffière* (Le Monde du 5 juillet

1974), *Adolf Hitler : l'affaire* (Le Monde du 20 juin 1975) — connaissent un moindre succès. Entre-temps, il a été saisi par le démon de la politique selon un axe qui ne devait jamais varier : celui de la droite et même parfois de l'extrême droite. Un temps militant du R.P.F., il rompt avec le gaullisme par fidélité à l'Algérie française et se rapproche de M. Tixier-Vignancour, puis de divers groupes activistes.

Il admire beaucoup M. Gérard Farnon, ce patron de combat dont les ouvriers s'opposent à l'implantation de la C.G.T. dans leur usine, mais il s'en sépare, lorsque l'industriel « politise » son mouvement pour en faire l'Union des Français de bon sens, qui sélectionnera des candidats aux élections législatives de mars 1978. M. Roger Delpey fonde alors un fantomatique « Mouvement pour la liberté », qui ne s'est jamais depuis sa création, distingué par une activité notable.

Pendant toutes ces années, M. Roger Delpey voyage beaucoup et noue des amitiés dans divers pays qui ne brillent pas par leur progressisme. Il s'intéresse notamment à Formosa, mais aussi à plusieurs pays africains francophones. Certains amis se demandent si ce n'est pas plutôt la question libyenne qu'il faut chercher la clé du mystère de son arrestation.

M. Roger Delpey est, en effet, l'une des deux seules personnes à avoir pu rencontrer l'ancien empereur Bokassa I^{er} dans sa prison d'Abidjan. L'entretien a eu lieu dans des circonstances rocambolesques, à la fin de l'année dernière. M. Delpey s'était rendu à Abidjan en faisant, croit-on, payer son billet d'avion par un éditeur parisien à qui il avait prêté un ouvrage sur la marine ivoirienne.

Deux questions se posent : connaissait-il Bokassa ? Certains de ses amis disent qu'ils étaient intimes, ce que contestent farouchement les proches et la famille du souverain déchu. Anecdote : il aura fallu une solide introduction au visiteur, et on pense qu'il l'a trouvée auprès d'un autre militant nationaliste français, qui lui a permis d'obtenir un rendez-vous avec Bokassa après avoir été, en d'autres temps, à Thieu, au Sud-Vietnam.

Comment M. Delpey a-t-il pu franchir sans encombre le barrage hermétique entretenu autour de Bokassa par les services français, et qui ne doit guère s'ouvrir qu'en son ordre de l'Elysée ? Certes, nous ne pouvons pas nous en rendre compte, car, d'après son livre, il n'a pas eu connaissance de l'existence de Bokassa avant d'être, en d'autres temps, à Thieu, au Sud-Vietnam.

A l'ex-empereur, M. Delpey a, semble-t-il, présenté sa démarche comme préliminaire à la rédaction d'un livre sur le Centrafrique. En a-t-il profité pour lui arracher quelques confidences sur les documents ? Rien ne permet de l'exclure, et notamment pas la mésaventure survenue au deuxième visiteur de l'ancien chef d'Etat. Il s'agit d'un jeune, ancien restaurateur à Bangui, très lié avec la famille impériale, qui put rencontrer Bokassa à peu près à la même époque que M. Delpey. Les quelques heures de l'entretien, cette personne était interpellée à Douala tandis qu'on saisissait dans ses bagages des « documents » qui étaient des « faux-faux » relatifs aux affaires de l'ancien régime centrafricain, reconstitués de mémoire par Bokassa et antidiètes.

Si Roger Delpey était, lui aussi, détenteur de tels « documents », on pourrait se demander s'il n'allait pas manquer d'en faire usage. La question se pose alors de savoir pour quelle raison il a pu approcher si facilement le premier ministre d'Abidjan. Simple complicité locale de quelques-uns des agents du S.D.C.E. chargés de « protéger » l'ancien empereur ou complicité d'une faction des services secrets français avec, pourquoi pas, le soutien d'un service étranger à l'insinuation d'après M. Delpey aurait été conduit à prendre contact avec les autorités libyennes ?

Dans ce cas, l'entreprise de « déstabilisation » de l'Afrique francophone, évoquée par le procureur général de la Cour de sûreté de l'Etat, permettrait d'en même coup à ce pays étranger de régler un compte avec le régime de Tripoli, et de faire passer des services secrets français au vu de leur côté dans ce piège — tardif — tendu à Roger Delpey et à l'ambassadeur libyen l'occasion de le réduire au silence et de récupérer les « documents » — vrais ou faux, vrais-faux ou faux-vrais — en sa possession.

JAMES SARAZIN.

La police a interpellé trente jeunes gens samedi 17 mai, peu après 21 heures, square des Innocents, à Paris-1^{er}. Il semble que la police soit intervenue sur la demande des riverains se plaignant de dégradations. Les jeunes gens ont été relâchés après vérification d'identité.

UNE SIXIÈME PERSONNE EST ÉCROUÉE APRÈS LE HOLD-UP DE CONDÉ-SUR-LESCAUT

M. Michel Legrand, juge d'instruction près de la Cour de sûreté de l'Etat, a fait écrouer, le 8 mai à 10 heures, l'inculpé, Mme Annie Cuadrado entendue à l'occasion de l'instruction du hold-up commis à Condé-sur-lescaut (Nord) le 18 août 1979. Mme Cuadrado — qui avait déjà été écrouée à Valenciennes peu après les faits — est inculpée d'association de malfaiteurs et de recel de malversations.

Cinq autres personnes sont incarcérées pour ce hold-up, qui rapporta 16 millions de francs destinés en partie, semble-t-il, à des organisations extrémistes. Parmi les autres inculpés, il y a d'abord un Espagnol, M. Martin de Luque, et de quatre Italiens arrêtés le 23 mars près de Toulon : MM. Franco Pinna, Giorgio Basso, Lino di Maria et Mario di Maria. Les quatre autres inculpés, dont un Espagnol, M. Martin de Luque, et de quatre Italiens arrêtés le 23 mars près de Toulon : MM. Franco Pinna, Giorgio Basso, Lino di Maria et Mario di Maria. Les quatre autres inculpés, dont un Espagnol, M. Martin de Luque, et de quatre Italiens arrêtés le 23 mars près de Toulon : MM. Franco Pinna, Giorgio Basso, Lino di Maria et Mario di Maria.

CATASTROPHES

Aux Etats-Unis

DEUXIÈME ÉRUPTION EN QUARANTE-HEURES DU MONT SAINT-HELENS

Seattle (Washington) (U.P.I.). — Le volcan mont Saint-Helens, qui a explosé dimanche 18 mai, a été le théâtre d'une nouvelle éruption le lundi 19 mai. Mais celle-ci était moins violente que la précédente.

Le chiffre des morts varie, selon les sources, de cinq à neuf et il y aurait, en plus, une vingtaine de disparus. L'explosion de dimanche a pulvérisé le flanc nord du sommet du volcan. Le U.S. Geological Survey, qui surveille le mont Saint-Helens depuis l'an dernier, avait mesuré dans cette même zone un gonflement atteignant par endroits une centaine de mètres.

Les débris projetés en air à 15 000 mètres d'altitude au moins ont formé un nuage très épais qui, entraîné par le vent, laisse retomber des cendres sur une vaste région.

Le violent séisme qui s'est produit en Yougoslavie dimanche 18 mai a blessé cent cinquante personnes, dont une vingtaine grièvement. Plusieurs centaines de maisons sont inhabitables et quelque mille cinq cents familles sont sans abri. (A.F.P.)

Voici Capital et Demain toutes saintes.

Centre d'information UNION DE DIAMANTAIRES

17, rue de Valenciennes - 75008 Paris

La Commission de l'Union de Diamantaires a pour but de promouvoir le commerce des diamants et de protéger les consommateurs.

Le Centre d'information Union de Diamantaires est ouvert tous les jours de 10 heures à 18 heures.

Le Centre d'information Union de Diamantaires est ouvert tous les jours de 10 heures à 18 heures.

ÉDUCATION

LES ACTIONS EN FAVEUR DES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS

De nouvelles manifestations sont organisées à Paris et en province

Alors que l'enterrement d'Alain Bégrand, le jeune homme qui a trouvé la mort le mardi 13 mai au centre universitaire Jussieu, avait lieu mardi 20 mai au cimetière de Thiais (Val-de-Marne), une manifestation était prévue, le même jour à 18 heures, à Paris, de Jussieu à l'hôtel Matignon, rue de Varenne.

Cette manifestation décidée lors d'une assemblée générale des étudiants de Jussieu est soutenue par les UNEF, tandis que le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN) et la C.F.D.T. de Paris invitent leurs adhérents à y participer.

Malgré des appels à la grève

A Jussieu, la plupart des examens ont lieu

« Qui est pour la grève générale ? » Dans l'amphithéâtre en plein air du centre universitaire de Jussieu, les étudiants sont réunis en assemblée générale. Ils sont cinq à six cents, légèrement moins nombreux que vendredi 18 mai. Ils ne lèvent pas spontanément le main. L'orateur répète sa question et, lentement, des bras se lèvent. L'ambiance, lundi 19 mai, est différente des autres jours.

Les événements de la semaine précédente ont profondément marqué les responsables du comité de grève. Les étudiants savent désormais qu'ils ne peuvent plus parler d'occupation « jour et nuit » du centre et que la grève votée par eux cent personnes n'empêche pas la tenue des cours et des sessions d'examen. Pourtant, l'assemblée générale étudiants maintient son mot d'ordre de grève. Elle se prononce pour une participation à l'enterrement d'Alain Bégrand, lance un appel à une manifestation mardi 20 mai, et surtout décide de refuser les examens partiels qui ont lieu actuellement dans les deux universités de Paris-VI et Paris-VII.

De son côté, une assemblée des enseignants et du personnel, beaucoup plus longue et houleuse, a voté la grève des cours et l'occupation des locaux jusqu'au mercredi 21 à 11 heures pour demander l'abrogation de la loi Imbert et la libération de toutes les personnes arrêtées lors des manifestations de la semaine dernière. Mais si les enseignants parlent de grève des cours, ils préfèrent ne pas aborder le problème des examens partiels. En effet, durant toute la journée de lundi, nom-

breux ont été les professeurs et les maîtres assistants, vêtus de leur blouse blanche, à assurer des « piquets de surveillance » à la porte des salles où ont lieu les examens. Ils répondaient ainsi à l'appel que leur avait lancé, le matin même, M. Jean Dry, président de Paris-VI. Vers 15 heures, quelques-uns se sont enfermés dans une annexe des universités, située au n° 12 de la rue Cuvier, à une centaine de mètres du centre où ont lieu les « partiels » de physique et de biologie.

Effrayés par soixante étudiants qui tentaient de leur débrayer leurs camarades, ils se retranchèrent derrière les lourdes portes, jetant des eaux d'au sur les essayistes. Ceux-ci, énervés, ont alors tenté de forcer les entrées, puis se sont enfuyés rapidement à l'arrivée de nombreux policiers en civil, alors que les longs cars gris prenaient position dans le bas de la rue.

« Nous ne voulons pas d'interruption sauvage des partiels », expliquait un responsable du comité de grève. Mais nous souhaitons organiser des réunions pour expliquer la situation à nos camarades.

« Ceux qui le désirent doivent pouvoir passer leurs examens », répète un professeur parlant de « démocratie », de « liberté », de « sécurité » et surtout de défense de « son outil de travail ». Dialogue impossible avec des étudiants qui se moquent de ces « soi-disant mots de gauche » et qui chantent « pas de partiels sous la matraque ».

SERGE BOLLOCH.

Des manifestations sont aussi prévues en province où, dans quelques universités (Caen, Lyon-II, Toulouse-II), des mouvements de grève ont lieu, alors que vingt et un étudiants marocains d'Aix-en-Provence continuent à ne pas s'alimenter.

Les actions pour la défense des étudiants étrangers semblent mobiliser plus d'étudiants en province qu'à Paris. Dans cette ville, des étudiants tentent d'empêcher le déroulement des examens qui viennent de commencer. Des petits groupes favorables au boycott ont perturbé trois épreuves sur une quinzaine à Jussieu, alors que, au centre Tolbiac (Paris-I),

les examens ont été retardés d'environ trente-cinq minutes.

Il semble cependant que ce mouvement, qui reste minoritaire même au niveau des universités parisiennes (seules trois universités sont concernées sur treize), n'ait que peu d'effet en province où les examens ont lieu normalement dans les grandes villes universitaires comme Lille ou Strasbourg.

C'est le vendredi 23 mai, à 15 heures 45, que M. Raymond Barre recevra les délégués du parti socialiste qui souhaitent s'entretenir avec lui « des problèmes qui se posent actuel-

lement dans plusieurs universités » (« le Monde », daté 18-19 mai). Indique-t-on à l'hôtel Matignon, M. Mitterrand conduira personnellement la délégation de son parti.

Enfin, nous indiquons notre correspondant à Rennes, la situation est redevenue pratiquement normale à l'université de Haute-Bretagne : la reprise des cours, votée le 13 mai par les étudiants après sept semaines de grève, a été effective lundi 19 mai. Deux cents étudiants cependant, partisans de la poursuite du mouvement, ont continué l'occupation de divers locaux de l'université.

Il n'y a pas de franchise universitaire déclare le préfet de police de Paris

An cours de la séance du Conseil de Paris, lundi matin 19 mai, M. Jean Tiberi (R.P.R.), deuxième adjoint au maire, a évoqué les incidents au centre universitaire Jussieu et félicité la police pour « son sang-froid ». M. Tiberi a demandé que des mesures soient prises pour assurer la sécurité dans les universités et pour permettre aux étudiants de poursuivre leurs travaux dans le calme.

M. Bertrand Delanoë (P.S.) a, quant à lui, critiqué la répression de la manifestation organisée le 1^{er} mai devant l'ambassade d'Union soviétique pour la défense des droits de l'homme dans ce pays. Évoquant à son tour les incidents du 13 mai à Jussieu, M. Delanoë a mis en cause le rôle des groupes d'autonomie.

« Nous craignons qu'à Jussieu ces groupes vous servent de prétexte de provocation, pour justifier la répression », a-t-il indiqué à l'adresse du préfet de police.

M. Delanoë a ajouté : « L'homme qui est mort est la victime du cycle infernal provocation-répression. Dans l'organisation de cet enlèvement, le principal coupable, c'est le pouvoir ».

M. Michel Férignac (P.C.) a, pour sa part, souligné « la conjonction de fait qui existe entre les provocateurs et les forces de l'ordre ».

Dans sa réponse, formulée sur un ton particulièrement vif, M. Pierre Sonveille, préfet de police, a rappelé que seules « les manifestations traditionnelles » avaient été autorisées le 1^{er} mai. Il a justifié l'intervention des forces de l'ordre à Jussieu en soulignant que la notion d'une « franchise » dont bénéficieraient les universités est « utopique et ne repose sur aucun fondement juridique ».

« L'université ne bénéficie d'aucune franchise, d'aucun privilège », a-t-il affirmé avec force.

Alain Bégrand (1950-1980)

Une simple tombe ouverte division 33 au cimetière parisien de Thiais (Val-de-Marne), une plaque de bois « Alain Bégrand, 1950-1980 », deux cents personnes environ, quelques journalistes et une voiture des Renseignements généraux tourment dans les allées.

Les obsèques d'Alain Bégrand, le jeune manifestant mort mardi 13 mai au centre universitaire Jussieu, ont été célébrées, ce mardi 20 mai, sans incident et dans une relative indifférence. Aux côtés de la famille, du frère notamment d'Alain Bégrand venu de Côte-d'Or,

deux cents jeunes gens, étudiants ou autonomes, avaient tenu à assister à cet enterrement. Beaucoup d'entre eux étaient venus avec un bouquet de fleurs, le visage dissimulé par un foulard, une écharpe, pour échapper aux caméras de télévision et aux photographes.

A neuf heures, le fourgon mortuaire arrivé à Thiais se dirigeait vers la division 33, non pas celle de la fosse commune ou du carré des suppliciés comme on l'avait dit, mais plus simplement des concessions limitées à six ans. Après que le cercueil de bois très simple eut été descendu dans la tombe, les personnes présentes devaient défilé lentement devant pour y déposer des fleurs, le gerbe des « Étudiants de Jussieu » ou même un pavé symbolique. Ensuite des jeunes gens allaient eux-mêmes retenir la tombe en empruntant les pelles des fossoyeurs. Un peu plus tard, un autonome venu avec un drapeau français en écharpe le posait sur la tombe fermée et l'y faisait brûler symboliquement.

Rassemblement autour, ses camarades, certains la poing levé derrière un drapeau noir, se recueillent un instant avant de quitter le cimetière et de se disperser dans le calme. Alain Bégrand était enterré. — P. G.

A CAEN, DES CANDIDATS AU CAPES, REFUSENT DE COMPOSER SOUS LA PROTECTION DE LA POLICE

Les épreuves du certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement secondaire (CAPES) n'ont pu avoir lieu à Caen, le lundi 19 mai, dans six disciplines : histoire-géographie, sciences économiques et sociales, lettres modernes, lettres classiques, mathématiques, sciences physiques.

Environ 20 % des candidats ont en effet refusé de composer en raison notamment de la présence de forces de police qui avaient pour mission de protéger les salles d'examen. La semaine précédente les épreuves avaient été

perturbées dans six autres disciplines par des manifestants étrangers à l'examen. Elles avaient dû être annulées et reportées à une date ultérieure pour huit mille candidats sur l'ensemble du territoire métropolitain et d'outre-mer (le Monde du 17 mai).

Cette fois, le ministère de l'éducation n'a pas encore pris de décision. Mais la suite de ces épreuves a lieu normalement, ce mardi 20 mai à Caen, indique le recteur de l'académie.

A Nice, Aix-en-Provence et Marseille

LA MENACE D'EXPULSION D'UN MAROCAIN SUSCITE DE NOMBREUSES PROTESTATIONS

De notre correspondant régional

Nice. — Le mouvement de soutien à Miloud Wadhi, l'étudiant marocain de Marseille menacé d'expulsion pour « trouble de l'ordre public » s'est étendu à Nice et à Aix-en-Provence. À Nice, une grève de la faim a commencé samedi 17 mai pour une durée illimitée à la cité universitaire Montebello. Treize étudiants appartenant aux U.E.R. de sciences et de droit y participent. A Aix-en-Provence, vingt et un étudiants observent depuis le lundi 19 mai

un jeûne d'« avertissement » de quarante-huit heures dans les locaux de l'U.E.R. de lettres de l'université de Provence (Aix-Marseille-II). Miloud Wadhi et cinq de ses camarades commencent à partir leur troisième semaine de grève de la faim au centre Saint-Charles à Marseille. La campagne de l'étudiant marocain, Nicole Vial, épouse de huit mois, et qui est hospitalisée le jeudi 15 mai dans une clinique marseillaise. (Le Monde du 17 mai), refuse toujours de s'alimenter depuis une semaine. Son médecin traitant a ordonné qu'elle soit placée sous perfusion.

Plusieurs télégrammes, émanant en particulier du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MURAP) et du comité de défense des libertés de Marseille, ont été envoyés à M. Christian Bonnet pour demander l'arrêt immédiat de la procédure d'expulsion engagée contre M. Miloud Wadhi. Le « comité de défense des étrangers » appelait aussi à une manifestation, mardi 20 mai, à 18 heures, à Marseille, sur la Canebière.

GUY PORTE.

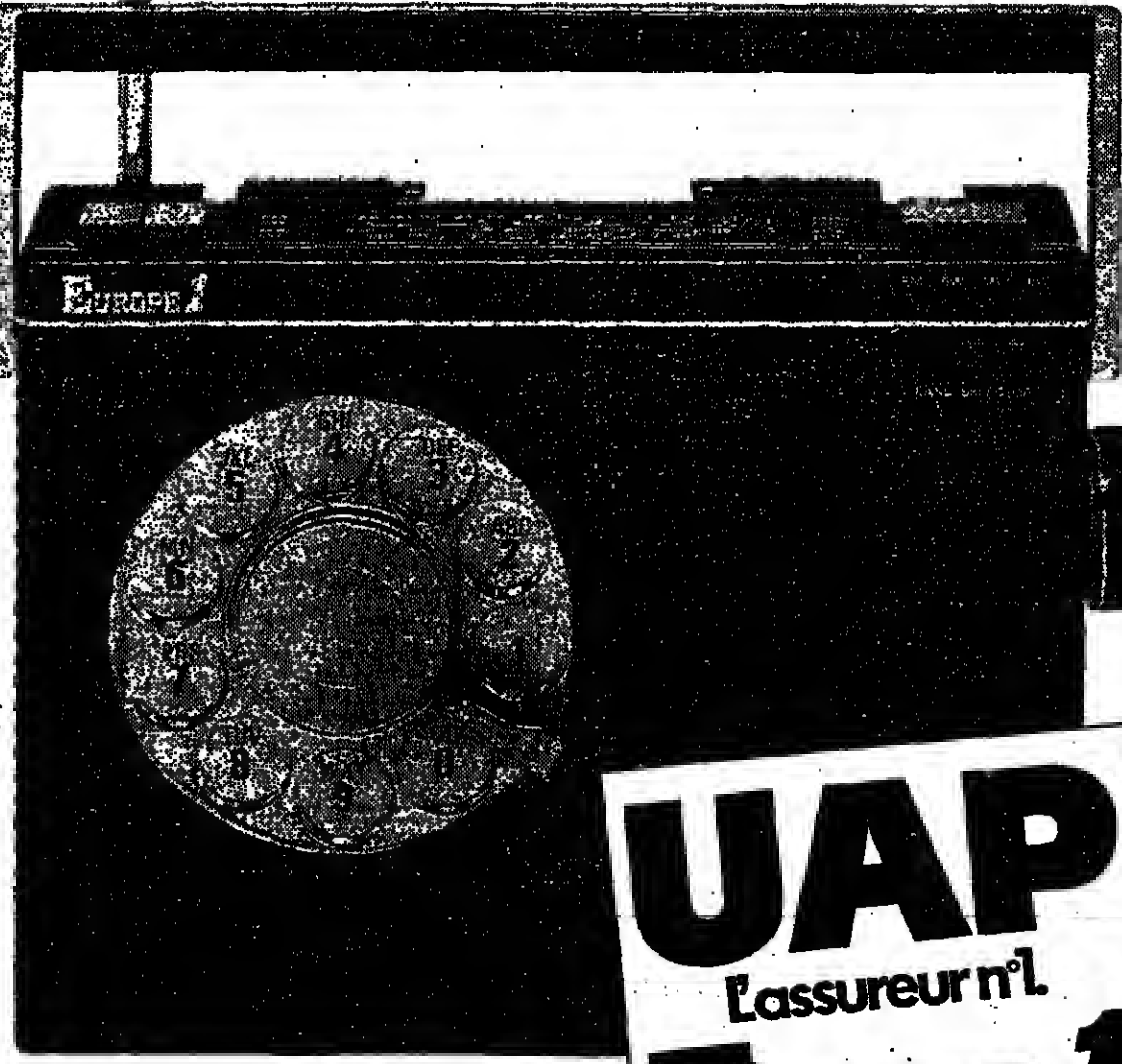
ATTENTATS A L'UNIVERSITÉ DE PERPIGNAN

Un incendie a détruit, mardi matin 20 mai, vers 3 heures, les locaux de la scolarité de l'université de Perpignan. A 6 h 30, trois amphithéâtres ont été partiellement détruits par des incendies. Du masout, du coton imbibé d'essence et des bouteilles de gaz pour camping ont été retrouvés sur les lieux. Selon M. Yves Serra, président de l'université, « les débris sont importants ». Ces attentats n'ont pas été revendiqués, mais on a découvert, peint sur les murs, le sigle « A », qui signifie anarchie.

● Concours d'entrée aux Ecoles normales supérieures de Saint-Cloud et de Fontenay-aux-Roses. — Les sujets des épreuves communes de philosophie et d'histoire ont, par erreur, été distribués prématurément, lundi 19 mai, au centre d'examen d'Amiens. Ces épreuves, qui devaient se dérouler les mardi 20 et mercredi 21, sont reportées aux 29 et 30 mai prochains pour l'ensemble des candidats.

CHRISTIAN TUAL.

ALLO UAP.22.22



UAP L'assureur n°1 EUROPE 1

C'est un nouveau service que vous offrent UAP et Europe 1. Chaque jour, en appelant ce numéro, vous pouvez obtenir des informations complémentaires sur un sujet d'actualité retenu par les journalistes de la station. Les informations traitées sont d'ordre pratique, utiles pour la vie quotidienne. Appelez UAP 22.22 (827.22.22) "pour en savoir plus". Grâce à l'Union des Assurances de Paris, l'Assureur n°1, et Europe 1, vous êtes mieux informés.

21 mai 1980

Le Monde MEDECINE

Hormones féminines et horloges biologiques

La réintroduction de la notion de temps dans les sciences de la vie représente, par la complexité des interrogations qu'elle suscite comme par la richesse des connaissances acquises, l'une des voies les plus prometteuses et les plus fascinantes de la biologie moderne. De multiples documents témoignent de l'intérêt que les hommes ont porté, depuis la plus haute antiquité, aux phénomènes si étrangement naturels, si rigoureusement fixés, qui gouvernent les variations périodiques et prévisibles des fonctions liées à la vie. Certains de ces phénomènes sont visibles et familiers, que leur « rythmicité » connaisse une période annuelle (comme c'est le cas pour les migrations, les hibernations, la reproduction des animaux, la floraison ou la fructification des plantes), mensuelle (les menstruations féminines), quotidienne (l'alternance circadienne du sommeil et de l'éveil), ou plus faible encore lorsqu'il s'agit de la respiration, des battements cardiaques ou de la diurnité.

Ces phénomènes suscitent, jusqu'à dix-huitième siècle, de multiples interprétations d'ordre poétique, religieux, philosophique, ou astrologique ; il faut attendre l'avènement des sciences expérimentales pour que des observations plus précises ouvrent pleinement le mystère de l'universalité des rythmes biologiques et de leur déterminisme.

Tous les êtres vivants, dont la cellule unique ou les cellules comportent un noyau, connaissent des variations régulières de leurs fonctions synchronisées sur le temps. Pour une espèce quelconque, animale ou végétale, la fonction rythmique s'étend du sujet

entier à l'activité de chacun de ses organes, de ses systèmes, de ses cellules, et même de ses mécanismes intracellulaires.

Mieux encore, des travaux depuis une trentaine d'années — dont le chef de file est, en France, le professeur Alain Reinberg (1) — ont montré que la structure temporelle des êtres vivants est inscrite dans leur patrimoine génétique, et que la « rythmicité » à laquelle ils obéissent se transmet, immuable, de génération en génération, insensible dans bien des cas aux variations de l'environnement.

Avant Darwin, un biologiste français avait remarqué, il y a plus de deux siècles, que certaines plantes élevées dans l'obscurité le plus complet orientaient chaque jour leurs feuilles aux mêmes heures vers ce qui est pour elles le soleil : les écurculs, placés dès leur naissance dans des cages à température constante, éclairées artificiellement douze heures par jour, entraient en hibernation d'octobre à avril comme s'ils se trouvaient dans la nature, et ils se gavaient de nourriture d'avril à octobre pour constituer les réserves d'un hiver mythique.

Ces faits montrent clairement que les êtres vivants naissent avec une horloge biologique interne qui leur est propre, qui leur a été transmise selon des lois héréditaires caractéristiques de l'espèce, et dont les rythmes essentiels ne sont que faiblement influencés

(1) Equipes de recherches de chronobiologie humaine du C.N.R.S., Fondation A. de Rothschild, Paris.

par les conditions de l'environnement, lequel n'intervient que pour en corriger le réglage, selon des mécanismes subtils.

L'existence de telles horloges internes permet aux animaux de prévoir, longtemps à l'avance, les événements auxquels leur organisme devra faire face ; il en est ainsi pour ceux qui hibernent et doivent avoir accumulé d'abondantes réserves de graisse bien avant les premières rigueurs de l'hiver.

Le miracle par lequel un simple ovule fécondé donne naissance à un être hautement différencié est lui aussi strictement programmé dans l'espace et dans le temps : certaines des fonctions nerveuses ou sensorielles les plus raffinées, comme la vision, ne peuvent apparaître qu'à des moments précis, déterminés, où l'environnement pourra exercer son action pour favoriser leur développement.

Les horloges biologiques qui régissent ces phénomènes avec tant de précision obéissent-elles, du champignon à la souris, de l'insecte à l'homme, à un mécanisme unique, façonné par l'évolution durant des millions d'années ? Ou de multiples dispositifs permettent-ils — par des mécanismes très divers — d'assurer la régulation des rythmes, condition même de la survie des espèces ?

Les techniques du génie génétique permettront vraisemblablement d'élucider dans les années à venir, au cœur du patrimoine héréditaire, le mécanisme même des rythmes biologiques et de leur transmission.

Quant au siège de l'horloge centrale, celle qui

permet d'harmoniser pour les organismes supérieurs l'initiation des rythmes développés par les systèmes ou les organes complexes qui les composent, il est plus que vraisemblable qu'il se trouve au niveau de l'hypophyse (la démonstration en est faite pour les oiseaux) ou de zones déterminées de l'hypothalamus, cette partie du cerveau qui, à la base du crâne, jouxte l'hypophyse.

Bien que sa complexité soit extrême, le mécanisme qui régit l'apparition de la puberté chez la femme, puis le cycle régulier des menstruations, constitue probablement l'un des premiers modèles d'horloge biologique totalement étudiés dans l'espèce humaine.

De récents travaux ont permis, en effet, de découvrir que la sécrétion des hormones féminines connaît non seulement une périodicité mensuelle, mais journalière. C'est non de façon continue, mais par flux réguliers survenant toutes les quatre-vingt-dix minutes environ que se produisent ces sécrétions, et le mécanisme central, l'horloge qui en commande le rythme, se trouve dans une région précise du cerveau qui a pu être identifiée. Outre leur intérêt considérable sur le double plan de la chronobiologie et de l'endocrinologie, ces découvertes ont d'ores et déjà des conséquences cliniques et thérapeutiques importantes, qui expliquent l'intérêt passionné qu'elles soulèvent dans les communautés scientifiques et médicales.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

Le rôle d'intégration et de commande de l'hypothalamus

Des informations révolutionnaires

Mais le tableau devait à la fois s'éclaircir et se compliquer encore en 1971 lorsque l'Américain Schally puis Roger Guillemin isolèrent et synthétisèrent un facteur nommé LH-RH — ou GnRH — sécrété directement par une région du cerveau, l'hypothalamus, qui communique avec l'hypophyse par un pédoncule richement vascularisé.

Cette neuro-hormone commande la libération des gonadotrophines hypophysaires, et la problématique essentielle sur le plan clinique se posait dès lors de savoir si le déroulement des phénomènes menstruels dépendait du rythme des sécrétions hypophysaires ou du contrôle cérébral sus-jacent.

La seule façon de le résoudre était de mesurer non seulement le taux des hormones hypophysaires libérées dans l'organisme, mais celui des hormones cérébrales au niveau de cette zone microscopique où des vaisseaux sanguins les transportent vers l'hypophyse : le tout portant sur des concentrations hormonales infinitésimales, de l'ordre du picogramme (1) par millilitre de sang, et dans des régions non seulement minuscules mais encore profondément enfouies à la base du cerveau.

Deux équipes américaines travaillant l'une à Pittsburgh (docteur Knobil) et l'autre à New York (docteur Périn) relevèrent ce défi, et les découvertes qu'ils accumulent depuis 1973 apportent sur le fonctionnement hormonal féminin, sur son rythme et sur ses dérèglements des informations révolutionnaires.

Des pulsations horaires

Ces travaux ont été conduits chez des singes femelles rhésus, dont la physiologie endocrinienne est identique à celle de l'espèce humaine. Recourant à des techniques de chirurgie microscopique intra-cérébrale, les équipes américaines ont, tout d'abord, réussi à introduire dans les vaisseaux du pédoncule qui conduit les hormones sécrétées par l'hypothalamus vers l'hypophyse, un micro-collecteur dont les tubes de polyéthylène, d'un diamètre de moins de trois dixièmes de millimètre, permettaient de recueillir directement les sécrétions cérébrales.

Les mesures de ces sécrétions (LH-RH ou GnRH) ont apporté une surprise d'envergure, en ce sens qu'elles se sont révélées aberrantes au cours des premières expériences, qui donnaient des taux tantôt quasiment nuls, et tantôt très élevés.

La mise en place de dosages continus devait apporter la clé de l'énigme : l'hormone hypothalamique qui commande tout

le fonctionnement génital féminin est, en effet, sécrétée à raison d'une pulsation importante toutes les 60 à 90 minutes. Les fluctuations de ces pulsations hormonales sont à leur maximum chez les femelles castrées où l'on observe des bouffées considérables toutes les trois heures environ. De semblables flux hormonaux pulsatiles ont été tout récem-

Les récepteurs spécifiques

Les messages hormonaux sont reçus et interprétés par des récepteurs spécifiques présents dans les cellules de tous les organes concernés, et de celles-là seulement. Les sécrétions hormonales diminuent ou cessent lorsque ces récepteurs sont saturés.

C'est à ce niveau qu'intervient plus que vraisemblablement la

ment constatés chez les femmes ménopausées, et une étude portant sur les troubles neurovégétatifs qu'elles présentent, et plus précisément les bouffées de chaleur, a montré que ces dernières correspondent rigoureusement à ces flux.

L'étude, en dosages continus, du rythme des sécrétions des hormones hypophysaires (les gonadotrophines LH et FSH), qui régent le cycle ovarien, a montré qu'elles se produisaient également de façon pulsatile, à raison d'un flux brutal toutes les heures environ.

Ces observations, confirmées par de multiples équipes, conduisent à des conceptions nouvelles sur le plan de l'exploration clinique

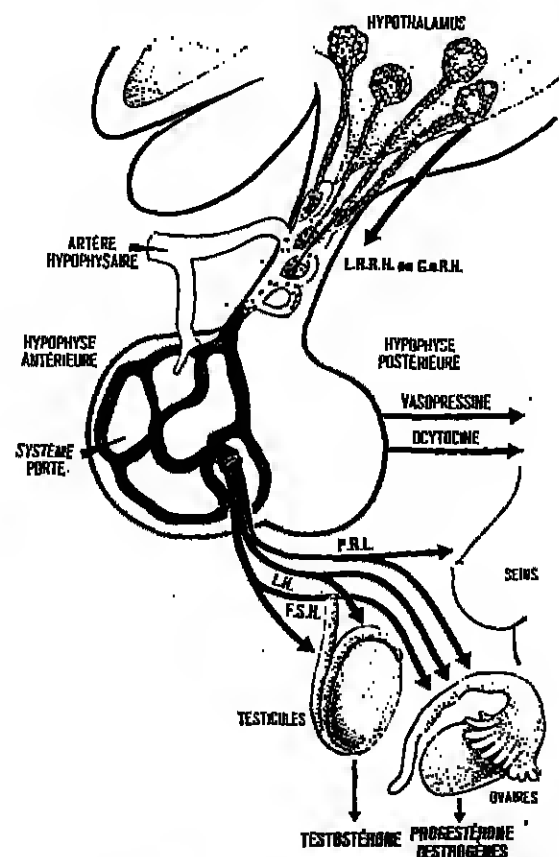
en gynécologie. L'étude du bilan hormonal est, en effet, essentiel chez les femmes atteintes de stérilité, de certaines aménorrhées (absence de règles) ou de lésions ovariennes.

C'est donc à une véritable horloge, à la périodicité non seulement mensuelle ou circadienne mais horaire, qu'obéit la physiologie féminine. La question se

posait, dès lors, de savoir si le mécanisme de cette horloge se trouvait situé en un lieu précis de l'hypophyse ou du cerveau, ou si on pouvait, au contraire, l'observer pour toutes les sécrétions hormonales impliquées dans l'équilibre génital féminin, sous la forme d'une propriété inhérente aux cellules sécrétrices elles-mêmes, où qu'elles se trouvent, ovaires inclus.

Une série d'expériences, plus difficiles et plus subtiles encore, furent mises en chantier, afin de pouvoir étudier séparément, mais dans un organisme vivant et normal, le rôle respectif de l'ovaire, de l'hypophyse et du cerveau.

Recourant les uns (Knobil) à



des destructions intra-cérébrales microscopiques conduites par des radiations sur des zones données de l'hypothalamus, et les autres à une intervention chirurgicale menée sous guidage stéréotactique avec une sorte de micro-bistouri rotatif (Périn), les équipes américaines réussirent, après de multiples tâtonnements, à identifier une région précise de la base du cerveau dont l'isolement abolit l'ovulation et la production de flux pulsatiles d'hormones hypophysaires, qui se produisent normalement en réponse à une injection d'œstrogènes.

Des interactions multiples

Il semble donc établi que l'horloge centrale qui commande tout le cycle du fonctionnement génital féminin se trouve en un point précis du cerveau hypothalamique. L'ajustement des diverses sécrétions hormonales se fait, au-delà de cette périodicité horaire, par le jeu subtil de multiples interactions, réalisant un mécanisme cybernétique d'une rare précision.

L'injection d'hormone ovarienne, par stéréotaxie, dans des points déterminés du cerveau déclenche une diminution importante, voire la suppression, des sécrétions hypophysaires qui commandent le rythme mensuel et l'ovulation. C'est par un semblable processus de rétroaction qu'agissent les contraceptifs hormonaux : ils freinent les influx cérébraux et hypophysaires qui conduisent au déclenchement de l'ovulation. De tels mécanismes expliquent l'action que peuvent avoir un certain nombre d'événements (changement de climat, de fuseau horaire, chocs émotionnels) sur le rythme menstruel et sur l'ovulation.

L'hypophyse possède d'autre part sa propre horloge et, par un mécanisme compensatoire et de sécurité, ses sécrétions peuvent continuer de façon rythmique sous l'influence de stimulations venues de l'ovaire lui-même (2) et cela même lorsqu'elle se trouve isolée de toute connexion cérébrale.

Des expériences très récentes (mars 1980) conduites à Pittsburgh par E. Knobil apportent une preuve décisive à la notion selon laquelle le fonctionnement hormonal féminin dépend intégralement d'un rythme horaire sans lequel il se voit profondément perturbé, voire interrompu.

Essayant de rétablir les cycles menstruels chez les singes qui avaient subi un isolement de l'horloge hypothalamique, Knobil y est parvenu en leur administrant une hormone hypothalamique de synthèse (GnRH) en perfusion rythmée et continue à raison d'une bouffée toutes les soixante minutes, tout autre rythme de perfusion s'avérant inefficace.

Mieux encore, il a pu déclencher des cycles menstruels ovulatoires (notamment dit la puberté) chez de jeunes guénonnes impubères par de simples perfusions d'hormone hypothalamique (GnRH) à raison d'un flux d'un picogramme par minute, durant six minutes toutes les heures.

lamique (GnRH) à raison d'un flux d'un picogramme par minute, durant six minutes toutes les heures.

Des perfusions conduites de façon continue, ou selon un rythme différent, ne produisent aucun résultat. Et, dès l'inter-rupcion de ces flux pulsatiles, les animaux impubères retournent immédiatement à leur état d'immaturité génitale. Ces observations montrent que l'initiation de la puberté n'est pas entravée par une quelconque immaturité de l'ovaire (comme on le croyait jusqu'à présent) ou de l'hypophyse, et qu'elle est déclenchée par la maturation, naturelle ou simulée, du système cérébral, neuro-endocrinien, qui commande l'horloge hormonale féminine.

Le moment de cette maturation (aux alentours de douze ans chez les jeunes filles) dépend lui-même de l'horlogerie suprême, laquelle détermine en une rigoureuse programmation génétique, conçue les processus de différenciation permettant les mises en place successives et le fonctionnement échelonné dans le temps de tous les composants de l'organisme animal ou humain.

Des conséquences cliniques

La découverte du rôle essentiel que joue la « rythmicité » à tous les niveaux du fonctionnement hormonal féminin (3) a d'évidentes conséquences cliniques. Les dosages hormonaux, en vue des diagnostics de stérilité ou d'anomalies menstruelles, devront être faits dans certains cas de façon continue. La thérapeutique de ces troubles est, d'ores et déjà, conduite dans les centres pilotes américains par des injections horaires (et non uniques) de gonadotrophines.

De nouvelles perspectives s'ouvrent également pour la contraception, dans la mesure où une administration continue d'hormone hypothalamique interrompt l'ovulation, même à dose infime, par le seul fait qu'elle perturbe la « rythmicité » physiologique.

« Le siège essentiel de l'âme, de l'imagination, du sens commun et des perceptions sensorielles, se trouve dans une petite glande située au cœur du cerveau... » Descartes avait, dès 1649 (4) et avec une prescience stupéfiante, postulé le rôle essentiel d'intégration et de commande que devait jouer le carrefour cerveau-glande pituitaire.

Il aura fallu plus de trois siècles pour que cette prescience connaisse enfin l'ébauche de sa démonstration scientifique...

(1) Le picogramme est le milliardième du microgramme, qui est le milliardième du gramme.

(2) Il n'est pas sans intérêt de noter que les singes dont l'horloge hypothalamique avait été déconnectée, ont vu leur poids doubler en dix mois. Ce qui confirme une fois de plus le rôle majeur et encore mystérieux du cerveau limbique dans l'obésité.

(3) Au moment de la différenciation sexuelle du fœtus, l'horloge hypothalamique lui dicte est soufflée par les sécrétions d'hormones mâles, et le fonctionnement hormonal masculin est donc continu et non rythmique.

(4) Cf. descriptions du corps humain et passions de l'âme, Articles 31 et 34.

ÉTRANGERS
ris et en province

Uain Bgrand 1930-1980

2.22

UAP
Assurance
EUROPE 1

AUX DIXIÈMES JOURNÉES NATIONALES DE NÉO-NATALOGIE

Une femme enceinte sur dix souffre d'une hypertension artérielle

L'apparition d'une hypertension artérielle au cours d'une grossesse est toujours un problème majeur. L'absence d'un traitement adéquat expose à des situations très différentes et la fois par leurs causes, leur importance et leur potentiel évolutif, ce symptôme reste toujours un élément de gravité révélateur d'un

danger potentiel pour la mère et le fœtus. Les X^e Journées nationales de néo-natalogie, qui ont eu lieu à Paris du vendredi 9 au dimanche 11 mai, ont en grande partie été consacrées à ce sujet qui concerne les médecins généralistes, les gynécologues-obstétriciens, les néo-natalogues et les pédiatres.

L'hypertension artérielle au cours de la grossesse (hypertension gravidique) demeure un sujet qui suscite des passions... dans le milieu médical, sans doute comme l'a précisé Mme Claudine Tchobroutsky (Port-Royal) à cause de « l'étiologie obscure et probablement multifactorielle » à l'origine de ce symptôme. Il n'en est pas moins vrai que, l'évoquer, c'est souligner l'importance primordiale qui doit être donnée à la surveillance médicale de la femme enceinte.

On considère, par définition, qu'il y a une hypertension artérielle chez une femme enceinte, lorsque le chiffre minimal (pression artérielle diastolique) est égal ou supérieur à 90 millimètres de mercure, chiffre obtenu à deux examens successifs à au moins six heures d'intervalle. La recherche de cette hypertension représente, avec la mise en évidence de la présence de protéines dans les urines (protéinurie), deux points essentiels de l'examen d'une femme enceinte par le médecin, généraliste ou spécialiste. Il constitue, avec l'apparition d'œdèmes, les signes définissant la dysgravide, un syndrome qui impose une surveillance intensive et qui laisse présager l'apparition d'un accident à l'égard du moment de l'accouchement (éclampsie) avec des conséquences dramatiques pour la mère et l'enfant.

Cependant, même isolée, l'hypertension artérielle peut être, à elle seule, un élément de gravité durant une grossesse et doit, à ce titre, être particulièrement surveillée selon les recommandations de la Haute Commission de la Santé.

Dans la quasi-totalité des cas d'hypertension gravidique, et malgré quelques progrès réalisés ces dernières années, on reste dans la plus complète ignorance du rôle des mécanismes physiopathologiques précis à l'origine de ce symptôme. Un seul point semble acquis : le rôle essen-

tiel joué par le placenta (organe à fonctions physiologiques multiples assurant les échanges iso-maternels et le développement du fœtus). Les troubles circulatoires dont il est le siège (phénomènes d'ischémie) sont à l'origine d'une diminution de sa perfusion et semblent être la cause de la symptomatologie maternelle (hypertension, protéinurie, œdèmes) et de la pathologie fœtale (développement insuffisant, mort in utero). Cependant, et malgré diverses hypothèses, on ne connaît pas le pourcentage de cette diminution de la perfusion placentaire.

La surveillance

C'est ainsi que l'on a successivement évoqué une théorie vasculaire, une notion de terrain familial et métabolique et une hypothèse immunologique, sans qu'aucun argument permette de trancher. « Agir sur le symptôme maternel par une quelconque thérapeutique, c'est agir en aval du phénomène contre lequel on souhaite lutter », a conclu le docteur Michel Beaulieu (hôpital Tenon). C'est pourquoi, en l'état actuel des données — ou des interrogations — la seule arme dont dispose le praticien, il n'existe, à l'heure actuelle, aucune condition de la thérapeutique, l'attitude médicale varie selon les équipes, l'importance des chiffres tensionnels et selon le terme de la grossesse.

Pour le docteur Tchobroutsky, « on doit regretter l'absence de travaux objectifs permettant de justifier le bien-fondé des traitements antihypertenseurs ». L'un des problèmes qui restent à résoudre est, en effet, de savoir si ces traitements, utilisés pendant la grossesse pour protéger la mère contre les dommages vasculaires dus à l'hypertension, sont sans conséquences — voire bénéfiques — pour le fœtus. Selon le professeur

C.W.G. Redman (Oxford), le traitement par l'alpha-méthyl-dopa (1) de la mère ne semble pas avoir d'influence sur l'état des enfants à la naissance, pas plus que sur le déroulement des complications néonatales. L'étude des répercussions fœtales des traitements antihypertenseurs est, en outre, compliquée du fait de l'absence de données sur le métabolisme des drogues chez le fœtus et de l'influence croissante de nouvelles molécules.

Au total, dans la plupart des cas, le problème se pose du choix entre l'utilisation de médicaments antihypertenseurs — afin de protéger le système cardiovasculaire maternel — et l'absence de toute thérapeutique, quitte, si les circonstances l'imposent, à provoquer l'accouchement avant terme, avec tous les risques liés à la prématurité. Mais, derrière les interrogations et les inquiétudes des spécialistes sur la bien-touté de leur attitude thérapeutique, et quelle que soit la médication utilisée, un point essentiel est apparu : la nécessité d'une surveillance extrêmement suivie de la femme enceinte. « Lorsque l'hypertension artérielle a été mise en évidence, il est nécessaire de revoir la femme tous les quinze jours », a précisé le docteur Tchobroutsky. C'est souligner le notable insuffisance des quatre examens médicaux de grossesse actuellement obligatoires, d'autant que, dans les pays industrialisés, après une femme enceinte en état d'urgence, à un moment où un autre de sa grossesse, d'une hypertension artérielle.

JEAN-YVES NAU,

POINT DE VUE

La sélection des « patrons » de la médecine Injustice et favoritisme

Par le professeur JACQUES IZARD (*)

Dans tous les problèmes qui agitent le système médical français, le recrutement des « patrons », tel qu'il s'effectue au moment de l'agrégation, est un des plus graves. Tout d'abord, les liens familiaux jouent un trop grand rôle. Quand vous voulez connaître les résultats du recrutement de certains C.H.U., vous pouvez appliquer sur la liste des enseignants une première grille, celle des fils de patrons, et vous verrez ainsi apparaître un certain nombre de noms. Vous appliquez ensuite une seconde grille, celle des gendres de patrons : c'est plus complexe puisque les gendres n'ont évidemment pas le même nom que leur beau-père, mais avec cette seconde grille vous obtiendrez une seconde liste de noms. Vous pouvez continuer avec d'autres types de relations familiales.

On vous objectera que ce n'est pas du favoritisme, que l'environnement familial ou même, pour les plus hardis zélateurs du système, que les caractères génétiques en sont la cause (ce qui serait un exemple insupportable de transmission des caractères acquis tant attendu depuis Darwin). Et puis n'en est-il pas de même dans d'autres professions ? Pas à ce point. Ne présente-t-on pas à la radio ou à la télévision des fils de chanteurs ou d'acteurs célèbres ? Certes, mais leur carrière suit constamment la sanction du public, ce qui n'est pas vrai pour les médecins de C.H.U. qui sont des fonctionnaires inamovibles.

Il est plus sévère de dire qu'il y a des exemples heureux de fils ou de gendres de patrons qui méritent leur nomination. J'en compte parmi mes meilleurs amis jusqu'à ce jour, mais ce n'est pas le cas de la majorité d'entre eux. La deuxième grande défaut du système concerne la carrière purement locale du recrutement dans une profession où les mutations de ville à ville sont très rares.

La règle qui ne souffre guère d'exception est de nommer sur place

un assistant que le chef de service a choisi, après avoir « orienté » les autres vers les hôpitaux économiques ou le secteur privé, un assistant sur lequel il exerce son autorité depuis plusieurs années, qui lui « doit tout » et dont il pense qu'il respectera l'ordre établi. Pour atteindre ce but, le chef de service ne demande la création d'un poste d'agrégé que lorsque son candidat sera prêt ou supposé l'être. Il détermine le profil de l'emploi (type d'activité hospitalière, thèmes de recherche, etc.) qui ne pourra convenir qu'à son élève. Aussi, tous les ans au printemps, lorsque la liste des postes mis en recrutement paraît au Journal officiel, sautent dans chaque discipline qui sera suivie, d'autant plus que, si par accident le Comité consultatif des universités n'inscrit pas sur la liste d'aptitude le candidat local, la faculté n'hésitera pas à geler le poste et à le laisser sans titulaire jusqu'à l'été suivant. C'est aussi simple que cela, mais comment un tel favoritisme peut-il s'exercer ?

Un pacte de non-agression

Un pacte de non-agression tacite mais efficace cimenter les différentes disciplines médicales et personnelles, quelques doyens légitimes, n'intervient dans les décisions du patron du service voisin. La loi d'orientation des universités qui avait prévu des commissions de recrutement plus larges, avec l'aide de collègues venus de l'extérieur, n'est pas appliquée aux centres médicaux sans que l'on sache pourquoi ; mais les deux ministères intéressés (universités et santé) se bornent à officialiser les nominations ou, après cette même loi, les établissements sont autonomes. La grande passivité du milieu

médical entretenue depuis plusieurs générations est le principal responsable. Les plus concernés, les assistants et les chefs de clinique, apprennent vite à connaître les règles du jeu, mais chacun pense, comme un brave petit soldat partant pour une guerre fraîche et joyeuse, qu'il passera entre les balles jusqu'au moment où c'est trop tard pour lui et où il est éliminé de la compétition.

Il est trop tôt, pensent les jeunes agrégés, pour critiquer le système puisqu'il vient d'en profiter ; c'est encore un peu tôt pour les agrégés plus anciens puisque leur carrière n'est pas terminée (chiffre de service, professeurs) ; puis le temps passe, et c'est enfin trop tard lorsqu'on est devenu soi-même un « grand patron », surtout si l'un de ses enfants s'inscrit en première année de médecine... Un physicien dirait que le système est stable et que rien ne peut le déséquilibrer.

Il est toujours un peu désagréable de critiquer un système. Si on lui est étranger, on s'entend rétorquer qu'on ne le connaît pas ou qu'on est jaloux de ses avantages. Si on y appartient, on est accusé de « cracher dans la soupe » (en langage médical : expectorant dans le potage). Il faut donc tout cela que les abus connus de tout le monde médical et que le vœu de réforme, énoncé constamment un jour, mais sous quelle République ? C'était plutôt pire sous la III^e et la IV^e. Il faudrait tout de même qu'une génération ait le courage de ne pas laisser à la suivante cet héritage d'injustice et de favoritisme.

(*) Chef de service au C.H.U. de Caen, ancien président de l'université de Caen.

CORRESPONDANCE

Clan et passe-droit

Nous avons reçu de l'un de nos lecteurs, auquel nous conservons l'anonymat, la lettre suivante :

« Mon fils est chef de clinique dans un service du C.H.U. de Toulouse. Il demande que lui soit donné le droit de faire une troisième année dans le service, ce qui lui permettrait ensuite de pouvoir devenir, dans le cas d'une vacance, chef de service dans un hôpital périphérique. Jusqu'à nouvel ordre, ce droit lui sera refusé, car il n'appartient pas au « clan ». Le « clan » prévoit longtemps à l'avance les vacances possibles. Il faut que les membres du « clan » gardent toutes leurs chances intactes pour les différentes nominations pour lesquelles ils sont prédestinés.

Je suis honteux d'être citoyen d'un pays où le passe-droit est roi. La compétence n'entre pour rien dans les choix. Seuls les patronymes, le cousinage, etc., constituent d'excellentes critères. C'est révoltant. Je dirai pour terminer qu'un jeune étudiant en médecine qui n'appartient pas au « clan » a tort de préparer l'Internat. C'est bien trop tôt. Il vaut mieux pour lui qu'il aille « faire du fric » dans le privé, même s'il n'a pas en l'occasion d'apprendre son métier.

J'incrimine personne en particulier. C'est le système qui est pourri. Peut-être même, si j'avais eu le malheur d'appartenir au « clan », aurais-je utilisé des procédés aussi répréhensibles.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Extrait de Jugement
Rendu le 26 mars 1980 par le Tribunal de Grande Instance de PARIS, 1^{re} chambre, 1^{er} section.

Attendu que le livre de J.-P. HABER intitulé « L'Assemblée Européenne », qui a pour objet une compilation qu'il a intitulée « L'Assemblée Européenne », comporte notamment aux pages 119 à 126 la reproduction textuelle de passages entiers extraits d'un article de J.-L. BURBAN intitulé « La France et les Elections européennes » et paru dans le n° 309 de l'« Assemblée Européenne » de la REVUE DU MARCHE COMMUN. Attendu que l'auteur personnel de J.-P. HABER a contesté à l'auteur de l'article de BURBAN en l'insérant, en abrégé, les paragraphes au moyen de subdivisions nouvelles et en ajoutant, de-ci, de-là, quelques lignes de son cru ainsi que des intertitres qui ne figuraient pas dans l'œuvre d'origine. Que la stricte honnêteté intellectuelle exigeait l'usage de guillemets tout au long de la reproduction du texte de BURBAN ou l'utilisation de caractères typographiques différents afin que le lecteur du moins avisé puisse comprendre qu'il s'agissait d'une citation d'un autre auteur et non de l'œuvre personnelle d'HABER — but qui n'a pas été atteint — et que, par conséquent, la présentation ainsi équivoque qu'il a délibérément adoptée et qui semble de considérer comme un véritable plagiat les pages 119 à 126 du livre incriminé, les seuls dont le Tribunal ait à connaître.

Par ces motifs
Déclare J.-P. HABER et les Editions FRANCE-EMPIRE responsables du préjudice subi de ce fait par Jean-Louis BURBAN.
Les condamne en conséquence à payer à celui-ci un franc de dommages-intérêts et deux mille cinq cents francs (2 500 F), au titre de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile.
Pour extrait, l'avocat : M^{re} Yves Baudouin.

CELIBATAIRES

facilitez vos rencontres grâce aux milliers de jeunes gens, jeunes filles, veufs et veuves de 18 à 75 ans, de toutes situations et DE TOUTES REGIONS inscrits au C.M.F. (fondé en 1951)

En quelques jours, vous pouvez entrer en relations avec des personnes répondant à vos désirs : c'est très simple et aussi romanesque qu'une rencontre de hasard. Il suffit d'envoyer vos nom, âge et adresse au C.M.F. 43, rue Laffitte (NE) - 75009 PARIS pour recevoir gratuitement, sous pli discret, une passionnante documentation avec brochure illustrée (68 pages) sans aucun engagement pour vous.

Ce sera le départ d'une vie nouvelle qui peut vous apporter l'immense et épanouissant bonheur de vous sentir « bien à deux ». Plus de 42.000 références constatées officiellement par Huissier.

DERVY-LIVRES

Collection « Histoire et Tradition »

PRINCIPES DE LA MÉDECINE SELON LA TRADITION

par le Dr Gilles ANDRÈS

Ce livre restitue à la médecine la spiritualité qu'elle a perdue.

En vente chez votre libraire

La variole est vaincue

estime l'Organisation mondiale de la santé

L'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) a demandé récemment à tous les Etats de supprimer la vaccination obligatoire contre la variole après l'annonce officielle, par l'assemblée générale de l'O.M.S., de l'éra-

dication mondiale de cette affection. Les campagnes de vaccination, a expliqué le docteur Mahler, directeur général de l'O.M.S., pourront ainsi être supprimées et le certificat obligatoire ne devrait plus être exigé aux frontières.

La couverture du magazine « Santé du monde », édité par l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.), titre ce mois-ci, en gros caractères traversant le globe terrestre : « La variole est vaincue ». Au cours d'une cérémonie solennelle, au Palais des Nations, la victoire sur cette maladie a été officiellement confirmée.

Si l'on excepte l'apparition accidentelle, en 1978, de la maladie dans un laboratoire de Birmingham (Grande-Bretagne), le dernier cas de variole découvert date de 1977, constaté à l'hôpital de Merka (Soudan) chez un jeune homme de vingt-trois ans.

Pour parvenir aux résultats acquis, l'O.M.S. a dépensé, depuis 1967, année où fut lancée la campagne antivariolique, quelque

300 millions de dollars. L'ampleur de cette réussite se mesure aisément lorsque l'on sait qu'en 1967 dix millions d'êtres humains étaient atteints par le fléau et que deux millions d'entre eux en moururent.

« La santé pour tous »

Un pas est ainsi franchi vers l'objectif qui se sont fixés l'O.M.S. et ses cent cinquante-deux Etats membres : « la santé pour tous en l'an 2000 ». Objectif ambitieux quand on sait que les quatre cinquièmes de l'humanité n'ont accès à aucune forme organisée de soins de santé. Aujourd'hui, un milliard d'êtres humains survivent péniblement aux effets conjugués d'une malnutrition de longue durée et de diverses

maladies parasitaires. Sur les cent vingt-deux millions d'enfants nés en 1978, 10 % environ sont déjà morts ou mourront avant leur premier anniversaire, et 4 % des survivants avant l'âge de cinq ans. Près de cent millions d'enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition, un sur dix parmi eux risque de mourir de faim.

Les experts réunis à Genève ont examiné, entre autres, les possibilités de transférer dans les pays pauvres de techniques sanitaires appropriées, aide à la redistribution des ressources financières à des fins sanitaires, la coopération technique entre pays du tiers-monde ainsi que des problèmes plus précis tels que le coût (et l'utilité) d'un grand nombre de spécialités pharmaceutiques. — I. V.

la revue du palais de la découverte

- Vous tenez au courant de l'actualité scientifique ;
- permet d'entretenir et d'approfondir vos connaissances scientifiques et techniques ;
- publie le texte intégral de conférences du samedi.

M. Mlle, Mlle
Adresse :
Profession :
65 F l'étranger : 85 F, abonnement de soutien : 100 F
10 numéros mensuels plus 1 ou 3 numéros spéciaux par an.
Réglement par chèque à l'ordre du PALAIS DE LA DÉCOUVERTE, avenue Franklin-D.-Roosevelt, 75008 Paris. (L.M. 5.80)

OBJETS PHARMACEUTIQUES D'ART

Recevez le catalogue de vente par correspondance. Vous pouvez choisir dans la gamme du plus grand magasin d'Europe d'objets pharmaceutiques d'art et faire livrer en France ou à l'étranger la rare Bibliothèque de collection ou la merveilleuse reproduction artistique 250 photos couleurs et 2000 objets d'art référencés 25.00 F remboursables au premier achat. Galerie des Thérapies, 2, rue de l'Embarcadere - 94220 Charenton-le-Pont. Envoyez-moi le catalogue 1980 de la Galerie des Thérapies.

le coût de l'hospitalisation

Le Centre d'Etude des Revenus et des Coûts a publié dans les Documents du CERC

1. Le système hospitalier français et les problèmes posés par la croissance des dépenses, n° 35 - 36.
2. Le recours au système hospitalier, n° 45. Comparaisons internationales, n° 48.
3. Les moyens du système hospitalier public
A. Ensemble des dépenses de fonctionnement et d'équipement, n° 46.
B. Analyse des dépenses de fonctionnement, n° 50. Note récapitulative de la 3ème partie (A et B), n° 52.

Chaque numéro cité 24 F
Abonnement : 4 cahiers/an 80 F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

29-31, quai Voltaire - 75340 Paris Cedex 07
165, rue Garibaldi - 69401 Lyon Cedex 03
Par correspondance :
124, rue Henri Barbusse - 93308 Aubervilliers Cedex

L. BÉZANGER-BEAUQUESNE M. PINKAS, M. TORCK et F. TROTIN

plantes médicinales des régions tempérées



Ce livre est un document de base pour tous ceux qui s'intéressent à la phytothérapie dans sa conception moderne : nouvelles découvertes des plantes médicinales ; de longue date ou négligées jusqu'à maintenant ; découverte de plantes prometteuses ; approches depuis peu dans divers pays. Un volume relié toile (17,5 x 25) - 422 pages, 350 figures. Prix en nos magazines : 220 F

MALOINE
27, rue de l'École de Médecine 75006 PARIS

Un essai à

مكتبة

مكتبة

POINT DE VUE
les patrons
e et favoritisme

Le deuxième tir de la fusée Ariane

Le deuxième essai en vol de la fusée européenne Ariane doit, en principe, avoir lieu le vendredi 23 mai. En l'absence de toute difficulté de dernière minute, la mise à feu du lanceur est prévue au centre spatial de Kourou (Guyane française), à 8 h 30 heure locale (13 h 30 heure de Paris).

Le premier tir de la fusée, le 24 décembre dernier, obtenu toutefois après deux reports de lancement successifs, avait été un succès complet. Aussi les modifications apportées au deuxième exemplaire ont-elles été minimes. La principale nouveauté du deuxième essai est que, pour la première fois, Ariane emportera avec elle des satellites.

La confiance est de mise chez les responsables du projet, aussi bien à l'Agence spatiale européenne qu'au Centre national d'études spatiales ou chez les principaux industriels qui ont réalisé l'engin. On ne peut, bien sûr, exclure totalement un échec; si ce devait être le cas, l'expérience du premier tir est là pour montrer la validité des principales options technologiques.

On se montre en tout cas assez optimiste, d'autant plus que les premiers indices, d'un intérêt commercial pour Ariane, sont désormais évidents, comme devrait en témoigner la présence, à Kourou, de responsables de l'organisation internationale Intelsat, premier client payant d'Ariane extérieur à l'Agence spatiale européenne.

Un essai à transformer

Les performances d'Ariane avaient été, lors du premier tir, la veille de Noël 1979, supérieures aux prévisions. Aucune modification importante du lanceur n'a donc été nécessaire. Les responsables du programme espèrent surtout, lors de cette deuxième campagne de lancement, « transformer l'essai » du 24 décembre et préparer l'avenir.

Ce qui ne veut pas dire que ce deuxième tir sera en tous points semblable au premier. Les techniciens cherchent en effet à mieux connaître encore, et à mieux maîtriser, si c'est possible, le comportement de leur engin. Des petits ajustements ont été, dans cet esprit, décidés pour les premier et deuxième étages (1).

Le changement le plus notable concerne le deuxième étage. Lors du premier vol, quelques vibrations ont été observées en fin de combustion, dues à des phénomènes de résonance des circuits (« effet POGO »). Le système anti-POGO dont est muni l'étage n'avait, volontairement, pas été activé; la charge du lanceur avait été, durant cette période, soumise à des accélérations intenses afin de tester les performances du système anti-POGO. C'était deux fois moins que ce qui était considéré, pour les vols d'essai, comme un maximum (4 g). Mais lors des deux opérations suivantes, ces accélérations ne devront pas, prévoit le cahier des charges, excéder 1,5 g. Le système anti-POGO sera donc, cette fois, activé en fin de combustion de l'étage, ce qui, fait tomber ces accélérations à 1 g.

Pour mieux analyser ce phénomène, et éventuellement trouver une parade définitive, un capteur de vibrations a été déplacé et installé sur la conduite qui apporte le comburant (peroxyde d'azote) et qui, estiment les techniciens, est peut-être à l'origine des vibrations.

Des capteurs de température ont aussi été modifiés, ou ajoutés à la charge utile de la fusée; lors du premier vol, ceux qui étaient en place — pour mesurer les contraintes thermiques auxquelles seront soumis les satellites — avaient été en effet « saturés » par des jets de gaz chauds, sans doute un peu plus importants que prévu, produits par les rétrofusées qui freinent le second étage lors de sa séparation.

Une réutilisation du premier étage ? Pour ce qui concerne le premier étage, les deux changements apportés visent à permettre une première étude quant à la possibilité d'une réutilisation: contrairement à ce qui était prévu en décembre 1979, l'étage ne sera pas détruit. Les responsables du programme veulent pouvoir observer au radar sa trajectoire complète jusqu'à l'impact en mer, à environ 500 kilomètres de Kourou. Éventuellement, ils pensent envoyer une équipe observer sur place les débris, voire en récupérer.

Des études sont en effet en cours pour voir dans quelles conditions il serait intéressant de récupérer et de remettre en état le premier étage, avec pour objectif de faire baisser son coût d'environ 20 %. Si les premières indications se révèlent positives, estiment les responsables du programme, le premier étage pourrait, lors du cinquième vol, être pourvu de parachutes de récupération. Équipée pour la première fois d'une protection acoustique (qui sera peut-être, dans l'avenir, inutile, si l'on en croit les bonnes performances du premier tir), la charge utile se compose, cette fois, de deux satellites, 1 un satellite scientifique baptisé Firewell, et pesant 1100 kilos en orbite, et Oscar-9, petit satellite de 86 kilos en orbite, destiné aux communications entre radioamateurs. Oscar-9 a été réalisé par la branche allemande de l'organisation internationale de radioamateurs AMSAT.

Firewell a aussi été réalisé par la République fédérale d'Allemagne sous la responsabilité de l'Institut Max-Planck de Garching. Quelques jours après sa mise sur orbite, il larguera dans l'espace, à environ 55 000 kilomètres de la Terre, des plasmas (nuages de gaz ionisés) dont le comportement sera observé par

le satellite lui-même et par des stations fixes au sol ou en orbite, afin d'étudier la magnétosphère. Les scientifiques pensent que ces expériences pourraient perturber la magnétosphère (zone à l'intérieur de laquelle le vent solaire ne pénètre pas à cause du champ magnétique terrestre) au point de créer des aurores boréales.

Comme pour le premier tir, et comme pour les deux qui suivront, la charge utile comprendra aussi une capsule technologique destinée à mesurer de très nombreux paramètres pendant toute la phase de vol.

La deuxième campagne de tir a été sensiblement plus courte que la précédente, trente-cinq jours ouvrables au lieu de cinquante-quatre. Cette période de temps, qui commence avec l'arrivée du lanceur à Kourou et s'achève avec le tir, devrait pouvoir être encore raccourcie d'une demi-douzaine de jours. Pour les responsables du programme, les soucis commerciaux, et donc l'impératif de limiter les coûts, devraient bientôt prendre pas sur les problèmes techniques. C'est pourquoi ils attendent de ce second essai qu'il vienne confirmer tous les espoirs apportés par le premier.

XAVIER WEEGER.

(1) Un dossier complet sur la fusée Ariane a été publié dans le Monde du 13 décembre 1979.

Cinq mois après le tir réussi, malgré quelques alertes, du premier exemplaire de la fusée européenne Ariane, ses promoteurs vont devoir faire une nouvelle fois la preuve du bien-fondé de leurs choix techniques. Certes, il ne s'agit que d'un vol d'essai, et pour cette raison, le droit à l'échec est permis. En outre, comme cela avait été précisé dès l'origine du programme, deux essais sont prévus sur les quatre prévus — le troisième aura lieu fin octobre-début novembre et le quatrième au début de l'année prochaine — suffisent à qualifier Ariane pour ses vols opérationnels.

Malgré cela, un échec serait aujourd'hui psychologiquement mal venu, à une période où certains clients, inquiétés des retards successifs de la navette spatiale américaine sur laquelle ils ont retenu des vols, cherchent des solutions de repli. Certains songent aux lanceurs classiques américains dont la NASA doit relancer la production, tandis que d'autres s'apprêtent à réserver un créneau de lancement sur Ariane ou à transformer leurs options en commandes fermes.

Exception faite des besoins de l'Agence spatiale européenne et de ceux, nationaux, de certains de ses membres (satellites français de télécommunication, de télévision directe, d'observation des ressources terrestres, et allemand de télévision directe), seul

Une concurrence impitoyable

Le groupement international Intelsat, gestionnaire d'un réseau de télécommunications intercontinentales par satellites, a passé commande d'un lanceur Ariane au prix de 25,3 millions de dollars (conditions économiques de la mi-1977). Le lancement du satellite, un Intelsat-V, devait avoir lieu en décembre 1981 ou janvier 1982, la date de tir ayant été reportée de plus de six mois à la demande d'Intelsat.

A n'en pas douter, ce premier succès commercial constitue pour la société Arianeespace, chargée de commercialiser le lanceur européen, une formidable référence dans ses négociations avec des clients étrangers. Aujourd'hui, les industriels impliqués dans ce programme n'hésitent pas à déclarer qu'« il est réaliste de penser qu'un total, besoins européens compris, une quarantaine de lanceurs seront construits pendant la décennie 1980-1990 ». Mais il reste à transformer en commandes fermes ce marché potentiel encore en pointillé.

Des options en attente

C'est ainsi qu'Intelsat, outre sa première commande, a pris deux options sur la fusée européenne pour le lancement en avril et juillet 1982 de deux satellites de sa série Intelsat-V. Au cours de

sa prochaine réunion à Bogota (Colombie), le conseil des gouverneurs d'Intelsat devrait aborder la question de leur transformation en commandes fermes. Une décision pourrait être prise à ce sujet en juillet prochain, tandis qu'à l'automne, Intelsat, qui a également payé 100 000 dollars pour une réservation de créneau sur Ariane en décembre 1982, pourrait s'engager plus avant.

Ce sont donc quatre lanceurs que les Européens pourraient vendre à Intelsat pour une somme globale d'environ 133 millions de dollars. D'autre part, des discussions sont en cours pour réserver trois options supplémentaires sur des Ariane de seconde génération — plus puissantes — permettant la mise en orbite des satellites de télécommunications qui succéderont aux Intelsat-V.

Dans ces conditions, on conçoit parfaitement que les Européens soient quelque peu tendus à la veille de ce second tir, car ils souhaitent exploiter à fond l'avantage que leur donne les retards de la navette et bénéficier au mieux de l'effet d'entraînement indéniable qu'un gros contrat Intelsat pourrait avoir sur leurs ventes.

Les incertitudes de la situation américaine ont en effet conduit un certain nombre de clients à s'approcher des Européens. C'est ainsi que, moyennant

100 000 dollars chacune, les firmes américaines Western-Union R.C.A. et A.T.T. ont réservé des créneaux de lancement Ariane pour août 1982, octobre 1982 et juin 1983. De même, le consortium Arabat s'est-il fait inscrire pour un tir qui devrait avoir lieu au début de 1983. Enfin, des discussions informelles et des contacts divers ont été noués avec, notamment, d'autres groupements d'intérêt nord-américains — Geosat, G.T.S., un organisme canadien — et les autorités de l'Inde, de l'Indonésie, de la Suisse et de l'Australie.

La riposte de la NASA

Tout cela ne constitue pour le moment qu'un fragile château de cartes. Mais les espoirs des Européens sont intacts, comme en témoigne la fabrication de la première série de six lanceurs opérationnels (le Monde du 9-10 avril 1978). La commande de cinq autres est sur le point d'être conclue, et les discussions pour une nouvelle série de cinq ont été engagées. Déjà, l'on s'apprête à prendre les décisions sur les futurs lanceurs Ariane-2 et Ariane-3 — qui succéderont dès octobre 1982 au lanceur actuel (1). Le conseil de l'Agence spatiale européenne devrait d'ailleurs se prononcer à la fin du mois sur l'engagement des dépenses nécessaires — 408 millions de francs — à l'amélioration des performances de la fusée européenne.

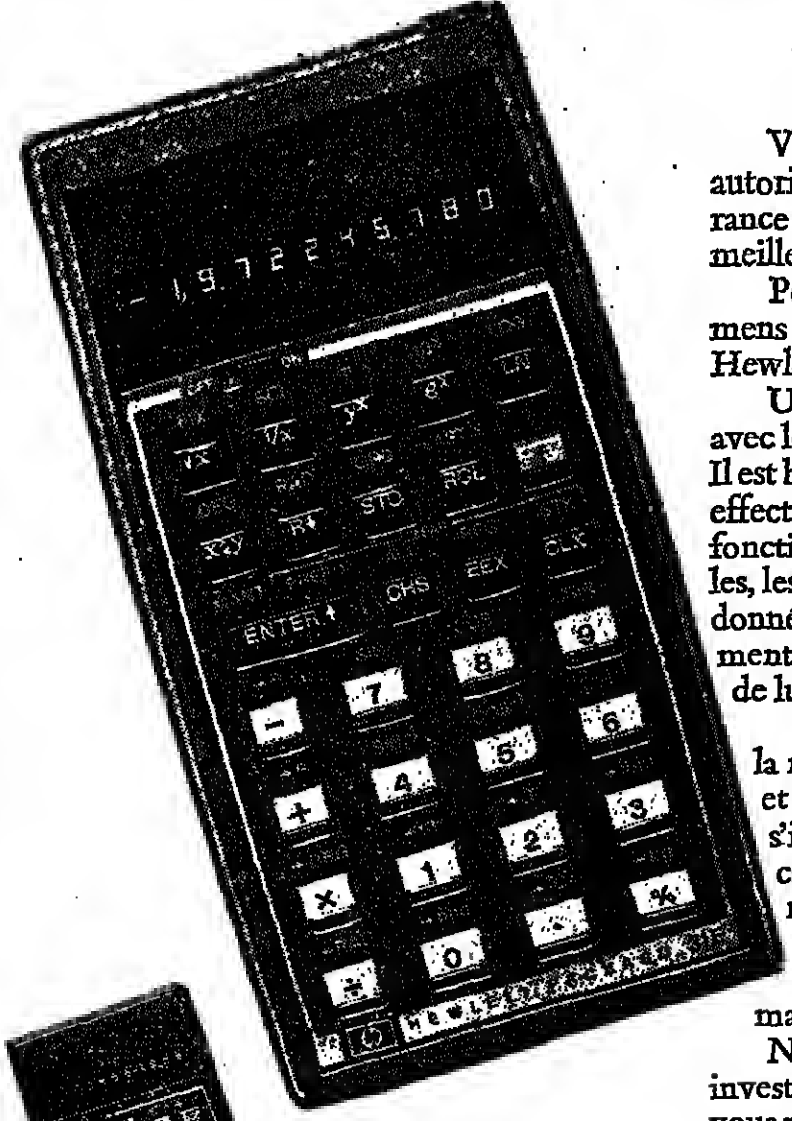
D'autre part, les industriels et notamment l'Aérospatiale, architecte industriel du programme, ont entamé une étude pour évaluer les modifications qu'il conviendrait d'apporter à l'outil de production pour passer d'une cadence de quatre à six lanceurs par an.

Cet optimisme relatif demande toutefois à être tempéré. Les problèmes rencontrés dans la mise au point de la navette ont amené les Américains à réagir, certains lancements programmés sur la navette — SBS-1 et 2 et RCA-D — ayant été reportés sur des lanceurs traditionnels. Dans son souci de ne pas laisser s'échapper la clientèle, la NASA a lancé une contre-offensive en passant à McDonnell Douglas un contrat de 70 millions de dollars pour le maintien de la production du lanceur Delta jusqu'en 1983-1984. D'autre part, elle a autorisé le développement d'un nouveau modèle de navette, le Space Shuttle Challenger, d'une version améliorée, le Delta-3920, qui permettrait la mise sur orbite de satellites plus lourds comme les Landsat-D pour l'observation des ressources terrestres et l'Ank-D canadien pour les télécommunications. Le premier vol de ce nouveau modèle pourrait avoir lieu au début de 1982. Nul doute que ces conditions que les promoteurs d'Ariane seront confrontés à une concurrence impitoyable pour la conquête de ce marché des lanceurs.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

Les clés du succès

Ouvrez toutes grandes les portes de la réussite...



Vous le savez les calculateurs de poche sont autorisés aux examens. C'est pour vous l'assurance d'un précieux gain de temps et d'une meilleure efficacité.

Pour être encore plus brillant aux examens et aux concours, utilisez un calculateur Hewlett-Packard série E.

Un calculateur HP n'a rien de commun avec les petites machines que vous connaissez. Il est beaucoup plus efficace: en un clin d'œil, il effectue, entre autres, les quatre opérations, les fonctions trigonométriques, les exponentielles, les conversions d'unités d'angle et de coordonnées rectangulaires/polaire. Il est également équipé de plusieurs mémoires et vérifie de lui-même son bon fonctionnement!

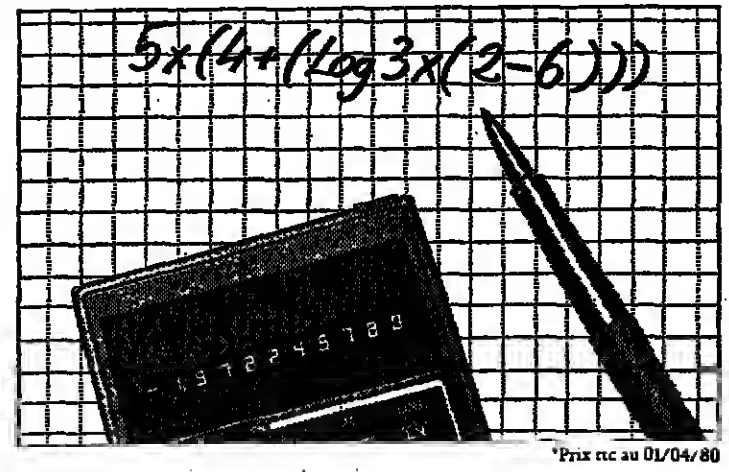
Il travaille selon la logique informatique, la notation polonaise inverse, qui simplifie et accélère les calculs. Une démonstration s'impose! Comme les ordinateurs HP, les calculateurs HP sont fiables et particulièrement résistants.

Dans la série E, il existe trois calculateurs scientifiques dont un est programmable (de 320 F à 615 F* maximum).

N'hésitez plus, faites dès maintenant cet investissement; votre calculateur HP série E vous permettra d'être plus sûr de vous, pendant

toute la durée de vos études et plus tard... dans votre vie professionnelle.

Venez vite chez votre distributeur HP et demandez-lui une démonstration des «clés du succès». Pour connaître l'adresse des distributeurs HP, contactez Hewlett-Packard, BP n°6-91401 Orsay Cedex. Tél.: 907.78.25



Atelier de poterie
« LE CRU ET LE CUIT »
accueil en groupe
les amateurs de 3 à 83 ans
5, RUE LACEPÈDE, PARIS-5
Téléphon. (le soir): 707-85-64

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Halles
75421 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
282 F 331 F 461 F 590 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
357 F 501 F 556 F 725 F

ÉTRANGERS
(par messagerie)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
234 F 296 F 333 F 429 F

IL - SUISSE - TUNISIE
282 F 356 F 423 F 540 F

Par voie aérienne
Taux sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse: déclarations ou préavis de 15 jours sont exigés; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir poliment de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

culture

FESTIVALS

A Cannes

« UN JOUR COMME UN AUTRE », de Mrinal Sen

Calcutta, un quartier pauvre, une maison vétuste dont le propriétaire ne cesse de surveiller les locataires. Une famille de sept personnes s'entasse dans deux pièces. Un soir, après ses heures de bureau, Chinnu, la fille aînée, ne rentre pas. La famille inquiète, la nuit tombe, les heures passent, l'attente se fait de plus en plus insupportable. Un jour comme un autre est l'œuvre de Mrinal Sen, réalisateur bengali, dont trois films ont été, depuis dix ans, présentés à la Quinzaine des réalisateurs. C'est un bon choix de festival.

A partir d'une ample histoire, d'une intrigue construite sur une absence inhabituelle, Mrinal Sen met à jour, d'une façon très critique, l'existence et le monde d'une petite bourgeoisie calcuttaise (le père est un employé de la retraite, l'une des filles poursuit ses études) cachant son chaos, ses contradictions, sous l'apparence d'une harmonie factice. Seule à traverser Chinnu est la gagnatrice de tous, et si l'on craint pour sa vie c'est que ce gagnain risque de le perdre. Sa

départition fait donc écho à tous les lieux-sémiotiques. Le cinéaste a peint à petites touches impressionnistes le décor et le milieu, puis explore (le découpage de ces scènes et le travail de la caméra sont remarquables) le logement exigu où se révèle les sentiments profonds de ces gens partagés entre le désespoir et le courage. Un jour comme un autre est une œuvre de dépendance et de responsabilité dans lequel est tenue Chinnu. La nuit bruyante de Calcutta surgit à plusieurs reprises, comme un gouffre, une visite à l'hôpital précède le conflit égoïste qui remue ce petit monde. La fin est étonnante. Chinnu revient au matin, en taxi. Personne ne lui pose de questions, de peur de regarder la réalité en face. Elle a fait un choix, elle a usé de sa liberté.

Un jour comme un autre dénonce, sans le moindre sentimentalisme, sans humanisme larmoyant, la condition faite à la femme dans cette classe sociale indienne dont l'ordre moral est le masque d'une insécurité fondamentale.

JACQUES SICLIER.

A Angoulême

Tous les démons de François Jeanneau

La Pandemonium de François Jeanneau vient de présenter, à Angoulême, son Desmodus Minor, qu'on pourra voir et entendre jusqu'au 22 mai à Paris (au T.E.P.). Une belle œuvre d'ensemble, nerveuse et puissante, même si la quinzaine à venir de l'Orchestre de chambre d'Angoulême, dirigée par Jacques Peil, s'y perdent parfois de trop de description. Une œuvre de genre : l'émotion surannée ou le très idéologique idylle du jazz et du classique. Bien. Un beau travail de François Jeanneau mal servi, une fois n'est pas coutume, par la sonorisation de ce joli théâtre à l'acoustique très sèche.

Qu'une ville, son école de musique et une association (Musique actuelle) s'entendent pour créer ensemble une œuvre inspirée par le jazz, ce n'est pas si fréquent. On peut mettre au crédit de François Jeanneau une autre qualité de son œuvre : d'avoir utilisé les talents, les rôles et les images propres de chaque musicien. De la voir évoluer sur scène : J.-P. Célès et J.-F. Jenny-Clark grimaçant en vamps lyriques ; Tadier en Dracula bretonnant ; Chastoups et Delaporte en inquiétants possédés ; Kalle Labèque en pré-raphaélites onanistes ; tandis que, bizarrement, Daniel Humel évoquerait plutôt la Panthère de Pégnot. Chacun y va — pas de jaloux — de son solo et d'initiales qui relancent le progrès de l'entreprise.

Malgré son accueil enthousiaste, Desmodus Minor laisse des regrets : qu'on ne soit pas allé plus loin dans la mise en scène, plus loin dans les musiques, plus loin dans l'écriture, que le dispositif scénique

se réduise à des trucs encombrants et que le projet théâtral se dilue dans trois gestes qui ne font plus que distraire de la musique. Quant à l'ironie du texte, affichée d'emblée, elle se perd souvent en saut ou en paraître à l'usage. Avec, pour finir, un couple maudit des chanteurs (Bernard Cella et Armande Altai, très remarquables), le duo des pianistes, Kalle Labèque en lecture et concertiste suisse, François Couturier en improvisateur inspiré, ne viennent pas à bout de cet inépuisable. Il est vrai que souvent les entrées du genre jouent de moyens autrement importants.

La même soir, sur la même scène, un homme faisait un triomphe de rock-star. Un homme seul et la mèche rebelle. Un homme qui boit aussi goulument qu'un croqueur de feu (mais il boit de l'eau) et dont l'exercice évoque celui des fongueurs. Albert Mangelsdorff, simplement prolongé de son trombone, a joué des balades qu'il expose, d'après le degré, accordé par accord (des accords en trombone) il toujours suivi par le rythme et la joie de l'improvisation. En quelques minutes et quelques airs, l'air de rien, Albert Mangelsdorff célébrait simplement l'acte sincère de jouer.

FRANCIS MARMANDE.

Musique dans le Vexin. — Bach, Mozart, Fuchel, Vivaldi, seront au programme d'un concert donné dimanche 25 mai, à 20 h. 30, dans une église rurale du XV^e siècle, à Neuville-Bosc, commune du Vexin à l'environnement intact, à mi-chemin entre Marly-le-Roi et Paris. Toutes les places à 25 francs. Téléphonez au (4) 432-76-34 ou 432-76-37.

Les fantômes de l'homme

(Suite de la première page.)

Séduits par les trépidations du train, Marcello Mastroianni (l'alter ego de Fellini) ommole. Devant lui une belle femme plantureuse qui l'engage à le suivre jusqu'au W.C. Le train s'arrête en pleine campagne. La femme s'écroule dans les bras de son homme et se blottit dans un hôtel où se tient un congrès féministe. Seul homme de l'assemblée, il se cache, regarde, écoute, il n'a pas fin d'en voir et d'en entendre.

A cette première étape bien d'autres, en effet, succéderont, bien d'autres hautes dans des lieux mystérieux, pleins ou vides : une patinoire, une cave où s'affaire une sorte d'ogresse sexuelle, le village d'un homme qui fête sa dixième année, une route en forêt, un bordel, une fête foraine, une église enfin au-dessus de laquelle flotte une immense poupée gonflable, archétype pour Mastroianni de la femme idéale, de celle qu'il a toujours voulu atteindre, et que, cette fois encore, il n'atteindra pas.

Tel est l'argument, simple présenté, en son dessein, simple dans lequel Fellini brode ses arabesques fantasmagoriques, ce qu'il a appelé « un bavardage masturbatoire, confus, contradictoire et libérateur ».

Contre-tendances à éviter : croire que la Cité des femmes est un film sur les femmes, alors que c'est un film sur un homme, sur la vision subjective que cet homme vieillissant, mais demeure infatigable et naïf, a du monde féminin. Violon nourri de désirs insoufflés, de secrets refoulés, d'humiliations et d'angoisses. Miroir où se reflète un univers énigmatique et le visage de cette femme multiple, kaléidoscopique, tour à tour

révélée comme une madone, une mère, une épouse, une putain, une proie et un bourreau, que le voyageur porte en lui.

Parler de féminisme ou d'antiféminisme à propos de la Cité des femmes est donc une erreur. « Il n'y a rien à comprendre dans mon film », m'a cessé de répéter Fellini, voulant dire par là que son œuvre est alluée à l'écart de tout débat didactique ou polémique. Dans la séquence du « congrès » (la seule qui puisse être soumise à une « mécanique », les éloges « castration, masturbation », les mots d'ordre « la ménopausée est une invention de l'homme », les discours qu'on entend ne sont que l'expression cartésienne d'un pouvoir féminin que le pauvre Mastroianni a toujours redouté. C'est au cœur de la virilité que Fellini réserve ses traits les plus féroces. Le musée phallique qu'habite Sanio Cazzone, le super-Don Juan, l'hyper-Cesariova, est un lieu ténébreux, absurde et dérisoire où le séducteur conserve l'enregistrement des soupirs qu'il a arrachés à ses maîtresses. Or chaque objet rappelle son sexe triomphant — un « enl » au double sens du terme.

Un mythe insaisissable

En fait, beaucoup plus que « machiste », ce film, fondé sur les mythes d'un mythe insaisissable, sur une « différence » que l'homme (le mâle) est incapable d'assumer, est un film mesochiste. La femme n'est ni l'avenir ni le passé de l'homme. Par la faute de celui-ci, elle est irrémédiablement « ailleurs ». Pourquoi nos réticences ? Parce que Fellini, qui a toujours été un impénitent bavard, cède ici à la logorrhée. S'enlissant de ses propres trouvailles, trop gâté peut-être par l'argent et les moyens mis à sa disposition, il enlève des trésors sous un enroulement d'images qui finissent par étouffer le récit.

Chaque plan est admirable, mais il y a dans de nombreuses séquences (celles de la fête chez Cesariova, particulièrement) des redites à une absence de rythme dont se lasse le spectateur le plus indulgent. La photographie exprime à la perfection le caractère nocturne, irrationnel, du film. Les décors sont impressionnants et, à l'exception d'Anna Prunel (excellente dans le rôle « réaliste » de l'hôpital, celui de l'épouse de Mastroianni), les créatures féminines conformes au canon de l'acteur, c'est-à-dire callipyges et fortement masculins.

Avant rendez-vous avec Fellini est toujours un événement. Les rendez-vous de cette année n'a pas entièrement comblé nos espérances. Mais nous ne pouvons pas : avec tous ses défauts, la Cité des femmes reste un sacré morceau de cinéma.

JEAN DE BARONCELLI.

A Nancy

La mort complice

À Nancy, nous avons vu danser la mort en toupies et volants. Nous avons connu son visage étiré, son regard étranger et la douceur de son sourire.

La cérémonie a lieu salle Poiré, un jour théâtre dont les moultures tarabiscotées sont incrustées de poussière, qui est ornée de lustres kitsch et d'un vitrail au plafond. Un orgue silencieux tient le fond de la scène, une musique enregistrée par des compositeurs : une liturgie de Bach. Au premier rang d'orchestre, entre les têtes des spectateurs, se dresse lentement un buste d'homme en robe bleue décapotée des bras très minces et surmonté d'une capeline large comme un portailier. Par mouvement imperceptible, le buste se saisit du corps fantomatique. On croit la voir insufler dans chaque cellule de chair une respiration particulière, on croit voir se déployer et trembler une plante aquatique.

Ainsi apparaît Kazuo Oono, danseur japonais né en 1906, dans un spectacle qu'il appelle « Images de la danse ». L'aspect étonnant de sa danse n'est pas en elle, ne cherche pas à l'incarner, il la raconte, il transcrit avec son corps de soixante-quinze ans l'histoire d'un amour qui ne l'a jamais quitté. Ses gestes sont menus, d'une grâce précieuse, à peine indiqués, au bord du trébuchement. Ils sont animés de vibrations intimes, s'empilent en courbes, dessinent des attitudes en déséquilibre. Les déplacements suivent ceux des rythmes irréguliers. On croit voir un oiseau qui se laisse porter par le vent, le voir tracer des signes inconnus cependant lisibles, un message brisé et scintillant, l'histoire même de la vie et sa complicité avec la mort.

Succèsivement vêtus de mousseline, de robes castillanes, d'une sorte de soutane trop vaste retenue sur le côté par une large boucle en trépan, d'un fourreau blanc ou corse de paillard ou bien nu à l'exception d'un caleçon noir, coiffés d'une plume blanche ou rouge, chaussés de mousselines, Kazuo Oono sur le plateau sans décors dans le silence et ses pas appellent la musique : la voix de Maria Callas, des langages, du masqué joué en direct au hasard, le jeu d'un japonais en smoking. C'est hallucinant, toutes les notions habituelles sont bouleversées. Homme-femme, être humain, être animal, être végétal, fragile, Kazuo Oono porte dans sa frêle personne la

noblesse indestructible, l'immensité du monde des représentations, il est le théâtre qui révèle l'énormité des émotions, qui domine et manipule le temps.

Kazuo Oono semble avoir trouvé les sources de la nature, les bases d'une technique très élaborée qui a fait école. Min Tanaka entre autres (que l'on a vu déjà au Festival d'automne) en a hérité et l'a transformée. Il danse totalement en nu, ses traits sont estompés comme s'ils avaient couverts son visage d'un brouillard, ses yeux semblent fermés. Son dos est légèrement arqué en arrière, ses bras comme flottant dans un liquide lourd. Lui aussi a des gestes menus au bord du trébuchement et qui s'empilent, mais sans rien de fragile. Il se love, rampe sur le sol dans l'attitude d'un justus, se lève, se penche, drape, crée de limon en train de naître sous l'effet d'une énergie intérieure puis-sante qui mène à la danse. Il continue au-delà de la résistance humaine à l'épuisement. Il semble vouloir vaincre quelque chose, se vaincre lui-même.

À Nancy, il a dansé dans un parage austère dont le décor n'est qu'une idée de violence froide. En revanche, la batterie de Mildred Graves, fait ressortir sans nuances une colère sauvage. Tous jours avec Mildred Graves, Min Tanaka est au Palais, un tout autre décor, les 20 et 21 mai.

COLETTE GODARD.

M. Lew Bogdan, le directeur du Festival mondial du théâtre de Nancy depuis dix ans, un communiste, le manque de moyens financiers accordés à cette manifestation, la quinzaine du genre, selon lui, sera la dernière. Il des « réductions » pour la survie ne sont pas rapidement imaginées. « Aux dirigeants des collectivités publiques de prendre leurs responsabilités », écrit notamment Bogdan en donnant des précisions sur la réduction progressive des subventions, compte tenu de l'augmentation des charges. Ces aides provenant de la ville aussi bien que du ministère de la culture et de la communication et du conseil général n'ont pas sensiblement varié depuis cinq ans. M. Lew Bogdan, citant en exemple l'effort particulier de la municipalité d'Avignon et du département du Vaucluse, appelle « à la conscience politique » et à « droit du Festival à une existence adulte ».

Grève nationale le 22 mai à l'appel de la Fédération du spectacle C.G.T.

Pour la défense de l'emploi et des avantages sociaux

La Fédération nationale des syndicats du spectacle, de l'audiovisuel et de l'action culturelle C.G.T. appelle à une grève nationale de vingt-quatre heures, jeudi 22 mai. Un rassemblement aura lieu à Paris, place de l'Opéra, à 14 h. 30. D'autres manifestations sont prévues à Lyon, à Marseille et à Toulouse. L'arrêt des activités culturelles des théâtres nationaux (compagnies du répertoire) sera sans doute maintenu à l'Opéra de Paris, les maisons de la

culture, les centres dramatiques, le secteur socio-culturel, des salles de cinéma, les quatre sociétés nationales de radiotélévision (ITF, Antenne 2, FR 3, Radio-France), Télédiffusion de France et la Société française de production. La C.G.T. entend lutter contre « le bradage des activités culturelles », contre « la dégradation des salaires et des conditions de travail », pour « la défense des acquis sociaux » et « le plein emploi ».

La dernière grève nationale lancée par la Fédération du spectacle C.G.T. — et la deuxième dans son histoire — remonte à 8 avril 1974. Quatre ans plus tard, à la fin de l'année 1978, les syndicats représentatifs des différentes activités culturelles tentent de susciter un nouveau mouvement qui doit être, disent-ils, « la rampe de lancement d'une campagne d'urgence intersectorielle ». Ils estiment que les combats menés à la S.F.P. et à la S.N.P. de Genevilliers, qui se sont terminés l'un par le maintien de la société, l'autre par un « compromis acceptable », montrent la voie. Ils prouvent aussi, selon M. René Jannelle, secrétaire général de la Fédération, que celle-ci n'est pas « contre toutes les restructurations, à condition qu'elles ne se fassent pas sur le dos des travailleurs concernés ». Or, la situation des entreprises culturelles fait peser actuellement sur ces travailleurs une double menace, qui concerne, d'une part, la garantie de leur emploi, d'autre part, celle de leurs avantages sociaux.

Il y avait en 1978 environ trente mille artistes interprètes. Ils étaient encore onze mille six cent cinquante en 1979. Ils sont huit mille six cent cinquante-trois aujourd'hui. La même évolution est perceptible dans les autres professions du spectacle. Par exemple, les techniciens constructeurs de décors scéniques sont passés en quelques années de plusieurs milliers à quatre cents. Cette régression constante de l'effectif continue. En deux ans, près de mille emplois ont été supprimés dans les théâtres à Paris, aussi bien pour les personnels artistiques que pour les personnels techniques. Le Concert Mayol, le Casino de Paris, le Théâtre moderne, le Théâtre de Paris ont fermé leurs portes. Le Châtelet est en travaux. D'autres, Hébertot, l'Atelier, le 347 — sont en sursis. Même des théâtres nationaux — le TNP, Châtelet — sont en péril. La maison de la culture de Nanterre sera fin juin en cessation de paiement, si le ministère ne débouche pas sa subvention ; celles de Créteil et de Nanterre sont en difficulté. A l'heure où la Fédération du spectacle vient de poser son bilan, après le refus de la municipalité de maintenir son concours financier. Les autres secteurs, de la S.F.P. aux industries cinématographiques, sont également touchés. « Accepter cette politique, affirme la C.G.T., c'est laisser reculer la quasi-totalité de nos activités et disparaître celles qui ne sont ni rentables ni de prestige ».

Mais l'emploi n'est pas seul en cause. Le statut des travailleurs du spectacle l'est aussi. Car, de plus en plus, les sociétés de production tendent à recourir à des « occasionnels », soit pour suppléer des permanents (à Radio-France, il y a sept cents occa-

sionnels, hors convention, contre deux mille deux cents permanents), soit pour remplacer des « intermittents ». Les intermittents, en effet, ne sont pas des occasionnels. Travailleurs au cachet, ils ont reçu certains avantages, en matière de congés, indemnités de chômage, formation professionnelle, abatement fiscal, notamment, qui tiennent compte de la spécificité de leur profession et qui ne sont pas reconnus aux occasionnels. Ces intermittents représentent la moitié des adhérents de la Fédération du spectacle (celle-ci rassemblait, selon M. Jannelle, outre quinze mille et vingt mille syndiqués sur un total d'environ cinquante mille professionnels). La crise aidant, chez les artistes-interprètes par exemple, où le taux de chômage est évalué à 80 %, chacun d'eux travaille en moyenne un jour sur cinq. Sur 4 664 acteurs et actrices (théâtre, cinéma, télévision), moins de 100 sont des permanents.

Déjà, les sociétés de production s'adressent souvent à des intermittents, ceux-ci, dépendant des sociétés d'interim et non plus directement des maisons de production, ne bénéficient plus des mêmes droits. Ils subissent le régime général des occasionnels. On cite, à la Fédération du spectacle, le cas de Télé-emploi, filiale de Télé-Europe. Les autres centrales syndicales n'ont pas lancé de mot d'ordre, laissant libres leurs adhérents d'associer ou non à celui de la C.G.T. — T. F.

THÉÂTRE

« L'AIDE-MÉMOIRE » au Saint-Georges

Le jeu de la séduction

Un matin, un homme jeune, bien installé dans la vie et dans son studio de luxe, voit arriver chez lui une jeune femme aussi jolie que mystérieuse. Elle lui demande aide. D'abord, il veut la forcer à s'en aller, puis il la retient car il l'aime. Enfin, il lui abandonne sa demeure et c'est lui qui part. La pièce est une suite de scènes sans action, jeux de l'amour et du mensonge, jeux de la vérité et de la séduction.

Jean-Claude Carrière raconte que l'idée lui est venue grâce à un petit chat qui est entré chez lui, a fait le tour de son appartement, a réclamé à manger, a dormi, a refusé de s'en aller et un jour a disparu, le laissant très seul. Quoi qu'il en soit avec un chat complice.

Donné aux arts depuis que Delphine Seyrig et Henri Garcin ont fait triompher l'Aide-Mémoire. A ce moment-là, la question d'être ou non installé, intégré au système, prenait une certaine acuité, et les héros de la pièce un certain symbolisme. Aujourd'hui le problème ne se pose plus dans les mêmes termes. Les deux personnages, charmants, très fragiles, sont aussi perdus l'un que l'autre. Ils n'ont pas d'identité, ne sont d'aucun temps et de tous les temps. Aussi bien, ils peuvent valent vivre leur aventure dans

une garconnière 1900, n'importe où. A la création, Henri Garcin représentait le bourgeois vieillissant qui cherche à rattrapper la vraie vie. Delphine Seyrig, évanouissante, mystérieuse, étrangère, venue d'une autre planète, insolite, inquiétante, séduisante, fait penser à une créature née de rêves frustrés. Aujourd'hui, Caroline Cellier est beaucoup plus terre à terre, est au pied de la lettre une fille qui se méfie, qui méprise assez les hommes pour en profiter sans trop de scrupules et sans rien donner d'autre que le minimum, et puis se trouve dépassée par un jeu pour lequel elle n'est pas armée. André Dussolier donne à son personnage la lassitude amère du réel. Le résultat est moins brillant, plus hésitant, une soirée agréable pour l'été.

A la rentrée, le nouveau directeur du Saint-Georges, Félix Ascat, a des projets plus ambitieux : un vitrail mis en scène par Raphaël Wollgarten, une pièce de Thomas Bernhard avec Guy Trepan et Eléonore Hiri, des concerts, des 18 h. 30 poétiques et en chanson pour tabilliser les frais de fonctionnement de sa salle. Il fait un pari — qui doit réussir — sur la qualité.

* Saint-Georges, 20 h. 30.

Le prix d'entrée dans les musées de la Ville de Paris va être relevé de 3 francs. Ainsi, le droit d'accès au Musée d'Art moderne, au Petit Palais, au Musée Carnavalet et au Musée de la mode et du costume passe de 6 francs à 9 francs. Pour les années Balzac, Nourissier, Cernuschi, Cognac, Vieux-Rago et la Rotonde de la Ville, le droit d'accès de 4 francs est ramené à 7 francs.

* Voir les actualités.

ما في في

SPECTACLES

A Nancy
La mort complice

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 20 mai

théâtres

NOUVEAUX SPECTACLES

Potinière (261-44-10), 21 h :
Maison rouge.
Croc' Diamants (272-20-06),
22 h : Héroïsmes mon
humour.
L'Etrange (242-71-10), 22 h :
R. Boudet.
Le Point-Virgule (278-07-03),
22 h 45 : Raymond.
Boulogne, T.S.B. (203-60-44),
20 h 30 : la Marchande de
Venise.
Blancourt, Maison pour tous
(262-82-81), 20 h 30 : Arturo
U.
L. Herrens, Centre culturel
(285-09-11), 20 h 30 : la Fête
en plein air.

Les salles subventionnées

Opéra (742-97-50), 18 h 30 :
G.R.T.O.P.
Comédie-Française (259-18-20),
20 h 30 : la Mouette.
Chaillet (727-81-15), 18 h :
Aperçu-concert ; 20 h 30 : le Grand Magic
Circus ; 22 h 30 : le Grand Magic
Circus ; 24 h 30 : le Grand Magic
Circus.
Odeon (235-70-32), 20 h 30 : Du côté
des Dieux.
T.E.P. (797-06-08), 20 h 30 : Odets
Brecht.
Théâtre de la Ville (297-54-42),
18 h 30 : Danes de l'Inde ;
20 h 30 : Philobus Dance Théâtre.

Les autres salles

Aire libre (222-70-75), 20 h 30 :
Défense à deux ; 22 h : Amélie.
Arta-Hébertot (287-23-23), 20 h 30 :
la Pie du bosu.
Carrouxier, Théâtre de la Tempête
(238-36-30), 20 h 30 : les Dernières
Heures de Babylone ; 22 h 30 :
1955-1957, 20 h 30 : Rite Apo-
daca ; 22 h 30 : Rite Apo-
daca ; 24 h 30 : Rite Apo-
daca.
Cité internationale, Galerie, 20 h 30 :
la Mandragore.
Comédie des Champs-Élysées
(723-37-21), 20 h 45 : Jules Jön.
Daunou (203-60-14), 21 h : l'Homme,
la Bête et la Vertu.
Daunou (584-72-00), 20 h 30 : Victor
s'en mêle.
Edmond-VIII (742-57-49), 21 h : le
Pigeon.
Essalon (278-46-32), 20 h 30 : Joker
Ledy.
Fontaine (874-74-00), 21 h : la Sisar.
Galté-Montparnasse (322-18-18),
22 h : Le Père Noël est une
ordure.
Galerie II (326-83-51), 21 h : Une
maisonnette, un mort honnête.
Gymnase (249-79-79), 20 h 30 :
l'Atelier.
Huchette (326-38-99), 20 h 30 : la
Cantatrice chauve ; la Leçon.
Il Teatrino (322-29-52), 21 h : les
Dialogues putanesques.
Le Breyter (274-70-01), 21 h : Un
roi qu'a des malheurs.
Lucernaire (544-57-34), Théâtre noir,
18 h 30 : les Incantations ; 20 h 30 :
Jules Jön ; 22 h 30 : Arthologie ;
Théâtre rouge, 18 h 30 : Idée fixe ;
20 h 30 : Mort d'un oiseau de
proie ; 22 h 30 : les Vagabonds
de Lillith ; 24 h 30 : Parions
français.
Marie-Stuart (508-17-80), 20 h 30 :
Haute surveillance ; 22 h 30 : Rue
du Cirque-Romain (dernière).
Marigny (225-20-74), 21 h : l'Assa-
nathurais (265-09-00), 20 h 45 :
Gruppi, quand le théâtre rencontre
le cinéma.
Michel (245-35-02), 21 h 15 : Deux
sur canapé.

SALLE GAVEAU

Mercredi 28 mai, à 21 h.

CHOEUR D'ENFANTS DE PARIS

direction : Roger DE MAGNÉE
Musique chorale contemporaine
Centres de : Dehuzey, Marillon, Kokonow, Miklos Rosca
Hindemith, Kodaly, Panofsky.
Prix unique des places : 40 F - Réductions : 30 F.

LES 2 MEILLEURES SOIRÉES DE PARIS

NOUVELLE SUPER-REVUE
"Allez Lido"
WATUJI
MOULIN ROUGE
20 h 30 Dîner dansant
1/2 Champ, dîner sugg. revue
255 F
22 h 30/0 h 30 LA REVUE
170 F
NORMANDIE, 170 F, CHAMPS-ÉLYSÉES
543 11 61 agences

20 h Dîner champ revue
255 F
22 h CHAMP REVUE
0 h 2: SPECTACLE 170 F
PLACE BLANCHE
608 00 77 76 02 et agences

Théâtre de Dix-Heures (206-07-45),
20 h 30 : Z. Bando ; 21 h 30 : le
Retour de Frankenstein ; 22 h 30 :
Otto Wasmay.
Théâtre des Quatre-Cents-Corps
(222-38-00), 20 h 30 : la Fête des
Métiers du monde ; 21 h 30 : Pas-
sant l'été ; 22 h 30 : Didier
Famille.
Vieux-Garçon (707-50-55), 20 h 30 :
Rusai ; 22 h 30 : Une cocotte
allemande ; 24 h 30 :
L. Dhour ; 22 h 30 : Carmela.

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45),
21 h : Sans le mot et con, mon-
sieur, le dialogue n'est plus pos-
sible.
Deux-Ans (206-10-28), 21 h :
Pérola. Ana.

Le music-hall

Bolingo (222-74-94), 30 h 45 : Peco
Touss.
Centre d'art estival (228-07-82),
18 h 30 : M. Pavanne.
Comédia (742-43-41),
21 h : Los Machucambos ; les
Pachacamac.
Forum des Halles (297-53-47),
18 h 30 : Annick Nossat ; 20 h 30 :
20 h 30 : Annick Nossat ; 20 h 30 :
Galté-Montparnasse (322-18-10),
20 h : Geneviève Paris et Michel
Bivard.
Galté-Montparnasse (322-18-10),
21 h : Charles
Assaouir.
Porte-Saint-Martin (297-37-53),
21 h : le Grand Orchestre du
Splendid.

La danse

Espace Mécène (271-10-10), 18 h 30 :
Séverine Boisson.
Théâtre Saint-Médard (331-44-84),
18 h 30 : Mémoire en blanc ; 21 h :
Complicité.
Hôtel Saint-Alger (277-35-76),
21 h : Compagnie Alberte Rey-
nolds.
Palais (246-10-87), 20 h 30 : Tanaka
Min.

Les concerts

Théâtre des Champs-Élysées,
20 h 30 : Orchestre national de
France, dir. N. Marriner, sol.
I. Stern (Saint-Saëns, Bartok,
Strauss, Mendelssohn).
Rastbach, 20 h 30 : E. Fischer
(Beethoven).
Lacour, 20 h 30 : J.-F. Lalanne ;
21 h : P. Duvet, M. André (negro
spirituals, Gottschalk, Brinow).
Salle Gaveau, 21 h : Ensemble
Orchestral de Paris, dir. P. En-
fermont (Haydn, Mozart, Saint-
Saëns, Ravel).
Salle Cortot, 21 h : M. Lierry-
Parrot, C. Pages (Bach, Beethoven,
Bartok...)
Radio-France, studio 105, 17 h 30 :
Schubert (Grieg).
Salle Wagram, 21 h : Concert
Amnestei International (Liszt,
Schubert, Grieg).
Cité internationale des arts, 21 h :
M. Quesada, F. Bonarullo, G. Si-
monet (Mozart, Liszt...)
American Center, 21 h : The Wall
Street Brass Quintet (Bach, De-
bussy...)
Kiss Saint-Séverin, 21 h : Orches-
tre F. Knecht (Haydn).
Kiss, américaine, 20 h 30 :
St. Schuman, piano (Bach, Chopin,
Gershwin...).

Jazz, pop, rock, folk

Bacalan (700-30-12), 19 h : Match-
box.
Caveau de la République (278-44-45),
21 h 30 : Zamin, Dany Doris
Sinet.
Chapelle des Lombards (236-65-11),
20 h 30 : N. Miesau, C. Carlin-
lony, Y. Emerie, C. Roux ; 22 h 45 :
Salsa musicale.
Dreher (233-48-44), 21 h 30 : Lon-
dina Fargues.
Dunols (584-72-00), 20 h 30 :
A. Joazeux, J. Mac Phoe.
Félic-Journé (326-29-59), 21 h 30 :
Sugar Blue.
Félic-Journé (326-29-59), 23 h :
M. Thomas, P. Galva, P.-Y. Goria.
Soy Club (233-89-30), 21 h 30 :
C. Luter.

FESTIVAL DE SAINT-DENIS

Basilique illuminée — mardi 3 et jeudi 5 juin à 20 h 30

BACH - PASSION SELON ST-JEAN

La Grande Ecurie et la Chambre du Roy — Ensemble Vocal
J. Bridier - K. Equiluz - P. Esswood - M. Hill - dir. J.C. MALGOIRE
location TGP 243.00.99 et 3 Fnac

PIANO *** THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

DRESDEN STAATSKAPPELLE

SANDERLING - BLOMSTEDT

POLLINI

16 et 17 juin : SCHUMANN-STRAUSS, 19 et 20 juin : BRAHMS
Location : Théâtre et Agences

PIANO *** THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

PERAHIA

Mardi 27 mai à 20 h 30 - BEETHOVEN - SCHUMANN - CHOPIN - BARTOK
Location : Théâtre et Agences

CAROLINE

CELLIER

ANDRÉ

DUSSOLLIER

L'AIDE-MÉMOIRE

Comédie de Jean-Claude CARRIÈRE

THÉÂTRE ST-GEORGES 51, rue Saint-Georges (9°)

878-63-47 LOCATION : Théâtre et Agences

Musique THÉÂTRE DE LA VILLE

18 h 30

une heure sans entracte 18 F 50

du 27 au 31 mai

barbara hendricks

au piano

Lawrence Skrobaes

Bellini - Rossini - Barber

Yves - Copland - Negro Spirituals

2, place du Châtelet

tél. 274.11.24

maison des arts de créteil

mercredi 21 mai 20h30

ORCHESTRE NATIONAL

"Cycle Isaac Stern"

dir. Neville Marriner

réservation 899.94.50

métro Créteil Préfecture

ORCHESTRE DE PARIS

Directeur Daniel BARENBOIM

CONCOURS

pour le RECRUTEMENT de

1 violoncelle-sole (co-soliste)

épreuve : le 11 juin 1980

Renseignements et inscriptions :

ORCHESTRE DE PARIS

Service du Personnel

C.I.F. 80 4

75833 PARIS CEDEX 17

Tél. : 758-27-35 et 758-27-36

ARTS-HEBERTOT

337.23.23

LAURENT TERZIEFF

le Pic de Bofo

MROZEK

"Meilleur mise en scène"

PRIX DOMINIQUE 1980

"Léger et subtil comme du champagne"

Laurent Terzieff : grande présence

théâtrale (Nouvel Observateur)

"Renaissance du théâtre" (Le Monde)

"A VOIR ABSOLUMENT D'URGENCE!"

(Le Figaro)

"Je vous soumette très vite"

un spectacle original, riche, fin"

(Le Canard enchaîné)

30 REPRESENTATIONS

NANTERRE AMANDIERS

BE RENICE

mise en scène antoine vitez

Loc. 72.78.81 Fnac Group Agences

CALENDRIER

DES ADMINISTRATEURS

DE CONCERTS

Salle Pleyel

ST-SEVERIN

TOUS LES MARDIS

à 21 heures

(Warner)

Salon Parisienne 1980

ORCHESTRE

KUENTZ

20 mai : NAYDN

27 : ANNEE PATRIMOINE I

CONCERTS LAMOUREUX

MUSIQUE

A VOTRE HEURE

le 22 mai

LISZT

par MICHAEL

RUDY

20 mai

18 heures

et 18 h 30

(P.A. Valsaitte)

QUEFFELEG

le 6 juin

BEETHOVEN

par BRIGITTE

ENGERER

RECITAL

de la PIANISTE

MARIA-JOSÉ

MORAIS

SCARLATTI, CHOPIN,

MESSIAEN, SCHUBERT,

CLAUDIO CARNEIRO

Recital de chant

H. A. N. A

SCHAEF

F. TILLARD

Musique au Séphar

ORFEO

MONTEVERDI

CHOEUR DE L'UNIVERSITE

DE CONSTANCE

Dir. : Peter BAUER

Recital de piano

W. A. L. I. U

AKL

SCHUMANN - RACHMANINOV

GEORGE - LISZT

Werner

Salles PLEYEL

Mercredi 28 mai

à 21 heures

(Kiesgen)

Salles GAVEAU

Jeudi 29 mai

à 20 h 30

(P.A. Kiesgen)

LE RANGLAH

5, rue

des Vignes-8

Mardi 20

Jeudi 23 mai

à 20 h 30

(Werner)

Salles CONTUT

Vendredi 30 mai

à 21 heures

Invitations

à la Salle

(P.A. Kiesgen)

THÉÂTRE

des CHAMPS-

ÉLYSÉES

Jeudi 27 mai

à 20 h 30

(Valsaitte)

Salles PLEYEL

Mardi 3 juin

à 20 h 30

(P.A. Valsaitte)

Salles GAVEAU

Mardi 3 juin

à 21 heures

(P.A. Kiesgen)

IRCAM et ensemble intercontemporain

saison 1980/81

40 concerts

3 séries d'ateliers

56 compositeurs

Stravinsky

par Boulez

abonnements

brochure sur demande:

EIC 9, rue de l'Échelle

75001 Paris tél. 260.94.27

M

adresse

CARRÉ SLYVA-MONFORT

MERCREDIS MUSICAUX

d'Odile RIVOAL

"Petits enfants et grande musique"

Mercredi 21 mai, à 14 h. 30

Orchestre de Jeunes

d'Alfred LOEWENGUTH

Renseignements et réservations :

JANINE GUILLAUME

100, r. Brancion, 75015 PARIS

533-66-70.

Enfants : 5 F - Adultes : 12 F

CONCERTS

Radio France

CYCLE ISAAC STERN

Théâtre des CHAMPS-ÉLYSÉES

Mercredi 20 mai

à 20 h 30

MAISON

des ARTS

CRETEIL

Mercredi

21 mai

à 20 h 30

Orchestre National

SPECTACLES POUR ENFANTS

LE FAUCON ANGOISSÉ

LA VOIE ÉTOILÉE

MICHEL FIDORE

LE VIDE

MERCREDI

THE BUDDY HOLLY STORY

... ET LE RESTE
C'EST LE
ROCK N'ROLL



La Chine élue au Pe* Club.
La Chine a été élue membre
du Pe* Club International
à l'assemblée générale de
l'association qui vient d'avoir
lieu à Bled (Yougoslavie).
Le Pe* Club groupe les écri-
vains de plus de quatre-vingts
pays et comprend la plupart des
écrivains communistes à l'exception
de l'U.R.S.S. L'assemblée exami-
ne la situation des écrivains
dans le monde, les problèmes de
traduction à partir de langues
secondaires et divers program-
mes de la langue russe. Les ré-
solutions ont été votées en fa-
veur d'écrivains emprisonnés dans
divers pays.

● Antenne 2 diffuse à partir de ce mardi 20 mai, et trois soirs de suite au cours du journal de 30 heures, une enquête sur le trafic du sang dans le monde. Découpé en trois volets de dix minutes chacun, ce dossier fera état de la contrebande du sang, notamment au Brésil, avec des images du ciuêaaate Sergio Resende, et dans certains pays développés comme l'Antriche. Enfin, la situation française, plus claire et mieux réglementée, fait l'objet de la dernière séquence.

● **Radio C.G.T.** 33 a recommencé d'émettre à Bordeaux le lundi 19 mai, et annonce une série de programmes égaux sur une semaine. Cette radio, qui avait déjà fonctionné en novembre 1973, émet en modulation de fréquence depuis la bourse du travail de la ville.

se compagne récoltant quand même 300 000 « balles », j'ai fait de consécration pour la blonde Mariann Simonneau, qui e pourtant fait le boulot le plus ingrat. Tout à sa nonchalance promise, elle se laisse aller à l'effort, Borg F. laissée, en effet, à aller dans son coup droit contre une Chris Evert souveraine.

A chaque pause, on guettait sans en avoir l'air, en vrais midnettes, les quelques mots échangés entre ces couples célèbres, leurs sourires, leurs expressions, leurs regards, tendres côté amour, froids côté sport, et les angles.

Tout en proclamant bien haut, en vrais aficionados, le ridicule de pareilles exhibitions où les mondanités le disputent au sport.

CLAUDE SARRAUTE.

MERCREDI 21 MAI

— **M. Gaston Defferre**, député (S.) des Bouches-du-Rhône, maire de Marseille, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, est l'invité de l'émission « Cœur et de R.M.C. » à 19 h.

— **M. François Mitterrand**, premier secrétaire du P.S., participe à l'émission « Face au public » de France-Inter, à 19 h. 10.

[illegible]

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	57,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,48
IMMOBILIER	39,00	45,88
AUTOMOBILES	39,00	45,88
AGENDA	39,00	45,88
PROP. COMM. CAPITALUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
ANNONCES ENCADREES	33,00	38,80
OFFRES D'EMPLOI	8,00	9,40
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

DYWIDAG

est l'une des plus importantes entreprises de construction allemandes. Nous recherchons, pour entrer en fonctions dans les délais les plus courts sur un chantier de grande ampleur en Algérie le

DIRECTEUR D'UN LABORATOIRE DE CHANTIER (ingénieur)
ET UN
LABORANTIN

Les candidats devront posséder une expérience des travaux de terrassement ainsi que de la technique d'injection et de la construction en béton armé. Durée de l'emploi environ 3 ans.

Ils sont priés de nous adresser un dossier de candidature complet avec mention des prétentions, connaissances linguistiques et du meilleur délai de disponibilité.

Dyckerhoff & Widmann
AKTIEGESELLSCHAFT - BAUUNTERNEHMUNG UND BETONWERKE

Erdinger Landstraße 1 - 8000 München 81 - Telefon 089/9255-1



BIAO

SUCCURSALE D'ABIDJAN
recrute par voie de concours

A/ 10 DIPLOMES DE:

- ECOLES SUPERIEURES DE COMMERCE
- ECOLES DE GESTION
- FACULTES DE DROIT ET DE SCIENCES ECO-
- NOMINUES DU TITULAIRES D'UN DIPLOME ASSIMILE

(Agés de moins de trente ans).

B/ 10 TITULAIRES DU BAC G2

(Agés de moins de vingt-cinq ans).

Les étudiants qui préparent actuellement ces diplômes sont également admis à concourir. Toutefois, leur recrutement définitif sera subordonné à l'obtention des grades universitaires requis et ceci au terme de l'année scolaire 78/79.

Les candidats devront être de nationalité ivoirienne. Les dossiers de candidature devront être retirés au Service Formation de la BIAO Paris, 39, rue de la Bienfaisance 75008 PARIS avant le 30 Mai.

Ces dossiers, dûment complétés, devront être déposés à ce même service, le 13 Juin, dernier délai.

Vous garantissez une réponse sous 10 jours, une discrétion absolue

Vers une carrière internationale : l'Allemagne

Pour cette filiale de l'un des plus importants groupes industriels français, très agressive et toujours en pleine progression, je désire prendre contact avec un

Diplômé d'Etudes Supérieures Comptables

ayant une expérience probante dans le secteur comptable et financier. Outre les missions opérationnelles qui lui seront confiées dans la structure en place, et qui dépendront de l'expérience acquise, il jouera un rôle important de liaison avec le Groupe.

Il doit évidemment maîtriser l'Allemand et s'exprimer parfaitement en français. C'est l'occasion pour un jeune responsable dynamique et disponible, d'entamer dans cette entreprise une carrière comptable et financière.

Dans le cadre de la structure existante, les candidatures de cadres débutants seront également étudiées avec intérêt.

Poste basé dans une très grande ville de Rhénanie offrant de bonnes possibilités d'intégration à un jeune ménage français.

Adresser votre CV, + photo en indiquant votre rémunération actuelle à

FR. GOMBEAUD

COPERS

1, rue Moncey
75009 PARIS

VERPACKUNGSINDUSTRIE

Das Unternehmen : Die Verkaufsförderung für Deutschland, in Wiesbaden, eines Konzerns europäischer Verpackungsunternehmen.

Die Produkte : Behälterglas, Böhrenglas, Kunststoff.

Die Abnehmer : Die Getränkeindustrie, die Lebensmittelindustrie, die kosmetische und pharmazeutische Industrie. Wir suchen kurzfristig.

VERTRIEBSLEITER FOR DEUTSCHLAND

Die Aufgabe : Führen und verkaufen. Darunter verstehen wir die Leitung und Optimierung der bereits bestehenden deutschen Verkaufsförderung, Verkaufsplanung, Preis- und Kostenverantwortung, eigene Verkaufstätigkeit bei Großkunden. Der Vertriebsleiter ist im Rahmen der gemeinsamen europäischen mittel- und kurzfristigen Zielsetzungen weitgehend eigenverantwortlich und selbständig tätig.

Unser Wunsch : Kaufmännisch und anwendungstechnisch orientierter Verpackungsfachmann (Bauverpackungen) aus der Glas-, Kunststoff- oder Metallverpackung herstellenden Industrie oder aus dem Fachgrosshandel, der eine einschlägige Verkaufserfahrung nachweisen kann und zweisprachig ist (französisch/deutsch). Er könnte auch aus den Kreisen der Abnehmer kommen. Idealerweise ca. 30 Jahre. Praktiker oder Hochschulabsolvent.

Wir bieten eine attraktive Dotierung, einen Firmenwagen der gehobenen Mittelklasse und die für ein Grossunternehmer (Chemie) üblichen Sozial- und Nebenzulagen.

Kursbewerbungen (mit Lebenslauf, Foto) erbitten wir unter Chiffre Nr. 20888

Boyle, 24, rue de la Nue-Etoile, F 67000 Strasbourg.

Technische Universität Berlin

L'Université Technique de Berlin cherche un candidat au poste de

PROFESSEUR TITULAIRE

(échelon le plus élevé de rémunération - C 4) pour organiser et diriger le « Centre de recherches en l'antimétrie » qui vient d'être créé à l'intérieur du département I de l'Université Technique de Berlin (Histoire et Communication).

— Date limite de candidature : 3 mois après parution.

— Référence à rappeler : 1 - 700.

— Le candidat, de préférence un chercheur des sciences humaines et sociales, devra dans la recherche historique-interdisciplinaire, devoir être qualifié par son travail dans le domaine de la recherche sur l'antimétrie. Le « Centre de recherches en l'antimétrie » doit se consacrer en particulier à l'analyse interdisciplinaire et comparative de l'antimétrie aux dix-neuvième et vingtième siècles. Outre la recherche, le candidat devra se charger de l'enseignement dans différents curricula.

— Qualification : de préférence doctorat d'Etat ou équivalent (connaissance de la langue allemande souhaitable). (Pour toute précision, demander le formulaire concernant la § 124 de la loi universitaire de Berlin à l'adresse indiquée ci-dessous.)

— Prière d'envoyer le dossier de candidature en indiquant la référence ci-dessus à l'adresse suivante :

An den, Präsidenten der Technischen Universität Berlin - II A 13 -

Strasse des 17. Juni 135. D-1000 Berlin 12.

Jeune Ingénieur Electronicien

120 000 F

COORDINATION DE PROJETS

LONDRES

Notre groupe (CA : 100 millions de dollars - croissance annuelle : 48 %) un des leaders mondiaux sur le marché des connecteurs, propose une carrière évolutive à un ingénieur en électronique ayant 2 à 3 ans d'expérience.

Dans un premier temps, à partir de notre siège européen à Londres il assurera la coordination et le suivi des affaires entre les sociétés de distribution de France et Italie et les bureaux d'études et de recherches anglais et américains.

Ensuite, après une période de deux ans minimum, il lui sera possible de prendre un poste en France. A moins qu'il ne souhaite d'autres fonctions à l'étranger au sein d'un groupe qui par son expansion internationale et son dynamisme ouvre sur de larges possibilités.

Une excellente maîtrise de l'anglais est indispensable.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 004207 M (à mentionner sur l'enveloppe) à notre Département Industrie.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

MEMBRE DES SYNTIC

Diriger un important chantier de travaux électriques à l'étranger

200/250.000 F an net d'impôts + avantages

Nous sommes un très important groupe de Travaux Publics et nous recherchons pour notre département ELECTRICITE, un ingénieur de plus de 30 ans parfaitement bilingue ANGLAIS et disposant d'une excellente expérience de direction de travaux et de gestion de chantiers d'installations électriques.

Nous lui confierons d'abord la responsabilité complète d'un gros chantier à l'étranger. Il devra disposer de sérieux capacités d'organisation et d'animation.

A un candidat de valeur, il sera offert d'intéressantes perspectives d'évolution de carrière en cas de réussite dans le poste proposé.

Envoyez votre CV sous réf. M 817 DS aux consultants de GFC chargés des premiers contacts.

GFC 350, rue de Vaugirard 75015 Paris

LOUIS BERGER INTERNATIONAL, Inc.

Ingénieurs-Conseils recherche

ingénieurs génie urbain

Postes immédiatement disponibles :

• Chef de projet : études et contrôle de travaux pour l'aménagement de quartiers anciens (plan directeur, adduction, assainissement, VRD).

• Conseiller technique : mise en place d'un service d'Etudes et de travaux d'adduction et d'assainissement. Expérience de la conception et de la gestion de réseaux.

Pour ces deux postes : séjour Outre-Mer longue durée. Expériences de 10 ans.

• Ingénieur d'Etudes : missions de Conseil en hydraulique urbaine et VRD. 5 ans d'expérience.

Envoyer CV, photo et prétentions à Louis Berger S.A.R.L., 71 rue Fondary 75015 Paris.

responsable zone urbaine

Notre complexe minier situé au Nord du Niger comprend une zone urbaine dont les logements, villas, équipements collectifs, (hôpital, maisons d'hôtes, école, points de vente, loisirs...) permet à 4000 habitants d'être environ 200 familles d'expatriés d'y vivre confortablement. Nous recherchons l'administrateur et l'animateur de cet ensemble capable non seulement de résoudre les problèmes pratiques quotidiens (approvisionnement, attributions, dotations, entretien) mais aussi de prévoir les besoins futurs et les moyens d'y faire face dans le cadre d'un budget prévisionnel. Le choix se portera sur un homme d'au moins 35 ans, de formation supérieure et ayant eu une activité similaire de préférence outre mer.

Ecrire avec C.V. expédition sous réf. SO/RZU

CETAGEP

30, Av. Amiral Lemonnier 78160 MARLY LE ROI

Association d'aide au développement cherche ANIMATEURS ANIMATEUR

recherches pour programmes à l'étranger, notamment Israël. Espoir d'analyse et synthèse. Sans pratique. Compétences agricoles et médicales apprises. Portes à pourvoir en septembre. Durée : 1 à 2 ans renouvelables.

Envoyer C.V. et lettre manuscrite sous réf. 1202 à COPAP, 40, rue de Chabrol, 75010 Paris

ENSEIGNANT

en physique nucléaire

Ecrire Dr E. PAUL, 30, Elton Avenue, Londres, N.W.2.

LA FILIALE CAMEROUNAISE

D'UN IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

recherche pour

DOUALA

son futur

CHEF COMPTABLE

Sous l'autorité du Directeur Administratif, il secondera dans un premier temps un Chef Comptable confirmé pour la mise en place de la fonction.

Après complète formation il sera appelé à assumer la responsabilité de la Comptabilité Générale et Analytique.

D'origine Camerounaise, il sera titulaire d'un DECS ou équivalent - Une première expérience en comptabilité serait appréciée.

Adresser C.V., photo et prétentions à no 58376 CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra

75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

LA SOCIETE ANONYME DE LA RAFFINERIE DES ANTILLES

FORT - DE - FRANCE

(600 000 tonnes par an, 150 Agents)

proposé à un

INGÉNIEUR ANTILLAIS

le poste d'

INGÉNIEUR TRAVAUX

Rattaché au Chef du Service Matériel, il devra s'occuper :

— de la gestion du matériel et de son entretien ;

— de la préparation, de l'ordonnement et du suivi des travaux courants (mécanique, tuyauterie et chaudronnerie, instrumentation, électricité).

Les candidats auront une formation supérieure d'ingénieur avec, si possible, une expérience d'environ 5 ans dans la maintenance.

Une formation complémentaire pourrait être envisagée.

Si ces perspectives vous intéressent, envoyez rapidement lettre manuscrite avec C.V. et photo, sous le numéro 59.710, CONTESSE PUBLICITE, 20, av. Opéra - 75040 PARIS, CEDEX 01, qui transmettra.

MARTINIQUE

ORGANISME DE FÉDÉVANCE SOCIALE

recherche

ANTILLAIS

— Niveau B.T.S. de comptabilité.

— Sérieuses références exigées.

Poste à pourvoir : 2^e juillet 1980.

Fournir C.V. manuscrit et photo d'identité à

REGIE PRESSE

n° 7 019.003 M, 85 bis, rue Réaumur, 75008 PARIS.

مذا في

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE — Mercredi 21 mai 1980 — Page 25



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

imphy s.a.

notre chiffre d'affaires : 1 milliard 300 millions - en progression
notre vocation : mondiale (50 % du C.A. à l'EXPORTATION)

notre activité :

une métallurgie très spéciale pour des techniques avancées :

Conception - Production - Marketing :

- des ALLIAGES TRÈS SPÉCIAUX (Nickel, Chrome, Cobalt, etc.) à caractéristiques physiques particulières (magnétisme, dilatation, résistivité, élasticité) destinés aux secteurs de l'Électronique, de l'Informatique, des Télécommunications, de l'Instrumentation, de la Cryogénie, etc., sous forme de produits métallurgiques, de pièces et de composants ;
- des SUPERALLIAGES et des ACIERS SPÉCIAUX INOXYDABLES alliés destinés aux secteurs de l'Aéronautique, de l'Énergie, de la Chimie, de la Pétrochimie, sous forme de produits métallurgiques et de pièces forgées ou moulées.
- des FILS en aciers inoxydables et en alliages de nickel destinés à la Soudure, à la Forge à froid et à la fabrication de Ressorts et de Tissage métallique.

nos centres d'études, de recherches et de développement
ont une réputation internationale

nos équipes

sont constituées de VRAIS PROFESSIONNELS et nous avons le souci, QU'A TOUTS LES NIVEAUX, CHACUN PUISSE MANIFESTER SA COMPÉTENCE ET EXPRIMER SES IDÉES
NOUS SOMMES 3500 personnes, mais pas assez nombreux pour consolider notre développement

nous recherchons la collaboration

d'ingénieurs ou de cadres de haut niveau
expérimentés (4 ou 5 ans) ou débutants

des métallurgistes

(MINES, ECP, ENSEEG ou équivalent - doctorat ou thèse souhaités)

pour prendre en charge des fonctions de :
- PRODUCTION de MÉTAL LIQUIDE ou TRANSFORMATION.
- PROMOTION de PROCÉDÉS et RECHERCHE en ÉLABORATION du MÉTAL.
- CONDUITE de PROGRAMMES pour l'Aéronautique et l'Énergie.
- DÉVELOPPEMENT d'ALLIAGES à caractéristiques physiques particulières.

des électrotechniciens électroniciens

(ESE - GRENOBLE - TELECOM ou équivalent)

pour assurer la fonction de :
CONCEPTION et de DÉVELOPPEMENT de COMPOSANTS MAGNÉTIQUES destinés
aux secteurs de l'Électronique, de l'Informatique et des Télécommunications.

des mécaniciens

(A & M ou ENSI de Mécanique)

- pour assurer la maintenance d'installations à dominante HYDRAULIQUE ;
- pour affectation à des secteurs de production (après une période de formation dont
une partie peut se dérouler en RFA).

des hommes de marketing

(HEC, ESSEC, SUP. de CO., ESC, ou
Écoles d'Ingénieurs + Formation Marketing)

notamment pour des fonctions de :
• CHEF DE PRODUIT INDUSTRIEL.
• CHEF DE MARCHÉ.

1 chef comptable

- 35 ans ou plus - rattaché au Directeur Financier

pour animation de l'ENSEMBLE de la COMPTABILITÉ du GROUPE.
FORMATION SUPÉRIEURE et EXPÉRIENCE CONFIRMÉE pour Conduite d'une Équipe
Importante.

des contrôleurs de gestion

(HEC, ESSEC, SUP. de CO., ESC, ou
Ingénieurs + Formation Gestion)

pour GESTION d'une DIVISION dont le C.A. varie de 300 à 500 Millions.

ces différentes fonctions sont à pourvoir

- Soit dans l'établissement principal (2500 personnes) à IMPHY près de Nevers. • - Soit dans les autres établissements du Groupe

le principe de mobilité non seulement dans IMPHY S.A. mais aussi au sein du groupe CREUSOT-LOIRE auquel nous appartenons, garantit d'intéressantes évolutions de carrière.
Faites-vous connaître à la Direction des Affaires Sociales IMPHY S.A. - 58160 IMPHY

THOMSON-CSF

DIVISION TUBES ÉLECTRONIQUES
région grenobloise
recherche

dans le cadre du développement de ses activités en VISION A BAS
NIVEAU DE LUMIÈRE

UN INGÉNIEUR

responsable d'une équipe de recherche appliquée
et produits nouveaux.

Le candidat retenu aura une formation s'appuyant sur la PHYSIQUE
DU SOLIDE et LES TECHNIQUES DU VIDE.
Il devra par ailleurs, mettre en œuvre des capacités d'organisateur et
d'animateur vis-à-vis des projets qui lui seront confiés.
(Poste : Référence R.A.)

UN INGÉNIEUR PHYSICIEN

Formation supérieure en science des MATÉRIAUX
SEMI-CONDUCTEURS et THERMODYNAMIQUE.

Dans le cadre d'une équipe de recherche appliquée, il aura pour mission
de promouvoir les techniques de croissance et de caractérisation de
matériaux nouveaux.
(Poste : Référence P.H.)

• Pour son Secteur PHYSICO-CHIMIE

UN INGÉNIEUR

Formation GÉNIE PHYSIQUE et ÉLECTRONIQUE.

Il devra dans le cadre d'utilisation nouvelle de produits existants, en
vérifier la validité technique et en assurer la mise en fabrication.
(Poste : Référence P.H.E.)

Pour tous ces postes de solides connaissances de la langue anglaise
sont indispensables.

Adresser les candidatures (en précisant référence du poste)
au Service du Personnel - B.P. 55 - 38120 SAINT-EGREVE.

POTAIN s.a.

71800 LA CLAYETTE
recherche

UN PRÉPARATEUR
en fabrication mécanique
NIVEAU 5 - ÉCHELON 1er

Formation : Niveau mini. B.T.S. Fabrication
mécanique - ou équivalent + Formation
méthodes de type B.T.E. I.A.M.F. - A.E.T. -
A.P.T.J.

- ayant acquis dans une entreprise de
transformation des métaux, mécanique
mécano-soudure, une expérience mini. de
5 ans.
- une expérience de la programmation
et de la mise en œuvre de machines à
commandes numériques souhaitées.

Envoyer C.V., prétentions à Monsieur
le Chef du Personnel - POTAIN S.A.
71800 LA CLAYETTE

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
DE CONSTRUCTION MÉCANIQUE
recherche

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

Pour activité d'ÉTUDE et de
DÉVELOPPEMENT EN CIMENTERIE
POSSIBILITÉ D'ÉVOLUTION

Scr. avec O.V. dét. et prêt. n° 98.686 Contesse Publ.
20, av. de l'Opéra, 75000 PARIS CEDEX 01, qu. 11.

**CANDIDATS DÉBUTANTS : 70 000 F.+
AVEC 2 A 3 ANS D'EXPERIENCE
PROFESSIONNELLE : 90 000 F.+**

Si vous êtes ambitieux et efficace, capable de vous
donner à fond pour un métier passionnant, une grande
chaîne d'hypermarchés française vous propose de faire
carrière et de jouer un rôle important dans la distribution
moderne en étant RESPONSABLE COMMERCIAL (for-
mation assurée).

PROFIL DU CANDIDAT :

Formation supérieure.
Commerciale : ESC, etc.
Universitaire : Sciences Eco, Droit, etc.
Ecole d'Ingénieurs : AM, ISA, etc.

QUALITÉS ESSENTIELLES POUR RÉUSSIR :

- enthousiasme et combativité,
 - goût du commerce,
 - sens des responsabilités,
 - aptitudes à former et à animer du personnel,
 - gestionnaire consciencieux et méthodique.
- Nous recherchons immédiatement

10 CANDIDATS DE VALEUR

qui, après avoir fait leurs preuves dans cette fonction,
se verront confier rapidement des responsabilités impor-
tantes.

Réelles perspectives d'avenir.
Rémunération élevée liée à l'évolution des résultats.
Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à :

Téléformation
52, RUE DE DOUAI - 59000 LILLE
DISCRÉTION ABSOLUE

هنا من اجل

NOUVEAU emploi régional

ana

RECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

electroniciens is hardware

WILETT CHARD

la fonction personnelle

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

IMPORTANTE MUTUELLE D'ASSURANCE DU CENTRE-OUEST
recherche
CHEF DE SERVICE VENTES ET PRODUITS
Il aura une formation supérieure B.E.C. ou équivalente et une expérience dans la profession de 5 ans au moins.
Il devra :
• rechercher les moyens d'assurance à mettre en œuvre en fonction des besoins du secteur mutualiste ;
• coordonner et animer les chefs de produits ;
• assurer le suivi des résultats.
Envoyer C.V. détaillé, photo et prêt, sous réf. N° 1580187 M - REGIE PRESSE, 25 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

MACHINISME AGRICOLE
La Société : une multinationale en train de concrétiser activement son redéploiement sur le marché français où elle est présente depuis plus de 50 ans (avec forte implantation industrielle). Elle se situe au 1^{er} rang des constructeurs de biens d'équipement agricole et propose des postes d'
INSPECTEURS COMMERCIAUX
Intéressé : basé dans une direction régionale située dans une grande métropole il animera, conseillera et suivra environ 8 concessionnaires importants pour les aider à transformer leurs ventes en profits.
Leurs missions seront variées : promotion, publicité, négociations, actions de formation sur le terrain, animation d'équipes, organisation, etc.
Ces postes seront confiés à des commerciaux ou technico-commerciaux ayant une bonne formation de base ainsi qu'une 1^{ère} expérience technique ou commerciale de 3 à 4 ans maximum dans le domaine des biens d'équipement.
(Bien entendu une origine ou une expérience du milieu agricole pourrait constituer un atout au départ).
Si vous voulez en savoir davantage AVANT MEME D'ETRE CANDIDAT, demandez une documentation sous référence 2225 M & F. DOZOL - DELTA CONSEIL 27, rue Dombasle 75015 Paris - Tél. : 250.84.30

IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL
recherche
POUR SON SERVICE AGENTS
UN INGENIEUR
ou
UN AGENT TECHNIQUE DE HAUT NIVEAU
Le candidat, mécanicien de formation, aura également de réelles connaissances en électronique. La connaissance de l'anglais (du parlé et écrit) est exigée.
Les déplacements en France et à l'étranger seront fréquents.
Le lieu de travail se situe dans la région OUEST.
Ad. C.V., photo et prêt, n° 58.703 Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

INGENIEUR METHODES LYON
Filiale à LYON d'un des premiers groupes français, nous étudions et construisons des matériels de technologie très avancée pour l'industrie électronique, en France et à l'étranger.
L'ingénieur que nous recherchons sera intégré au sein d'une petite équipe responsable d'activités méthodes et de suivi des coûts. Il aura pour rôle, en relation avec les usines, d'optimiser la fabrication des équipements (étude critique des plans et spécifications, des procédés et outillages, etc.). De solide formation mécanique et technologique (A.M., E.C.I., D.T.V. ou équivalent), il justifiera d'une expérience professionnelle d'environ 3 ans et connaîtra bien les problèmes de fabrication, d'usinage et montage d'appareils de série.
Les candidatures accompagnées d'un C.V. détaillé sont à adresser réf. 5001 M à P.LICHAU S.A. - BP 220, 75063 Paris cedex 02 qui transmettra rapidement.

SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION (alimentaire + M.G.)
recherche
directeur supermarché
RÉGION NANTES
Nous demandons :
• Dynamisme ;
• Disponibilité ;
• Solide expérience de la gestion et des relations humaines.
Adresser C.V., manuscrit, photo et prêt, à Jean-Claude MORVAN, 14, rue J.B. Poirin, 92170 VANVES

Henkel France CA. 1 milliard de francs
filiale d'un des premiers groupes chimiques européens
cherche pour son laboratoire COLLES ET ADHESIFS :
UN INGENIEUR DE RECHERCHE
Après un stage à Châlons-sur-Marne et Düsseldorf, il prendra en charge la recherche, le développement et le suivi des essais, en laboratoire et chez les clients, des adhésifs et mastics structuraux destinés à l'industrie automobile.
Ingénieur Chimiste, parlant couramment allemand, il a, si possible, une expérience de 3 ans dans l'industrie mécanique ou métallurgique dans le domaine des colles, mastics ou peintures.
Lieu de travail habituel : CHÂLONS-SUR-MARNE.
Écrire sous référence 2057 M. HENKEL FRANCE, Direction des Relations Humaines - B.P. 113 - 94250 GENTILLY.

LA DIVISION RELAIS MTI de TTT Composants et Instruments
recherche pour son DÉPARTEMENT COMMERCIAL
2 INGENIEURS DE VENTE
POUR LES REGIONS OUEST et RHONE ALPES
MISSION
Sous la direction du Chef des Ventes de la Société développer les ventes dans la région de composants d'Automatismes Industriels Electroniques et d'Electroniques, promouvoir les nouveaux produits, rechercher de nouveaux marchés.
NOUS DEMANDONS :
• Bonnes connaissances techniques de base ;
• Expérience de la vente de produits industriels ;
• Disponibilité pour se déplacer.
NOUS OFFRONS :
• Une fonction motivante et dynamique ;
• Autonomie et responsabilité ;
• Formation et perfectionnement ;
• Possibilités d'évolution ;
• Voiture de fonction.
Envoyer : C.V., photo et prétentions à Société M.T.I. Direction du Personnel 2, av. des Sablons Bouillants 77100 MEAUX

Les ETS. JOUFFRIEU
Constructions métalliques et entreprise générale, 400 personnes CA.250 millions.
recherche pour sa holding à ESTISSAC (AUBE)
responsable administratif et comptable
Dépendant du Secrétaire Général il devra prendre la responsabilité de la comptabilité générale, de l'établissement des bilans prévisionnels et de la tenue des comptes des nouvelles sociétés.
En outre il aura la responsabilité de la comptabilité générale, de l'établissement des bilans prévisionnels et de la tenue des comptes des nouvelles sociétés.
Pour occuper cette fonction une formation D.E.C.S. + Diplôme de gestion comptable est indispensable ainsi que l'expérience de la Direction d'un service comptable, si possible dans une entreprise du bâtiment.
Une pratique moyenne de l'anglais est nécessaire.
Adresser lettre manuscrite, prétentions et CV réf. 069 à Corinne VAN LOEY, 11, rue La Boétie 75008 PARIS

Banque régionale établie en BRETAGNE recrute un
Jeune Chef de Projet
Les candidats ont environ 3 ans d'expérience en analyse fonctionnelle, analyse organique, et connaissent COBOL et CORIG.
Ces fonctions peuvent intéresser un jeune spécialiste projet, venant par exemple d'une S.S.C.I. et désirant acquérir ou renforcer une expérience bancaire.
Le poste est évolutif, y compris vers des responsabilités hiérarchiques pour un candidat à potentiel.
Candidatures et CV. sont à adresser sous réf. 460 M à :
ETHNOS
Conseil en Recrutement, 9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 PARIS.

SALT Groupe CGE
jeune cadre service achats
ANGOULEME
Vous pensez à juste titre que débiter dans un poste de service achats est une bonne façon de connaître l'entreprise et son environnement.
De formation supérieure, vous avez des qualités de rigueur et de méthode.
Vous parlez anglais, vous souhaitez confirmer vos aptitudes à négocier.
Adressez-nous votre candidature en mentionnant la rémunération souhaitée sous référence A 2055 à Direction des Relations Humaines SALT 119, rue du Président Wilson 92300 LEVALLOIS PERRET.

MAISON PHENIX
Société des MAISONS PHENIX RHONE ALPES
nous recherchons pour
seconder le directeur de notre activité villages
Le candidat retenu devra :
• être âgé d'au moins 30 ans et diplômé de l'Enseignement Supérieur ;
• avoir acquis à un niveau approfondi, l'expérience de la recherche foncière, de la définition et du montage de programmes de maisons individuelles ;
• avoir un tempérament d'animateur d'équipes à des capacités d'organisation.
Adresser un dossier détaillé de candidature sous référence 5014-M (discret absolu) à notre Conseil
CEP Lyon 55 montée de choyans 69022 Lyon cedex 01 tél. (7) 542.29.53 annexe - grenoble

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS
Branche Automobile
recherche
Jeunes Ingénieurs ou Cadres DIPLOMES
Débutants ou ayant une première expérience professionnelle de 2 à 4 ans maximum et désirant orienter leurs carrières vers les services de GESTION ou d'ORGANISATION d'un établissement de production.
Nous vous proposons de participer à la mise en place et au développement d'importants projets et de systèmes de gestion avancés.
Vous pourrez accéder ultérieurement à des postes opérationnels offrant de réelles perspectives de développement de carrière.
Les postes sont à pourvoir à REIMS (51).
Veuillez envoyer votre C.V. avec photo et prétentions sous N° 58395 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE FINANCEMENT ET DE CONSEILS AUX ENTREPRISES
recherche pour
CADRES DE HAUT NIVEAU
ORLEANS et CLERMONT-FERRAND
Les candidats auront plusieurs années d'expérience dans l'industrie ainsi qu'une bonne connaissance des problèmes économiques et financiers de l'entreprise.
LEUR MISSION CONSISTERA PRINCIPALEMENT :
— sur un plan technique :
• établissements de diagnostics d'entreprises ;
• recherche et propositions de solutions financières adaptées.
— sur un plan plus général :
• ils participeront à l'action commerciale et relationnelle des Délégations Régionales.
Pour le poste d'ORLEANS, le candidat est normalement appelé à prendre rapidement l'animation et la responsabilité de la Délégation Régionale.
Adresser CV, photo et prétentions à : Michèle Dubanton - SODECCO 12 rue Lafayette 75009 Paris

RHONE - ALPES
Importante Société en expansion active situation évolutive à
INGENIEUR
pour son Service Recherche et Développement (20 pers.)
Cette fonction requiert :
— quelques années d'expérience dans poste similaire ;
— imagination créatrice ;
— sens du concret.
Domaines d'activités :
— électromécanique ;
— électrochimie ;
— électronique.
Secteurs :
— Equipement automobile ;
— Produits « Grand Public ».
Ad. C.V. détaillé, prêt et photo 5/10 3625, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

BRUEL & KJAER FRANCE
Instruments de mesure en acoustique et vibrations.
Recherche pour agence d'AIX-en-PROVENCE
Jeune ingénieur technico-commercial
DIPLOME GRANDE ECOLE AVEC FORMATION ELECTRONIQUE
Responsable de l'agence, il sera chargé de développer les ventes auprès des clients de la région SUD-EST et de gérer le S.A.V. attaché à cette agence.
Formation technique assurée en France et complétée par stages au Danemark.
Nous demandons aux candidats :
• Solide culture scientifique réellement assimilée ;
• Connaissance en électronique et expérience en acoustique et vibrations ;
• Pratique de l'anglais ;
• Dynamisme et sens de l'organisation.
Rémunération : Fixe + % C.A. + voiture.
Envoyer CV détaillé avec photo et prétentions : 38, rue Champ-Poiroux 51540 MENNECY

ISLE D'EAU ANIMATION
recherche un Directeur de CENTRE SOCIAL à ST-QUENTIN-FALLAVIER (Isère)
Entrée en poste au 1^{er} juillet 80. Ayant OUT ou cycle CAPASE ou BAC + 2 années d'exp. d'animation ou 4 ans d'exp. d'animateur.
Salaire approximatif de 4.500 F. Ad. C.V. avant le 2 JUIN 1980 à ISLE D'EAU ANIMATION, Le Berthel 38000 VILLEFONTAINE Tél. : (04) 76-55-12
Administration région Sud-Est recherche
INGENIEUR EN ASSIMILE
Confirmé en études et travaux maritimes, connaissances en sédimentologie littorales. Formation : Ecoles nationales d'ingénieurs ou équivalentes. Adresser demande avec C.V. et prétentions, sous le n° 8237, « le Monde » Publicité, 5, r. Italiens, 75002 Paris Ced. 09
RENAULT VEHICULES INDUSTRIELS
recherche
JEUNE HOMME
de profil, diplômé Ecole, désirant se réaliser pleinement dans le Pôle Lourds. Situation d'avenir assurée si capable d'assumer, après formation la responsabilité du Service Commercial. Ecrire C.V., photo à : F. H. Sola Poste 125 01004 BOURG-EN-BRESSE
Importante Entreprise Bâtiment Rég. Provence-Côte d'Azur recherche
14 TECHNICIENS METRIERS
possédant 2 ans d'expérience S.O. et C.E.S.
20 CONDUCTEURS DE TRAVX
débutants ou justifiant de 2 à 5 ans d'expérience de conduite de chantier de logements. T.C.E. Env. C.V. photo à HAVAS, n° 1231, 13000 Aix-en-Provence.

Ingénieur (Grande Ecole)
pour poste de
Chef Service Développement
Nous développons et construisons du matériel et des systèmes destinés à la régulation et au contrôle de procédés industriels. A ce titre, nous mettons en œuvre les technologies les plus récentes en appliquant notamment au domaine bio-médical. Notre programme est important.
Notre expansion justifie la création du poste de **CHEF DU SERVICE DEVELOPPEMENT**.
Vous animerez et conseillerez une équipe pluridisciplinaire de haut niveau constituée d'ingénieurs et d'universitaires spécialistes (électronique, mécanique, physique, informatique, etc.). Vous programmerez, coordonnerez et ordonnerez leurs tâches en maintenant le meilleur climat.
De formation Centrale, Supérieure ou similaire, vous avez l'expérience du développement de projets. Agé de 33 ans minimum, vous parlez l'anglais et si possible l'allemand et vous êtes prêt à résider en France près de STRASBOURG. Bien entendu ce poste demande également de bonnes capacités managériales.
Si vous vous sentez concerné et si vous êtes attiré par des activités variées mais passionnantes, faites parvenir à notre conseil votre C.V. + photo sous Réf. N° 3105 M. Nous vous garantissons une totale discrétion.
40, rue du Tholl 67000 STRASBOURG



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Concession Automobile 650 VN,
Grande marque nationale
NORD EST FRANCE
recherche

directeur

- 35 ans environ, formation Ecole de Commerce ou équivalente.
- Il est sujet aux expériences certaines de la direction d'un Centre de profit dans un secteur industriel et financier.
- L'activité actuelle est tournée vers la gestion de l'entreprise avec une connaissance des pratiques commerciales.
- La fonction comporte des responsabilités larges englobant la gestion générale de la conception : direction commerciale, administrative d'une unité de 50 personnes, direction financière avec une préférence donnée à un dossier volet et la connaissance de la gestion des relations humaines.

Adresser C.V. détaillé et références à **Guillon Sélection** sous réf. 882-M. Réponses par courrier.

guillon sélection

23, AV. DE LIVRY - 93340 LE RAINCY

Cercel

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE
EN INFORMATIQUE
ET AUTOMATIQUE

dans des ensembles livrés "clés en main" employant 650 personnes à Paris et dans ses centres régionaux.

FILIALE DU GROUPE EMPAIN-SCHNEIDER
renforce
actuellement son équipe grenobloise "énergie process" (télécommande réseaux d'énergie et de fluides).

2 Ingénieurs Analystes

Pour GRENOBLE
Leur profil se définit par une formation d'ingénieur (ENSI, INSA, ESIA par exemple), suivie de quelques années d'expérience d'analyste programmation en temps réel ou dans la mise en œuvre de SOFT de base et application.

La fonction exige une connaissance réelle des matériels SOLAR, PDP 11, et des langages assembleurs, PL, FORTRAN, l'anglais courant y est nécessaire.

Adresser candidature manuscrite avec C.V. détaillé sous référence 502 à la Direction du Personnel CERCEL 56 rue Roger Salengro 94126 FONTENAY S/ BOIS proximité RER.

METTRE EN ŒUVRE L'INFORMATIQUE
DANS L'ENTREPRISE

CHEF
DES VENTES

124.000 F +
PRODUITS
SIDÉRIQUES

Une société française moyenne recherche, pour animer sur le territoire Nord de la France un réseau d'inspecteurs commerciaux et de dépôts intégrés, un ESSEC ou SUP de CO de plus de 33 ans ayant de préférence une pratique similaire. Postes de déplacements en province, et de courte durée. Activité centrée sur l'organisation et la gestion.

Adresser votre dossier sous n° 528 L.M. GABRIEL MARCU, 154, boulevard Malesherbes - 75017 Paris.

ESSWEIN S.A.

LA ROCHE-SUR-YON

Production de matériel électro-ménager grande série. Leader sur le marché européen. 600 millions de F C.A. - 2.300 personnes.

recherche pour une unité de montage 400 personnes.

RESPONSABLE FABRICATION

Le poste sera confié à un candidat - bachelier - ayant une expérience réussie de quelques années en production. Issu d'une grande école d'ingénieurs, il devra être rompu aux méthodes d'organisation et de gestion de la production et posséder un sens constant d'amélioration. Ce poste favorisera l'entraide à un homme d'envergure, à la recherche de responsabilités croissantes.

Adresser votre C.V. et photo à **PSYCHO 85**, 3, rue R. Polignac, 85000 LA ROCHE-SUR-YON.

FILIALE D'UN PUISSANT GROUPE INDUSTRIEL
UNE SOCIÉTÉ LEADER DANS SA BRANCHE

Recherche

UN INGÉNIEUR EN CHEF
CONTROLE QUALITÉ
AGÉE ENVIRON DE 35 ANS

Le candidat diplômé d'une grande école d'ingénieurs sera chargé auprès du directeur d'établissement : De la responsabilité du service (4 sections princ.) Du contrôle des matières premières. Du contrôle de la fabrication. Du contrôle des produits finis. Des laboratoires d'essais. De l'animation du service (33 personnes). Et de promouvoir la qualité.

CE POSTE EST BASE DANS LE NORD.

Env. N° 10.832 M. REGIE-PRESSE, 83 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

Filiale d'un important
groupe multinational (KIMBERLY CLARK)

Sté SOPALIN

(marques Kleenex, Sopalin, Kotex, ...)
recherche son

Directeur d'Usine

(résidence ROUEN)

Membre du Comité de Direction, il anime et gère une usine de 600 personnes (fabrication de ouate de cellulose, transformation et conditionnement). Il est responsable devant le Directeur Général de l'activité des objectifs de production (quantité, qualité, délais, coûts), de la gestion des hommes et du développement technique.

Ce poste convient à un Ingénieur de formation ayant l'expérience de l'animation d'équipes de production, de la gestion d'installations industrielles et de la fabrication de produits destinés à des marchés de grande consommation. Son intérêt pour le développement technique et le marketing est fondamental.

En relation permanente, principalement avec les autres filiales européennes, l'anglais courant est indispensable. La rémunération est très motivante.

Vous adressez votre candidature à : no 12071 à COFAP - 40, rue de Chabrol - 75010 PARIS qui la transmettra à notre Conseil. Celui-ci se mettra en rapport avec vous et ne nous parviendra de votre candidature qu'après votre accord.

INGENIEUR SECURITE

Ingénieur diplômé, il devra avoir des connaissances générales en mécanique et en électricité. Il aura obligatoirement une expérience d'au moins 5 ans dans le domaine de la sécurité au sein d'une entreprise sidérurgique, métallurgique, chimique, pétrochimique ou papetière.

L'agrément du C.N.P.P.P. est souhaité. A ce poste, il faut un homme de contact et un animateur. Promotion envisagée.

Adresser dossier de candidature complet sous référence 919 à :

SVP RESSOURCES HUMAINES
7, rue de Logelbach, 75017 Paris

CHANGEMENT SYSTÈME NATIONAL DES CONCOURS EN RECRUTEMENT

Telemecanique

Recherche jeunes diplômés enseignement supérieur (libéré O.M.)

● **INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN**
et/ou automoticien (ESR, ENSAM, ECP), pour poste ingénieur d'affaires au centre technique régional de Metz.
● complément type I.A.E. souhaité.
● 1 langue étrangère exigée.

● **INGÉNIEURS COMMERCIAUX**
(H.E.C., ESSEC, E.S.C.P.) pour mission de négociation de produits d'automatismes industriels basés :
● l'un à Lyon.
● l'autre à Lille.

Anglais courant exigé - Seconde langue appréciée. Pour ces postes, importantes possibilités d'évolution au sein d'un groupe international de 10.000 personnes.

Adresser C.V. et lettre manuscrite à : **TELEMECANIQUE ELECTRIQUE** Direction du Personnel C.R.E. 43-45, boulevard Franklin-Roosevelt, 92800 RUEIL-MALMAISON.

UNE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

Filiale d'un des premiers groupes français

Recherche pour ses ateliers

UN INGÉNIEUR
DE FABRICATION

Ce poste s'adresse :

à un candidat diplômé d'une école d'ingénieurs, intéressé par les problèmes de production et maîtrisant parfaitement les problèmes humains.

Envoyer C.V. n° T 18934 M. Régie Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

Société Internationale Peintures et Vernis, recherche :

INGÉNIEUR CHIMISTE

DE HAUT NIVEAU

pour son Laboratoire de synthèse de résines. Envoyer C.V. et photo à : **Holden Europe** (S.P. 27) 76120 Candebec-Lès-Elbeuf.

Notre Commettant est un important constructeur français de biens d'équipements coté en bourse, en particulier à l'exportation.

Son activité comprend à la fois des fabrications limitées aux spécialités de ses propres usines et un aspect sous-traitance et achats d'équipements très importants.

LE SERVICE «ACHAT» QUI TRAITE DES VOLUMES D'AFFAIRES DE PLUSIEURS CENTAIRES DE MILLIONS PAR AN, recherche pour renforcer sa capacité dans le domaine contractuel : définition des prix et des conditions commerciales, délais, performances, pénalités, un :

homme de contrat

(Raf. 32109 X)

DE FORMATION SUPÉRIEURE COMMERCIALE, OU DROIT, il a vécu dans un service «contrats» ou «achat» d'une société négociant des biens d'équipements particulièrement à l'exportation.

Cette même société recherche également un :

ingénieur
de bureau d'études,
diplômé

(Raf. 32109 Y)

Débutant ou bénéficiant d'une première expérience (1 ou 2 ans), comme ingénieur option mécanique, mécanique des fluides ou thermique.

Au départ, il entrera dans une équipe d'études mais il acceptera le principe de vivre sur site des déplacements relativement longs pour les mises en route d'usines.

Il pratique si possible la langue anglaise.

Ecrire avec C.V. à G. STIKER, sous les références indiquées, à :

BOSSARD SELECTION
«Centre Valbain» 201 rue Colbert 59800 - LILLE - Tél (20) 54.06.37

IMPT ÉTABLISSEMENT INDUSTRIEL
DE L'ÉTAT

Région Ouest

recherche

INGÉNIEUR CHEF DE PROJET

SIMULATION TEMPS RÉEL

ayant quelques années d'expérience en informatique temps réel logiciel et matériel spécifique

INGÉNIEUR RESPONSABLE DE LABORATOIRE

chargé d'évaluation de composants matériels, ayant une bonne formation en automatique et électronique et des notions d'informatique

INGÉNIEUR ADJOINT A CHEF DE PROJET

INFORMATIQUE DE GESTION

ayant 2 à 3 ans d'expérience de Chef de projet sur gros ordinateur informatique de gestion

Ecrire avec C.V. détaillé et photo, n° 8223 «le Monde» Publiété, 5, rue des Italiens, 75127 Paris, Cedex 09.

THOMSON-CSF

CENTRE ÉLECTRONIQUE
de BREST
recherche

1) 3 INGÉNIEURS

ÉLECTRONICIENS confirmés

ayant plusieurs années d'expérience dans les domaines suivants :

— traitement du signal a/b/v

— radar (antennes, hyperfréquences, émission).

2) des INGÉNIEURS

ÉLECTRONICIENS débutants

Diplômés d'une grande école.

Pour travaux d'études et de développement dans les domaines ci-dessus.

Les candidats sont priés d'adresser C.V., photo et présentations au Service du Personnel, THOMSON C.S.F., route du Conquet, 28200 BREST.

CENTRE DE RECHERCHE

MERREL INTERNATIONAL

(RECHERCHE PHARMACOLOGIQUE)

offre poste de responsabilité à

CHIMISTE ORGANICIEN

pour occuper d'une unité chargée de la synthèse de molécules pharmacologiquement actives.

Ce poste nécessite un Doctorat d'État acquis dans un laboratoire de synthèse organique et de l'expérience dans un poste similaire. Une bonne pratique de la langue anglaise est indispensable.

Lieu de travail : STRASBOURG.

Adresser C.V. détaillé à :

Dr D.-J. WILKINS,

CENTRE DE RECHERCHE

MERREL INTERNATIONAL

16, rue d'Alsace, 67084 STRASBOURG CEDEX.

Une importante société de promotion immobilière recherche

pour faire face à son développement dans la région Provence-Côte d'Azur

UN DIRECTEUR DE PROJET

Rattaché au directeur du département promotion, il sera chargé d'assurer sur place la coordination totale d'un projet de centre commercial dans ses aspects administratifs, juridiques, financiers et techniques.

Le poste à pourvoir à MARSAILLE convient à un diplômé d'études supérieures pouvant faire état d'une expérience réussie de conduite de projets immobiliers, et capable d'un bon sens commercial, et capable de représenter la Société dans les négociations de haut niveau.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo, n° 58858, **CONTESSE PUBLIÉTÉ**, 20, avenue de l'Opéra, 75002 PARIS Cedex 01.

THOMSON-CSF

Division

des ACTIVITÉS SOUS-MARINES

à BREST

recherche

UN INGÉNIEUR

ÉLECTRONICIEN

Pour étude, réalisation, installation de matériels offshore et de navigation.

Quelques années d'expérience en systèmes digitaux et microprocesseurs.

UN INGÉNIEUR

ÉLECTRONICIEN

DÉBUTANT

Pour poste rédacteur technique rédaction de notices techniques et formalisation clients.

Langue anglaise indispensable.

Envoyer C.V. à : **THOMSON-CSF**

Division des Activités Sous-Marines

Route du Conquet - 29200 BREST - CEDEX.

Importante Entreprise

(secteur services) située à 80km en Sud

Ouest de Paris recherche :

jeunes ingénieurs

analystes

de formation supérieure (Ecole d'Ingénieurs, Université, MIAGE ...). Responsabilité de conception, de mise en œuvre et de gestion de bases de données ainsi que des logiciels assurant l'interface avec les programmes utilisateurs sur matériel IBM 30.33 (MVS, DLI, CICS).

Connaissance assembleur nécessaire.

Postes offrant une réelle opportunité de carrière. Débutants acceptés.

Envoyer C.V., photo et présentations en précisant la réf. 704 sur l'enveloppe au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE

Conseil en Gestion du Personnel

397 Ter, rue de Vaugirard

75015 PARIS.

ESSWEIN S.A.

LA ROCHE-SUR-YON

Production de matériel électro-ménager grande série. Leader sur le marché européen.

600 millions de F C.A. - 2.300 personnes.

Recherche pour une unité de montage (400 personnes)

JEUNE INGÉNIEUR

Diplômé de grande école, le candidat possède une grande volonté de réussite, il est créatif, rigoureux, et particulièrement attiré par le secteur de la production. Son esprit critique, sa capacité d'innovation et son sens des décisions doivent lui assurer une promotion rapide et une réelle autonomie dans son travail.

Adresser votre C.V. et photo à **PSYCHO 85**

2, rue Polignac - 85000 LA ROCHE-SUR-YON

IMPORTANT GROUPE

ÉLECTRONIQUE

recherche pour l'une de ses

UNITÉS de FABRICATION

située dans le LOIRET

JEUNE INGÉNIEUR

de formation E.S.M.E., I.S.E.N.,

E.S.I.E.E., E.N.S.E.R.G. ou équivalent

Il sera chargé de seconder le responsable du bureau de production et du service technique ainsi que du suivi du matériel en atelier.

Ce poste offre des perspectives de responsabilité vers un service contrôle ou méthodes de contrôle à un élément dynamique et autonome.

Adresser C.V. et présentations n° 58.140

CONTESSE PUBLIÉTÉ, 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

أنا في العمل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE — Mercredi 21 mai 1980 — Page 29

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

WABCO WESTINGHOUSE

Spécialiste dans le domaine du FREINAGE AUTOMOBILE, leader sur le marché international recherche pour participer à son expansion :

1 chef de service approvisionnements

Le Service est à créer au sein de la Direction Industrielle.

Son responsable doit d'abord :

- organiser sa fonction pour en faire une fonction autonome, capable de libérer les Achats de la Gestion des Approvisionnements systématiques destinés au flux industriel,
- conduire la mise en place de systèmes visant à automatiser les passations d'ordres aux fournisseurs.

afin d'assurer, lui-même et son équipe puissent :

- définir les besoins matériels à partir du programme industriel,
- émettre les ordres aux fournisseurs sélectionnés par la Direction des Achats,
- en suivre la réalisation et contrôler les performances,
- contrôler en permanence le flux d'entrée matières.

PROFIL

- Formation supérieure d'ingénieur mécanicien ou électromécanicien, complétée si possible d'une formation à la gestion,
- Expérience de 5 ans minimum des Achats, ou Approvisionnement dans une Entreprise de l'industrie mécanique,
- Anglais indispensable.

Lieu de travail : Banlieue Est de Paris.

Ecrire sous référence 5122/M à Michel Salic
WABCO WESTINGHOUSE
Direction des Relations Humaines
B.P. 16 - 77410 CLAYE SOUILLY

CORNING

Leader des Verres Spéciaux
FONTAINEBLEAU
Recherche

JEUNE INGENIEUR chef de projet

Pour son département " Machine Technology "

Grande Ecole d'ingénieur à dominantes Mécanique - Hydraulique - Electrique.

Son rôle sera de proposer, programmer, coordonner et contrôler des projets majeurs de réalisations de machines et d'équipements sous leur aspect technico-économique pour l'ensemble de nos Usines Européennes.

La connaissance de l'Anglais est un impératif.

Large possibilité d'évolution dans un groupe de notoriété mondiale.

Envoyer lettre manuscrite C.V. et photo à CORNING FRANCE Département Développement du Personnel, B.P. 61 77211 AVON - CEDEX

SGN SOCIÉTÉ GÉNÉRALE POUR LES TECHNIQUES NOUVELLES

spécialisée dans

l'ingénierie de la chimie nucléaire

recherche pour le service

INSTALLATION GÉNÉRALE

de sa Division

ETUDES

des

INGENIEURS

GRANDES ECOLES

ayant quelques années d'expérience en ingénierie chimique.

Dans le cadre d'importants projets, ils prendront en charge les études nécessaires à la réalisation des procédés dans le domaine des schémas de fluides, installation des équipements, ... Ils pourront participer aux essais et à la mise en route des installations étudiées.

Envoyer CV, photo, prétentions à SGN Direction du Personnel - (Rég. B/G) - B.P. 30 78184 St-QUENTIN-YVELINES CEDEX



emplois régionaux

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRAVAUX PUBLICS recherche

INGENIEURS

DE TRAVAUX

DEBUTANTS (école supérieure de T.P. Arts et Métiers...)

Pour ses services de PROVINCE

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions à : M. LAROCHE 29, r. Périer, 92120 Montrouge, qui transmettra.

U.N.A.M.C. rech. : UN DIRECTEUR

M.A.C. capable en cours de formation pour poste Sarthe

Ecr. Ag. Havas, Coen. n° 6781

Société Expertise Comptable CAEN rech.

RESPONSABLE SERVICE JURIDIQUE ET FISCAL

Pratique droit du travail indis. Expér. emploi simil. néces. Env. C.V. et prétentions sous le n° 8250, « le Monde » Publicité, 5, r. Italia, 75002 Paris Ced. 05

4, rue Massenet 75016 Paris

Ecrire en précisant la référence - Discretion absolue

Ventes équipements lourds France et exportation

référence XH 480 AM

Ingénieur grande école chef de service technique

référence FR 552 CM

Chef de fabrication

référence KB 596 AM

Cadre commercial responsable centrales d'achats

référence SL 503 CM

Juriste d'entreprise

référence IB 594 AM

Adjoint du chef de service crédit-client

référence NG 599 AM

Jeune cadre organisation

référence DH 500 AM

Cadre gestion des ressources humaines

référence JC 595 AM

UN GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS, leader dans la réalisation de biens d'équipements destinés aux industries chimiques, pétrolières, nucléaires... et réalisant plus de 50 % de son chiffre d'affaires à l'exportation, recherche un Ingénieur de Ventes, responsable d'une ligne de produits en France et à l'exportation.

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé grande école, ayant 3 à 5 ans d'expérience de ventes de préférence à l'export (connaissance des ingénieries appréciable), capable de négocier des contrats importants.

Réelles possibilités d'avancer au sein du groupe.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Rémunération 140.000 F.

Poste à Paris.

UN GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS A VOCATION INTERNATIONALE réalisant des biens d'équipement en aciers spéciaux, recherche un ingénieur diplômé grande école (ECP, AM ou équivalent) et ayant une première expérience professionnelle en études et/ou développement, acquise dans un secteur métallurgique (connaissance de l'ingénierie appréciée).

Il aura la responsabilité :

- d'organiser une équipe chargée d'étudier des appareils complexes, de développer les méthodes de calcul, l'analyse de la valeur, la standardisation.

Poste intéressant et évolutif pour candidat ayant le goût de la technique, inventif, réaliste et de très bon contact.

Anglais lu et écrit.

Ordre de grandeur de rémunération : 130.000 F.

Poste à Paris.

UNE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE, fabrication de céramiques sanitaires, filiale d'un des premiers groupes français, propose une situation évolutive à Ingénieur.

Dans une unité moderne et automatisée, il sera d'abord chargé d'encadrer un secteur de production (une centaine de personnes). La société recherche un ingénieur diplômé, formation à dominante mécanique (AM, INSA, ECAM, IDN...) ayant au moins 5 ans d'expérience de la production de série. La connaissance du domaine d'activité n'est pas indispensable.

La structure de l'entreprise peut permettre une évolution vers une direction d'unité à un ingénieur manifestant de réelles qualités d'animateur, de gestionnaire et acceptant la mobilité géographique.

Connaissance d'une langue vivante indispensable (anglais ou allemand).

Rémunération de l'ordre de 125.000 F +.

Lieu de travail : Limoges.

PUISSANT GROUPE EUROPÉEN en forte croissance, produits de grande diffusion, marque renommée, offre au sein d'une direction commerciale active et performante, un poste de Responsable du bureau de Paris et des centres d'achats.

Ce jeune Cadre Commercial de formation école supérieure de commerce devra disposer d'une première expérience de 5 ans environ dans la distribution et avoir assuré des contacts avec les grandes centrales d'achats (grande non alimentaire de préférence).

Poste évolutif et réelles perspectives de progression pour candidat disposant d'un réel dynamisme commercial et des aptitudes marquées pour la vente.

Rémunération : 120.000 F.

Poste : Paris.

PEINTURES CORONA recherche un Juriste d'entreprise. Ce poste peut convenir à un licencié en droit privé - DESS - spécialisé si possible en droit des sociétés et en droit international, 28 ans minimum, ayant acquis de préférence dans une entreprise industrielle ou commerciale, ou cabinet, quelques années d'expérience pratique.

Intégré à une équipe dynamique, il assurera un rôle de conseil auprès des différents services de la société et mènera à bien les affaires qui lui seront confiées. Situation intéressante dans firme performante.

Lieu de travail : Valenciennes.

UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ COMMERCIALE (produits industriels CA 450 millions de francs), filiale d'un grand groupe français, recherche l'Adjoint du Chef de Service crédit-client.

Ce poste conviendrait à un jeune ESSEC, ESCP ou écoles équivalentes, ayant de préférence une première expérience professionnelle, capable d'assumer des responsabilités de : analyse risques clients, élaboration des conditions de crédit, suivi des affaires, liaisons avec le réseau commercial et les points de ventes.

Poste actif et évolutif pour candidat alliant rigueur et sens commercial.

Poste à Paris.

TRES IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE ALIMENTAIRE, leader sur son marché, souhaite renforcer son SERVICE ORGANISATION et recherche un Jeune Cadre.

- Diplômé de l'enseignement supérieur (par exemple école d'ingénieur : ENSIA, AM...).

- Débutant ou 1 ou 2 ans d'expérience, titré par une activité d'organisation s'appliquant à tous les domaines de l'entreprise.

- Désireux de s'intégrer à celle-ci sans s'y orienter de façon trop précise et définitive dès le départ.

- Capable ensuite d'évoluer à moyen terme (3 à 5 ans) vers des responsabilités plus opérationnelles et hiérarchiques de type technique, commercial ou de gestion.

Lieu de travail : Créteil.

Adresser CV manuscrit, photo et prétentions.

GROUPE FRANÇAIS PRESSE ET ÉDITION recherche pour son Siège et ses services centraux (800 personnes) un Cadre de Gestion des Ressources Humaines.

Rattaché au Chef du Personnel, il collaborera aux recrutements, mutations, promotions, suivi du personnel. Il prendra en charge, en relation avec les services techniques, le développement d'actions en matière de sécurité.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure, ayant environ 5 ans d'expérience dans des fonctions de personnel, témoignant de solides qualités de contact, d'esprit d'équipe et de gestionnaire.

Rémunération à débattre en fonction des compétences.

Poste à Paris.

etap

4, rue Massenet 75016 Paris



THOMSON-CSF

INGENIEURS D'ETUDES

(ENSAE - ENST - ESE - ENSTA - ENSI...)

LA DIVISION AVIONIQUE

recherche des

Electronicien débutants

pour leur confier, au sein de ses équipes techniques des travaux de

CONCEPTION ET RÉALISATION DE

PROTOTYPES D'EQUIPEMENTS AEROPORTES

A/ PLUSIEURS postes sont offerts dans des secteurs

varies de technologies avancées où dominent :

- systèmes digitaux - traitement du signal
- électronique analogique - circuits vidéo
- électronique de puissance
- MICRO-ONDES - antennes et circuits à large bande.

B/ ENSEMBLES RADARS conception de systèmes, coordination technique de haut niveau, suivi de projets complexes : première expérience appréciée mais non indispensable pour personnes de valeur ayant très solide formation initiale, comportant des bases en techniques radars.

Envoyer C.V. et photo en précisant les centres d'intérêt techniques au Service du Personnel, Division Avionique 68, Av. Pierre-Brossolette 92240 Malakoff

SOCIÉTÉ D'IMPORTANCE NATIONALE

recherche pour

banlieue Est de Paris

et Nantes

ingénieurs

Diplômés ECP, ETP, AM ou équivalent

Ils participeront à la conception des opérations et seront responsables de leur réalisation sur les plans : technique, administratif et financier jusqu'à la livraison aux acquéreurs.

Ils devront justifier d'une première expérience dans l'immobilier.

Possibilité d'évolution de carrière dans groupe important pour candidats de valeur.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 7369 à :

OR organisation et publicité

2 RUE MARENGO 75008 PARIS/VOUS TRANSMETTRA



THOMSON-CSF

PLUSIEURS POSTES de

TECHNICIENS-

ÉLECTRONICIENS

DEBUTANTS ou COURTE EXPERIENCE

POUR LEUR CONFIER DES TRAVAUX

d'ETUDE et de DEVELOPPEMENT de :

- Circuits analogiques, logiques, H.F. ;
- Traitement numérique du signal ;
- Programmation de microprocesseurs ;
- Réalisation de sous-ensembles pour matériels aéroportés.

Ces postes ouvrent une carrière intéressante au sein du groupe à des candidats de valeur.

Envoyer C.V. + photo Service du Personnel 68, avenue Pierre-Brossolette 92240-Malakoff.

Société électronique en pleine expansion recherche

1°) ingénieurs technico-commerciaux

a) FORMATION ELECTRONIQUE

b) FORMATION INFORMATIQUE

Diplômés Ecoles d'ingénieurs ou docteurs 3 ans

avala souhaités.

Ambiance agréable, grande responsabilité, rémunération motivante, anglais nécessaire.

2°) ingénieurs d'études

EXPERIENCE 2 ANS MINIMUM

ELECTRONIQUE ANALOGIQUE ET DIGITAL

Grande autonomie dans la réalisation des produits depuis leur conception jusqu'à leur fabrication.

PROMOTION ASSURÉE

Envoyer Curriculum-Vitae détaillé à :

EQUIPEMENTS SCIENTIFIQUES

B.P. 26 - 92360 GARCHES

Jeune Société de Conseil (30 pers.)

en forte expansion,

recherche pour sa clientèle

composée de très grandes entreprises

ingénieurs

option informatique

DEBUTANTS ou ayant eu à deux ans

d'expérience en INFORMATIQUE.

Salaires fixes motivants, plus un intéressement

personnel au résultat de chaque mission.

Appeler entre 10h et 12h, Madame HERVET

au 742.21.11 ou adresser CV plus prétentions

CARRIERES SERVICES

13, rue de la Paix - 75002 PARIS

Conseil en recrutement

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Chaudronnerie-tuyauterie-soudure - Nous sommes la filiale française d'un important groupe international, spécialisée dans l'élaboration et la fabrication de biens d'équipements industriels destinés à la pétrochimie et au nucléaire. Nous recherchons un cadre à fort potentiel technique qui, après avoir réussi les premières fonctions qui lui seront imparties, devra évoluer vers une position couvrant l'ensemble de la fonction technique. Nous souhaitons intégrer à notre structure en tant que

DIRECTEUR TECHNIQUE

Vous êtes ingénieur diplômé et vous parlez l'anglais. Vous avez 6 à 8 ans de vie professionnelle qui vous ont permis d'acquies de solides compétences techniques en métallurgie et plus particulièrement en chaudronnerie, tuyauterie, haute température et soudure, à des postes d'études et/ou de contrôle (B.E., ingénierie, bureau de calculs, assurance-qualité) intégrant l'analyse de la valeur; une expérience complémentaire en fabrication serait appréciée. Dans un premier temps, votre mission primordiale consistera à assurer le transfert technologique d'une partie des sociétés du groupe (d'où des contacts extérieurs fréquents), la mise en place d'un centre de calculs permettant d'évoluer vers des fonctions plus étendues.

Ecrire à Roland Gardeux sous réf. 5386 M

Nous sommes un important groupe industriel français d'équipement automobile, leader mondial dans sa spécialité, avec nos filiales et nos licenciés nous représentons 25 % du marché international. Compte tenu de notre développement nous recherchons une compétence en

COMPTABILITE - FISCALITE

Vous possédez votre DECS ou un niveau équivalent et vous avez acquis au moins 5 ans d'expérience à un poste de chef comptable si possible dans un contexte industriel avec la responsabilité de l'établissement du bilan fiscal. Nous vous proposons d'être l'adjoint de notre Directeur Comptable au siège et vous aurez pour mission de tenir, avec un petit service, la comptabilité de quelques sociétés (sociétés holding, sociétés de gestion de titres). De plus vous assurerez la vérification des déclarations fiscales de toutes nos sociétés pour qui vous aurez un rôle de conseil en matière fiscale. Vous participerez également à des missions d'audit et de consolidation pour le groupe. Ce poste vivant au sein d'une équipe confirmée sera évolutif.

Ecrire à Jean-Loup Parichon sous réf. 6392 M

Produits de grande consommation : fromages à la coupe - Nous sommes une importante société du secteur alimentaire (450 M de CA) et nous commercialisons des produits à forte image sur les plans régionaux, nationaux et internationaux. Nous souhaitons intégrer à notre structure marketing (base Paris) un cadre, déjà professionnel du marketing mais surtout intéressé par un marketing opérationnel en contact direct avec le terrain, la distribution, les consommateurs. Nous lui confierons la responsabilité de notre gamme de fromages à la coupe, en tant que

CHEF DE PRODUIT

Vous avez une formation supérieure et la pratique d'une ou deux langues étrangères (l'allemand serait apprécié). Vous avez une expérience de 3/4 ans de chef de produit dans le domaine de la grande consommation avec un vécu réel des contacts avec la distribution et la vente... mieux encore cette expérience a été acquise dans le marketing des produits crémeriers avec si possible la mise en place de stands de coupe. Aujourd'hui, vous souhaitez vivre un marketing opérationnel où votre esprit pragmatique, votre bon sens, vos dons d'observation, votre créativité seront les éléments de base de votre réflexion et de votre approche marketing. Vous aurez des responsabilités très complètes sur des produits régionaux et internationaux à fort potentiel; vous devrez en plus de la partie "études" et de la gestion des budgets de publicité, vivre sur le terrain: mise en place d'actions promotionnelles, sensibilisation permanente de la distribution, suivi des ventes, contact avec nos usines.

Ecrire à Roland Gardeux sous réf. 5390 M

EG&G SEALOL Nous sommes la filiale française (basée à Nanterre, puis à terme dans la région de Treppe) d'un important groupe international, spécialisée dans les garnitures mécaniques d'étanchéité. Nos produits sont fortement spécifiés dans les industries de pointe: aéronautique, marine, nucléaire... mais nous souhaitons pénétrer de plus en plus les autres branches industrielles et nous recherchons pour ce faire un

**CHEF DE PRODUITS
garnitures mécaniques d'étanchéité**

Vous avez un BTS en mécanique et vous parlez l'anglais. Votre expérience professionnelle de 6 à 8 ans - dans l'idéal chez un constructeur de pompes - a été acquise en BE et/ou dans des fonctions technico-commerciales et vous avez permis de parfaire vos connaissances en hydraulique et en mécanique. Vous serez, sous l'autorité du chef de département industries, responsable de la ligne de produits "garnitures mécaniques d'étanchéité" et dirigerez une petite équipe de technico-commerciaux; gestion des propositions commerciales, développement et modification des produits, création de nouveaux produits, vente sur certains pays européens. A l'écoute permanente des besoins et des marchés, vous serez en étroite liaison avec notre direction technique et les sociétés de notre groupe pour harmoniser les stratégies commerciales et de développement.

Ecrire à Roland Gardeux sous réf. 5389 M

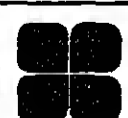
Neuilly - Nous sommes un important groupe industriel français aux activités très diversifiées. Nous recherchons pour l'une de nos filiales, leader mondial dans sa spécialité la

SECRETAIRE DU PRESIDENT

Vous êtes de formation supérieure ou équivalent et votre expérience professionnelle comprend au moins cinq ans de pratique d'un secrétariat de Direction Générale ou de Présidence. Nous vous proposons d'assurer la totalité d'un secrétariat classique de Président Directeur Général (vous taperez vous-même son courrier). Compte tenu de nos sociétés à l'étranger il est indispensable que vous possédiez une excellente connaissance de la langue anglaise et si possible le même niveau en allemand. Votre esprit d'initiative, votre sens de l'organisation, vos qualités relationnelles s'exerceront avec la discrétion de rigueur. Vous travaillerez (beaucoup) dans un cadre agréable.

Ecrire à Jean-Loup Parichon sous réf. 6391 M

Si vous pensez avoir le profil de l'une des personnes que nous recherchons, écrivez aux consultants de SERIFO en précisant la référence; ils étudieront avec vous les possibilités d'une future collaboration.



SERIFO CONSEILS DE DIRECTION
28, RUE DE LISBONNE - 75008 PARIS
TELEPHONE: 585-03-70

CRAY RESEARCH FRANCE

démarre sa filiale en France. Elle recherche son personnel, qualifié ou débutant, en prévision de l'installation des systèmes en commande.

ingénieurs système

Hommes ou femmes ayant 5 à 10 années d'expérience dans l'application système de gros ensembles, de préférence à vocation scientifique. (Réf. 8026)

ingénieurs de maintenance

Ces postes sont proposés à des ingénieurs ayant 5 à 7 années d'expérience sur gros ensembles. La formation est prévue, elle comprend un stage aux U.S.A. (Réf. 8026)

ingénieurs débutants

Hommes ou femmes, diplômés de Grandes Ecoles ou Universités souhaitant devenir ingénieur Système. Dans certains cas, une formation aux U.S.A., dont la durée pourra atteindre plusieurs mois, leur sera offerte. (Réf. 8027)

ingénieurs technico-commerciaux

Hommes ou femmes ayant une formation scientifique ou une expérience similaire, pour assurer l'assistance technique après-vente. (Réf. 8028)

Pour tous ces postes, une très bonne connaissance de l'anglais est nécessaire, les exigences ou expériences requises justifieront une rémunération et des avantages importants.



Rejoindre C.V. adressé au CRAY France 77271, 20, rue de la Trémolle 75008 PARIS en indiquant la référence.



**LE GROUPE
ELF AQUITAINE**

recherche pour sa BRANCHE RAFFINAGE DISTRIBUTION

un jeune ingénieur électricien

de formation SUPELEC ou ENSERG, possédant si possible quelques années d'expérience professionnelle dans le raffinage ou la pétrochimie.

Il interviendra dans les domaines du développement des nouvelles technologies de l'assistance technique auprès des raffineries, des problèmes techniques dans le cadre des projets de construction...

Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable. L'allemand serait souhaité.

un jeune ingénieur système

de formation grande école, option informatique, possédant si possible une première expérience professionnelle.

Il participera aux études sur les réseaux (ordinateurs, CIIB, TRANSPAC) et les bases de données.

de jeunes HEC, ESSEC, SUP. DE CO

désireux d'asseoir leur vie professionnelle sur une première expérience de terrain,

soit dans la vente, dans l'une de nos directions régionales commerciales,

soit dans la comptabilité, au sein de notre direction financière et comptable.

Ils évolueront ultérieurement en fonction de leurs goûts et de leur première orientation vers d'autres postes.

De par sa taille, et la diversification de ses activités, le Groupe offre de très importantes possibilités de carrière mais nécessite une certaine mobilité.

Les candidats intéressés adresseront C.V., photo, préférences au Service Recrutement ELF FRANCE - 137, rue de l'Université - 75340 PARIS CEDEX 07.

télécommunications

Notre Société conçoit, produit et commercialise des réseaux de télécommunications mettant en œuvre des techniques de pointe.

Nous recherchons pour secondier notre Directeur Régional

**1 INGENIEUR COMMERCIAL
CONFIRME**

Responsable du développement d'un important portefeuille de clientèle, il devra négocier à haut niveau, élaborer des propositions complexes et assurer la maîtrise d'œuvre d'affaires importantes.

Ce poste s'adresse en priorité à un INGENIEUR DIPLOME d'une grande école à vocation électronique, justifiant de plusieurs années d'expérience et susceptible d'assumer à terme des responsabilités importantes au sein de notre Société.

Adresser curriculum vitae, photo et préférences sous référence N° 58647 à CONTESSA PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

PARIS

**IMPORTANTE
SOCIETE D'ELECTRONIQUE**

450 personnes - 240 millions de C.A.
filiale d'un puissant groupe industriel international recherche son

**Chef des
Services Comptables**

Rattaché au Directeur Financier, il animera un service de 15 personnes et prendra en charge la comptabilité générale et analytique.

Nous recherchons : un professionnel possédant au moins une dizaine d'années d'expérience et ayant déjà assuré des responsabilités équivalentes d'encadrement et d'animation.

Ce poste à pourvoir rapidement est situé en BANLIEUE SUD OUEST.

Adresser C.V., rémunérations actuelles et souhaitées à M. COLAS - S.G.P. - B.P. 88 - 75840 PARIS Cedex 17 qui traitera confidentiellement toutes les candidatures.

**(220 000 +)
DIRECTEUR GENERAL
d'une Chambre Syndicale
Industrielle**

Il a pour mission de représenter la profession et de défendre ses intérêts. Pour cela, il négocie avec les Pouvoirs Publics, il est en relation avec les Organisations Professionnelles du même secteur national et international (anglais indispensable). Il apporte aux adhérents une information permanente, il est l'interlocuteur des Syndicats de salariés. Il anime une équipe d'environ 20 personnes.

Vous êtes intéressé par la défense d'une profession, vous avez une expérience de niveau Direction Générale, soit industrielle, soit dans un organisme, ce poste peut vous convenir.

Adresser-vous à notre Conseil en recrutement qui vous assure une totale discrétion.

Envoyez votre C.V. en indiquant vos préférences, sous réf. 20M101 au

Centre de Psychologie Appliquée 69, rue de Monceau 75008 Paris

Partenaire pour la France de Consult-Eur



IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
recherche :

TECHNICIEN

FORMATION MÉCANIQUE
avec expérience approuvée de forage pétrolier. Très bonne connaissance anglaise indispensable.

FONCTIONS :
Assistera l'ingénieur dans les suivis suivants :
- Appels d'offres des équipements de forage;
- Commandes;
- Planning de livraison;
- Implantation sur place-forme en relation avec le bureau d'études;
- Essais et premières mises en route.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. à N° 38.807 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

COMPAGNIE INTERNATIONALE ASSURANCES

recrute pour son siège à PARIS

**UN INGENIEUR
DEBUTANT**

ESME - ENSI ou équivalent dans le cadre de son service "Incendie - risques industriels", en expansion.

Il sera chargé de l'étude et de l'évaluation des risques techniques dans des entreprises de différents secteurs industriels.

Nombreux déplacements de courte durée en province.

Anglais courant apprécié.

Adresser CV, photo et préférences sous N° 8241 à PARFRANCE Annonces 4, rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra

Négociateur immobilier

AFFAIRES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

Nous sommes une SICOMI, filiale d'un important groupe financier. Nous souhaitons accueillir dans notre équipe de Paris un jeune cadre de formation ESSEC, ESC, IEP, etc., ayant au moins 2 ans d'expérience du métier et compétent sur les plans juridique et financier. Le poste implique de nombreux déplacements de courte durée.

Adresser votre C.V. et vos préférences à Notre Conseil en Recrutement/réf. 20M102

Centre de Psychologie Appliquée 69, rue de Monceau 75008 Paris

Partenaire pour la France de Consult-Eur



recherche pour

PARIS 16ème

COMPTABLE

Quelques années d'expérience. Titulaire du BP comptable ou niveau équivalent.
- Assistant du Chef de bureau clients.
- Connaissances fiscales (T.V.A. et comptabilité informatique).

Ne pas se présenter. Envoyer CV - SAT - 41, rue Cartier 75013 PARIS.

offres d'emploi

Groupe pharmaceutique

Recherche pour son service de développement commercial un ingénieur diplômé en pharmacie, ayant une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine de la vente de produits pharmaceutiques.

Jeu du monde

Recherche pour son service de développement commercial un ingénieur diplômé en mécanique, ayant une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine de la vente de produits mécaniques.

Contrôle financier

Recherche pour son service de développement commercial un ingénieur diplômé en électronique, ayant une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine de la vente de produits électroniques.

Chef du service

Recherche pour son service de développement commercial un ingénieur diplômé en chimie, ayant une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine de la vente de produits chimiques.

SEGE

Recherche pour son service de développement commercial un ingénieur diplômé en physique, ayant une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine de la vente de produits physiques.

JEUNE CADRE

Recherche pour son service de développement commercial un ingénieur diplômé en biologie, ayant une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine de la vente de produits biologiques.

Administratif

Recherche pour son service de développement commercial un ingénieur diplômé en géologie, ayant une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine de la vente de produits géologiques.

INGENIEUR

Recherche pour son service de développement commercial un ingénieur diplômé en météorologie, ayant une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine de la vente de produits météorologiques.

PHYSICIEN

Recherche pour son service de développement commercial un ingénieur diplômé en astronomie, ayant une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine de la vente de produits astronomiques.

IMPORTANTE

Recherche pour son service de développement commercial un ingénieur diplômé en océanographie, ayant une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine de la vente de produits océanographiques.

JEUNES INGENIEURS

Recherche pour son service de développement commercial un ingénieur diplômé en acoustique, ayant une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine de la vente de produits acoustiques.

POUR ETUDES DE ST

Recherche pour son service de développement commercial un ingénieur diplômé en optique, ayant une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine de la vente de produits optiques.

IMPORTANTE

Recherche pour son service de développement commercial un ingénieur diplômé en électricité, ayant une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine de la vente de produits électriques.

JEUNES INGENIEURS

Recherche pour son service de développement commercial un ingénieur diplômé en mécanique, ayant une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine de la vente de produits mécaniques.

POUR ETUDES DE ST

Recherche pour son service de développement commercial un ingénieur diplômé en chimie, ayant une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine de la vente de produits chimiques.

IMPORTANTE

Recherche pour son service de développement commercial un ingénieur diplômé en physique, ayant une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine de la vente de produits physiques.

JEUNES INGENIEURS

Recherche pour son service de développement commercial un ingénieur diplômé en biologie, ayant une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine de la vente de produits biologiques.

POUR ETUDES DE ST

Recherche pour son service de développement commercial un ingénieur diplômé en géologie, ayant une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine de la vente de produits géologiques.

IMPORTANTE

Recherche pour son service de développement commercial un ingénieur diplômé en météorologie, ayant une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine de la vente de produits météorologiques.

JEUNES INGENIEURS

Recherche pour son service de développement commercial un ingénieur diplômé en océanographie, ayant une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine de la vente de produits océanographiques.

مذا من اجل

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

GUERBET

Groupe pharmaceutique Paris Est en pleine expansion

Spécialisé dans les produits de radiodiagnostic, leader en France dans son domaine avec un CA de plus de 100 Millions de francs dont 40% à l'exportation, effectif 380 personnes.

- pour sa Société holding, et dans le cadre de l'évolution de son outil informatique: mini ordinateur WANG, 4 postes, recherche un

Jeune responsable (du système information de gestion)

28 ans minimum
130 000 F

Dépendant directement du Directeur Général, il devra:
- assurer l'informatique propre à l'Administration du Groupe,
- assurer la cohérence des études (systèmes et matériels) et de la maintenance décentralisée par branche d'activité,
- centraliser les éléments du tableau de bord et jouer un rôle de Conseil et d'Assistance Technique informatique auprès des différentes entités concernées.
Ce poste ne peut convenir qu'à un Diplômé d'Etudes Supérieures de Commerce et/ou de Gestion, complétées par une formation et une expérience en informatique acquise soit en Entreprise soit en Cabinet et compatible avec les exigences du poste à pourvoir. REF. 8130/M

- pour sa Société holding, crée un poste de:

Chef de service

(contrôle fournisseurs et comptabilité analytique)

125 000 F +

Dépendant du Directeur Administratif et Financier, le titulaire de ce poste prendra en charge deux unités regroupant 9 personnes: assisté de 2 agents de maîtrise, il sera responsable des commandes et des règlements aux fournisseurs, ainsi que de l'élaboration et du suivi des prix de revient et du contrôle budgétaire.
La création de ce poste a pour objectif principal de renforcer l'analyse et le contrôle des prix de revient et des marges au niveau du Groupe.
Ce poste sera confié à un diplômé d'Etudes Supérieures complétées par une solide formation de gestion comptable et administrative, 30 ans minimum, justifiant de plusieurs années d'expérience dans ce domaine acquise en milieu industriel. REF. 8127/M

- pour sa filiale chimique, recherche le

Chef du service (contrôle chimie)

HF
125 000 F +

Au sein d'un service comprenant une dizaine de techniciens, il sera responsable du contrôle des matières premières, des en-cours de synthèse et de la coordination avec la fabrication. Il travaillera dans le cadre d'un budget dont il sera responsable (élaboration et suivi).
Ce poste ne peut convenir qu'à un ingénieur chimiste diplômé ENSI justifiant d'au moins 7 à 8 années d'une expérience identique d'animation et de direction d'un laboratoire de contrôle acquise dans le domaine de la chimie organique ou de la pharmacie. REF. 8128/M

Merci d'adresser très rapidement un dossier de candidature aussi complet et détaillé que possible à notre conseil Fr. ROUSSEAU, Sélé-CEGOS, 38, quai Gallieni, 92152 SURESNES, sous référence choisie.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Düsseldorf, Lisbonne, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo.

200 000 F +

INGENIEUR GRANDE ECOLE

PARIS

Direction générale commerciale

Société commerciale française, nous sommes filiale d'un Groupe Industriel Européen de renom. Notre objectif: la commercialisation de biens d'équipement industriels sophistiqués. Nous avons une excellente image de marque sur le marché français, notre position y est prépondérante.

Nous recherchons un ingénieur diplômé d'une grande école - mécanique, électromécanique - qui, sur base d'un objectif négocié chaque année, devra assurer:

- la développement de nos ventes;
- l'animation commerciale d'une équipe - vente et après-vente - efficace;
- la gestion de notre filiale qui regroupe une vingtaine de personnes.

Cette fonction peut convenir à un ingénieur, 35 ans au minimum, très bon négociateur, ayant une expérience de la commercialisation de biens industriels - machines-outils appréciée - et de l'animation d'une équipe.

La connaissance de l'Anglais est très souhaitable, celle de l'Italien peut valoriser une candidature. Déplacements à prévoir. Voiture de fonction.

Sélé
CEGOS

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo ss réf. 71553/M à R. Verdet, Sélé-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Düsseldorf, Lisbonne, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo.

Jeunes informaticiens

Diplômés de l'enseignement supérieur

Compagnie Européenne de Gestion et d'Informatique-Tymshare, filiale du Crédit Lyonnais et de Tymshare (U.S.A.); leader dans son domaine. Forte expansion européenne.

Vous voulez saisir l'opportunité:

- de collaborer à la mise en place d'APPLICATIONS DE GESTION pour de grandes entreprises nationales et internationales (nos clients);

- de partager la responsabilité du développement: analyse, programmation, tests, documentation, formation;

- de vous intégrer à une équipe jeune et sympathique, basée à Paris, mais évoluant dans un contexte international;

- d'évoluer ultérieurement vers d'autres postes techniques ou commerciaux, en France ou à l'étranger.

Vous souhaitez acquérir une expérience enrichissante en utilisant:

- notre réseau mondial de télétraitement comportant plus de 50 gros systèmes interconnectés;

- notre gamme complète de langages, des plus classiques aux plus sophistiqués;

- notre approche des techniques les plus évoluées en Finance, Marketing, Personnel, Production.

Vous voulez exploiter au mieux:

- vos solides connaissances en analyse et programmation;

- votre faculté de vous exprimer en anglais (néerlandais apprécié);

- votre efficacité et votre esprit méthodique.

Alors, nous vous proposons de rejoindre notre:

GROUPE SOFTWARE D'APPLICATIONS

La formation spécifique à nos systèmes et produits sera assurée dans nos bureaux de Saint-Cloud. Nous vous remercions d'adresser votre C.V. (+ photo) sous référence 821 à:

Serge BOULLE - CEGI TYMSHARE - 108, Bureau de la Colline-de-Saint-Cloud - 92213 SAINT-CLOUD.

Jeune cadre

administratif et financier

(pour une carrière dans un groupe français multinational)

Un très grand groupe français souhaite finaliser une partie de ses activités. Il lui faut, pour réussir cette expérience, des hommes de direction autonomes, des généralistes dominants les diverses techniques de leur spécialité.

Ils feront leurs armes dans une société du groupe pour y parfaire leur formation et s'initier aux méthodes de travail, puis se verront proposer, à terme, un poste de direction dans une filiale en France ou à l'étranger.

Le jeune financier à qui est offerte cette opportunité a une formation HEC, ESSEC, ESC, DECS. Il vient de la banque, de la révision comptable ou de l'informatique et a abordé les problèmes de trésorerie, comptabilité, coût de gestion, rentabilité des investissements...

Il a une forte personnalité, sait écouter et prendre des initiatives. Il a le goût des responsabilités effectives. Du contrôle de gestion à une Direction Financière, il peut se construire une carrière intéressante dans un groupe puissant et diversifié.

SEFOP remercie les cadres intéressés par ces perspectives de lui adresser leur dossier sous réf. SO 516 M.

SEFOP 11, rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTec

INGENIEUR PHYSICIEN-CHIMISTE

Diplômé Ecole Chimie
Paris, Toulouse, Lyon, Lille

Préférence 1 à 2 ans d'expérience

- pour développer nouveaux produits et nouvelles technologies dans le domaine des matériaux de traitement de surface, connaissance des polymères.

Dynamisme et adaptation rapide.

Adresser C.V. photo et présentations sous référence No 58907 CONTESSA PUBLICITE 20, av. de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
RECHERCHE

JEUNES INGENIEURS DEBUTANTS POUR ETUDES DE STRUCTURES METALLIQUES

Les candidats retenus, possédant une formation Grande Ecole, devront avoir également une bonne connaissance de l'anglais.

Adresser votre dossier de candidature avec C.V., + photo, sous réf. 4249 à J.-P. MARCHELLI, 75, rue Dubot - 75015 Paris, qui transmettra.

analystes

analystes

programmeurs
expérimentés

FILIALE chargée de la mise en œuvre des SYSTÈMES INFORMATIQUES d'un très important GROUPE D'ASSURANCES recherche des analystes (réf. 8363 A) et des analystes-programmeurs (réf. 8363 AP), ayant 2 à 3 ans d'expérience dans l'informatique, pour travailler sur d'importants systèmes utilisant IMS et DL1 pour gérer en temps réel des bases de données et un réseau de télétraitement.

Le matériel actuellement installé se compose de:

DEUX 3033 - 12.000 K chacun,
UN 3033 - 8.000 K,
UN 3701/168 AP - 8.000 K,
1000 terminaux de télétraitement.

GIE

Envoyer CV, en précisant la référence du poste choisi, au Service du Personnel, Tour Franklin, Cédex 11, 92081 PARIS La Défense.

L'INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE
ET DE LA RECHERCHE MEDICALE

recherche

candidat(e) titulaire baccalauréal
à un poste de secrétaire commercial

chargé d'assurer la vente par correspondance d'ouvrages scientifiques, l'analyse statistique de ces ventes, la gestion des stocks, les relations avec les librairies médicales.

Notions d'anglais et pratique de la dactylographie indispensables.

Adresser C.V. avec présentations sous n° R 880.846 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Béhaim, 75002 Paris.

exporter la péri-informatique

- Conseiller des filiales européennes, animer des agents, négocier directement dans certains pays: vous savez faire ou vos connaissances des matériels informatiques vous amènent à une carrière commerciale.

- 2^e constructeur mondial en informatique française: une référence et un marché en croissance de 40%.

Ecrivez à Benson
Service du Personnel - 1, rue Jean-Lemoine
21 des Petites Halles - 94015 CRETEIL

CHEF DES VENTES . FRANCE

ENCENTES ACOUSTIQUES

HI-FI

Le premier constructeur Scandinave d'enceintes acoustiques, en accord avec son distributeur français qui a préparé le terrain, crée une filiale promise à un bon avenir. En effet, le succès rencontré par ses enceintes en raison de leur excellent rapport qualité-prix, a démontré qu'une implantation autonome en France était tout à fait justifiée et rentable.

Vous voulez conserver des structures légères la société a décidé de miser sur un homme performant qui, au départ, sera capable de vendre seul puis proposer une politique et constituer son équipe. Ses responsabilités ne seront pas limitées. Ce poste ne peut être confié qu'à un spécialiste averti de la vente de matériels HI-FI déjà bien introduit dans TOUS les réseaux de distribution de ce genre de matériels.

Si vous voulez en savoir davantage sur la société, ses produits et sur le poste, AVANT MEME D'ÊTRE CANDIDAT, demandez une documentation sous référence 3399 à F. POZOL - DELTA CONSEIL - 27, rue Dombasle 75015 PARIS - TELEPHONE: 250.84.30

LOGISTA

recherche pour réaliser, à Paris ou en province, des projets informatiques, techniques et de gestion

ingénieurs informaticiens

DEBUTANTS. Réf. 01

Issus de la section Informatique automatique ou équivalente de leur école.

EXPERIMENTES. Réf. 02

Forts de 1 à 5 ans de pratique de l'informatique et d'une grande ouverture d'esprit.

Date d'entrée comprise entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre 1980.

Il sera répondu à toutes les lettres qui comporteront une demande manuscrite d'emploi, un C.V. détaillé et une photo.

Préciser la référence du poste, le date de disponibilité et la région souhaitée.

A. GHERSON, LOGISTA, 30, quai National, 92806 PUTEAUX.

jeunes ingénieurs grande école

Ingénieurs conseils en propriété industrielle « brevets d'invention et protection des innovations, organisation légale et défense des transferts de technologie en France et à l'étranger » nous sommes un cabinet de groupe.

Nous cherchons, pour PARIS, des ingénieurs grande école, débutants ou ayant deux à trois ans d'expérience de l'industrie. Ces ingénieurs auront rapidement un statut de profession libérale. Il faut parler l'anglais, lire l'allemand, avoir bien sûr le goût du droit et être résolument attiré par l'exercice autonome de sa profession.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil, sous la réf. 150 LM.

Jacques fixier s.a.
7 rue de logelbach - 75017 paris

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Vous allez sortir d'une grande école

ECP - ENSAM - MINES - IDN - ESE - SUP AERO - ENSTA - HEC - ESSEC - ESCP

Vous avez du tempérament et vous cherchez votre 1er emploi

Prenez donc contact avec nous

Quels que soient vos goûts et votre destination future, vous commencerez par travailler en FABRICATION pendant 6 mois, dans nos Usines de la région parisienne. Vous y trouverez vos premières responsabilités auprès d'hommes de qualité qui sont habitués à guider nos jeunes camarades.

Vous y serez jugés sur votre force de caractère, vos qualités de communication, votre imagination et votre bon sens. Vous y ferez bien sûr de la technique et de la gestion, mais c'est votre comportement humain qui sera souvent décisif.

A la fin de cette première étape, nous choisirons ensemble votre premier poste en pleine responsabilité. Vous apprendrez ce qu'est la vie industrielle dans les domaines de la conception, de la construction et de la commercialisation.

Il n'y a chez nous ni mafia, ni voie royale toute tracée pour atteindre les hauts niveaux. On ne peut être ébarré que par soi-même. En toutes circonstances, seuls, vos résultats vous jugeront ainsi que la manière dont vous les aurez atteints.

Si vous êtes dégagés des obligations militaires, écrivez à rscg carrières sous réf. 1000, 64 rue la Boétie 75008 PARIS.

informatique-télématique européennes

Cii Honeywell Bull Systèmes
Filiale commune de Cii Honeywell Bull et de SESA
recherche des

ingénieurs grandes écoles

ayant acquis une expérience informatique au cours d'une année de spécialisation.

LEUR MISSION :

Participer au développement et à la mise en œuvre de
SYSTÈMES INFORMATIQUES ET TÉLÉMATIQUES dans divers
PAYS EUROPEENS.
Pratique courante de l'Anglais et/ou de l'Allemand.

Des informations complémentaires détaillées,
peuvent être obtenues en téléphonant à
Madame SALMON 776.41.00 - Poste 47.10
ou en écrivant à :

Cii Honeywell Bull Systèmes
30, quai National,
92006 Puteaux.

Cii Honeywell Bull

Leader sur le marché des produits d'entretien

Johnson

recherche

UN CHARGÉ D'ÉTUDES ORGANISATION

MISSION :
- analyser les circuits d'information pour aboutir au système d'information et au tableau de bord de la société.
- faire des études de poste de travail.
- rédiger et centraliser les procédures de la société.

PROFIL :
- diplôme de l'enseignement supérieur.
- 2 ans d'expérience dans un poste similaire.
- anglais lu, parlé, écrit nécessaire. Réf. 207.

UN PROGRAMMEUR ANALYSTE CONFIRMÉ

MISSION :
- sous la responsabilité du chef du service études informatiques : concevoir, écrire, documenter, assurer la maintenance de logiciels de traitement.
- matériel utilisé : CII HB série 66 en interface batch à travers le réseau informatique du groupe auquel rattachera un mini-ordinateur local.

PROFIL :
- I.D.E. informatique, 2 à 3 ans d'expérience.
- connaissances requises : cobol, fortran, I.D.S.
- la pratique de ces langages sur matériel similaire sera un atout.
- anglais lu, parlé, écrit nécessaire. Réf. 208.

NOUS OFFRONS :
- Une politique de personnel essentiellement basée sur la formation permanente et la promotion interne.
- Séminaire : 100 X 13. Plan de participation. Avantages sociaux.
- Ecrire avec photo, C.V. et prétentions à O. de Primare, LA JOHNSON FRANÇAISE S.P. 605, 99004 CERGY PONTOISE CEDEX.

AUTOPHON FRANCE
TELECOMMUNICATIONS

recherche

A.T.3 électroniciens

possédant expérience de plusieurs années en laboratoire de télécommunications, pour assistance Ingénieur.
Développements, projets, suivi d'affaires dans le domaine des systèmes radiotéléphoniques.
Envoyer CV détaillé, photo et indication de votre rémunération actuelle à Mr REY, 6 rue Barbès 92301 LEVALLOIS PERRET

MAINTENANCE MERCHANDISING

Pour notre département gestion des linéaires en grandes surfaces (plusieurs centaines d'employés) créons un poste de

RESPONSABLE ADMINISTRATION GESTION

assisté d'une employée, il aura pour mission :
- le dépouillement des informations des agences régionales,
- l'analyse des documents de paie et de facturation,
- le suivi des méthodes et des coûts,
- les relations TECHNIQUE-COMMERCE.
Pour ce poste très complet et d'avenir (Paris 8^e) nous donnerons la préférence à un homme d'au moins 28 ans, ayant une première expérience des affaires, une formation min BAC + 2 ans.
- Disponibilité rapide - Position cadre.
Adr. C.V. man. + photo + prêt, ss réf. 1259 M à :

PUBUSCOPE JUNIOR
11, rue Royale 75008 PARIS
(qui transmettra)

Une entreprise européenne (siège à Paris) fabricant des produits chimiques dans le domaine des industries AGRO-ALIMENTAIRES cherche

un ingénieur, chef de département commercial

Celui-ci dirige une équipe commerciale et technico-commerciale d'une quarantaine de personnes : il définit les marchés, fixe les objectifs, anime ses ingénieurs et techniciens en clientèle.
Réussir implique de fortes connaissances techniques (diplôme d'ingénieur d'une école supérieure agro-alimentaire ou de chimie indispensable) et une expérience de 5 ans minimum de l'encadrement et de la vente aux industries agro-alimentaires. La connaissance des produits et des méthodes sera acquise au cours d'un stage à l'étranger. La connaissance, au moins scolaire, de l'allemand est souhaitable.

Notre consultant, J.E. LEYMARIE, vous remercie de lui écrire à Paris (réf. 3592 LM).

SALOMON - Annecy homme de marketing

Voulez-vous participer au lancement et au développement de notre nouvelle division "fond" (chaussures et fixations) ? Notre produit a fait ses preuves cette première saison, notamment en haute compétition ; notre ambition est qu'il devienne, lui aussi, N°1 du marché mondial.

Nous cherchons notre chef de produits qui définit notre politique marketing et commerciale. En collaboration avec notre service études, il cerna les besoins du marché, participe à l'élaboration et au lancement des nouveaux produits. Il forme l'équipe de vente, suit pays par pays les performances et met en place les actions correctives nécessaires. Il anime le service compétition. C'est donc un sportif, de préférence skieur de fond. Il a 25 ans minimum, une formation supérieure de type HEC, ESSEC, Sup de Co et une première expérience de marketing. Il parle anglais. Notre consultant, Mme P. SAURAS, vous remercie de lui écrire à Lyon (réf. 605 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE 75008 PARIS
10, RUE DE LA REPUBLIQUE 69001 LYON

MEMBRE DE SYNTIC

Réussir

par le technico-commercial

Ingénieur, chimiste ou non, vous avez réussi une première expérience industrielle en labo ou en usine. Ensuite, vous êtes passé au technico-commercial parce que vous aviez besoin de contacts avec des interlocuteurs de différentes professions. Vous aimez la vente mais de produits techniques de base, telles résines, matières premières, charges... Vous souhaitez ne pas en rester là et vous intégrer dans une équipe de bonne qualité, dans une affaire qui financièrement va très bien. C'est le cas du groupe POLIET. Vous voulez progresser... vite. C'est ce que nous souhaitons.

Dans notre équipe technico-commerciale, vous aurez tout de suite la responsabilité des ventes de "votre" produit : nous en connaissons de nombreux usages, beaucoup restent à découvrir. Vous participerez aussi à nos travaux de promotion, d'avant-vente, de SAV pour d'autres lignes de produits dont la plus grande part est destinée au second œuvre. Vous devriez ainsi acquérir une polyvalence vous permettant d'évoluer dans le groupe vers d'autres responsabilités commerciales, ou des fonctions de généraliste.

Actuellement, vous n'avez rien contre les déplacements en France et quelque travail au bureau à Paris ? Vous écrivez donc aux conseils en recrutement de SIRCA sous la référence 804.411.M.

Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS.

MEMBRE DE SYNTIC

Société financière en relation d'affaires avec plus de 120 pays, réalisant un chiffre d'affaires de plus 3 milliards de francs, recherche pour son département commercial Allemagne - Autriche - Hollande, un

Responsable administratif

chargé du suivi technique des contrats. Il devra pouvoir s'exprimer aisément en allemand comme en anglais. Il aura à animer une équipe administrative et pourra trouver dans le groupe une évolution de carrière à la mesure de ses ambitions et de ses performances.
Nicole Marichez vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature ss réf. M 4942 B, 1 rue de Berri 75008 Paris.

Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE, première en Europe dans son secteur (C.A. 3,5 milliards de francs) recherche pour région parisienne

ingénieurs

Diplômés grande école, 5 à 10 ans d'expérience en fabrication ou en entretien pour renforcer l'encadrement d'unités de production assurant l'entretien de matériels très évolués.
Le sens du commandement et de l'organisation, le goût du travail en équipe, la connaissance de l'anglais sont indispensables.
Larges possibilités d'évolution de carrière pour des candidats de valeur.

organiseurs

Diplômés grande école, 5 à 10 ans d'expérience en organisation industrielle (planification, méthodes, ordonnancement-lancement, évaluation des tâches, approvisionnements, implantation d'atelier, etc.) ou administrative (organisation des tâches, procédures, documents, etc.) associée à la mise en place de systèmes informatiques, capables d'aller à l'essentiel, de dialoguer et de convaincre.
Les candidats retenus seront intégrés à une équipe industrielle chargée d'établir un plan de développement informatique, d'améliorer les procédures et les systèmes existants et de mettre en place, avec le concours d'utilisateurs et d'informaticiens, des systèmes informatiques performants. Larges possibilités d'évolution de carrière pour des candidats de valeur.
La connaissance de l'anglais est indispensable.
Adresser C.V. + photo et prétentions sous réf. NOR (mentionnée sur l'enveloppe) à EMPLOIS ET CARRIÈRES - 30, rue Vermet, 75008 Paris qui transmettra

Chef de Produit (Centrale, Mines, Ponts,...)

Une filiale importante d'un groupe industriel multinational particulièrement diversifiée recherche pour sa Direction Marketing un INGENIEUR CHEF DE PRODUIT ayant une première expérience industrielle d'environ deux ans. En relation étroite avec la commercialisation et la production, il sera responsable du développement d'une nouvelle ligne de produits destinée à une clientèle bâtiment. Il définira un plan d'actions marketing, le fera accepter et en suivra la réalisation de très près sous les aspects technique, attaque du marché et rentabilité.
Basé à Paris, ce poste évalueur nécessite des déplacements de courte durée dans les usines ou avec les commerciaux, principalement en France. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 110 000 francs.
Ecrire sous référence 80401 M à François CORNEVIN qui traite confidentiellement cette recherche.

EMPLOI centor

13 bis, rue Henri Monnier
75009 - PARIS

Handwritten signature or mark at the bottom center of the page.

ANNONCES CLASSEES

DIFFERES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.
DEMANDES D'EMPLI	57,00	57,00
IMMOBILIER	14,00	15,45
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PRDP, COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

AGENCES ENCHARGES	La ligne	T.E.
OFFRES D'EMPLOI	35,00	39,80
DEMANDES D'EMPLI	9,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

LE GROUPE TRIUMPH ADLER

- 50.000 ordinateurs installés dans 140 pays
- Le leader incontesté de la machine à écrire électrique
- La filiale de VOLKSWAGEN (120.000 personnes)

TRIUMPH ADLER FRANCE

étioffe son département

TRAITEMENT DE TEXTES

et recrute :

- UN CHEF DE PRODUITS
- DES INGENIEURS COMMERCIAUX

EXPERIMENTES

pour Paris et Province

Ces cadres seront chargés de la promotion et de la commercialisation

de la nouvelle famille "BITSY" (mono et multi-postes)

Rémunération et conditions de travail plus que satisfaisantes.

Adresser votre C.V. (avec photo) à

Mr Kießer PAULMIER Directeur de la Division Informatique

BP 210 - 9-15 Avenue Paul Doumer 92505 RUEIL-MALMAISON CEDEX

LE GROUPE TRIUMPH ADLER

c'est 50000 ordinateurs installés dans 140 pays

c'est la filiale de VOLKSWAGEN (120 000 personnes)

LA DIVISION INFORMATIQUE DE TRIUMPH ADLER FRANCE

dans le cadre de son expansion recrute immédiatement

DES PROFESSIONNELS DE LA VENTE

INGENIEURS COMMERCIAUX (statut cadre)

Pour ses agences Parisiennes

Nous disposons d'une gamme de produits uniques sur le marché du micro-ordinateur au

multiposte.

Les professionnels retenus auront l'expérience de la vente de produits informatiques aux PME.

La rémunération annuelle atteindra 150 000 F et + à quota réalisés

(matériel + logiciel)

Adresser votre C.V. (avec photo) à

Mr Kießer PAULMIER Directeur de la Division Informatique

BP 210 - 9-15 Avenue Paul Doumer 92505 RUEIL-MALMAISON CEDEX

DIRECTEUR de CONSEILS en DIRECTION

Nous sommes une société internationale de conseils désirant étendre

plus avant notre secteur d'activité, déjà bien implanté, en Europe de

l'Ouest.

Nous sommes à la recherche d'un professionnel dynamique, qui aura

la charge de notre activité pour nos bureaux en France.

Basé à notre bureau de Paris, il sera responsable auprès du Directeur

de nos opérations de Conseil pour l'Europe.

Nous prévoyons que le candidat retenu sera âgé de 35 ans minimum

et diplômé d'une grande école. Il est au moins bilingue (Anglais, et déjà

rempli la fonction de responsable d'une firme professionnelle ou d'une

organisation industrielle et sa rémunération est de l'ordre de 500 000

par an. Il sera idéal que ses points forts soient dans les domaines du

traitement des informations et de la comptabilité.

Le poste proposé mettra en évidence son aptitude à diriger, à faire

accepter ses idées et à résoudre par des solutions pratiques les problèmes

de management.

La personne qui mènera à bien cette mission pour la France aura

l'opportunité d'évoluer au sein de notre organisation européenne ainsi

que dans notre structure internationale.

Adresser dossier de candidature réf. 5000 à P. LICHAU S.A. - BP 220

75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

Casino

L'un des tout premiers groupes français de

DISTRIBUTION en GRANDE SURFACE

recherche des

jeunes diplômés

d'études supérieures HF

pour les préparer aux fonctions de

cadre d'exploitation

commerciale

un supermarché à Paris et en Région Parisienne. Après de

22 ans au métier et diplômés à "rejoindre les équipes"

Ces jeunes auront la possibilité de parvenir en quelques

années et par une formation pratique à des responsabilités

de tout ordre en maîtrisant tous les rouages d'un métier

moderne.

Pour informations complémentaires et rendez-vous éventuel,

appeler 783.11.15, INFORMATION CARRIERE,

aux heures de bureau, 9h-12h et 14h-17h.

INFORMATION CARRIERE SVP

Si vous le préférez,

adresses votre

candidature à SVP

Recherche Humaines,

7 rue de Valenciennes,

75017 Paris.

Directeur des Achats Paris

SUCCURSALISTE VESTIMENTAIRE

Nous sommes l'une des plus importantes chaînes de magasins, spécialisée dans le

vêtement masculin (pantalons, blousons, pulls, chemises, ensembles,

accessoires...).

Dans le cadre de notre redéploiement, nous créons le poste de Directeur des Achats.

En liaison avec la Direction Générale, il veille à bien positionner notre marque, défi-

nit le plan de collection, recherche et sélectionne les fournisseurs et contrôle la rota-

tion des articles; il anime un service de 15 personnes.

Ce poste sera confié à un homme justifiant d'une expérience confirmée d'Ache-

teur International ou de Directeur des Achats acquise si possible dans un Grand

Magasin ou chez un succursaliste. Une bonne introduction auprès des fournisseurs

d'équipements masculins, un tempérament de chef de produit, une bonne maîtrise de

l'anglais sont indispensables.

Il est prévu de nombreux déplacements.

Envoyer CV, photo récente et rémunération actuelle sous la référence 005221 NO

(à mentionner sur l'enveloppe) à notre Département "Industries de la Mode".

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

MEMBRE DE SYNTHEC

GROUPE IMPORTANT

spécialiste notament de TRANSPORT EN COMMUN

recherche en région parisienne

DIRECTEUR DE CENTRE

80 VEHICULES - 160 PERSONNES

FORMAT, SUPERIEURE (A et M-H.E.C. ou équiv.)

— Age minimum : 35 ans;

— Le candidat assurera le plein exercice de ses

fonctions au terme d'une période transitoire

de quelques mois.

MISSION : gestion et développement de l'unité

dans un cadre décentralisé.

Env. lettre manuscrite, C.V., photo, prêt, réf. 620 à

CAMPBELL 75263 Paris Cedex 17.

IMPORTANT GROUPE

EQUIPEMENTS AUTOMOBILE

recherche

INGENIEUR

DIPLOME

pour développement de procédés nouveaux

dans les matières plastiques.

Connaissances souhaitées dans les matières et

les procédés : injection, extrusion, etc...

Fonction centrale en contact avec clientèle

(constructeurs automobiles européens) et usines du

groupe.

Poste à pourvoir en région parisienne.

Langues étrangères : anglais indispensable,

allemand apprécié.

Adresser C.V. et présentations réf. 8943 à :

PIERRE LICHAU S.A. BP 220, 75063 Paris

cedex 02 qui transmettra.

IMPORTANTE BANQUE PRIVEE

PARIS 2ème, recherche

Gradés

Niveau CL IV

30 ans minimum, pour gestion administrative et

comptable.

Possibilités d'évolution pour candidats de valeur.

Sérieuses références exigées.

Ecrire avec C.V. sous réf. 125 M à

MEDIA BA

8, Bd des Capucines, 75002 Paris

qui transmettra.

(Réponse et discrétion assurées).

Aujourd'hui diriger des fabrications, demain gérer un centre de profit....

Mécanique - Electricité

140/170.000F an

Notre Groupe (+ de 10.000 personnes) est actuellement très recherché pour son dynamisme et la qualité

de sa gestion. Nos activités touchent de nombreux domaines, dans des secteurs de pointe à technologies

avancées.

Nous recherchons un patron des fabrications pour l'une de nos branches : 350 personnes, centre proto-

types et développement de matériels principalement MECANIQUE et ELECTRIQUE. Il prendra en

charge au départ un effectif de plus de 200 personnes travaillant usinage, chaudronnerie, montage mécani-

que, câblage, prototypage. Après avoir fait ses preuves un particulier dans l'animation d'équipe, il pourra

prendre à une direction industrielle et par la suite, en cas de succès, à la responsabilité autonome d'un

centre de profit.

Le candidat recherché est un Ingénieur diplômé d'environ 32 ans dont l'expérience a été nécessairement

acquise en fabrication touchant de préférence des problèmes complexes d'usinage.

Si cette opportunité vous tente, envoyez votre CV sous référence 244 784 NS aux consultants de GFC

chargés de cette recherche. Discretion absolue et réponse assurée.

Envoyez votre CV sous réf. M 811 ACT aux consultants de GFC chargés de cette recherche.

Discretion absolue et réponse assurée.

Diriger la Gestion de Production d'une usine de 2500 personnes

Mécanique

180.000 Fan ±

Nous sommes l'un des premiers groupes mondiaux dans notre domaine (production de gros équipements

mécaniques en moyennes séries). La France joue un rôle prépondérant dans notre stratégie industrielle.

La fonction centrale de production est assurée par environ 10 % de nos effectifs d'usine. C'est le cas pour

l'établissement de 2500 personnes situé dans une VILLE MOYENNE A 70 KMS DE PARIS.

Pour y assurer l'ensemble des activités de la fonction :

ordonnancement - lancement - planning - planning ateliers - gestion des stocks - magasins, nous souhaitons

recruter un ingénieur de plus de 33 ans, spécialiste de la gestion de production (moyennes séries). Il est

habitué à utiliser l'outil informatique et son expérience a été acquise au sein de grandes unités industrielles.

Si cette opportunité vous tente, envoyez votre CV sous référence 244 784 NS aux consultants de GFC

chargés de cette recherche. Discretion absolue et réponse assurée.

Envoyez votre CV sous réf. M 814 ACT aux consultants de GFC chargés de cette recherche.

Discretion absolue et réponse assurée.

Les Achats : une fonction clé en électronique professionnelle

130/150.000 Fan

Leader sur plusieurs de nos marchés (domaine Informatique) nous faisons face à un extraordinaire déve-

loppement et la fonction achats a pour nous primordiale. Elle comprend aujourd'hui près de 30 personnes.

Son patron recherche, pour l'assister directement, un solide professionnel de préférence Ingénieur électro-

nicien connaissant bien le marché des composants, semi conducteurs, circuits imprimés, périphériques...

Rechercher des fournisseurs fiables, négocier des contrats, contrôler et faire respecter le planning, telles

sont ses principales attributions. Ce poste comporte moins de 20% du temps en déplacements.

Si cette opportunité vous tente, envoyez votre CV sous référence 244 784 NS aux consultants de GFC

chargés de cette recherche. Discretion absolue et réponse assurée.

Envoyez votre CV sous réf. M 814 ACT aux consultants de GFC chargés de cette recherche.

Discretion absolue et réponse assurée.

Diriger la Formation dans un Secteur de Pointe

1000 Ingénieurs et Techniciens HF

130/160.000F an

Nous sommes l'un des premiers constructeurs français en matériel péri-informatique et nous recherchons

le bras droit (H. ou F.) de notre Directeur du Personnel pour lui confier la responsabilité complète de la

gestion de notre budget formation (plus de 5 millions de francs).

Dans ce but, vous aurez à :

— proposer des objectifs — élaborer le plan de formation — choisir les moyens existants — mettre sur

pied de nouvelles actions.

Votre expérience des problèmes de formation, votre capacité à faire passer une politique auprès de la

hiérarchie, votre goût pour la communication, la négociation et l'innovation vous permettront de réussir

dans ce poste très autonome, rempli pour une évolution de carrière dans un groupe en fort développement.

Si cette opportunité vous tente, envoyez votre CV sous référence 244 784 NS aux consultants de GFC

chargés de cette recherche. Discretion absolue et réponse assurée.

Envoyez votre CV sous réf. M 813 CD aux consultants de GFC chargés de cette recherche.

Discretion absolue et réponse assurée.

Envoyez votre CV sous réf. M 813 CD aux consultants de GFC chargés de cette recherche.

Discretion absolue et réponse assurée.

Envoyez votre CV sous réf. M 813 CD aux consultants de GFC chargés de cette recherche.

Discretion absolue et réponse assurée.

Envoyez votre CV sous réf. M 813 CD aux consultants de GFC chargés de cette recherche.

Discretion absolue et réponse assurée.

Envoyez votre CV sous réf. M 813 CD aux consultants de GFC chargés de cette recherche.

Discretion absolue et réponse assurée.

PRIME

spécialiste de l'ordinateur

conversationnel recherche

Ingénieurs

support Logiciel

réf. 0150

1 à 3 ans d'expérience dans les do-

maines gestion, scientifique, commu-

nication, base de données.

Ingénieurs et techniciens

de maintenance

réf. 0151

1 à 3 ans d'expérience en périphé-

riques et/ou systèmes centraux à

technologie avancée.

Et pour assurer le lancement

de son produit haut de gamme

Bureautique

Ingénieur

	La ligne	La ligne T.S.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	87,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	18,48
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.S.
ANNONCES ENGAGEES	33,00	38,60
OFFRES D'EMPLOI	8,00	9,40
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

responsable gestion et organisation comptable

105 000 Frs +

Nous sommes la filiale française d'une importante société multinationale.

Notre activité est essentiellement commerciale et se trouve décentralisée au niveau d'un certain nombre de sociétés de profit.

Rattaché au Service Comptabilité de notre Siège, vous participerez à l'élaboration des bilans réel et prévisionnel dans le cadre de la gestion anglaise et française. Vous aurez un rôle de conseil, en assistant vos interlocuteurs sur le plan technique et méthodologique. Vous élaborerez, mettez en place des procédures et assurez la maintenance et la cohérence des systèmes de gestion.

Un diplôme d'une Ecole Supérieure de Commerce complété par le D.E.S. et une expérience de quelques années dans un Cabinet d'Expertise Comptable devraient vous permettre de réussir dans ce poste.

En raison de notre contexte international, la pratique courante de l'anglais est fortement souhaitée et devrait vous permettre d'évoluer dans de bonnes conditions.

Très prochainement, un entretien viendra compléter cette annonce.

Merci d'envoyer votre CV sous réf. 4566 à Bruno Demoinet

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, av. de Messine
75008 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

CHAMBRE SYNDICALE INTERNATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

DELAS-WEIR

GROUPE ALSTHOM-ATLANTIQUE

Pratier spécialiste européen
Echangeurs Thermiques pour Centrales Electriques, Condenseurs, réchauffeurs, dégaussers

ingénieur d'affaires

Gestion des contrats

implication coordination des études avec clients et fournisseurs.

- Diplôme AM, ENSI, IDN ou équivalent.
- Expérience 5 ans minimum, thermique, mécanique des fluides, engineering.
- Pratique de l'anglais souhaitable.
- Poste impliquant responsabilités et initiatives.

ingénieur d'études

Spécialiste circuits eau et vapeur

- Expérience 10 ans environ, installation du matériel, robinetterie, régulation.
- Connaissance fonctionnement Centrales Electriques très appréciée.
- Pratique de l'anglais.

agent technique

Niveau BTS chaudronnerie ou équivalent

- Solvi réalisation plans et sous-traitance échangeurs tubulaires.
- Expérience analogue appréciée.

Bureaux proximité Porte Champerret.

Envoyer C.V. et lettre manuscrite, DELAS-WEIR - 12/14, rue d'Alsace 92532 LEVALLOIS-PERRET

Décision assurée.

ELECTRONIQUE PROFESSIONNELLE Paris

recherche pour son agence de PARIS

1 ATTACHE COMMERCIAL

Ce poste intéresse en priorité un homme de réflexion et d'action, capable tout à la fois d'analyser méthodiquement le potentiel de son secteur et de conclure avec efficacité sur le terrain.

Fortement motivé par la vente directe de biens d'équipement, le candidat retenu sera âgé d'au moins 27 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (IUT, BTS...) et possèdera des connaissances approfondies en électronique.

Adresser C.V., photo et prétentions à No 55328 CONTEXTE Publicité - 20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

SOUS-DIRECTION DE L'INFORMATIQUE

21, avenue de Friedland - 75008 PARIS

recherche

ANALYSTE PROGRAMMEUR

DIPLOME ENSEIGNEMENT SUPERIEUR (matrise, Bc. ingénieurs...)

ou justifiant d'une expérience équivalente pour contrat d'un an, éventuellement renouvelable.

Connaissances C.I.L. - B.B.-64 appréciées. Faire parvenir le curriculum vitae

ingénieur de recherche

Le Centre de Recherche de Cii-Honeywell Bull recrute pour sa Division TECHNOLOGIE aux Cluses-sous-Bois (78)

un ingénieur

GRANDE ÉCOLE (SUPELEC-ISEP-ISEN-ESIEE) ou UNIVERSITÉ niveau Doctorat, justifiant d'une formation dans les domaines suivants:

- logique pour circuits intégrés.
- électronique conception circuits intégrés.

Expérience semi-conducteurs souhaitée.

Ce poste (conception de circuits intégrés digitaux) est à pourvoir dans une équipe dynamique de chercheurs de haut niveau scientifique.

Un transport compagnie est assuré de Paris et de Versailles vers le lieu de travail.

Les lettres de candidatures manuscrites accompagnées d'un C.V. et des prétentions sont à adresser à:

Cii Honeywell Bull

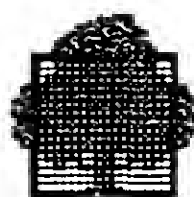
Direction du Personnel Siège

PC 1 G017 C-NS

94, avenue Gambetta

75960 PARIS CEDEX 20.

Cii Honeywell Bull



NAVS CONTACT

COMPAGNIE INTERNATIONALE D'ASSURANCES

recherche

cadre commercial

spécialiste individuel accident

o 28 ans minimum, forte personnalité;
o goût des contacts, anglais indispensable;
o expérience relations courtoises;
o grande disponibilité, excellente présentation.

Écrire avec C.V., lettre manuscrite, photo, prétentions, (numéro de téléphone si possible), sous la référence: B 203 L

MICHEL JOUSSE

Conseil en Organisation

28, rue de la Papirerie, 75008 PARIS.

GROUPE INTERNATIONAL FRANÇAIS

DU SECTEUR TERTIAIRE

10.000 personnes, C.A. 1 Milliard de Francs, présent dans 25 pays renforce ses structures d'un

AUDITEUR INTERNE

qui se verra confié des missions de révision comptable et d'audit opérationnel tant en France qu'à l'étranger au sein de structures décentralisées.

Ce poste demande une formation supérieure, une bonne connaissance de l'anglais, une expérience de 4-5 ans en cabinet et/ou en entreprise et une réelle autonomie.

CONTEXTE PUBLICITE nous transmettra votre candidature avec photo + prétentions No 55531.

20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, que nous étudierons avec toute la discrétion nécessaire.

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE

Filiale du 1^{er} constructeur mondial d'ordinateurs interactifs

recherche un

analyste financier

responsable de l'animation du processus budgétaire et de l'analyse financière du département logiciel.

Nous souhaitons engager un diplômé d'études supérieures ayant une expérience du contrôle de gestion acquise dans une société internationale utilisant des systèmes de gestion évolués.

La pratique de l'anglais est indispensable.

Ecrivez sous référence M. 63 à la Direction du Personnel

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE

18, rue Stasien

92090 BOULOGNE

afnor

Association Française de Normalisation

recherche pour sa

DIVISION METALLURGIE

INGENIEUR METALLURGISTE ou CHIMISTE

En contact permanent avec les professionnels, il assurera la responsabilité, au plan technique, administratif et rédactionnel des dossiers d'élaboration des normes françaises et internationales dans les domaines:

FERRO-ALLIAGES, METALLURGIE DES FONDRES ET SPECIFICATION DES ACIERS.

Le poste implique une responsabilité équilibrée et dynamique aussi à l'aise dans les relations humaines que dans le travail administratif et suppose une connaissance correcte de l'anglais écrit et parlé.

Il est à pourvoir rapidement.

Adresser C.V. et photo s/réf. 5039 en précisant la rémunération actuelle à AFNOR - Direction du Personnel - Tour Europe - Cédex 07 - 92080 Paris La Défense.

Très importante Société Multinationale

recherche pour son service

Budget and Planning

au PONT DE NEUILLY

ANALYSTE BUDGETAIRE

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé ESSEC, HEC, SUP DE CO, ou équivalent.

Une expérience de 1 à 3 années d'audit interne ou de contrôle budgétaire dans une société similaire serait appréciée.

Il travaillera en totale autonomie et sera, entre autre, chargé d'établir la gestion prévisionnelle qu'il surveillera trimestre par trimestre.

Il assurera le reporting mensuel qu'il adressera à tous les échelons internationaux.

Une excellente connaissance de l'anglais est indispensable.

Adresser C.V., photo et lettre manuscrite au Cabinet Claude VITET 30, rue de la Trémoille 75008 PARIS sous réf. 8023 M.

CHAMBRE SYNDICALE INTERNATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

HALTERMANN

Chemical Trader

We look for a dynamic person to head trading activities in the Paris office, working with our offices in Scandinavia, England, Germany, Benelux, Switzerland and the U.S.

You should have experience in international trading coupled with good supplier/customer contacts in France and the readiness to participate in a demanding build-up effort.

Fluent French, English or German are essential. We will negotiate an attractive remuneration.

Please send C.V. to Mr. Andreas Haltermann, Ferdinandstrasse 55/57, 2000 HAMBURG 1.

MATRA

recherche pour son Centre prototypes du CHESNAY (proche banlieue Ouest)

UN RESPONSABLE du service réception expéditions magasins

Ce poste s'adresse à un cadre de formation technique ayant une expérience technico-administrative de plusieurs années.

Gestionnaire accompli, le candidat devra posséder un esprit de synthèse allié à une expérience et à un sens du commandement et des contacts humains en milieu industriel.

Sa responsabilité comprendra:

- Les liaisons fonctionnelles avec la direction des approvisionnements.
- Les relations internes auprès des services utilisateurs (fabrication, méthodes, contrôle) et externe vers les fournisseurs.

- La gestion des frais d'approvisionnement.

- L'application des procédures internes.

- La gestion et l'animation du personnel placé sous sa responsabilité (13 personnes).

Evolution de la fonction:

Ce poste devra évoluer rapidement vers la responsabilité de la fonction approvisionnement en groupant les services réception, expéditions magasins et service des achats.

Adresser CV, photo et prétentions au Service du Personnel

52-54 avenue Dutasta - 78150 Le Chesnay

ingénieur projet

Notre société, d'origine américaine, a évolué de façon assez considérable depuis ses débuts.

Notre chiffre d'affaires progresse en effet de 30% par an en moyenne.

Notre activité touche principalement les problèmes d'échangeurs thermiques où nous développons une large gamme de produits électriques de technologie avancée suivant des procédés qui nous sont propres.

C'est pour apporter un appui technique au Service Commercial que nous recherchons un jeune ingénieur. Il s'agit bien sûr de réaliser des études, de concevoir et mettre au point des schémas d'installations mais aussi de défendre l'originalité des projets en clientèle (conseil essentiellement).

Vous avez une formation ingénieur Grande Ecole avec de bonnes connaissances en électricité et thermique et une première expérience dans le domaine des études.

Par ailleurs, vous parlez l'anglais de façon courante.

Enfin, complètement de notre développement, le poste est évolutif.

Merci d'envoyer votre C.V. sous réf. 4566 à Michel GARNIER.

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE

28, av. de Messine

75008 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

CHAMBRE SYNDICALE INTERNATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Jeunes diplômés

et votre carrière commence au Printemps...

... dans ses 27 magasins en France. Si vous sortez d'une ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE (Paris ou Province), nous vous proposons des postes de CHEFS DE DEPARTEMENT où vous pourrez vous confronter avec les fonctions achat/vente, la gestion d'un secteur et l'animation d'une équipe. Vous êtes titulaires d'un DUT (technique de commercialisation) ? Vous pouvez commencer à un poste d'ADJOINT VENTE.

Plus tard : CHEF DE DEPARTEMENT.

Dans tous les cas une évolution de carrière intéressante si vous acceptez d'être géographiquement mobiles. Adressez votre CV au Printemps, Service du Recrutement,

60 rue Caumartin 75009 PARIS.

Printemps

offres d'emploi

HARRIS

1 ingénieur

2 ingénieur

1 ingénieur

1 ingénieur

1 ingénieur

1 ingénieur

1 ingénieur

1 ingénieur

1 ingénieur

1 ingénieur

1 ingénieur

1 ingénieur

1 ingénieur

1 ingénieur

1 ingénieur

1 ingénieur

1 ingénieur

1 ingénieur

1 ingénieur

1 ingénieur

1 ingénieur

1 ingénieur

1 ingénieur

1 ingénieur

1 ingénieur

1 ingénieur

1 ingénieur

1 ingénieur

1 ingénieur

1 ingénieur

1 ingénieur

1 ingénieur

1 ingénieur

1 ingénieur

1 ingénieur

1 ingénieur

1 ingénieur

هذا من اجل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE — Mercredi 21 mai 1980 — Page 35

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

HARRIS



COMMUNICATION AND INFORMATION PROCESSING

Chiffre d'affaires 280 millions de francs dont 70% export, effectif 630 recherche

Pour son Service Methodes de Fabrication

1 ingénieur

Diplômé d'une école nationale d'ingénieurs ou équivalent. Ayant acquis 2 à 3 ans d'expérience dans un service analogue.

Pour son Service Contrôle Qualité et son Bureau d'Etudes Mécaniques

2 ingénieurs

Même débutants - diplômés des AM, IDN ou Ecole Nationale d'Ingénieurs.

Pour son Service Entretien Usine

1 ingénieur électromécanicien

Ayant quelques années d'expérience dans un service similaire. Candidat reconnu devra assurer à court terme la direction du service.

Pour tous les postes, anglais souhaités. Candidats intéressés peuvent envoyer CV et photo au Service du Personnel - Société MARINONI - B.P. No 22 60160 MONTAIGNE

Laboratoires Boots-Dacour

Filiale de THE BOOTS COMPANY LIMITED NOTTINGHAM U.K. recherche, dans le cadre de son expansion, un

Chef de Produit Confirmé «Produits Ethiques»

Pour assurer le développement d'un des produits leaders de la Société.

Dépendant de la Direction Marketing, il aura pour mission de définir la stratégie marketing et promotionnelle et sera responsable de l'établissement et de la réalisation des objectifs de vente et de profits.

Il coordonnera directement son action avec les différents départements internes de la Société.

Une expérience minimum de 4 ans dans un poste similaire de l'Industrie Pharmaceutique est indispensable.

Anglais vivement souhaités.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions aux Laboratoires BOOTS-DACOUR 49, rue de Bitche - B.P. 66 - 92404 COURBEVOIE cedex.



Jeunes ingénieurs

Vous connaissez l'importance de notre Groupe et vous savez sans doute que nous sommes fiers de notre métier. La compétence y est affaire de longue expérience. Les progrès et les développements techniques s'y gagnent quotidiennement. Nous avons besoin dès aujourd'hui de penser aux hommes de l'avenir.

C'est la raison pour laquelle nous souhaitons engager de jeunes ingénieurs récemment diplômés de grande école (Centrale, Mines, IDN, HEI, AM, Ecole supérieure d'électricité), ou possédant une première expérience (dans ce cas l'automatisme serait apprécié). Nous leur proposons d'intégrer une cellule de Développement au sein d'une des usines du Nord de la France.

Ils auront la possibilité d'exprimer de façon très concrète leurs capacités techniques. Nous les formerons dans les meilleures conditions possibles à la thermique industrielle. Ils se préoccuperont également aux plus larges responsabilités technique, économique et humaine de la production. Selon les tempéraments et les capacités le développement de leur carrière pourra passer par d'autres unités du Groupe en France comme à l'étranger.

Nous avons confié à SEFOP le soin d'organiser nos premiers contacts. Merci de leur adresser votre dossier sous réf. SGV 519 M

SEFOP

11, rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTec

I.T.I.M. PROVENCE

Ingénierie et informatique rech. en

INGENIEUR

LOGICIEL

grandes écoles 2 à 4 ans

d'expérience, connaissances

techniques approfondies,

lieu de travail :

Bouches-du-Rhône.

Env. C.V. photo et prêt. à

T.I.T.M. Provence, 7, rue Louis-

Armand - 13100 AIX-LES-BAINS.

Etablissement de Crédit

PARIS-19 rech. pour son

Service rédaction d'actes

REDACTEUR (TRICE)

JURIDIQUE

disponible rapidement

Formation requise Ecole

Notariats, Capacité ou DEUG

Notariats, Capacité ou DEUG

Expér. similaire souhaitée.

Prendre contact au 01-48-00

poste 325 ou écrire :

CREDIT HOTELIER

Service Recrutement,

78, rue Olivier-de-Serres,

PARIS-19.

BUREAU D'ETUDES

recherche

JEUNE INGENIEUR

ELECTRICIEN

courants faibles, courants forts.

Prendre contact avec secrétariat

SETec TRAVAUX PUBLICS.

Tél. 06-72-25,

poste 42-43.

Recherche

ANALYSTE PROGRAMMEUR

- bonne maîtrise COBOL, ANS

et TELETRAIEMENT /

- connaissance matériel C.I.I.

HONEYWELL - R.I.L.A. - opé-

cisée (60/60).

Tél. pour rendez-vous : 781-90-25.

MATRA

accroît son potentiel de Production et crée un poste :

INGENIEUR Grandes Ecoles

Dans le cadre de sa Direction de Production, il est chargé de traiter les aspects industriels de plusieurs affaires durant les phases avant-projet et étude développement, en liaison avec les services conception d'une part, et les services production d'autre part (Industrialisation, Méthodes...).

Sa fonction :

- Définir la "découpe" Industrielle des produits nouveaux (systèmes).
- Définir les programmes de production et les moyens à mettre en oeuvre.
- Prévoir les coûts de production et en assurer le suivi durant le développement.
- Déterminer les actions d'analyse de la valeur et d'industrialisation à entreprendre.
- Piloter les actions des différents services de la Production.

Son profil :

- Ingénieur grande école (Centrale, Supélec, Télécom, ENSI...).
- Expérience de 5 à 10 ans dans l'industrie.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 641

Service du Recrutement des Ingénieurs & Cadres B.P. N° 1 - 78140 VELIZY

MATRA

MATRA

Développe ses activités et recherche dans le cadre de son programme de recrutement 80 :

INGENIEURS GRANDES ECOLES de Formation Aéronautique ECP - SUP'AERO - ENSTA - ENSMA - ENICA

Les candidats seront orientés sur l'une des fonctions suivantes :

SYNTHESE :

Ils participent à l'étude et au développement de projets aéronautiques.

Ils ont un rôle de coordination auprès des différents services internes et externes de la société pour suivre l'ensemble de la réalisation des projets.

ETUDES ET ESSAIS :

Pour être responsable de l'étude et de l'intégration, mise en oeuvre et exploitation des essais au sol et en vol.

Il coordonne notamment l'activité d'une équipe d'essais sur des sites implantés en France et à l'étranger.

SYSTEMES :

Ils sont chargés de faire de la "prospective" technique dans le cadre d'études d'avant projets ; en recherche opérationnelle - analyse de systèmes - études de faisabilité...

Ces emplois concernent des ingénieurs débutants à 5 ans d'expérience selon les postes.

Certains postes sont à pourvoir rapidement, d'autres dans un délai d'environ 6 mois.

Connaissance de l'anglais souhaitée.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 647

MATRA

Service du Recrutement des Ingénieurs & Cadres B.P. N° 1 - 78140 VELIZY



1ère Société Française de Réassurance - Paris 9ème

recherche

jeune DEUG mathématiques

(ou équivalent)

pour suivi technique et administratif des dossiers de Réassurance-Vie.

Première expérience en assurance-vie appréciée.

Pour ce poste, la connaissance de l'Anglais est indispensable.

Réf. 232

Formation complémentaire prévue - Horaire 38h45 en 5 jours

Réponse à toute lettre manuscrite, C.V., photo et salaire adressés impérativement en précisant la référence du poste à M. ROY - SCOR - 37, rue de la Victoire - 75009 PARIS.

3 analystes programmeurs

CONFIRMES pour développement télétraiement

MIAGE ou équivalent

COBOL ANS - CICS/DL 1

Réf. 233

1 analyste programmeur

CONFIRME pour maintenance chaînes spécifiques

MIAGE ou OUT informatique

GAP II - COBOL ANS

Réf. 234

1 analyste programmeur

DEBUTANT

DUT informatique - COBOL ANS

Réf. 235

cnet

Le Centre National d'Etudes des Télécommunications

recherche pour son

CENTRE - PARIS A

plusieurs postes d'

INGENIEURS GRANDES ECOLES

ayant quelques années d'expérience ou débutants

Pour concevoir et réaliser des systèmes à base de mini-ordinateurs et de micro-processeurs, dans le domaine de la télécopie et de la communication de messages.

Envoyer CV, photo et prétentions à CNET - Centre Paris A Division TPA - Secrétariat CPE - 38/40 avenue du Général Leclerc 92131 ISSY-LES-MOULINEAUX

maxi ingénieur analyste sur minis et micros Paris

Un grand organisme du secteur tertiaire (C.A. > 1000 MF) met en place un système informatique ambitieux faisant appel aux techniques de pointe (réseau de micros et de minis, TRANSPAC...) et vous propose de rejoindre l'équipe parisienne qui se constitue pour mener cette réalisation. Vous supervisez le développement du logiciel d'application des terminaux transactionnels, procédez à la conception organique des applications développées sur minis, puis participez à la réalisation tout en animant une équipe de programmation. Vous êtes ingénieur (ou universitaire) et avez acquis en trois à cinq ans l'expérience de la « fabrication » de logiciels clés-en-main sur minis. Ce poste fait de vous l'un des hommes-clés de notre organisation informatique. Notre consultant J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 3813 LM) à « Carrières de l'Informatique ».



ALEXANDRE TIC S.A.

10, RUE ROYALE - 75008 PARIS

LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

GCT

COMPAGNIE GENERALE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES

associée à un important groupe mondial, leader dans les techniques les plus avancées en communications, et consacrant 15% de son C.A. en Europe pour ses recherches et développement, recrute pour sa Division TELEPHONIE PUBLIQUE

ingénieurs informaticiens

Pour participer à la conception et à la programmation d'automatismes en temps réel.

Aux candidats confirmés ou débutants, nous proposons des possibilités d'évolution dans des domaines en pleine évolution : commutation avec intégration de services nouveaux, Télématique, etc...

Ecrire avec C.V. et rémunération souhaitée au Service du Personnel 251, rue de Vaugirard 75740 PARIS Cedex 15 ou téléphoner pour Rendez-Vous 545.29.40.

SOCIETE D'IMPORTANCE NATIONALE recherche pour

proche BANLIEUE NORD

comptable confirmé

Niveau BTS, Certificat comptable du DECS.

Sous l'autorité du Chef Comptable, il aura à animer le travail d'une équipe et sera chargé de tous travaux concourant à la présentation du bilan.

Evolution de carrière dans Groupe important pour candidat de valeur.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 7370 à :

Q.P. Organisation et publicité

7 rue de la République 93100 ROUBAIX

pour siège ISSY-LES-MOULINEAUX

UN VENDEUR

CADRE COMMERCIAL

pratiquant de l'imprimerie, connaissant les devis.

Mission :

- développer clientèle éditeurs périodiques

Disponible rapidement.

Envoyer dossier à :

IMPRIMERIE SAINT-PAUL

124, avenue de Verdun,

92131 Issy-les-Moulineaux.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,00
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,48
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

SGN SOCIÉTÉ GÉNÉRALE POUR LES TECHNIQUES NOUVELLES

spécialisée dans l'ingénierie de la chimie nucléaire recherche pour sa Division

ETUDES INGENIEUR de GENIE CIVIL

35 ans minimum TP, Ponts, ECP,...

ayant une expérience de 5 ans en bureau d'études de béton armé dans le domaine des bâtiments industriels, administratifs ou d'ouvrages d'art et, si possible, de 5 ans d'ingénierie Génie Civil sur des ensembles industriels.

Il prendra en charge la conception d'ouvrages, les études d'avant-projet et le suivi des études d'exécution réalisées à l'extérieur pour des bâtiments de grande complexité.

Une pratique du calcul informatique et une expérience des problèmes de fondation de la construction métallique et du second-œuvre seraient appréciées.

Envoyer CV, photo, prétentions à SGN Direction du Personnel - (Réf. BG/C) - B.P. 30 78184 St-QUENTIN-YVELINES CEDEX

LE DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES D'UNE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE RECHERCHE POUR PARIS, SON COLLABORATEUR JURISTE DROIT SOCIAL

30 ans minimum

Il aura pour mission :

- d'assister le Directeur des Relations Humaines en procédant aux études, conseils, informations juridiques et sociales.
- de conseiller les Etablissements et Filiales pour l'application de la Législation Sociale.
- il sera chargé également au niveau de groupe des problèmes d'information et de Communication.

Ce poste nécessite une connaissance approfondie du Droit Social et des qualités humaines de contact et d'ouverture.

Env. curriculaire, vitas détaillé, photo et prétentions sous la référence 57.870 à CONTEXTE Publiée, 20, av. de l'Opéra, 75001 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Chantelle

recherche

INGENIEUR TEXTILE

en position fonctionnelle et rattaché directement au Directeur Industriel, il aura pour mission :

- d'animer la réforme en profondeur de la fonction qualité (par la mise au point de normes plus opérationnelles, l'amélioration du contrôle en cours...)
- de mettre en place des techniques de contrôle statistique dans l'ensemble des unités.

Ce poste pourra convenir à un jeune ingénieur ayant de préférence une première expérience dans une activité identique.

Il devra faire preuve d'un goût marqué pour les contacts ainsi que de qualités pédagogiques développées.

Le poste basé au Siège à Paris implique des déplacements dans les 5 unités de Province.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à Mme ALTMANN -41, rue Greneta 75002 PARIS.

LEADER BIENS D'EQUIPEMENTS MACHINES SPECIALES

PARIS NORD-OUEST - 400 personnes AUTOMOBILES, AERONAUTIQUE, SPATIAL, NUCLÉAIRE, etc.

RESPONSABLE

Département Technico-Commercial

- PROFIL : INGENIEUR AM-INSU ou TECHNICIEN SUPERIEUR en mécanique, E.T.S.-D.U.T. complète par une formation commerciale. 35 ans environ. 10 ans d'expérience technique et commerciale. Négociations à tout niveau France et C.E.E. Anglais souhaité.
- MISSION : Maîtrise et gestion des contrats et de leur ordonnancement.

VACANCES ASSURÉES.

Ecr. avec C.V. et prêt. à n° 58.870 Contesse Publ. 20, av. de l'Opéra, 75001 PARIS CEDEX 01, qui tr.

M.P.I. SOCIÉTÉ DE SERVICES EN INFORMATIQUE

recherche

10 INGENIEURS INFORMATIQUES DE HAUT NIVEAU

Possédant 1 à 5 ans d'expérience sur mini ou micro-ordinateurs pour travailler dans les domaines suivants :

- LOGICIELS DE BASE
- TEMPS REEL
- TELEPHONIE
- AERONAUTIQUE
- INSTRUMENTATION
- RESEAUX
- MICROPROGRAMMATION

Ces postes sont à pourvoir à PARIS et dans la région parisienne.

Les congés d'été peuvent être pris et payés en totalité.

Adresser C.V., prêt. et date de disponibilité à M. FARIANTE, M.P.I., 38, rue de Bassano, 75008 PARIS.

Dans le cadre de leur expansion OEUX LEAORS MONDIAUX dans le domaine de la photocomposition et du traitement de textes, N.B.I. et COMPUGRAPHIC recherchent :

INGENIEURS COMMERCIAUX

Postes à pourvoir : PARIS et RÉGION PARISIENNE RHONE-ALPES - BRETAGNE SUD-OUEST

- Les candidats doivent :
- être dynamiques et ambitieux.
- posséder une expérience de la négociation et de la vente de matériels de reprographie, de traitement de textes, de systèmes de photocomposition ou de matériels pour les Arts Graphiques.
- Connaissance de la typographie appréciée.

- La société assure :

- Une formation complète
- Rémunération motivante (fixe + commissions)
- Frais de déplacements remboursés.

Env. C.V. + let. man + photo + prêt. réf. 1256 M à :

PUBLICSCOPE JUNIOR
11, rue Royale 75008 PARIS (qui transmettra)

LE CRÉDIT NATIONAL

recherche

UN INGENIEUR X, E.C.P., MINES, PONTS ET CHAUSSEES, etc.

possédant impérativement 5 à 10 années d'expérience industrielle et si possible une formation financière, pour exercer la fonction d'

INGENIEUR CHARGÉ D'AFFAIRES

qui consiste à structurer sous leurs divers aspects : TECHNIQUE, ÉCONOMIQUE, FINANCIER, etc. les demandes de prêts à long terme formulées par les entreprises.

Envoyer curriculum vitas avec photo au Service du Personnel et des Relations Sociales, 45, rue Saint-Dominique - 75007 PARIS

SOCIÉTÉ INFORMATIQUE en pleine expansion recherche pour PARIS

JEUNES INGENIEURS

Diplômés de Centrale, Supélec ou similaires.

Les candidats auront une bonne potentialité technique et commerciale et présenteront un réel intérêt pour le management et l'information.

Leur aptitude commerciale leur permettra de créer des liens privilégiés avec la clientèle. La variété des problèmes à appréhender ne leur fait pas peur : ils assumeront des tâches aussi diverses que la programmation, l'analyse et la recherche opérationnelle.

Ces postes pourraient convenir à de jeunes Supélec, Centraux ou similaires.

Important : l'anglais parlé couramment est indispensable.

La formation sera assurée par l'entreprise.

Envoyer CV, photo et lettre d'intention au Cabinet Claude VITET, 30, rue de la Trémolle 75003 PARIS sous réf. 80248

LA CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

recherche pour sa Direction Organisation et Informatique

Ingenieurs Débutants

(X, Centrale, Mines, Sup. Elec, ENSI...)

Formation de 3 mois assurée à partir du 1er octobre 1980.

Lieu de travail : St Quentin en Yvelines (78)

Envoyer CV, photo et prétentions avant le 15 Juin 1980 sous réf. SG 55 à CNCA Recrutement Carrières Cedex 26 75300 Paris Bruns

BERTIN & Cie

cherche dans le cadre du développement de ses activités en

PROCÉDÉS INDUSTRIELS ET SYSTÈMES

des

INGENIEURS - MÉCANICIENS AUTOMATIQUES

Cumulent une formation générale (CENTRALE, SUP AERO...) avec une spécialisation en automatique et connaissant bien la MICRO-INFORMATIQUE.

Une préférence sera donnée aux candidats ayant le sens des initiatives, des capacités marquées d'analyse et de synthèse des SYSTÈMES et capable de compiler leur passion pour la technique par un goût pour le commerce et la promotion de leurs idées.

Envoyer C.V. et rémunération souhaitée à C. LEMAIGNAN - BERTIN & Cie, Boite Postale n° 3 - 93379 PLAISIR

GRAND GROUPE FRANÇAIS MULTINATIONAL

recherche pour une de ses Filiales

un jeune ingénieur de formation mécanique

(Type : Arts & Métiers et E.N.S.P.M.)

Avant quelques années d'expérience des huiles de moteur thermique.

Anglais courant.

Pour :

- gérer les essais moteurs
- assister les clients
- visiter les constructeurs d'automobiles
- participer aux Comités Professionnels de Coordination.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo et prétentions à No 58.977 Contesse Publiée - 20, Avenue de l'Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

PIERRE ET VACANCES TOURISME

recherche

CHEF COMPTABLE

- niveau D.E.C.S., sachant diriger une équipe ;
- déclarations sociales et fiscales ;
- bilans trésorerie, comptabilités analytiques ;
- minimum 7 ans d'expérience.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions à Pierre et Vacances, service administratif, 91, boulevard Hausmann - 75008 PARIS.

Important Laboratoire Pharmaceutique, Leader sur le marché du Matériel Médico-Chirurgical à Usage Unique, recherche son :

PHARMACIEN RESPONSABLE

Outre le contrôle du Laboratoire et la supervision des unités de stérilisation, sa mission consistera à développer les relations avec les pharmaciens résidents à travers d'études, de congrès, de colloques, d'articles, etc.

Il suivra l'évolution de la Législation, tant en France qu'à l'étranger, représentera le Laboratoire au sein des organismes professionnels concernés et participera à l'application de cette législation dans l'Entreprise.

Il sera en relation avec les fournisseurs pour le choix et le contrôle des matières premières.

Agé de 30 ans minimum, le candidat, possédant une forte personnalité, aura si possible diversifié sa formation.

Siège social : Région Nord de Paris. Rémunération très motivante.

Adresser C.V., prétentions et photo à réf. 4147 à : P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75003 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

NOUS RECHERCHONS UN INGENIEUR de TRÈS GDE CLASSE SCIENTIFIQUE

(Débutant d'obtenir, reconversion acceptée)

- Écrivant français et/ou anglais, parlant français et anglais (selon demande appréciée).
- Grandes capacités de contact, mais aussi de travail personnel pour ANIMATION D'ÉTUDES et RECHERCHES ÉNERGÉTIQUES (ANALYSES DE SYSTÈMES)
- ORIENTATIONS : solaire, géothermie, biomasse, économie d'énergie (Europe).

Salaires fonction des antécédents.

Siège : PARIS

Adr. photo, curriculum vitas, liste de publications et prétentions, sous la référence 2 020012 M. à Régis-Press, 85 bis, rue Beaumour - 75002 PARIS, qui transmettra.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE

recherche

PHARMACIEN A VOCATION INDUSTRIELLE

Diplôme Sciences Po ou licence 3e Sciences ou médecine ou ingénierie.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 2187 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75003 Paris cedex 02, qui transmettra.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE PREMIER PLAN PARIS (9e)

RECHERCHE UN

COMMERCIAL

(Cadre)

DE TOUT PREMIÈRE ORDRE

- Ayant le sens de la négociation et la goût des contacts à haut niveau ;
- Étant travailleur et ayant prouvé au cours d'une première expérience commerciale (deux à trois ans) ;
- Ayant si possible une formation supérieure.

Envoyer C.V. et photo à n° 38.130 P.A. SVP, 37, rue du Général-Poy, 75008 Paris.

Usines de Beauchamp (95 Val-d'Oise)

ingénieurs en organisation

au sein d'une équipe intervenant dans tous les domaines d'activité de notre complexe industriel (alcools, mélanges, services, etc.) pour en définir et améliorer le fonctionnement.

Nous souhaitons intégrer des cadres de formation Ingénieur :

- Centrale, A. et M., E.N.S.I., etc.,
- I.A.E. ou similaire appréciée.
- débutants ou ayant une première expérience en industrie.

L'aspect créatif et diversifié du travail devrait permettre aux candidats retenus de progresser vers des postes à responsabilités.

Anglais indispensable.

Adresser C.V., photo et prétentions Service Recrutement 31 France Avenue Boule 95250 Beauchamp

3M

ENTREPRISE DE BATIMENT BANLIEUE SUD PARIS C.A. 150 MF - 700 Personnes

recherche son

CHEF COMPTABLE

- Responsable comptabilité générale et analytique, payes, arrêté du bilan.
- Niveau DEC.
- 10 ans d'expérience dont 3 dans la fonction, si possible dans entreprise de bâtiment.
- Bonne connaissance des mécanismes informatiques.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence 93855 M à : BLEU Publicité - 17, rue du Dr. Label 94300 VINCENNES - O.I.

Laboratoires Boots-Dacour

Filiale de THE BOOTS COMPANY LIMITED NOTTINGHAM U.K. recherche, dans le cadre de son expansion, un

Chef de Produit «Secteur Pharmacie»

Il aura pour mission de recommander et mettre en place un plan de développement d'une gamme de produits destinés à la vente directe en officine. Il sera responsable de l'établissement et de la réalisation des objectifs de vente et de profits.

Occupant de la Direction Marketing, il coordonnera directement son action avec les différents départements internes de la Société.

Une expérience dans une fonction de responsabilité de produits vendus en officine est indispensable.

Anglais vivement souhaité.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions aux Laboratoires BOOTS-DACOUR, 49, rue de Birche - B.P. 66 - 92404 COURBEVOIE cedex.

BANQUE POPULAIRE

recherche

DÉBUTANTS

déq. D.E. et possédant permis conduire.

Si vous êtes Bachelier Section G. ASSTG (ou) par contacts commerciaux et le secteur bancaire, nous avons des postes à pourvoir dans les départements :

- 75 - 91 - 92

Adresses vite votre curriculum vitas et photo à B.P. 80.000, Service du personnel, 2, esplanade du Grand-Siècle, 75008 Versailles.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE A VOCATION NATIONALE

recherche pour son siège

QUARTIER TRINITÉ

- **RÉDACTEUR CRÉDITS** (connaissances bancaires et comptable exigées)
- **STÉNOGRAPHISTE** (même débutante)

Téléphone pour rendez-vous 874-54.88.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

5012

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	57,00
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	19,00
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITALUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	39,00	56,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	28,40
AUTOMOBILES	25,00	28,40
AGENDA	25,00	28,40

L'immobilier

appartements vente

4° arrdt.
RARE 7-dec. GD 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

5° arrdt.
BO SAINT-GERMAIN (srt) Dble liv. 4-2 CHAMBRES, tout confort, 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

10° arrdt.
Métro POISSONNIERE. Imm. 120.000 F. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

11° arrdt.
DUPLX 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

12° arrdt.
Métro PICPUS. Imm. 120.000 F. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

13° arrdt.
PLACE PÉRIERS. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

14° arrdt.
RUE GABRIELLE. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

15° arrdt.
PR. PARC BUT. CHAUMONT. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

16° arrdt.
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

17° arrdt.
RUE GABRIELLE. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

18° arrdt.
RUE GABRIELLE. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

19° arrdt.
RUE GABRIELLE. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

20° arrdt.
RUE GABRIELLE. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

21° arrdt.
RUE GABRIELLE. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

22° arrdt.
RUE GABRIELLE. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

23° arrdt.
RUE GABRIELLE. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

24° arrdt.
RUE GABRIELLE. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

25° arrdt.
RUE GABRIELLE. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

26° arrdt.
RUE GABRIELLE. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

27° arrdt.
RUE GABRIELLE. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

28° arrdt.
RUE GABRIELLE. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

29° arrdt.
RUE GABRIELLE. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

30° arrdt.
RUE GABRIELLE. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

appartements vente

92 Hauts-de-Seine
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

93 Seine-Saint-Denis
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

94 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

95 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

96 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

97 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

98 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

99 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

100 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

101 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

102 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

103 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

104 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

105 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

106 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

107 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

108 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

109 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

110 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

appartements vente

77 Seine-et-Marne
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

78 Yvelines
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

79 Eure-et-Loir
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

80 Eure
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

81 Mayenne
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

82 Sarthe
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

83 Maine-et-Loire
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

84 Vendée
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

85 Loire-Atlantique
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

86 Loire
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

87 Gironde
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

88 Dordogne
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

89 Lot-et-Garonne
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

90 Tarn-et-Garonne
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

91 Lot
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

92 Aveyron
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

93 Hérault
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

94 Pyrénées-Orientales
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

95 Corse
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

villas

92 Hauts-de-Seine
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

93 Seine-Saint-Denis
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

94 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

95 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

96 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

97 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

98 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

99 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

100 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

101 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

102 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

103 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

104 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

105 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

106 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

107 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

108 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

109 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

110 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

propriétés

92 Hauts-de-Seine
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

93 Seine-Saint-Denis
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

94 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

95 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

96 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

97 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

98 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

99 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

100 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

101 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

102 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

103 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

104 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

105 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

106 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

107 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

108 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

109 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

110 Paris
CHATEAU. 2 P. hab. tout confort. 120.000 F. Tél. : 245-10-10.

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES
après L. 30 Construct. Mécaniques de Saint-Gratien à SAINT-GRATIEN 95, rue de l'Industrie, 13 mai 1980, 9 h.

TRÈS IMPORTANT
MATÉRIEL MÉCANIQUE
5 personnes radiales OSP type 405 71 25 ; fraiseuse GRAFENSTADT avec visualisation type 72 016 80 ; 3 fraises GRAFENSTADT d'outils types : fraiseuses VERNIER et DUPONCEAU ; 9 fraises CAENNEUR et ECKHAUT ; 5 fraises à chanfrein DOALL type V 2012 ; 3 rectifieuses, 15 pers. SIDEREX et CINCINNATI ; 5 fraises YDERSO ; 5 électroscopiques ; tronçonneuse à lame WINTER.

Mot. LEVAGE ET MANUTENTION
Important outillage de fraiseuse et de tour - MATÉRIEL DIVERS. Poste de soudure, 2 compresseurs, etc. MOYENS ET MACHES DE BUREAU. Exposition : MARDI 27 MAI de 14 h à 17 h. 30. S'ad. M^{rs} MONTAUDO, 3 hie, r. Saint-Martin (tél. 031-01-83).

VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice à Bobigny, Cité administrative, av. P.-V.-Conturrier, Bât. C, le mardi 3 juin 1980, à 13 h. 30
PROPRIÉTÉ à SEVRAN (93), 53, rue Danton
Cont. cadastrée 387 m². Comp. : PAVILLON d'habitation sur 2^e parcelle, R-de-cha. 2 P. principales, 1^{er} étage : 2 ch. GRANTIER, BUAND, GARAGE. Mise à prix : 100.000 F. S'ad. M^{rs} NGOLAS, avoc. Paris-9, Tél. 974-44-35 ; à la avoc. pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Gréville, Nanterre.

VENTE au Palais de Justice à Evry (91), mardi 27 mai, à 14 heures :
TERRAIN et CONSTRUCTION à MONTHERY
(S. Lieudit « Les Petites Champs »)
36, Chemin de Moulins-à-Vent
Mise à prix : 300.000 francs
S'ad. S.G.P. ELLUL GRIMAL, avocate à Evry (91) - Tél. : sur place pour visiter.

VENTE au Palais de Justice à Bobigny, LE MARDI 27 mai 1980 à 13 h 30
UN PAVILLON
27, rue du Clos-de-la-Ferme
Mise à Prix : 32.000 francs
Renseignements : M^{rs} TRUILLLO et AROUN AV. AM. 51, r. Champlain CORBEIL-ESSONNES. Tél. : 496-14-18.

VENTE s/aisie Pal. Just. Versailles (78) MÉRCEREDI 4 JUI 1980 à 10 heures
PROPRIÉTÉ à BONNELLES
(78), 7, av. DES CHATEAIGNES, Lot n° 18 de la ZAC de Bonnelles, entr. a. de séj., couloir, w.c., p. hns, 2 élabres. Garage et cave, chauff. élect. Occupé Cde 704 m² M. à P. : 10.000 F S'ad. M. J. SILLARD, P. 950-02-99, 79 bis, bd de la Reine, Versailles (78).

VENTE s/ suite liquidation de biens, Palais de Justice à PONTAISE (93) LE MARDI 27 mai 1980 à 13 h 30
IMMEUBLE USAGE HABITAT, à SAINNOIS (95)
97, allée de Cormelles, lieudit « MONTROUILLET » M. à P. 100.000 F - S'ad. M^{rs} BUSSON, av. Pontoise, 032-31-62

VENTE à la Chambre Interdépartementale des Notaires de Paris place du Châtelet, le MARDI 27 MAI 1980 à 14 h 30 - EN UN LOT :
D'UN ENSEMBLE IMMOBILIER à MONDELANGE (57)
(Moselle) 6, route de Bombas
à USAGE INDUSTRIEL DE CONSTRUCTION MÉTALLIQUE LOURDE En bordure Route Départementale n° 8, à proximité des autoroutes : Paris-Strasbourg, Luxembourg et Francfort, et relié au Réseau S.N.C.F.
Composent :
1) DIVERS BATIMENTS à USAGE INDUSTRIEL
2) TER. DE PARET ET D'ACTEUR DE LA Z. DU PONT, CONSTITUÉS DEUX ENSEMBLES PAR UN PAS. SOUTER. SOUTS LADITE ZONE L'ENSEMBLE D'UNE CONTEN. CADAST. DE 5 ha 18 a 45 ca LIBRE LE JOUR DE L'ADJUDICATION
MISE A PRIX : 5.000.000 DE FRANCS
CONSIGNATION pr ENCHÈR. : 1.000.000 DE FRANCS en CH. CERT. S'ad. : M^{rs} DEMOTREUX ET SAGAUT, Notaires Associés à Paris 67, bd St-Germain (Tél. : 320-21-07) et M^{rs} VERRILLI, Syndic à Paris 17, rue de Valenciennes (Tél. : 771-41-97). Cédant Notarial d'Haegendange (Moselle), 2, rue Henri-Rottmann.

Vente s/ saisie immobilière au Palais de Justice à Bobigny, Cité administrative, av. P.-V.-Conturrier, Bât. C, le mardi 3 juin 1980, à 13 h. 30
PROPRIÉTÉ à SEVRAN (93), 53, rue Danton
Cont. cadastrée 387 m². Comp. : PAVILLON d'habitation sur 2^e parcelle, R-de-cha. 2 P. principales, 1^{er} étage : 2 ch. GRANTIER, BUAND, GARAGE. Mise à prix : 100.000 F. S'ad. M^{rs} NGOLAS, avoc. Paris-9, Tél. 974-44-35 ; à la avoc. pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Gréville, Nanterre.

VENTE au Palais de Justice à Evry (91), mardi 27 mai, à 14 heures :
TERRAIN et CONSTRUCTION à MONTHERY
(S. Lieudit « Les Petites Champs »)
36, Chemin de Moulins-à-Vent
Mise à prix : 300.000 francs
S'ad. S.G.P. ELLUL GRIMAL, avocate à Evry (91) - Tél. : sur place pour visiter.

VENTE au Palais de Justice à Bobigny, LE MARDI 27 mai 1980 à 13 h 30
UN PAVILLON
27, rue du Clos-de-la-Ferme
Mise à Prix : 32.000 francs
Renseignements : M^{rs} TRUILLLO et AROUN AV. AM. 51, r. Champlain CORBEIL-ESSONNES. Tél. : 496-14-18.

VENTE s/aisie Pal. Just. Versailles (78) MÉRCEREDI 4 JUI 1980 à 10 heures
PROPRIÉTÉ à BONNELLES
(78), 7, av. DES CHATEAIGNES, Lot n° 18 de la ZAC de Bonnelles, entr. a. de séj., couloir, w.c., p. hns, 2 élabres. Garage et cave, chauff. élect. Occupé Cde 704 m² M. à P. : 10.000 F S'ad. M. J. SILLARD, P. 950-02-99, 79 bis, bd de la Reine, Versailles (78).

VENTE s/ suite liquidation de biens, Palais de Justice à PONTAISE (93) LE MARDI 27 mai 1980 à 13 h 30
IMMEUBLE USAGE HABITAT, à SAINNOIS (95)
97, allée de Cormelles, lieudit « MONTROUILLET » M. à P. 100.000 F - S'ad. M^{rs} BUSSON, av. Pontoise, 032-31-62

VENTE à la Chambre Interdépartementale des Notaires de Paris place du Châtelet, le MARDI 27 MAI 1980 à 14 h 30 - EN UN LOT :
D'UN ENSEMBLE IMMOBILIER à MONDELANGE (57)
(Moselle) 6, route de Bombas
à USAGE INDUSTRIEL DE CONSTRUCTION MÉTALLIQUE LOURDE En bordure Route Départementale n° 8, à proximité des autoroutes : Paris-Strasbourg, Luxembourg et Francfort, et relié au Réseau S.N.C.F.
Composent :
1) DIVERS BATIMENTS à USAGE INDUSTRIEL
2) TER. DE PARET ET D'ACTEUR DE LA Z. DU PONT, CONSTITUÉS DEUX ENSEMBLES PAR UN PAS. SOUTER. SOUTS LADITE ZONE L'ENSEMBLE D'UNE CONTEN. CADAST. DE 5 ha 18 a 45 ca LIBRE LE JOUR DE L'ADJUDICATION
MISE A PRIX : 5.000.000 DE FRANCS
CONSIGNATION pr ENCHÈR. : 1.000.000 DE FRANCS en CH. CERT. S'ad. : M^{rs} DEMOTREUX ET SAGAUT, Notaires Associés à Paris 67, bd St-Germain (Tél. : 320-21-07) et M^{rs} VERRILLI, Syndic à Paris 17, rue de Valenciennes (Tél. : 771-41-97). Cédant Notarial d'Haegendange (Moselle), 2, rue Henri-Rottmann.

LA MODE
Au br

JOURNAL OFFICIEL

Produits de saint
du Dr V. 50G

Tout sur les fo
au 260.80.

Scholt

INFORMATIONS « SERVICES »

LA MODE

Au bain

Les fabricants de maillots de bain pour la prochaine saison couvrent toute la gamme : du plus dévot au plus habillé, dans les deux pièces qui représentent toujours les trois quarts des achats en France, comme dans les maillots une pièce.

Dans les modèles 1980 on a cherché à renouveler les tissus, les couleurs, les impressions et les finitions sous l'influence, la plupart du temps, des couturiers et des créateurs. On va trouver ainsi du jersey côtelé, plissé ou rayé, du taffetas et du tulle, du brillant, voire du métallisé, mais toujours extensibles.

Les dessins géométriques, traversés de grandes bandes de couleurs contrastantes, mettent en valeur la silhouette, avec des effets asymétriques. Valable

concentre les fronces au buste dans un échantillon noir. Pour les sportives, Arena découpe sur les côtes des formes montantes, gainées en contrastes. Levoq propose, outre les deux-pièces classiques, des maillots à coque de poltrone, découpés princesses, parfois à gaine de maintien incorporée. Cadotte se spécialise en formes épurées et en modèles destinés aux opérés du sein pour qui elle importe aussi les meilleures prothèses américaines.



(Croquis de MARCO.)

RASUREL : maillot vamp super découpé en lycra imprimé façon félin zébré, tigre ou panthère, 290 F, chez Franck et Fils, dans les grands magasins et chez les concessionnaires de la marque à travers la France.

Couture « petites nattes » à exécuter soi-même, à partir d'une coupe au carreaux longue et d'une rale médiane. Ornée de perles et de mini-baïnettes de FRISONIC.

Coupe en tranches une forme rouge, jaune et blanche à fines bretelles. Christian Dior-Beachwear découpe en végues un maillot-bustier en polyamide et lycra turquoise, jaune, rouge et marine. Charles Jourdan orne d'un clair violet formant bretelle une forme rouge en lycra. Nautic taille en diagonales des triangles alternés de jaune et de noir. Parmi les formes disco, Bylille drape du jersey noir, éruditeusement échancré. Rasurai travaille de même façon un tulle violet à bratelle émolleuse, tandis que Triumph International

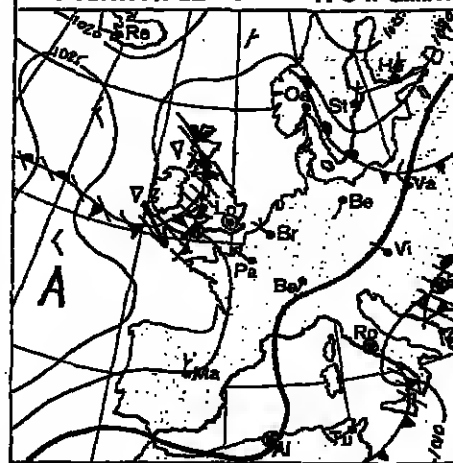
Les deux-pièces en premiers prix, c'est l'affaire de Huit, d'Étam, de Tropic, de Livia et de Vag, mais tous les fabricants fr, s'is se concentrant sur ces petites pièces unies, imprimées, plates ou ornées de volants, de broderies... Les slips existent en plusieurs hauteurs : du string au boxer short.

NATHALIE MONT-SERVAN.

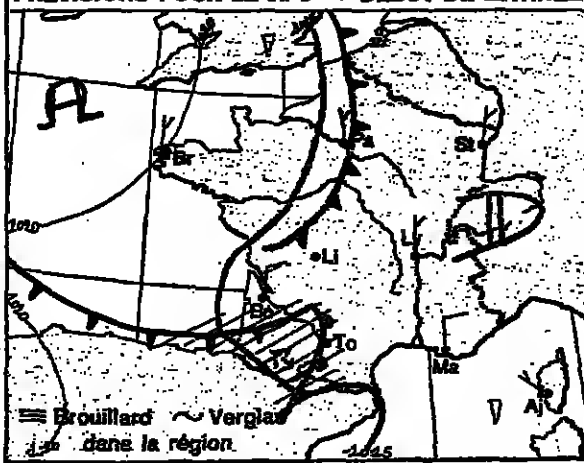
+ Les modèles cités ici sont en vente dans les stands de marque des grands magasins et leurs dépositaires à travers la France. Cadotte se trouve à Paris, 14, rue Cambou.

MÉTÉOROLOGIE

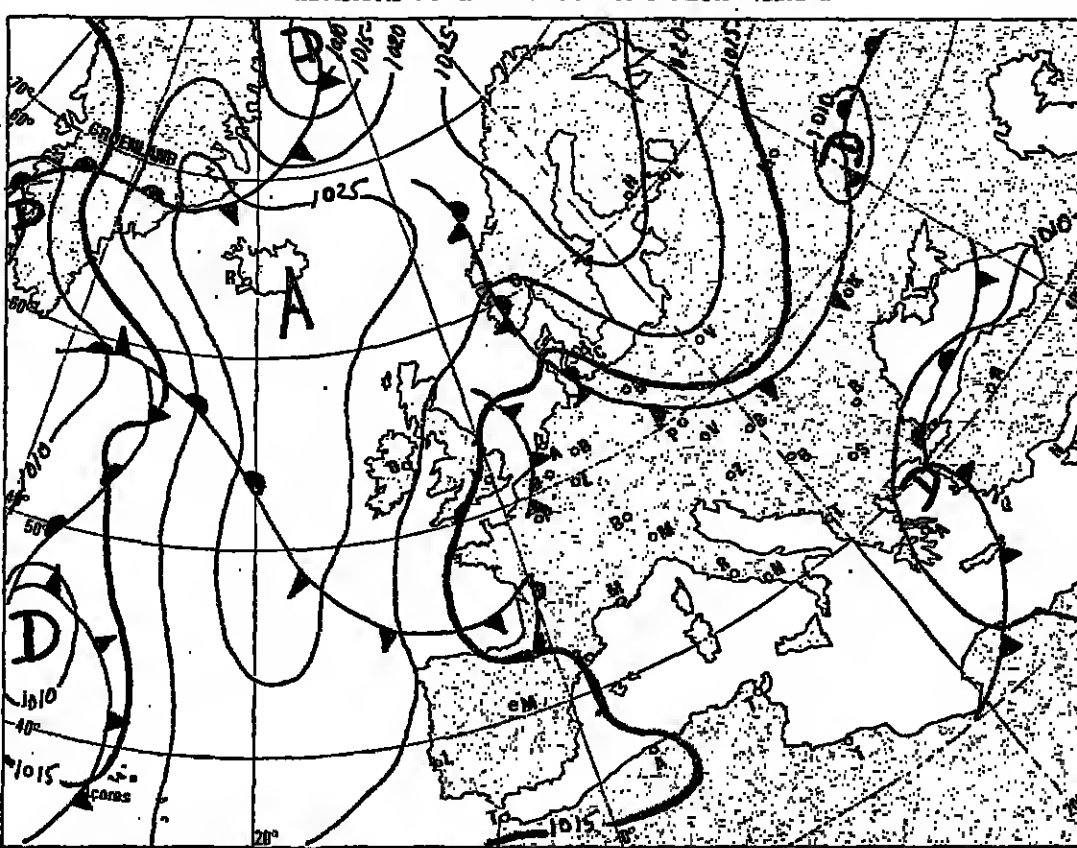
SITUATION LE 20 mai A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 21-5-80 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 21 mai A 0 HEURE (G.M.T.)



Evolution probable du temps en France entre le mardi 20 mai à 0 heure et le mercredi 21 mai à 23 heures :

Mercredi 21 mai, sur la moitié ouest de notre pays, le temps sera très chaud, le matin, avec des pluies parfois orageuses sur l'Aquitaine et les Pyrénées, des pluies intermittentes et plus faibles sur le Centre, la région parisienne et le Nord ; quelques averses en Bretagne. Au cours de la journée, le temps s'améliorera progressivement, et des éclaircies apparaîtront. Les vents, de secteur nord, deviendront modérés dans l'après-midi, assez forts près de la Manche. Les températures maximales s'abaisseront.

Sur la moitié est de notre pays, la matinée sera assez nuageuse, mais les orages deviendront plus nombreux l'après-midi et le soir.

Le mardi 20 mai, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 013,9 millibars, soit 762 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 19 mai ; le second, le minimum de la nuit du 19 au 20) : Ajaccio, 19 et 8 degrés ; Biarritz, 18 et 12 ; Bordeaux, 22 et 12 ; Bourges, 22 et 9 ; Brest, 19 et 11 ; Caen, 19 et 9 ; Cherbourg, 19 et 10 ; Clermont-Ferrand, 19 et 5 ;

Dijon, 21 et 7 ; Grenoble, 18 et 5 ; Lille, 20 et 8 ; Lyon, 19 et 6 ; Marseille, 22 et 9 ; Nancy, 20 et 5 ; Nantes, 23 et 11 ; Nice, 18 et 12 ; Paris-Le Bourget, 22 et 8 ; Pau, 18 et 11 ; Perpignan, 21 et 15 ; Rennes, 22 et 8 ; Strasbourg, 19 et 6 ; Toulon, 22 et 9 ; Toulouse, 20 et 12 ; Poitiers-Vitre, 21 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 20 et 8 degrés ; Amsterdam, 23 et 9 ; Athènes, 20 et 14 ; Berlin, 23 et 9 ; Bonn, 23 et 6 ; Bruxelles, 23 et 10 ; Le Caire, 34 et 26 ; Les Canaries, 22 et 18 ; Coppenhague, 17 et 7 ; Genève, 18 et 4 ; Lisbonne, 25 et 14 ; Londres, 24 et 11 ; Madrid, 20 et 7 ; Moscou, 16 et 0 ; Nairobi, 28 et 15 ; New-York, 28 et 18 ; Palma-de-Majorque, 22 et 9 ; Rome, 18 et 7 ; Stockholm, 12 et 3 ; Téhéran, 23 et 23.

PROBABILITÉS JUSQU'À DIMANCHE

Joué, sur les régions méridionales, les Alpes et la Corse, des nuages d'instabilité donneront par places des orages et des averses. Partout ailleurs, après des brumes au lever du jour, le ciel sera variable, avec soleil et nuages en alternance.

Vendredi, amélioration sur le Sud-Est, moins d'orages et plus de soleil. Allure, assez beau temps, généralement bien ensoleillé ; 15°C dans le Nord, 19°C sur le Bassin parisien, 20°C à 24°C dans le Midi.

Samedi, de l'Est aux Alpes et à la

Corse, instabilité avec menaces d'averses orageuses par places ; ailleurs, beau temps, un peu frais pour la saison.

Dimanche, en toutes régions, du soleil, mais le thermomètre ne dépassera pas 17°C dans le Nord et 20°C dans les régions du Sud.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

MERCREDI 21 MAI

« Le marché de Bange », 9 h, place de la Concorde, Mme Lagrange.

« La parade du bol de Vincennes », 15 h, 4-5 bis, avenue de la Belle-Gabrielle, 6. Nopani sur-Marné, Mme Bachuker.

« Hôtel de Sully », 18 h, 62, rue Saint-Antoine, Mme Guiller.

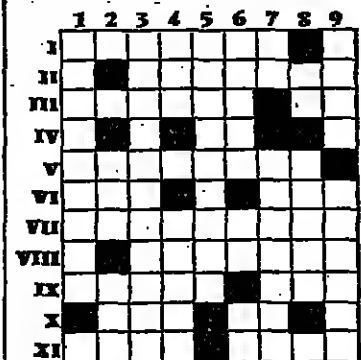
CONFÉRENCES

15 h, et 21 h, 2, rue de l'Église, à Meudon : « Voyages à travers chants » (Centre culturel de Meudon).

18 h, 30, petite salle, Centre Georges-Pompidou, M. Victor-Lévy Beauchien : « Monsieur Melville ».

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2874



HORIZONTALEMENT

I. Il est dangereux de s'en approcher quand elles sont en train de dévorer. — II. Plaines de charmes, par exemple. — III. Nom de princesse ; Règles. — IV. S'étend dans les Pyrénées. — V. Sont souvent traitées de pucier. — VI. Évoque saint Antoine ; Voiture à cheval. — VII. Un petit vaisseau. — VIII. À l'angle du bastion. — IX. Compagne d'un porteur de bois ; Sans motif. — X. Vierge romaine ; Particulière. — XI. Pas libre ; Où il y a trop de libertés.

VERTICALEMENT

1. Qualifie un père qui n'est pas ennemi de la calotte. — 2. Massif, en Suisse ; Fruit. — 3. Qualifie une bonne excuse. — 4. Hésitable, pour Pascal ; On y fabrique des chaussures. — 5. Endroit où l'on casse la graine. — 6. Sorte d'élan ; Pronom ; Un mot qu'on doit aux Italiens. — 7. Expérience (éprouvé) ; Qui ont donc beaucoup appris. — 8. Sur la Bresle ; Carré, au Louvre. — 9. Où il y a donc de grandes côtes ; Chants autour du feu.

Solution du problème n° 2873

Horizontalement

I. Emotions. — II. Tapissier. — III. One ; Océra. — IV. Uricule. — V. Rébar ; Lia. — VI. Liens. — VII. Risé. — VIII. Ron ; Fral. — IX. Lenoir ; Or. — X. Sb ; Elbe. — XI. Cl ; Soles.

Verticalement

1. Etourdi ; Lac. — 2. Mante ; Réc. — 3. Opérations. — 4. Ti ; Il ; Smobs. — 5. Isocèle. — 6. Oesu ; Pret. — 7. Nielleur ; Li. — 8. Serein ; Aube. — 9. Ra ; Aspirés.

GUY BROUTY.

LE MAINTIEN À DOMICILE DES RETRAITÉS. — Tel sera le thème du prochain congrès de l'UNASSAD (Union nationale des associations de soins et services à domicile) qui sera organisé, à Bordeaux, les 6 et 7 juin 1980.

« UNASSAD », 14, passage Saint-Sébastien, 75011 Paris, téléphone 355-25-25.

odette

mince et élégante avec une gaine légère et efficace sur rasure ponction-gorge, combat maintien dorsal maillots de bain

SUR RENDEZ-VOUS 770-42-77

66, rue d'Hauteville 75010 Paris 4^e étage avec ascenseur

ADJUDICATION

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des 19 et 20 mai 1980 :

DES ARRÊTÉS

● Relatifs aux dispositions relatives au contrôle financier sur l'Institut français des relations internationales ;

● Interdisant l'emploi de certains épaves ou amorces, naturels

ou artificiels, dans les eaux de première catégorie ;

● Portant modification d'un précédent arrêté fixant les règles de sécurité auxquelles doivent satisfaire les navires d'une jauge brute égale ou supérieure à 500 tonneaux.

(Publié)

Produits de soins esthétiques externes

du Dr V. BOGOMOLETZ

34, av. des Champs-Élysées, 75008 PARIS - Tél. : (1) 359-79-20.

(de la Faculté de Kiev)

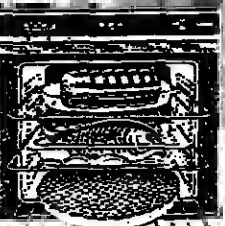
FEMININ - MASCULIN

(Vente en Pharmacie)

CUISSINE

Tout sur les fours Pyrolair
au 260.80.80

Dans ses 7 versions différentes, le four Pyrolair cuir plusieurs plats ensemble "à la française" sans imprégnation d'odeurs et il se nettoie seul moins souvent que d'autres. Sachez pourquoi et comment en appelant directement Scholtes au 260.80.80, à Paris, tous les jours, sauf dimanche, de 8 à 20 heures.



Scholtes

4 à 5 fois moins de temps et d'énergie : la cuisine y gagne

UNE BIBLIOTHEQUE, ÇA NE SE BRICOLE PAS !

Une bibliothèque c'est un vrai meuble, composé des éléments que vous choisissez. SIMAT vous propose des ensembles-bibliothèques de grande qualité, modernes ou de style et si vous le désirez, chez REAL chaque bibliothèque SIMAT a son bureau.

25, Boulevard de BELLEVILLE
Métro Couronnes - Tél. : 357.91.19 - Ouvert tous les jours sauf dimanche - 10 h à 19 h-20 h.

Et :

PARIS XIV, C.C. GAITE, 80, Av. du Maine.
CERGY-POINTE-CLIFF, C.C. 3 FONTAINES.
CRETEIL, C.C. CRETEIL SOLEIL.

NOISY-LE-GRAND, C.C. ARCADES.
CHAMPIGNY Le Fourchette, 10, Av. R. Salengro.
BURES-SUR-YVETTE, C.C. LES ULIS 2.

Ouverts le dimanche :

PIERREFITE, RN 1, 102-114, Av. Lénine.
BONDY, RN 3, 123, Av. Gallieni.
CHATILLON-S/B, RN 306, 101, Av. M. Cachin.
PORTE DE BAGNOLET, 42, Av. Gallieni.

REAL : PRIX. CHOIX. QUALITE. SERVICE. CREDIT.

REAL
MEUBLES
DECORATION
CUISINES

Le Monde

régions

PAYS DE LA LOIRE

Comment moderniser les projets des années 70 Trous d'air sur l'aérodrome d'Angers

De notre envoyé spécial

Angers. — L'aéronautique, décidément, réussit plutôt mal à Angers. Quelques semaines après la disparition de la compagnie régionale Air Anjou Transports, créée en 1976 sous l'égide de la chambre de commerce, qui en était un des principaux actionnaires (le Monde du 6 février), c'est le destin de l'aérodrome local d'Angers qui se trouve au centre d'une querelle dans laquelle s'affrontent les intérêts souvent divergents de la même chambre de commerce, d'une partie des élus locaux, de l'administration, et même de l'Aéroclub de l'Ouest.

TOUT vient d'un malentendu remontant à une dizaine d'années et dont on ne cesse, depuis, à Angers comme dans bien d'autres villes de la même importance, de payer les conséquences. Lorsqu'en 1971 l'Etat accorda la concession de l'aérodrome d'Angers à la chambre de commerce, qui ne donna qu'il s'agissait d'un facteur économique d'importance pour la région. Non seulement le transport aérien paraissait promis à un grand essor, mais la disposition d'un aéroport moderne pou-

vait devenir un élément d'attraction non négligeable pour des industriels en mal de décentralisation.

La crise pétrolière vint rapidement mettre un terme à ces séduisantes perspectives. La rentabilité de l'aérodrome — qui avait entre-temps été dotée d'une piste en dur de 1 285 mètres, d'une aérogare, d'une balise d'atterrissage (A.D.F.) et d'une tour de contrôle — devenant de plus en plus aléatoire, on comprend que la chambre de commerce ait accordé, dès l'origine, son soutien actif à la compagnie Air Anjou Transports qui pouvait représenter pour Angers un élément d'équilibre financier important. Un développement anarchique des lignes, une mauvaise gestion du parc, devaient annihiler ces espoirs. Dès lors, pour le concessionnaire d'Angers, il devenait vital de trouver les moyens susceptibles d'alléger le fardeau de l'entretien de la piste-forme : 575 000 F par an — auxquels s'ajoutaient cette année 180 000 F du fait de la disparition d'Air Anjou Transports.

Agrandir ou déménager

Il convenait tout d'abord de s'interroger sur la réalité de la vocation aéronautique de la capitale de l'Anjou. Tout le monde convient qu'une liaison avec Paris n'offre aucun intérêt dès lors que — outre l'autoroute en construction — le rail mettra dans trois ans la cité du roi René à deux heures de la capitale. En revanche, la ligne de Lyon paraissait donner satisfaction — d'ailleurs, deux transporteurs se sont déjà proposés d'en reprendre l'exploitation. Le préfet, M. Jean-Marie Robert, observe aussi que le caractère touristique de la région pourrait attirer des charters, et que, enfin, plusieurs industriels ont refusé de s'installer dans le département, arguant de l'impossibilité pour les avions de leurs sociétés de se poser sur la courte piste d'Angers.

Situation que résume avec désolation un interlocuteur : « Rendez-vous compte : même les Mystère-20 du GILAM ne peuvent pas atterrir chez nous ! »

M. Robert Goux, secrétaire général de la chambre de commerce, estime, pour sa part, qu'un potentiel de transport aérien régional existe et que les déboires d'Air Anjou Transports viennent d'une inadéquation du matériel consécutive aux insuffisances de l'infrastructure au sol : « Les avions étaient trop petits ou trop gros, dit-il. Leur capacité était directement liée à celle de la piste : par temps chaud, ils ne pouvaient pas décoller avec à la fois le plein d'essence et le plein de passagers. Si bien que, les jours favorables, la compagnie refusait du monde, s'interdisant du même coup de compenser les pertes des jours moins fastes ou des lignes à faible densité. D'où l'idée de faire appel à des appareils plus gros, ce que d'autres

dénoncent comme une fuite en avant : « Ils ont été incapables de remplir des avions de quatre-vingt places et ils veulent maintenant des avions de soixante places ! », s'exclame M. Jean-Claude Penand, vice-président de l'Aéroclub de l'Ouest et responsable de la section vol à voile.

Les perspectives de trafic ne paraissent au demeurant pas avoir fait l'objet d'études très précises. On avance simplement que, dans les dix ou quinze prochaines années, l'aviation commerciale régulière pourrait représenter huit mouvements par jour, l'aviation d'affaires une vingtaine, et on s'estimerait heureux de récupérer un charter quotidien, soit au total une trentaine de mouvements chaque jour.

Dès lors, à supposer que l'on juge souhaitable de maintenir un

aérodrome près d'Angers, deux possibilités s'offrent : allonger la piste actuelle d'Angers pour lui permettre d'accueillir des avions lourds, ou déménager l'aéroport sur un autre site. Deux possibilités qui paraissent, à terme, devoir se faire qu'une. Toutes les autorités aéronautiques estiment inadmissible la fermeture d'une piste-forme grignotée par une urbanisation intense qu'aucune réserve n'a su endiguer à temps.

D'autre part, l'extension de la piste coûterait cher. La solution la plus admissible — car la municipalité d'Angers refuse tout prolongement vers la localité — consisterait à enterrer la future autoroute du Mans, qui doit passer à l'extrémité sud-est de la piste, et à faire rouler les avions sur la couverture de la tranchée. Mais personne ne paraît désireux de payer les quelque 30 millions de francs du coût estimé de l'opération, au-delà s'ajoutant celui des nécessaires perfectionnements des moyens de guidage électroniques. Quant aux riverains, ils ne tiennent pas à supporter le surcoût de bruit qu'on peut attendre d'un agrandissement des installations.

D'où l'idée d'un transfert de l'aérodrome vers un autre site, en l'occurrence Seiches-sur-le-Loir, à une trentaine de kilomètres au nord-est d'Angers, près de l'embranchement des deux futures autoroutes reliant Angers à Paris et à Tours. Dans un domaine forestier détruit à trois reprises par le feu au cours des vingt dernières années, propriété de la famille de Beaulieu, on pourrait construire une piste de 2 400 mètres de long, accessible aux appareils de 250 places, toutes les infrastructures techniques et commerciales requises, et même une vaste zone industrielle. Le conseil général a retenu le projet dans le cadre de la préparation du VIII^e Plan. Coût estimé : 60 millions de francs 1978. Alors, même question que précédemment : qui veut payer ? Et question subsidiaire : l'investissement est-il bien proportionné à l'enjeu ?

Château du douzième siècle raisonnement du dix-neuvième

Le débat est loin d'être clos. Même si l'Etat mettait dans l'opération la contrepartie de la vente des 150 hectares d'Angers, il resterait à trouver des sources de financement complémentaires. La direction de l'aviation civile suggère des participations — peut-être une initiative — locales. Sur place, on se montre plus évasif. Même si le préfet se félicite que le conseil général, à l'exception de deux de ses membres, ait voté unanimement l'inscription du site de Seiches au schéma national aéronautique, les élus sont aujourd'hui nombreux à s'interroger.

Président de la commission du conseil général chargée d'entretenir le dossier, M. Joseph Fontaine, se déclare opposé au concept d'aérodrome départementale qui semble présider aux démarches actuelles : « Il est ridicule de vouloir couvrir la France de quatre-vingt-dix aérodromes de moyenne importance, affirme-t-il. Quelques grands aérodromes régionaux et un réseau d'autres plus modestes équipés pour accueillir des avions-légers et des appareils privés conviendraient parfaitement à la nature du trafic aérien français. Nous avons, à Nantes, un excellent aéroport, bien équipé, bien desservi. Alors, faisons de Nantes un aéroport régional, et aménageons Angers, comme Saumur et Cholet, pour qu'ils puissent recevoir, jour et nuit, des avions-taxis. »

« C'est un raisonnement du dix-neuvième siècle, rétorque M. Goux. Nantes ? Pourquoi pas Rennes ? Il est impensable de laisser détourner le trafic quotidien des avions d'affaires : nous sommes déjà assaillis de réclamations d'entreprises dont les jets privés doivent se poser à Tours. »

« Que va m'apporter Seiches ? », se demande pour sa part M. Christian Martin, conseiller général de ce canton, mais aussi membre de la chambre de com-

merce d'Angers. Hélas, lui aussi, sur l'intérêt économique du projet. M. Martin se préoccupe en outre de la protection des sites et de la qualité de la vie dans son voisinage. « A quelques dizaines de mètres de la piste se trouvent deux châteaux : celui de Châteaillon, édifice du douzième siècle inscrit aux monuments historiques, et l'avenue complémentaire ; et, juste au bout de la piste projetée, celui de la Roche-Thibault. Leur périmètre de protection recouvre partiellement l'emprise de l'aéroport. A moins d'un kilomètre de l'axe de la piste, on trouve encore le hameau de Londe et le centre de loisir intercommunal de l'étang de Malagat, qui accueille certains week-ends jusqu'à deux mille personnes. Les maîtres des communes riveraines souhaiteraient qu'en contrepartie des nuisances qu'on veut leur infliger, on ne se contente pas de leur dire que « le développement économique de leur région est inscrit dans l'avenir », mais qu'on se fasse plus concret. Dans cette attente, ils refusent de se prononcer sur le projet. »

Quelle que soit l'issue des projets actuellement agités, la chambre de commerce et d'industrie d'Angers cherche d'abord à rentabiliser sa concession de l'aérodrome d'Angers. La disparition d'Air-Anjou-Transports — et du produit des taxes d'atterrissage que versait la compagnie — a rendu pour elle plus impérieuse encore la réalisation, qu'elle appelle de ses vœux depuis longtemps, d'installations annexes indispensables à l'expansion de l'activité économique. En l'occurrence, il s'agit de construire à la lisière sud de l'aérodrome — sur une parcelle de terrain qui en faisait juridiquement partie jusqu'à un récent échange avec l'Etat — des hangars qui seront loués aux industriels et commerçants locaux. Un permis de construire a été accordé en mars pour une première tran-

che de cinq hangars de 1 000 mètres carrés chacun, mais le projet définitif envisage la création de 10 000 mètres carrés de surface couverte sur un terrain de deux hectares.

Cette fois, la chambre de commerce se heurte à l'Aéro-Club de l'Ouest, plus précisément à sa section vol à voile, la dixième de France pour le nombre d'heures de vol accomplies. La disposition adoptée pour les bâtiments condamne en effet l'usage par les planeurs d'une piste de secours utilisée 200 à 300 fois par an par des appareils arrivant trop bas pour aller se poser sur la piste normale. Théoriquement, cette piste de secours a été supprimée par décision administrative en 1976, mais son existence demeure mentionnée sur toutes les cartes de navigation officielles.

« L'approche des planeurs se fait ici obligatoirement par le survol d'une zone d'habitat dense, sans aucun espace libre visible aux environs, explique le président de la section, M. Jean-Claude Penand. Les pilotes qui se trouvent un peu court n'ont donc pas la ressource de « voler aux racines ». Il lui faut piquer en toute hâte vers le terrain et se poser sur cette bande de secours. Or les hangars de la chambre de commerce vont boucher l'entrée de cette piste. C'est l'arrêt de mort du vol à voile à Angers. Certes, l'administration dit que rien ne changera puisque, pour elle, cette bande de secours n'existe déjà plus. Le vol à voile reste donc autorisé à Angers... jusqu'au premier accident. »

A l'Aéroclub, on devient de plus en plus conscient de mener une bataille pour un succès. Attention, les riverains reprochent, sinon aux planeurs, du moins à leurs remorqueurs, d'être bruyants. On compte statistiquement une dizaine de remorquages par jour, en réalité beaucoup moins en hiver et en semaine, beaucoup plus en été et le week-end, lorsque les riverains passent sur leurs pelouses. Le bruit constitue un argument de poids pour les partisans de la fermeture d'Angers.

Sentant le danger, les véliotes proposent d'utiliser la piste de secours pour le décollage des remorqueurs : à son entrée, les fameux hangars de la chambre de commerce constitueraient un mur antibruit efficace. Et, compte tenu de son orientation, une fois décollés, les aéronefs ne survoleraient que les pâtures et les marais bordant la Maine. Voilà qui réconcilierait tout le monde. Seulement, la trajectoire des remorqueurs couperait à angle droit celle des avions empruntant la piste en dur, ce que ne sauraient admettre les responsables de la navigation aérienne.

Cette agitation est jugée comme un combat d'arrière-garde à Paris, principalement à la Fédération française de vol à voile, où on estime que « l'aérodrome de Seiches est trop tard » dès lors qu'Angers est condamné. L'avenir de l'aviation générale angevine réside certainement dans son transfert sur un terrain qui serait réservé à ses seules activités, à une dizaine de kilomètres à l'ouest d'Angers, en un site que la préfecture se refuse à révéler de crainte d'éveiller la spéculation foncière et de susciter une levée de bouilliers écologistes. De toute façon, ce déplacement ne pourrait être envisagé qu'à une seule condition : que l'autre projet, celui de Seiches, se réalise.

JAMES SARAZIN.

LES AFFRES DU DÉPEUPLEMENT

Baugeois et Segréen : les deux pauvres de Maine-et-Loire

De notre correspondant

ANGERS. — Nord-ouest, nord-est : c'est là que le Maine-et-Loire va mal. Au nord-ouest, c'est le Segréen : 52 000 habitants, cinq cantons réunis par l'administration plutôt que par la géographie sous la houlette de la sous-préfecture de Segré (8 000 habitants), autour d'un bassin minier (fer et ardouise) homogène. Au nord-est, c'est le Baugeois : une population d'environ 40 000 personnes, répartie à raison de 34 habitants au kilomètre carré sur 4 cantons et demi, administrativement partagés entre les arrondissements d'Angers et de Saumur et traditionnellement solidaires de la petite ville de Baugé (moins de 4 000 habitants), ancienne sous-préfecture « déchuë » en 1927.

Deux petites régions qui se dépeuplent, à des rythmes si différents : entre 1968 et 1975, le Segréen a perdu 2 % de sa population et le Baugeois, où le solde naturel démographique est nul depuis trois ans, environ 6 %. Le Segréen se dévitalise. Le Baugeois se déserte.

Des deux côtés, on mise pour l'avenir sur la solidarité départementale défendue et illustrée depuis dix ans par le Comité d'expansion économique de Maine-et-Loire. Et l'on compte sur une cohésion dynamique nouvelle, difficilement forgée dans la prise de conscience générale

du danger, et qui s'exprime aujourd'hui à travers la mise en œuvre de deux « contrats de pays ».

Région d'agriculture raisonnée, prospère et d'industries extractives, le Segréen se bat sur le terrain de la reconversion de ses activités traditionnelles. Entre 1968 et 1975, il a perdu 430 emplois agricoles par an ; depuis 1975, plus de 300 emplois ont été supprimés dans les mines de fer et d'ardouise, respectivement touchées par les importations du Brésil et d'Espagne. D'ici, pour un « pays » où il faudrait créer 500 à 600 emplois par an pour fixer la population.

En fait, les efforts d'industrialisation parfois spectaculaires soutenus par le Comité départemental d'expansion, et particulièrement orientés depuis 1971 vers les petits centres ruraux, n'ont guère permis que de compenser les pertes. Avec des succès réels, comme la récente implantation au Lion-d'Angers des abattoirs de la CANA, l'une des plus puissantes coopératives agricoles des Pays de la Loire, avec aussi des déceptions, comme celle de la SIMS, entreprise créée avec l'aide de l'Etat en 1974 pour accueillir les mineurs de fer « reconvertis » du canton de Segré, et entée dans le mauvais créneau de l'équipement « tout électrique », condamné par la crise énergétique.

Dix habitants au kilomètre carré

« Depuis des années, nous sommes sur le fil du rasoir », dit M. Antoine Glémain, maire de Segré. Le Comité d'expansion local qu'il préside est né voici trois ans, à la faveur des réunions d'étude d'un contrat de pays un « peu tombé du ciel » et qui, dit-il, « constitue moins un aboutissement qu'un point de départ ».

En trois ans, ce contrat aura apporté 2 500 000 francs de subventions régionales et départementales pour 10 millions de francs d'investissements. Il a autorisé la création de plusieurs zones industrielles ou artisanales, la construction d'équipements sociaux, la réimplantation d'activités commerciales dans de petites communes, le lancement d'une opération de réhabilitation de l'habitat ancien prometteuse. « Mais surtout », affirme M. Glémain, « on donne au Segréen le sentiment d'une identité à laquelle ni la géographie ni les mentalités ne le préparaient... »

A l'autre extrémité du département, le Baugeois ne connaît pas de problème de reconversion, parce qu'il n'a rien à reconstruire. Des terres pauvres, une tradition industrielle inexistante, 32 000 hectares (sur 115 000) d'une forêt superbe mais dont la moitié seulement est commercialement exploitable : avec la partie la plus républicaine et anticléricale du Maine-et-Loire, le ciel n'a été généreux qu'en bienfaits d'ordre esthétique. En un siècle, la population a diminué d'un tiers et sa densité ne dépasse pas 10 habitants au kilomètre carré dans plusieurs communes ; le canton de Noyant, le plus « oriental », a perdu 11 % de ses habitants entre 1968 et 1975. Ici et là, les commerces disparaissent, les écoles se ferment.

A l'inverse du schéma segréen, le contrat de pays, ici, est venu

sanctionner une démarche volontariste amorcée en 1971, avec l'élaboration d'un plan d'aménagement rural, à laquelle participèrent plus de 2 500 personnes. Ce plan a débouché sur plus d'un milliard de centimes d'investissements. Depuis 1975, le nombre des zones industrielles ou réserves foncières à vocation industrielle est passé de une à dix-sept et celui des entreprises de plus de dix salariés de soixante-quinze à cent. On a créé des équipements touristiques, et l'on attend beaucoup d'une opération-pilote de réhabilitation de l'habitat ancien portant sur 450 logements, et susceptible de contribuer à fixer sur place la population jeune tout en favorisant l'artisanat local. Pour le Baugeois, « le monde du Maine-et-Loire », c'est l'opération-survie de la dernière chance.

« Nous voulons conserver la qualité de la vie dans notre région », dit M. Adolphe Brodeur, maire de Baugé et président du comité local d'expansion. « En commençant par y préserver la vie... »

CLAUDE-HENRY GAY.

PARIS LONDRES 157F
(138F pour les jeunes, les étudiants et le 3^e âge)
Un prix super économique... Paris-Calais en car, Calais-Ramsgate sur coussin d'air, Ramsgate-Londres en car. Jusqu'à 5 départs par jour.

LE GUIDE DU PREMIER EMPLOI 60
266 pages d'informations pratiques et d'offres d'emploi
les éditions de **l'Économiste**

cofreth information
La Société COFRETH a réalisé conjointement avec FORCLUM et avec les services techniques de la Ville de Levallois, le chauffage solaire de la piscine de LEVALLOIS-PERRET. Ce bâtiment en activité sera le premier au nord de la Loire à être chauffé par des panneaux solaires. 164 m² de capteurs disposés en pyramides ont été installés sur un pignon d'immeuble.
cofreth 46, rue Letort - 75883 PARIS - Cedex 18 - Tél. 257.11.70

Le Monde

ENERGIE

400 millions de francs seront consacrés à la recherche aux économies d'énergie

MONNAIES

LE DOLLAR

LA GRA

LE BILAN GLOBAL DU CLAS

Classement	Par Spéc
1	100
2	100
3	100
4	100
5	100
6	100
7	100
8	100
9	100
10	100
11	100
12	100
13	100
14	100
15	100
16	100
17	100
18	100
19	100
20	100
21	100
22	100
23	100
24	100
25	100
26	100
27	100
28	100
29	100
30	100
31	100
32	100
33	100
34	100
35	100
36	100
37	100
38	100
39	100
40	100
41	100
42	100
43	100
44	100
45	100
46	100
47	100
48	100
49	100
50	100

الجزيرة

Le Monde économie

ÉNERGIE

EN 1980

400 millions de francs d'aides publiques seront consacrés à la relance du charbon et aux économies d'énergie dans l'industrie

Pour mettre en ligne sa politique avec les objectifs énergétiques récents du gouvernement, le ministre de l'Énergie, Jean-Pierre Sarradon, a annoncé que 400 millions de francs d'aides publiques seront consacrés à la relance du charbon et aux économies d'énergie dans l'industrie en 1980.

Pour promouvoir le retour au charbon, une prime sera attribuée à tous les consommateurs d'énergie exerçant une activité industrielle et qui s'équipent pour utiliser du charbon au lieu d'hydrocarbures lorsque le surcoût d'investissement annuel par Tep déplacé est compris entre 400 et 2.000 F. Le montant de la prime sera de 20 à 25 % du surcoût, avec un plafond de 250 F par Tep déplacé.

De plus, une action va être entreprise en faveur des constructions de matériels français d'utilisation du charbon et 45 millions de francs seront consacrés, en 1980, à la recherche et au développement dans le domaine des usages du charbon.

La consommation de charbon dans l'industrie et les chaufferies collectives devrait passer, si les vœux du gouvernement sont respectés, de trois millions de tonnes en 1979 à dix millions en 1980 et vingt millions en 1985.

Pour ce qui concerne les économies d'énergie, l'Agence distingue deux cas.

S'il s'agit d'investissements pour des équipements nouveaux, une prime d'un montant de 20 à 25 % du surcoût dû à l'installation d'équipements spécifiques économiques en énergie pourra être attribuée lorsque le coût de l'investissement par Tep économisé est de 2.000 à 7.000 F.

Dans le cas où les industriels, sans changer leur capacité de production, décident d'investir pour réduire leur consommation d'énergie, une prime forfaitaire de 400 francs par tonne économisée sera attribuée. Dans le cas où ces investissements sont compris entre 2.000 et 7.000 francs (contre 800 et 3.500 francs auparavant).

Ainsi, entre l'utilisation du charbon et les économies d'énergie, 400 millions de francs — 61 % du budget de l'Agence — seront consacrés en 1980 à l'industrie. Alors qu'il s'agit d'investissements hautement rentables pour les entreprises puisqu'ils leur permettent de réduire leurs coûts de production de 1 à 10 %, il est nécessaire de leur offrir un tel soutien financier.

La lutte contre l'inflation reste le problème prioritaire, et c'est pourquoi, selon M. Sarradon, l'Agence va continuer à travailler avec le ministre de l'Énergie, Jean-Pierre Sarradon, et le ministre du Trésor et du Budget, Jacques Foccart, pour promouvoir le retour au charbon et les économies d'énergie dans l'industrie.

MONNAIES

LÉGER PROGRÈS DU DOLLAR

Le dollar s'est inscrit en léger progrès, mardi 20 mai dans la matinée, passant au-dessus de 1,80 DM à Francfort et de 4,20 F à Paris. Ce raffermissement a eu lieu en dépit de la nouvelle baisse des taux de base des banques aux États-Unis, où la Monnaie Garantie a ramené le sien de 16 1/2 % à 14 %. Il est vrai qu'après sept semaines de baisse ininterrompue, les taux des bons de Trésor américain se sont orientés à la hausse, ce qui tendrait à équilibrer les milieux financiers.

La lutte contre l'inflation reste le problème prioritaire, et c'est pourquoi, selon M. Sarradon, l'Agence va continuer à travailler avec le ministre de l'Énergie, Jean-Pierre Sarradon, et le ministre du Trésor et du Budget, Jacques Foccart, pour promouvoir le retour au charbon et les économies d'énergie dans l'industrie.

LOGEMENT

Les nouveaux barèmes de l'aide personnalisée au logement (A.P.L.) — Le ministère de l'Équipement et du Logement a arrêté, lundi 19 mai, les nouveaux barèmes de l'A.P.L. applicables du 1^{er} juillet 1980 au 30 juin 1981. Dans le secteur local, l'allocation moyenne versée aux ménages passe de 500 F à 560 F (+ 12 %). En ce qui concerne l'aide personnalisée au logement, l'allocation moyenne passe de 400 F à 485 F (+ 21 %). D'autre part, le taux actuariel des prêts à l'accession à la propriété a été fixé à 9,23 % depuis le 1^{er} janvier.

L'Algérie et la Libye relèvent de 1 et 2 dollars le prix de leur baril de pétrole

L'Algérie et la Libye ont relevé le prix de leur pétrole. C'est la première fois depuis le début de l'année que ces deux pays ont augmenté le prix de leur baril de pétrole. Les autres pays du Golfe, les Émirats arabes unis, l'Irak, l'Arabie saoudite et le Koweït, ont maintenu le même prix de leur baril de pétrole.

L'Algérie a relevé le prix de son pétrole de 1 dollar par baril, passant de 35,21 dollars par baril à 36,21 dollars par baril. La Libye a relevé le prix de son pétrole de 2 dollars par baril, passant de 35,21 dollars par baril à 37,21 dollars par baril.

Les milieux pétroliers attendent désormais des décisions similaires du Nigeria et des compagnies qui opèrent en mer du Nord et s'alignent régulièrement sur les prix des « bruts » africains.

Les autres pays du Golfe, les Émirats arabes unis, l'Irak, l'Arabie saoudite et le Koweït, ont maintenu le même prix de leur baril de pétrole.

L'Algérie a relevé le prix de son pétrole de 1 dollar par baril, passant de 35,21 dollars par baril à 36,21 dollars par baril. La Libye a relevé le prix de son pétrole de 2 dollars par baril, passant de 35,21 dollars par baril à 37,21 dollars par baril.

Les milieux pétroliers attendent désormais des décisions similaires du Nigeria et des compagnies qui opèrent en mer du Nord et s'alignent régulièrement sur les prix des « bruts » africains.

CONJONCTURE

Le déficit commercial a dépassé 20 milliards en quatre mois

La balance commerciale française continue d'être déficitaire, mais ce déficit s'est réduit de 22,3 % à 20,1 % en avril par rapport aux trois premiers mois de 1980. En chiffres bruts, il s'est inscrit à 2.335 milliards de francs contre 2.415 milliards en mars (mais en excédent de 1 milliard en avril 1979) (voir nos dernières éditions du 20 mai).

Le résultat d'avril est dû surtout à une diminution des importations. En chiffres bruts, celles-ci ont baissé de 5,7 % par rapport à mars, s'inscrivant à 4.485 milliards de francs. De leur côté, les exportations ont augmenté de 1,1 %, atteignant 6.820 milliards de francs. Le taux de couverture des achats par les ventes a donc été de 52,2 %, contre 51,3 % le mois précédent mais 103 % il y a un an.

Le même phénomène se retrouve dans les statistiques corrigées des variations saisonnières.

Le recul des achats à l'étranger provient pour l'essentiel, souligne le ministère du Commerce extérieur, d'une diminution du tonnage de pétrole brut importé : les importations de produits énergétiques sont revenues de 11,3 milliards de francs en mars à 11,5 milliards en avril, alors que le prix de la tonne de pétrole importé est resté stable. Ces achats retrouvent le niveau mensuel moyen de premier trimestre de 1980, supérieur de 5 milliards par mois à celui du premier trimestre de 1979.

Cependant, les importations hors énergie, qui avaient connu un développement très important en cours des deux trimestres précédents, se sont stabilisées à un niveau encore élevé (supérieur de 22,3 % à celui d'il y a un an). Le solde d'un échange brut de produits énergétiques a été excédentaire de 3 milliards de francs en avril contre 2,5 milliards en mars.

Un développement des ventes de produits agricoles transformés (3,6 milliards) et le maintien d'un haut niveau d'exportation de céréales (1,4 milliard) ont permis de dégager, dans le secteur agro-alimentaire, un excédent important (780 millions). Il s'agit d'un bon résultat, mais il ne suffit pas à compenser le déficit des importations de produits agro-alimentaires (1,4 milliard). En effet, le déficit des échanges de biens d'équipement professionnels (qui atteignent 9 milliards, soit 21 % de plus qu'il y a un an) a permis de dégager un excédent de 1,8 milliard. Enfin, le déficit des échanges de biens de consommation a été ramené à 890 millions au lieu de 1,2 milliard en moyenne au cours du premier trimestre.

Le ralentissement de l'économie a entraîné des importations, le dynamisme des exportations de marchandises et les excédents notables réalisés dans le domaine des services devraient permettre d'absorber progressivement la hausse brutale du notre facture pétrolière depuis un an, conclut le ministère de Commerce extérieur.

● L'indice mensuel de la production industrielle française, calculé sur la base 100 en 1970, s'est inscrit — après correction des variations saisonnières — à 138 en mars, contre 135 en février, soit une hausse de 0,7 % en un mois. Depuis novembre, l'indice a évolué de la façon suivante : 134 en novembre, 135 en décembre, 136 en janvier, 135 en février, 136 en mars. En un an (mars 1979), la production industrielle a augmenté de 3 %.

● Stabilisation du nombre des faillites en avril. Le nombre des faillites en avril, en chiffres corrigés des variations saisonnières, s'est élevé à 1.354 (contre 1.341 en mars) et 1.242 un an plus tôt.

LA GRANDE QUALITÉ DE L'HOSPITALISATION PRIVÉE ENFIN RECONNUE

Voici quelques années, il était courant d'entendre les représentants de l'administration parler du « système de l'hospitalisation privée », dont l'un disait qu'elle était « une sorte de système à part ». Afin de remédier à une certaine ignorance des possibilités des établissements qui la composent, l'administration a fait procéder en 1979 à un classement des cliniques et des hôpitaux privés.

Le soin apporté à la réalisation de ce classement fait de l'hospitalisation privée un secteur à part, car il a permis de faire connaître la haute qualité des équipements techniques, du personnel soignant et du fonctionnement médical des établissements.

Ces informations nouvelles devaient permettre, d'une part, de mieux utiliser ces établissements, d'autre part, d'encourager la planification en évitant les équipements en double emploi et, enfin, de mettre au point une méthode pour la juste rétribution des services rendus. C'est du moins ce que l'on peut espérer.

LE BILAN GLOBAL DU CLASSEMENT

70 % DES LITS D'HOSPITALISATION PRIVÉE EN CATEGORIES A ET B. Il est important de faire le bilan de ce classement. Les établissements classés en catégorie A et B, c'est-à-dire les établissements qui ont obtenu une note supérieure à 800 points sur 1.000, sont au nombre de 1.318. Ils représentent 70 % des lits d'hospitalisation privée et 40 % des capacités d'accueil publiques et privées toutes spécialités confondues.

L'étude dont les chiffres sont présentés ci-dessous porte sur les 1.318 établissements dont le classement est actuellement connu, correspondant à 32.000 lits, toutes spécialités confondues. Les résultats obtenus montrent que le personnel soignant et du fonctionnement médical de l'hospitalisation privée est de qualité supérieure à celui des établissements publics.

Catégorie A : 39 % des établissements/services représentant 52 % des lits classés, toutes spécialités confondues. Ces établissements totalisent plus de 800 points sur 1.000, en respectant les seuls minima imposés pour les équipements techniques, pour le personnel soignant et pour le fonctionnement médical.

Catégorie B : 19 % des établissements/services représentant 18 % des lits classés, toutes spécialités confondues. Ces établissements totalisent plus de 600 points sur 1.000 en respectant les seuls minima imposés.

Ainsi, 58 % des établissements représentant 70 % des lits de l'hospitalisation privée se retrouvent en catégories A et B.

Ce résultat démontre, en tout état de cause, le niveau élevé de la qualité de ces établissements dont il faut dire qu'ils ont toujours été les premiers à diffuser les techniques de pointe : dialyse, radiothérapie...

LE CLASSEMENT PAR SPÉCIALITÉ

Une analyse par spécialité permet d'affiner ce jugement et montre l'importance de ce secteur hospitalier.

En chirurgie : 66 % des lits sont en catégories A et B, 33 % des lits sont en catégories A et B, 1 % des lits sont en catégories A et B.

Il est important de noter que 9 % seulement des lits sont en catégories D et E, correspondant à des établissements peu ou pas équipés, dans des zones à faible peuplement. Ces établissements, en outre, hypothèses, répondent à des normes réglementées par le gouvernement.

En médecine : 39 % des lits sont en catégorie A, 55 % des lits sont en catégories A et B, 6 % des lits sont en catégories A et B, 1 % des lits sont en catégories A et B.

En obstétrique : 32 % des lits sont en catégorie A, 55 % des lits sont en catégories A et B, 12 % des lits sont en catégories A et B, 1 % des lits sont en catégories A et B.

En psychiatrie : 52 % des lits sont en catégorie A, 32 % des lits sont en catégories A et B, 12 % des lits sont en catégories A et B, 1 % des lits sont en catégories A et B.

En soins de longue durée : 10 % des lits sont en catégorie A, 21 % des lits sont en catégories A et B, 69 % des lits sont en catégories A et B.

Pour cette spécialité, les distinctions entre convalescences simple, spécialisée et diététique, jugées au travers des mêmes normes, se traduisent, en effet, à l'usage, par des différences de coût, qui ont été prises en compte dans le classement.

Il est facile de constater, à la simple lecture des résultats du classement, l'effort considérable fait par l'hospitalisation privée pour offrir aux Français une médecine moderne et de pointe. Les établissements privés ont obtenu, en effet, une note moyenne de 800 points sur 1.000, ce qui est un excellent résultat.

Ces résultats sont encourageants, car le classement incite les établissements à améliorer leur qualité, car le classement incite les établissements à améliorer leur qualité.

LE BILAN RÉGIONAL

L'analyse régionale montre que les établissements d'hospitalisation privée sont répartis de façon équilibrée dans les régions. L'effort des services de chirurgie est particulièrement remarquable, car il est réparti de façon équilibrée dans toutes les régions.

On peut constater, à la simple lecture des résultats du classement, l'effort considérable fait par l'hospitalisation privée pour offrir aux Français une médecine moderne et de pointe. Les établissements privés ont obtenu, en effet, une note moyenne de 800 points sur 1.000, ce qui est un excellent résultat.

LA RIGUEUR DE LA MÉTHODE DE CLASSEMENT

Il faut noter que les opérations de classement ont permis aux Pouvoirs Publics de jeter chaque établissement privé dans une catégorie, mais aussi de noter, en soulignant qu'il ne s'agit pas d'une simple notation, la qualité des équipements techniques, des personnels soignants et du fonctionnement médical de ces établissements.

C'est dire l'importance des établissements privés dans l'égalité de l'accès aux soins de France.

LA CONCORDANCE DU CLASSEMENT AVEC LA SATISFACTION DE LA CLIENTÈLE

Les résultats de ce classement ont été mis à la disposition des responsables de l'hospitalisation privée. Ce récent sondage de la SORFIS a montré l'attachement de la clientèle à son hôpital et à ses équipes de soins de santé humaine et d'une approche plus globale. Ce même sondage avait montré le haut degré de satisfaction des usagers tant sur les aspects techniques et médicaux que sur l'aspect humain de l'hospitalisation privée.

Ces appréciations de la clientèle sont à rapprocher des résultats du classement de l'Agence pour l'Équipement et le Logement, qui ont montré que les établissements d'hospitalisation privée offrent les meilleures qualités de service.

LES ATTENTES DE LA PROFESSION

Le classement terminé, que reste-t-il à faire ? Les conclusions à se tirer sont de trois ordres :

— Définir les moyens d'utiliser au mieux pour la collectivité ces établissements qui représentent une large part (40 %) des capacités d'accueil tant publiques que privées ;

— Améliorer la planification en évitant les lites entre secteur privé et secteur public qui sont stériles pour la collectivité et ruineuses pour les Caisses d'Assurance Maladie ;

— Définir la juste rétribution des services rendus. La profession nourrit les plus grandes craintes quant à l'avenir de l'étude de ce problème, mais elle ne peut pas se désintéresser de la juste valeur du service rendu, car elle ne peut pas se désintéresser de la juste valeur du service rendu, car elle ne peut pas se désintéresser de la juste valeur du service rendu.



Un effort important a été demandé à l'hospitalisation privée. Cet effort a été fait et continue à être fait. La profession attend la juste rétribution de son effort. Elle ne peut pas se désintéresser de la juste valeur du service rendu, car elle ne peut pas se désintéresser de la juste valeur du service rendu.

Un effort important a été demandé à l'hospitalisation privée. Cet effort a été fait et continue à être fait. La profession attend la juste rétribution de son effort. Elle ne peut pas se désintéresser de la juste valeur du service rendu, car elle ne peut pas se désintéresser de la juste valeur du service rendu.

Un effort important a été demandé à l'hospitalisation privée. Cet effort a été fait et continue à être fait. La profession attend la juste rétribution de son effort. Elle ne peut pas se désintéresser de la juste valeur du service rendu, car elle ne peut pas se désintéresser de la juste valeur du service rendu.

même sans parler anglais,
vous pouvez bien comprendre les

USA

avec les circuits accompagnés

Camino

Organisateur de voyages spécialiste des Etats-Unis

- 6 circuits des plus complets,
- programmes de deux semaines combinables entre eux,
- nombreux départs garantis toute l'année,
- accompagnateurs français.

● prix non révisibles si paiement total à l'inscription.

Inscription auprès de votre Agent de Voyages.

coupon à retourner à
CAMINO, 21 rue A. Charpentier
75017 Paris - Tél. 753.77.90

M. _____

adresse _____

désire recevoir la documentation
"Circuits accompagnés aux USA"

voyages transatlantiques confortables
par vols réguliers TWA, PAN AM (repas chauds, cinéma...)

CHANGE

CORRESPONDANCE

Secret bancaire et évasion de capitaux

L'arrestation, à Bâle, de deux douaniers français et le débat qu'elle a fait naître autour des évasions de capitaux de France et de la conception suisse du secret bancaire ont suscité des réactions de plusieurs de nos lecteurs.

M. Jacques Bernard, collaborateur de la Société pour le développement de l'économie suisse (S.D.E.S.), écrit, à propos de l'article du 8 mai intitulé « Asile inviolable » :

(...) Il est peut-être « notoire » que l'argent français « afflue » illégalement comme jadis dans les coffres-forts helvétiques. Mais faut-il admettre sans autre explication qu'un douanier français, même « plongé de longue date dans ces questions », est en mesure d'évaluer de façon précise les avoirs français en Suisse et de les estimer « supérieurs » au budget de l'Etat ? (A propos, de quel Etat s'agit-il ?)

Par ailleurs, M. Sarazin affirme (le Monde du 8 mai) que des démarcheurs suisses font du « forcing » auprès du public français. L'affirmation paraît quelque peu exagérée, et un exemple n'est pas suffisant pour la fonder. Si des opérations de démarchage ont eu lieu par le passé, il y a belle lurette que l'association suisse des banquiers recommande aux banques de faire preuve de retenue dans ce domaine. Et les banques savent bien qu'elles n'ont pas intérêt, notamment

pour des raisons politiques, à rassembler de potentiels clients sur les places étrangères.

En Suisse moins qu'ailleurs l'argent n'aurait pas d'odeur. Peut-être. Mais de la à affirmer que « les banques suisses défendent, bec et ongles, les secrets des fraudeurs », il y a un pas qu'on ne peut franchir sans examen. Quant à écrire que les plus gros « bonnets » de la drogue continuent de profiter du secret bancaire malgré l'engagement « de principe » des autorités helvétiques de faire connaître l'état de leurs comptes aux polices intéressées, c'est tout simplement effirmer une chose gratuite et jeter le discrédit sur le sérieux de la collaboration des autorités suisses en matière d'enquête judiciaire internationale.

Mais l'article de votre courrier spécial pêche plus gravement encore par ses silences et ses lacunes. Le secret bancaire — ainsi que l'auteur d'ailleurs le dit — n'est pas une chose absolue, mais un numéro du Monde — n'existe pas qu'en Suisse. Si, en France, le citoyen a la malchance de ne pouvoir se soustraire au regard du fisc, en Italie, en Autriche et en Espagne, ainsi que vous le savez, la sphère privée est relativement bien protégée. En Autriche, l'épargne — même étrangère — bénéficie d'un anonymat qui lui confère une protection vis-à-vis du fisc supérieure à celle dont peut se prévaloir le client d'une banque suisse.

Ainsi que vous le rappelez dans ce même dossier, le secret bancaire a été institué en Suisse pour protéger les avoirs (et la vie) de citoyens allemands — et juifs — menacés d'annéantisse-

ment par le régime nazi. Hélas ! il faut bien constater que d'autres Etats policiers existent dans le monde désireux d'obtenir sur des « personnes indésirables » des renseignements de nature à les éliminer. La Suisse n'a donc pas institué le secret bancaire pour récompenser les fraudeurs, même si la législation helvétique incite certains citoyens étrangers, et notamment français, à transférer en Suisse des avoirs pour échapper aux rigueurs de leur propre administration. C'est peut-être ce qui pousse M. Sarazin à écrire abruptement que les banques suisses défendent, bec et ongles, les secrets des fraudeurs.

Il est vrai que la Suisse ne lève pas, sauf exception, le secret bancaire pour des délits fiscaux. Mais cela ne signifie pas, par extension, qu'elle protège le crime ! Des accords ont été conclus — tel le traité américano-suisse — qui obligent les banques suisses à collaborer avec la justice étrangère en cas d'enquête sur l'origine de fonds présumés criminels. Il va sans dire que cet accord est appliqué, les banques suisses n'ayant aucun intérêt à devenir le refuge d'argent criminel.

Et si malgré tout il arrive que de l'argent d'origine douteuse entre dans les coffres des banques suisses, il est faux de prétendre que celles-ci ferment les yeux. Elles tentent au contraire d'éviter des opérations suspectes. Une convention, à cette fin, a été passée avec la Banque nationale suisse. Cette convention prévoit d'indiquer des sanctions aux banques contrevenantes. Et des amendes ont déjà été infligées. La Suisse protège donc le secret bancaire, mais pas celui des malfaiteurs (...).

réglementation du pays où il exerce son activité qu'il est tenu et non au respect de lois étrangères.

Les banques françaises ne procèdent pas autrement avec les comptes des non-résidents en France, et leurs quelques quarante sièges en Suisse sont tenus au respect de la loi suisse, donc du secret bancaire appliqué également vis-à-vis des autorités françaises.

Si l'on a similitude entre les pratiques française et suisse du secret bancaire en ce qui concerne les comptes des non-résidents, il y a similitude aussi en matière pénale : l'article 273 du code pénal suisse invoqué contre les deux douaniers-enquêteurs correspond substantiellement à l'article 418 du code pénal français. Dans les deux cas, il s'agit de la répression de l'espionnage économique au profit d'autorités étrangères. An cas où un agent fiscal suisse se serait intéressé de trop près aux comptes de quelque compatriote dans une banque française, il se serait exposé aux mêmes poursuites que les agents douaniers français en Suisse.

Par conséquent, c'est bien d'un conflit de deux souverainetés dont il s'agit et non d'une obscure manigance bancaire suisse contre les intérêts de la France. Il importe de dépassionner le débat. En relâchant les deux agents français, les autorités judiciaires suisses ont montré qu'elles font l'apaisement. Il est souhaitable que les autorités françaises en fassent de même. Les perquisitions opérées dans les succursales françaises de Ciba-Geigy, de Nestlé et dans les bureaux de représentation de la Société de banque suisse, de même que l'arrestation, le 28 avril, d'un homme d'affaires genevois à Paris, ressemblent trop à des actes de représailles préjudiciables à des relations entre les deux pays.

Quant au secret bancaire suisse, il serait absurde d'espérer sa suppression ou sa levée au profit d'autorités étrangères. La Suisse, sur ce plan, va déjà plus loin que d'autres pays en pratiquant la levée du secret sur des comptes servant de couverture à des trafics criminels. Aucun gouvernement n'accepterait un contrôle international des comptes bancaires de son pays. Par conséquent, il n'y a aucune raison de l'attendre de la Suisse.

Conflit de souveraineté

Pour M. Paul Keller, journaliste, représentant en France de la Correspondance politique suisse, il y a dans cette affaire « plus de similitudes entre le droit français et le droit suisse que de contradictions véritables ». Il explique :

(...) Le secret bancaire ne peut être violé que par les banques elles-mêmes ou leurs agents et non par des tiers. Par conséquent, ce n'est pas l'infraction reprochée aux agents de la douane française. Il n'existe pas de banque sans secret bancaire. En France, celui-ci est régi par l'article 378 du code pénal et par l'article 1382 du code civil. Certes, par opposition au secret bancaire suisse, les dispositions en vigueur en France ne sont pas opposables aux administrations fiscales. C'est une particularité importante qu'a toujours connue la pratique bancaire suisse, même avant d'être codifiée au niveau fédéral en 1934.

Pourtant, cette pratique produit les mêmes effets que le secret bancaire français. En effet, si en France les comptes bancaires sont accessibles à l'auto-critique fiscale, les Français, ils restent entièrement couverts par le secret vis-à-vis d'autorités « étrangères ». Si, par hypothèse absurde, la Suisse alignait demain son secret bancaire sur celui qu'on connaît en France, les comptes des non-résidents ne seraient pas pour autant acces-

N'en rêvez plus... Partez !

Voies à tarifs réduits ou charters	
Turquie 81.1750 F	Chine 221.11900 F
U.S.A. 151.4250 F	Israël 81.2100 F
Grèce 81.1630 F	Inde-Népal 191.6350 F
Mexique 221.6050 F	Kenya 151.6500 F
Maroc 81.1750 F	Egypte 151.3750 F
Tunisie, 81.1750 F	

payescope international

6 rue de la Paix
Paris 75002
Tél. 261.50.02

nom _____
adresse _____
ville _____ code postal _____

Et si on volait votre diamant ?

Qu'avez-vous comme preuve ? Aucune. Seul, le système GEMPRINT, vous donne l'empreinte d'identité de votre diamant. Une empreinte obtenue grâce à un rayon laser, et qui ne ressemble à aucune autre. Si on retrouve votre diamant, vous pourrez ainsi prouver qu'il est bien le vôtre.

Alors, allez vite chez votre bijoutier-jouillier agréé GEMPRINT, ou pour toutes informations, appelez le 742-42-00.

TÉLEX PARTAGÉ

ETRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS ☎ 345.21.62

Le Monde

CdF Chimie

LE 2^e CHIMISTE DE FRANCE

Chiffre d'affaires consolidé :
10 milliards de francs dont 35 % à l'étranger

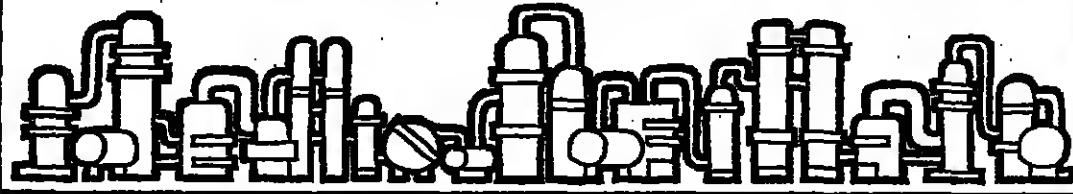
La qualité de ses fabrications et la fiabilité de ses procédés mis en œuvre dans ses centres de production sont à l'origine de l'essor international de CdF Chimie.



CdF Chimie

DANS UN MONDE QUI CHANGE, CdF CHIMIE S'ADAPTE

tour aurore - place des reflets - cedex 5 - 92080 Paris défense 2
tél. : 778.51.51 + telex : CDFCH 610826 F



l'Astrolabe
menu à 130 F
(service inclus)
et "Grande Carle"
41, rue La Fayette - 75116 Paris
☎ 500.83.47
fermé dimanche et jours fériés
• Tables jusqu'à 20 personnes •

EP.E.C. FORMATION
« le nouveau plan comptable »
Les 9, 10 et 11 juin 1980
Renseignements et inscriptions :
Téléph. 210-59-14 et 240-59-15.

شارع فهد السالم

"Avenue Fahd el Salem"

L'art de vivre français a une nouvelle adresse à Koweït. A quinze minutes de l'aéroport international, le Meridien Koweït, un hôtel 5 étoiles, offre 336 chambres et 36 appartements au plein cœur de la ville, avec piscine, sauna, restaurants français, night-club et une galerie de boutiques. Réservations et informations : votre agence de voyages, votre agence Air France, à Paris : 75715.70, à Koweït : 421.427, télex 2789 KT.

Ouverture
de notre nouvel hôtel
à Koweït.

MERIDIEN
LES HOTELS D'AIR FRANCE

Le rapport de... entre SAV...
la constitution d'un...
la constitution d'un...
la constitution d'un...

la constitution d'un...
la constitution d'un...
la constitution d'un...
la constitution d'un...

la constitution d'un...
la constitution d'un...
la constitution d'un...
la constitution d'un...

la constitution d'un...
la constitution d'un...
la constitution d'un...
la constitution d'un...

la constitution d'un...
la constitution d'un...
la constitution d'un...
la constitution d'un...

la constitution d'un...
la constitution d'un...
la constitution d'un...
la constitution d'un...

la constitution d'un...
la constitution d'un...
la constitution d'un...
la constitution d'un...

la constitution d'un...
la constitution d'un...
la constitution d'un...
la constitution d'un...

مكتبة السالم

AFFAIRES

SOCIAL

Le rapprochement entre SANOFI et C.M.-Industries permettra la constitution d'un deuxième groupe français de taille internationale dans l'industrie pharmaceutique

La SANOFI, filiale à 83 % d'Elf-Aquitaine, va absorber le groupe C.M.-Industries (pharmacie et alimentation). Des discussions ont été engagées entre les deux parties en vue de réaliser l'opération de fusion, confiée aux bons soins de Lazard Frères et Cie, avant la fin de cette année.

La SANOFI ne conservera pas cependant la division alimentaire de ce groupe, qui sera recédée aux actionnaires actuels de C.M.-Industries. Sur un plan financier, ces actionnaires, à savoir, pour les principaux, les familles Midy (38 %), Bonvet (15 %) et Corin (5 %), seront rémunérés par des actions nouvelles SANOFI à créer à l'occasion d'une augmentation de son capital.

Le nouvel ensemble ainsi créé réalisera dans la pharmacie un chiffre d'affaires un peu supérieur à 3 milliards de francs. Déjà numéro deux en France dans l'industrie pharmaceutique, après l'absorption récente des Laboratoires Labaz et Parcor, la SANOFI sera ainsi presque à pied d'égalité avec la groupe Rhône-Poulenc. M. Gérard Gruson (soixante-sept ans), P.-D.G. de C.M.-Industries, a démissionné de ses fonctions lundi 19 mai, jugeant que la mission de restructuration, qui lui avait été confiée au sein de C.M.-Industries, était achevée.

Entré récemment à la chimie des peptides, promu à un très grand avenir, C.M.-Industries fabrique en outre des produits antituberculeux, des hypertenseurs et des antibiotiques pour ne citer que les principaux. Tous produits cardiovasculaires qui viendront s'ajouter à la gamme des médicaments de la SANOFI. De surcroît, il n'existe aucun double emploi dans les activités des deux groupes. L'intérêt de ce rapprochement est d'autant plus grand qu'en prenant le contrôle à 51 % de l'Institut Pasteur Production (le Monde du 15 mai), la SANOFI aura désormais directement accès à la recherche fondamentale de la Fondation Pasteur.

Qui plus est : séparément, chacun des deux groupes n'aurait pas encore les moyens suffisants pour soutenir un effort de recherche convenable (150 millions de francs pour la SANOFI et 134 millions pour C.M.-Industries). Ensemble, ils pourront consacrer en 1980 près de 300 millions à ladite recherche, chiffre considéré comme le seuil permettant à un groupe pharmaceutique d'être vraiment compétitif dans le domaine de l'innovation. Le nouveau groupe disposera de sérieux atouts pour entrer en force sur le marché international de la pharmacie et soutenir une concurrence devenue très agressive. Il n'est pas inutile de rappeler à cet égard que C.M.-Industries, outre sa division alimentaire regroupée dans le bol-

ding Poulain S.A., n'exerce pas seulement son activité dans la fabrication de médicaments (38,32 % de son chiffre d'affaires) mais aussi dans la chimie pharmaceutique (11,1 %), l'appareillage médico-chirurgical (3,7 %) et possède en plus une division animale (1,8 %). Il détient, en outre, des intérêts minoritaires non négligeables dans les laboratoires américains Searle et Wyeth (560 millions de francs d'affaires dans la pharmacie). De son côté, la SANOFI (2,96 milliards de francs d'affaires au total) réalise 58 % de son chiffre d'affaires dans la pharmacie (médicaments, produits chimiques à usage pharmaceutique et produits vétérinaires) et 42 % dans la cosmétique et la parfumerie. C'est à l'évidence pour la filiale d'Elf-Aquitaine, qui exploite littéralement depuis quelque temps une excellente acquisition, C.M.-Industries étant implantée à l'étranger là où elle ne l'est pas ou peu, et inversement.

Ce rapprochement semble avoir entraîné des remous au sein de l'actionnariat de C.M.-Industries. Acquise à l'idée d'entrer dans un groupe dont la puissance s'affirme de mois en mois pour assurer la pérennité de l'affaire, la famille Midy paraît s'être quelque peu heurtée aux actionnaires minoritaires, moins désireux de réaliser une telle fusion.

ANDRÉ DESSOT.

POUR PROTESTER CONTRE LA CONVENTION ENTRE LA SÉCURITÉ SOCIALE ET LES MÉDECINS

La C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN organisent des débrayages vendredi

Le prix de la consultation du généraliste passera de 40 à 50 F

Les trois syndicats C.G.T., C.F.D.T. et FEN, après trois heures de discussion, lundi 19 mai, se sont mis d'accord pour organiser en commun, vendredi 23 mai, une immense manifestation - avec des « rassemblements » à Paris et en province, et de « puissants arrêts de travail » (trois heures à Paris au milieu de journée) pour opposer à la signature de la nouvelle convention entre caisses d'assurance-maladie et corps médical qui, selon ces organisations, va mettre en place une « médecine pour les riches et une autre pour les pauvres ». L'Union C.G.T. de l'Île-de-France a, dès mardi matin 20 mai, pris l'initiative d'une riposte immédiate : plus de deux cents militants ont occupé pen-

dant une heure le siège de la Caisse nationale des salariés à Paris.

De son côté, la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.), majoritairement majoritaire qui partage le point de vue des syndicats des salariés opposés à la convention, enverra, également le 23 mai, des délégations, dans la capitale et en province, devant les caisses et les préfectures pour manifester son opposition. Quant aux médecins de la Marine, affiliés à la C.S.M.F., ils ont décidé de fermer leur cabinet les 23 et 24 mai.

Rejetant cette conception à leurs yeux catastrophique, les dirigeants des caisses, dont M. Derlin (F.O.), président du régime

des salariés, ainsi que la Fédération des médecins de France (F.M.F.), ont indiqué que la convention — complétée par un accord tarifaire qui porterait d'ici à janvier 1981 le prix de la consultation du généraliste de 40 F à 50 F — serait signée dans un délai maximum de dix jours après que les conseils d'administration — et l'assemblée générale de la F.M.F. le 23 mai — auraient donné le feu vert. Une opposition catégorique se pose ainsi d'un côté F.O., le patronat, la F.M.F. et le gouvernement et, de l'autre, la C.S.M.F., la C.G.T., la C.F.D.T., la FEN et les partis de gauche sur un système de relations médicales sur lequel pèsent les menaces du chômage et du libéralisme.

accroître l'importance du secteur libéral.

Autrement dit, la nouvelle convention, peut devenir, les années suivantes, une machine interne, qui marquerait un retour progressif à un libéralisme source de nouvelles inégalités. Et c'est bien au nom des principes de solidarité qui ont été à l'origine de la Sécurité sociale et en raison de cette sorte d'épée de Damoclès que les syndicats majoritaires s'opposent à ce libéralisme, aujourd'hui masqué par des formules compliquées et habiles.

JEAN-PIERRE DUMONT.

LES DIRIGEANTS C.G.T., C.F.D.T. ET F.O. A « ANTENNE 2 »

Des divergences poliment exprimées mais bien réelles

Sourires crispés, attitude souvent figée, les trois dirigeants de la C.G.T., de la C.F.D.T. et de la F.O., MM. Séguin, Maire et Bergeron, qui, pour la troisième fois, se trouvaient réunis devant la caméra du micro, ont démontré, lundi soir 19 mai, à l'émission « Cartes sur table » d'Antenne 2, que, sur les questions d'actualité syndicale et politique, les divergences, aussi poliment présentées soient-elles, demeurent importantes.

Approbation totale de l'entente Breizh-Giscard d'Estaing par la C.G.T., prudence ou réserve à F.O. et à la C.F.D.T. Attitude favorable de F.O. pour la réouverture des négociations sur la dette de travail, position très ouverte de la C.F.D.T., qui souhaite un accord cadre puis des avancées au niveau des entreprises, mais fermété de la C.G.T.

Il ne faudrait pas qu'on nous dise, dans cette négociation, que le rapport, c'est à prendre ou à laisser, a déclaré M. Séguin, qui entend négocier la levée des restrictions proposées par M. Giscard, et ne veut pas discuter à toute allure. Les projets des caisses et du gouvernement sur la Sécurité sociale sont aussi diversement appréciés. M. Bergeron, après avoir indiqué que, pour le ticket modérateur d'ordre public, « on devrait parvenir à normaliser les difficultés », conteste l'affirmation cégétiste et cégétiste selon laquelle la nouvelle convention avec les médecins (voir ci-dessus) créerait deux secteurs, l'un pour les riches, l'autre pour les pauvres, et rappelle avec insistance que les difficultés de la Sécurité sociale, et notamment des retraites, posent un problème grave, le problème social numéro un de ces prochaines années.

Interrogés sur les autres revendications, M. Maire a confirmé qu'après la réduction des heures de la semaine, la protection sociale la troisième priorité était le relèvement des bas salaires, notamment du SMIC. En se rendant à l'Élysée, a-t-il poursuivi, « nous voulons mettre le président de la République au pied du

mur » et obtenir « une négociation qui permette d'aller vers les 3 000 francs par mois ». M. Séguin, qui a insisté sur la nécessité de freiner le développement des emplois intérimaires et précaires, s'est déclaré d'accord avec la C.F.D.T. et il a annoncé : « Nous allons sans doute avoir une nouvelle initiative pour exercer une pression supplémentaire sur cette question des bas salaires ».

En revanche, les désaccords sont réapparus sur les méthodes d'action : efficacité des journées nationales de protestation, selon M. Bergeron ; recours aux différentes formes d'action, selon M. Maire, pour qui « le plus important, ce n'est pas d'avoir l'air dur ou au contraire d'être pâles ou obéissants, c'est d'obtenir que le plus grand nombre soit présent à l'action syndicale ». Divergence encore sur la notion de crise du syndicalisme, rejetée par F.O. et la C.G.T., mais examinée avec lucidité par la C.F.D.T., qui ne « veut pas s'écarter sur ce qui va mal ».

En évoquant les relations interconfédérales, le dirigeant cégétiste a regretté « l'esprit de division qui l'emporte encore souvent sur l'esprit d'union. C'est un paradoxe de voir ici trois responsables de trois confédérations ouvrières de ce pays qui ne se rencontrent pas en dehors. Les relations entre syndicats sont souvent polémiques et agressives, cela nuit à l'image du syndicalisme. On ne s'en sortira pas en continuant à ignorer les autres ou la victoire de l'un sur les autres ».

Interrogé enfin sur l'élection présidentielle, M. Bergeron a confirmé que F.O. ne prendrait pas position. M. R. Maire a indiqué que la C.F.D.T. « prendra probablement une option en souhaitant qu'un candidat de gauche accède à la présidence de la République pour faire exacerber plus vite les revendications ».

M. Séguin a déclaré : « Il est à peu près probable que la C.G.T. soutienne de son indépendance et de l'autonomie de son action s'ouvrira comme candidate à cultiver son forum syndical au mieux des intérêts des travailleurs ». A nouveau interrogé pour savoir si la C.G.T. prendrait position pour un candidat, M. Séguin a répondu : « No comment ! »

Cinq questions

Cinq questions se posent sur l'impact de cette convention :
● Négociée, vraisemblablement signée par un syndicat minoritaire (F.M.F.), la C.S.M.F. n'ayant été incluse la sanction sera-t-elle annulée par le Conseil d'Etat sur la demande de la C.S.M.F. ? Cela n'est pas impossible.
● Les médecins affiliés à la C.S.M.F. appliquent-ils la convention ? Confrontés à la concurrence (vingt mille médecins de plus d'ici à 1985) et attirés par un tarif de consultation à 80 francs, les généralistes, tout au moins, pourraient, après protestation, se résigner et jouer le jeu.

● Toute la convention sera-t-elle appliquée ? L'autodiscipline ne sera mise en route qu'au début de l'été et commencera avec son système d'avertissement et de sanctions — avec au moins un an de retard. Les honoraires étant fixés pour un an, et la campagne présidentielle intervenant à cette époque, la contrainte de l'enveloppe globale limitant éventuellement la progression des honoraires conventionnés sera

● Accident mortel du travail à Saint-Etienne. — A l'usine métallurgique stéphanoise de Creusot-Loire-le-Mans, un ouvrier du laminage, M. Roland Costanza, âgé de cinquante ans, père de cinq enfants, a été tué lundi 19 mai par le choc d'une caisse métallique de plusieurs centaines de kilos ayant basculé d'un chariot. A l'appel des syndicats, les camarades de la victime ont cessé le travail en signe de protestation. — (Corresp.)

USA 1.800F*

* Prix eu 1.04 1980, pour un aller et retour New York en mai-juin 1980. En juillet-août 2.108 F.

CENTRE D'INFORMATION TOURISTIQUE
Location voitures, hôtels, etc., demandez notre GUIDE DU VOYAGE AUX U.S.A.

PACIFIC HOLIDAYS
28, av. GÉNÉRAL-LECLERC, 75014 PARIS
Tél. : 539.46.71

(Publicité)

BIENVENUE A L'UNIVERSITÉ

Dans votre vie, vous avez dû travailler jeune, et vous n'avez pas pu mener d'études. Dans votre entreprise, vous voulez gravir les échelons, mais aujourd'hui vous êtes bloqués. Dans votre branche professionnelle, vous vous sentez au niveau, mais vous n'avez pas le diplôme.

La formation continue est faite pour vous. En s'appuyant sur votre expérience professionnelle, elle vous donne accès au Diplôme Universitaire de Technologie, le DUT, un diplôme universitaire reconnu sur le marché du travail.

L'IUT de Villetaneuse, Université de Paris-Nord, prépare à trois DUT : informatique, gestion du personnel, carrières juridiques et judiciaires.

Pour ces diplômes, deux formules sont possibles : une formation à temps complet en un an, ou une formation à temps partiel sur plusieurs années (tout en continuant à travailler).

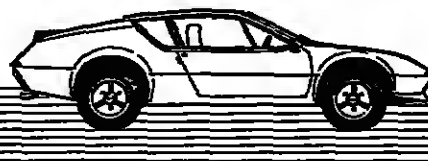
Pour le financement, si vous êtes salarié en activité, les frais de formation peuvent être pris en charge par votre entreprise et certaines exonérations sont prévues pour les demandeurs d'emploi.

Inscription et renseignements
Session de novembre 1980
Veuillez nous écrire
Centre de Formation Continue
IUT de Villetaneuse
avenue J-B Clément
93430 Villetaneuse
Téléphone 821 61 70 poste 48 40

CENTRE RENAULT ALPINE

**120, RUE THIERS
92100 BOULOGNE-620.12.13**

**Exposition voitures neuves et d'occasion
Essai de l'Alpine Renault A310V6**



INDANCE

vasion de capital

N'en rêvez plus... Paris

Et si on vous
votre diamant.

TELEX PARIS

de notre
MERIDIEN

SOCIAL

La reprise des négociations sur la durée du travail

Entamées le 23 juin 1978 et suspendues le 8 janvier 1980, les discussions entre le C.N.P.F. et les syndicats sur la durée et l'aménagement du temps de travail reprennent ce mardi 20 mai à 15 heures sur la base du rapport de M. Giraudet.

Pour le patronat, il ne s'agit pas de nouvelles négociations mais de « discussions » portant sur la réduction d'un accord-cadre reprenant le projet Girau-

det, compromis entre les thèses du C.N.P.F. et les revendications des syndicats. Ces derniers semblent prêts — moyennant quelques modifications — à accepter cette formule, à l'exception de la C.G.T., dont l'attitude sera déterminante sur le style et le calendrier de ces retrouvailles.

Pour sa part, la C.F.D.T. a indiqué lundi qu'elle va, sur la base du rapport Giraudet, poursuivre son action pour aboutir

à un accord interprofessionnel qui, tout en touchant un maximum de travailleurs et travailleuses, réduise les inégalités et soit ainsi une véritable étape vers les trente-cinq heures.

La C.F.D.T. s'attachera en particulier à accroître les garanties sur la fixation et la répartition des horaires de travail afin d'éviter que les travailleurs et les travailleuses soient soumis à l'arbitraire de décisions patronales.

Quarante heures en quatre jours

Marseille. — « Je crois que, si l'on revenait à l'ancien système, mon personnel se mettrait aussitôt en grève. » Dans la bouche de M. Philippe Galliet, P.-D.G. de la société H.A.R.I.B.O.-France, à Marseille, spécialisée dans la fabrication de confiseries (1), cette réflexion est à peine une boutade.

Depuis septembre 1977, l'entreprise marseillaise a aménagé le temps de travail, comme le lui permet le loi du 2 janvier 1978 (2), qui autorise le chef d'entreprise à répartir la durée hebdomadaire du travail soit sur quatre jours ouvrables de durée égale, soit sur quatre jours et demi, à condition que l'on ne dépasse pas les quarante heures hebdomadaires. H.A.R.I.B.O. a choisi la première formule.

La majorité du personnel de production de l'usine marseillaise (cent cinquante hommes et soixante-dix femmes) bénéficie de ce qu'il est convenu d'appeler la « semaine de quatre jours » de travail, suivie de trois jours de repos consécutifs. L'atelier de fabrication commence à 5 heures, s'arrête à 12 heures, dispose d'une demi-heure pour déjeuner et termine à 16 heures. Le reste du personnel de production est soumis aux horaires suivants : 7 h-12 h, 12 h-30-17 h, 30 (3). En outre, chaque unité de quatorze à trente-deux personnes a la possibilité d'aménager ses horaires de base en fonction du travail.

Jusqu'à présent, aucune critique sérieuse n'a été faite à l'encontre de cette formule pourtant suggérée par la direction, et, au contraire, la grande majorité du personnel semble l'avoir définitivement adoptée.

« En fait, cette décision, soumise

au comité d'entreprise, nous a été dictée par des questions d'économie d'énergie, explique M. Galliet. Lorsque la chaîne de fabrication est lancée, il est, en effet, beaucoup moins coûteux de continuer une heure ou deux que d'avoir à relancer la production le lendemain. Mais les considérations humaines sont vite venues prendre le pas. Je peux affirmer sans être démenti que personne, dans l'usine, ne voudrait revenir au travail le vendredi. »

Seul le personnel d'encadrement et de direction travaille jusqu'à 12 h. 30 le vendredi, ainsi que les agents des expéditions qui doivent fournir les grossistes en fin de semaine. « Mais il ne s'agit là que de cinq ou six personnes, dit M. Jacques Desroches, chef du personnel, et nous essayons de compenser en accordant des congés par roulement ou en permettant un cumul au moment des vacances. »

Lorsque l'on interroge le personnel, on relève en effet ce que les instituts de sondage appellent « un indice de satisfaction notable ». Certes, les journées de dix heures, surtout lorsqu'on est soumis à un travail à la chaîne, paraissent interminables et, au début de l'expérience, il a fallu s'adapter. Mais la perspective des trois jours de repos « atténue » la fatigue. L'avantage, dit une mère de famille de trois enfants confiés en nourrice, c'est aussi l'économie d'argent que je réalise en retrouvant mes enfants le jeudi à 17 h. 30 et en les gardant moi-même jusqu'au lundi. »

De notre correspondant

En dehors des loyers supplémentaires, d'autres évoquent les possibilités nouvelles d'effectuer des démarches le vendredi, « jour où toutes les administrations fonctionnent ». « Certains, même, en profitent pour suivre des cours de formation continue », assure M. Desroches. « Une fois le rythme pris, on est moins fatigué qu'avant », dit Mme Yvette Van Cautenberg, déléguée du comité d'entreprise.

Plus de productivité moins d'absentéisme

Pourtant, peu d'entreprises ont choisi, jusqu'à maintenant, cette formule. Un deuxième établissement des Bouches-du-Rhône l'a adoptée, il fut même le premier à le faire en 1974, époque où il faillit la « compréhension » de l'inspecteur du travail pour tourner la loi. Il s'agit des laboratoires Laphel, situés à Allauch, petite commune à l'est de Marseille. Ils sont dirigés par un pharmacien, M. Druon Note, et ils commercialisent des médicaments anti-tussifs, des spécialités gastro-entérologiques, des produits para-pharmaceutiques, comme des dentifrices. Ici 80 % des salariés sont des femmes. Une cinquantaine d'entre elles, employées à la manipulation et au conditionnement, bénéficient de l'horaire dit des « 4 x 10 heures », en travaillant de 7 h. à 12 h. et de 13 h. à 18 h. Le personnel administratif est présent de 8 h. à 12 h. et de 13 h. 30 à 18 h. 30, plus le vendredi

matin de 8 h. à 12 h. La formule est encore assouplie pour le quatrième jour de travail : ainsi la mère de famille peut-elle travailler lundi et mardi, s'arrêter mercredi, reprendre jeudi et vendredi, s'arrêter samedi et dimanche, etc.

Pour tenir compte de la présence prolongée dans l'entreprise, la direction a amélioré l'environnement par l'installation d'une cafétéria, de la musique d'ambiance, et par la diffusion d'informations parées. Le « coup de collier » semble compensé, là aussi, par la possibilité de retrouver une vie familiale, d'effectuer des déplacements prolongés. Selon la direction des laboratoires, la productivité a augmenté et l'absentéisme diminué. Quant aux accidents du travail, aucune des deux entreprises n'a noté une aggravation quelconque.

Les syndicats ont une attitude réservée vis-à-vis de la formule, mais ils ne l'ont jamais dénoncée, et encore moins combattue. Certes, ils déplorent les « cadences infernales », mais ils ne se risquent pas à aller contre la vox populi qui s'est exprimée au sein du comité d'entreprise. Ce qui a fait dire (sic) à une déléguée C.G.T. à Antenne 2 : « Et si tant que femme je suis pour, mais en tant que déléguée, je suis contre. »

JEAN CONTRUCCI

(1) La société H.A.R.I.B.O.-France, installée dans la zone industrielle de Marseille, fait partie du groupe H&B Rieck-Bonn (H.A.R.I.B.O.). Elle emploie trois cent cinquante personnes et produit cinquante-sept tonnes de confiseries par jour, dont 60 % en réexportation. Son chiffre d'affaires dépasse 100 millions de francs et la place au quatrième rang français.

(2) La loi du 2 janvier 1978 précise en outre que l'avis du comité d'entreprise ou des délégués du personnel doit être obtenu ; que l'inspection du travail doit être préalablement informée ; que la répartition ne doit pas être interdite par la convention collective propre à l'entreprise ou que les dispositions du code du travail concernant le travail des femmes et des jeunes de moins de dix-huit ans doivent être respectées.

(3) En fait, ces journées de dix heures aboutissent, compte tenu des arrêts de travail (1/2 heure pour la pause, plus des pauses réparties dans la journée), à trente-cinq heures vingt minutes de travail effectif en quatre jours par semaine.

Les Internationales ouvrières face aux sociétés multinationales

< Syndicalisme des autres, syndicats d'Europe >

de Jean Auger

Les problèmes, les luttes des travailleurs dans leurs entreprises, revêtent de plus en plus une dimension internationale.

Face aux multinationales du patronat — dont les deux tiers sont essentiellement américaines — l'internationalisation des luttes sociales commande sans doute une révision des objectifs et des méthodes du syndicalisme traditionnel.

Encore faut-il connaître le « syndicalisme des autres », et c'est à cette tâche que s'est attaché Jean Auger, ancien secrétaire général de la Fédération C.F.D.T. de l'électronique, aujourd'hui représentant à Paris de la Fondation André-Renard (Fédération générale du travail de Belgique), de tendance socialiste. Interlocuteur privilégié des centrales étrangères, ce militant de l'unité d'action vient de publier un essai sur les Internationales syndicales : « Syndicalisme des autres, syndicats d'Europe ». Il propose d'abord une approche du mouvement syndical dans huit pays de la C.E.E., en privilégiant chaque fois leurs caractères spécifiques : rapports entre chrétiens et marxistes dans l'Italie du

(F.S.M.), 190 millions d'adhérents, qui est surtout implantée dans les pays socialistes. A côté de ces trois « grands », sont apparus plus récemment des Internationales « régionales », comme la Confédération internationale des syndicats arabes (C.I.S.A.), la Confédération européenne des syndicats (C.E.S.), émanation de la C.I.S.L. et l'Organisation de l'unité syndicale africaine (O.U.S.A.). Au total, un ouvrage extrêmement clair et précis où sont analysés avec objectivité les difficultés et les débats du mouvement ouvrier, à l'heure où le centre de gravité des luttes sociales semble se déplacer vers les nouvelles nations d'Afrique, d'Asie et surtout d'Amérique latine.

Il se dégage de ce livre un message clair et précis : pour les conflits qui opposent entre elles les grandes centrales, notamment la C.G.T. et la C.F.D.T., il faut éviter tout « tribalisme » syndical, qui provoquerait un repli des organisations des régions industrialisées d'Europe, d'Amérique du Nord ou du Japon, en oubliant le thème

En annexe, MM. Jean Kniakowski, secrétaire général de la C.M.T., et Pierre Gensons, secrétaire de la C.G.T., ancien secrétaire général de la F.S.M., expriment leurs points de vue sur les conditions d'une dynamique de rénovation des grandes confédérations. Le premier estime que « les personnes ne devraient être exclues, au départ, d'une telle dynamique et, le second, qu'il faut « garantir la souveraineté totale de chaque centrale et l'égalité entre toutes » à l'intérieur d'une nouvelle organisation mondiale.

JEAN BENOIT

Les Editions ouvrières, Paris, 268 pages, collection « Comprendre pour agir ». Avec, pour la Belgique et autres pays étrangers, un fascicule supplémentaire sur le syndicalisme français, « la Vie Ouvrière », 4, rue d'Anderslecht, 1000-Bruxelles.

(Publié)

L'INSTITUT UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE DE CRÉTEIL (UNIVERSITÉ PARIS XI)

Organise un stage de

FORMATION AU NOUVEAU PLAN COMPTABLE

les 4 et 5 juin 1980

Ce stage d'adaptation s'adresse à tous les utilisateurs de la comptabilité.

Cout : 1 500 F - Nombre de places limité.

Pour tout renseignement, s'adresser à :

L'INSTITUT UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE
Avenue du Général-de-Gaulle, 94010 CRÉTEIL CEDEX
Tél. : 892-91-44, poste 271, ou 892-90-40.



Plus vos lettres d'affaires parlent vite,
plus vos affaires tournent vite.
Postez votre courrier avant 16 heures,
ça circule mieux.

Dans notre vie la Poste

NETTOYAGE

HYGIÈNE DES LOCAUX

ags

Un document inédit au service du secteur privé et de l'administration

Conclusions du déjeuner-débat réunissant un architecte, un médecin, des responsables des services généraux d'entreprises et de centres hospitaliers, des responsables de gestion immobilière, collectif vertical et horizontal.

Ce document vous sera adressé gratuitement contre l'envoi de votre carte de visite d'entreprise à :
AGS, 1 rue de la Pépinière 75008 Paris — Tél. 387.51.19

Le moyen le plus rapide d'apprendre une langue de plus c'est de ne faire que ça.

IMMERSION TOTALE® BERLITZ

L'Immersion Totale, une exclusivité Berlitz, vous permet d'acquérir une langue de plus dans un minimum de temps. Vous apprenez en quelques semaines, avec des professeurs particulièrement entraînés, en ne parlant que la langue que vous désirez connaître... comme vous l'avez fait en apprenant votre langue maternelle.

Appelez dès aujourd'hui.

BERLITZ

Paris, Champs-Élysées 720.41.60 / Nyon 371.11.34 / Opéra 742.43.39 / Puteaux 433.98.77 / Rue de la Paix 261.64.34
Saint-Augustin 522.22.23 / Victor-Hugo 500.34.38 / Région Parisienne, Boulogne 609.15.10 / La Défense 773.68.16
Saint-Germain-en-Laye 973.75.00 / Versailles 950.08.70 / Province, Bordeaux 44.26.44 / Cannes 39.26.86 / Lille 06.42.41
Lyon 28.60.24 / Marseille 33.00.72 / Nice 85.59.35 / Strasbourg 32.72.30 / Toulouse 62.32.97 / Belgique, Bruxelles 219.02.74
Lège 23.66.24 / Suisse, Genève 21.52.83 / Lucerne 22.53.04

ENVIRON

Étude publique à propos des élus ont cédé à pour ne pas ouvrir le estime le préfet d

CONCOURS DE TR...
D'ÉCRIVAINS
ET TRAVAIL
D'UNE MANIFESTATION

MICHEL CURIE

Société
des employés du Monde
LUNDI 2 JUIN 1980
à 15 h 30
à la salle des Italiens, Paris-9
ORDRE DU JOUR
Membres des services membres
du conseil d'administration
Membres de la commission
Membres de la commission
Membres de la commission
Membres de la commission
Membres de la commission

501 من الجلال

هذا من اجل

ENVIRONNEMENT

Enquête publique à propos du stockage de déchets radio-actifs à Saint-Priest-la-Prugne

« Les élus ont cédé à des pressions pour ne pas ouvrir leurs mairies »

estime le préfet de la Loire

De notre correspondant

Saint-Etienne. — L'enquête locale concernant la création à Saint-Priest-la-Prugne (Loire) d'un centre de stockage de déchets radio-actifs solides de faible et moyenne activité a été ouverte le lundi 19 mai. Elle se déroulera jusqu'au vendredi 19 juin inclus. Il était prévu à l'origine qu'un exemplaire du dossier de l'enquête ainsi qu'un registre soient mis à la disposition du public dans douze mairies directement concernées, trois dans la Loire, cinq dans l'Allier et quatre dans le Puy-de-Dôme.

Mais plusieurs conseils municipaux, ceux de Saint-Priest-la-Prugne et Saint-Just-en-Chevalet, dans la Loire, estimant n'avoir pas été suffisamment informés, avaient pris une délibération pour refuser l'enquête d'utilité publique. Le préfet ne mettrait pas les locaux de leur mairie à la disposition des commissaires-enquêteurs. En fait, il ne s'agit pas d'une enquête d'utilité publique : la C.R.A. étant propriétaire du terrain, il n'y a pas lieu d'expropriation.

« Nous fuserons le jeu de l'information, mais les réponses que nous obtenons risquent d'être faussées », a déclaré, le samedi 17 mai, à Lapeyrie (Allier), M. Jean Auroux, député socialiste.

liste, maire de Roanne, qui anime le comité de sauvegarde et de promotion de la montagne bourbonnaise et des Bois-Noirs groupant les élus et les responsables économiques hostiles à l'implantation du centre de stockage, le deuxième en France après celui de La Hague (Le Monde des 27 février et 31 mars).

Pas d'informations valables ? S'est étonné en écho le lundi 19 mai, M. Georges Badault, préfet de la Loire, faisant table rase des arguments des opposants en présence de techniciens du C.R.A. et des représentants de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radio-actifs (ANDRA) mis en place en novembre dernier au sein du C.R.A.

Cette information a commencé le 10 septembre 1979 par une réunion de trois heures organisée par le préfet avec le député de la circonscription, le conseiller général de Saint-Just-en-Chevalet, le maire du chef-lieu de canton et celui de Saint-Priest-la-Prugne. Le sous-préfet de Roanne a entretenu les contacts avec les maires du canton. Le 31 janvier, une réunion d'information était organisée pour le conseil général de la Loire afin de lui présenter le projet et de répondre aux questions des élus. Lors de sa réunion consultative en mars, le comité de sauvegarde avait décidé de refuser toutes les réunions tant qu'il n'aurait pas obtenu les réponses aux vingt-deux questions qu'il avait posées aux ministères de l'Éducation, de la Santé, et de l'Environnement, et du cadre de vie. Ces réponses ont été remises le 22 avril au président du bureau de ce comité, M. Jean Rathier, maire de Saint-Priest-la-Prugne, par le sous-préfet de Roanne.

Ce dernier organisait, six jours plus tard, une réunion des maires du canton. « Déjà, des pressions furent faites sur ces élus pour qu'ils n'y participent pas. Ils sont tous venus finalement », souligne M. Badault. Les spécialistes ont explicité les réponses apportées au questionnaire. Mais elles n'ont pas satisfait le président du comité. Celui-ci n'a pas pu dire pourquoi. C'est un mot d'ordre qu'il était chargé de répéter.

Un effort permanent d'information

« Depuis septembre, nos efforts ont été constants, permanents pour informer non seulement les élus, mais les habitants », a affirmé M. Badault en énumérant les propositions de réunions d'information faites tour à tour aux conseillers municipaux de Saint-Priest-la-Prugne, aux agriculteurs de la région, aux médecins du canton et aux professionnels paramédicaux, toutes réponses sans réponse. « Un mot d'ordre pour les boycotter avait été lancé. » Des visites à Chalon, Marcoule et au Tricastin, organisées par le C.R.A. pour montrer sur place aux élus dans quelles conditions était réalisé le conditionnement des déchets, n'ont eu qu'un faible succès : deux maires du canton seulement ont fait le voyage et pas un représentant du conseil municipal de Saint-Priest-la-Prugne. Le préfet de la Loire a notamment dénoncé « les pressions d'ordre moral et même physique faites sur les maires pour qu'ils n'assistent pas à ces réunions et ne participent pas aux réunions locales. Ils ont été à ces pressions démocratiques pour ne pas ouvrir leur mairie. »

Voilà pourquoi, finalement, les registres ont été mis à la disposition du public dans les trois communes de la Loire, l'Allier, le Puy-de-Dôme et les sous-préfectures de Roanne, Vichy et Thiers. L'arrêté inter-préfectoral a été affiché dans les mairies le jour même de l'ouverture de l'enquête : les conclusions du commissaire enquêteur seront rendues publiques, a précisé le préfet de la Loire, mais le rapport préliminaire de sûreté ne peut pas l'être parce qu'une part il contient des informations pouvant susciter un espionnage industriel et aussi afin de ne pas fournir de renseignements à d'éventuels saboteurs.

M. Jean-Marie Lavié, directeur de l'Agence des déchets, a pris la défense du projet. Selon ses déclarations, les fils seront absolument étanches pour une certaine d'années au moins, plus qu'il n'en faut pour que leur contenu cesse progressivement d'être radio-actif, car il n'est déjà très peu à l'heure actuelle. Quant à l'argument du château d'eau développé par les opposants, pour M. Lavié, il ne tient pas. « Quand on a pompé l'eau de la mine à moins de 400 mètres, il n'y a jamais eu de ralentissement des débits. De plus, la grande variété des eaux de la région prouve qu'elles ne surprennent pas des mêmes couches. » N'importe ni l'air d'ailleurs ne seront au contact des déchets stockés.

PAUL CHAPPEL

CIRCULATION

A LA RENTRÉE

5 000 places de stationnement payant supplémentaires dans la capitale

Le maire de Paris et le préfet de police viennent de signer un arrêté prévoyant que le stationnement payant serait suspendu au mois d'août dans de nombreuses artères de la capitale. Il ne s'agit que d'un répit accordé aux automobilistes parisiens puisque dès la rentrée prochaine cinq mille nouveaux permis seront émis, dans les septième et dix-septième arrondissements notamment. On comptera alors au total quarante-sept mille places de stationnement payant dans la capitale.

Depuis 1977, un tarif spécial de stationnement dit de longue durée a été créé en faveur des résidents pour éviter que ceux-ci utilisent leur véhicule dans la journée faute de pouvoir le laisser près de leur domicile.

Cette formule intéressait neuf mille cinq cents places. Le programme proposé pour l'an-

née 1980, et qui a reçu l'accord des commissions d'arrondissement concernées, porte sur cinq mille places dont trois mille cinq cents au tarif « résident ». Il est prévu ainsi d'aménager des places de stationnement avenue de Lowendel, dans le quinzième arrondissement, avenue de Suffren et avenue Duquesne, dans le septième. Le parc de stationnement de la Petite Roquette (deux cents places) sera exploité en régie directe.

Actuellement le tarif de stationnement payant sur la voie publique varie suivant les zones entre 2 F et 4 F l'heure avec une durée maximale de deux heures. Le tarif spécial pour les résidents est de 2 F pour dix heures de stationnement. En 1979, les parcmètres ont laissé dans les caisses de la Ville 8,7 millions de francs.

URBANISME

Le Conseil de Paris décide de protéger le « caractère pittoresque » de la Cité fleurie

L'avenir de la Cité fleurie située 55, boulevard Arago dans le treizième arrondissement) et où logent une quinzaine de peintres et de sculpteurs, a fait l'objet lundi 19 mai de plusieurs questions de la part des édiles de la capitale. Le propriétaire de cet îlot de verdure de 4 000 mètres carrés a décidé de le vendre (Le Monde daté 18-19 mai).

La menace de destruction de la cité se précise donc car le Conseil d'Etat a annulé le décret de classement pour vice de forme. En outre, dans le plan d'occupation des sols de la ville de Paris, publié en 1977, elle n'est pas classée comme un espace vert mais comme une zone à « vocation spécifique résidentielle ». Aussi M. Philippe Milhoubard (U.D.F.-C.D.S.), Louis Moulinet (P.S.) et Mme Christiane Schwartzbard (P.C.) ont demandé au maire de Paris que la Ville fasse jouer son droit de préemption et acquière la cité d'artistes. Tard dans la soirée, après la réunion de la commission compétente, M. Roger Romani (R.P.R.) adjoint au maire, a estimé que le droit de préemption (8 millions de francs) était trop élevé et non justifié. M. Ro-

mani a notamment déclaré qu'il existe d'autres moyens de protéger la Cité fleurie que celui d'engager l'argent public. Il a donc proposé un texte qui invite le maire à modifier le P.O.S. de la capitale afin d'inscrire la cité dans une zone qui prévoit, en cas de rénovation, « le respect du caractère pittoresque du lieu » et qui n'autorise « les constructions qu'à l'identique ».

Cette proposition, qui avait été faite en 1979 par les élus socialistes, a été votée par les cent neuf conseillers de Paris.

Mme Schwartzbard et M. Daniel Benassy (P.S.) se sont inquiétés du renoncement de la société Citroën à construire son siège social dans la capitale. M. Chirac a indiqué que la municipalité s'emploierait à trouver une solution qui permette de maintenir des emplois dans le quinzième arrondissement.

Puis Mme Durand (P.C.) a imputé au maire la responsabilité de la fermeture, à la rentrée, de soixante-quinze classes.

Enfin, le Conseil de Paris a adopté le projet d'aménagement du terrain des gazomètres (dans le dix-huitième arrondissement) et le plan de sauvegarde et de mise en valeur du septième arrondissement (le Monde daté 18-19 décembre).

Ne vous serrez pas la ceinture.



Tarifs 50*

Paris-Nice :	141 ^F
Paris-Mulhouse :	65 ^F
Paris-Montpellier :	110 ^F
Paris-Rouen :	20 ^F
Paris-La Baule :	63 ^F
Bordeaux-Marseille :	90 ^F

Profitez des tarifs 50.

Le train c'est moins cher. Jugez vous-même.

* Ces prix sont des allers simples en 2^e classe avec 50 % de réduction. Ils sont valables dans les conditions suivantes :

• vous voyagez en famille, trois personnes au moins, et vous avez une carte "Famille" (gratuite et valable 5 ans). Dès la deuxième personne, vous bénéficiez de ces prix en périodes bleue et blanche, 345 jours par an ;

• vous voyagez tous les deux ensemble et vous avez une carte "Couple" (gratuite et valable 5 ans). L'un d'entre vous bénéficie de ces prix en période bleue, 250 jours par an ;

• vous êtes titulaire d'une carte "Vermil 50". Vous bénéficiez de ces prix en période bleue.

Il suffit de bien choisir ses dates. Demandez le calendrier 50 dans les gares et agences de voyages.

Voyagez mieux en période bleue.

SNCF

Société « Les employés du Monde »

L'Assemblée générale ordinaire de la société « Les employés du Monde » se tiendra

LE LUNDI 2 JUIN 1980 à 15 h 30

5, rue des Italiens, Paris-9^e

ORDRE DU JOUR

- Admission des nouveaux membres
- Rapport du conseil d'administration
- Rapport de trésorerie
- Election du tiers du conseil d'administration
- Résolution proposée au vote de la S.A.R.L. Le Monde.

BERLITZ

14-00000

POLIET

RTL 8 H 10

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

20 MAI

Fortie hausse de C.M. Industries

L'avant-dernière séance du mois boursier de mai — mercredi — aura été la plus active que la précédente. C'est en effet dans un marché délaissé que s'est déroulée la réponse des primes (engagements conditionnels effectués au cours des trois mois précédents). L'indicateur boursier terminait en progrès marginal (+ 0,2 % environ). Toutefois, en égard à la hausse de ces dernières semaines, une majorité de ces primes ont sans doute été à l'avantage de ceux-ci transformées en engagements fermes.

Hausse et baisse se sont équilibrées à peu près dans les secteurs de la cote : la meilleure performance du jour ayant été réalisée par C.M. Industries, en progrès de 20,7 % après l'annonce de sa fusion avec Sanofi (voir d'autre part) qui, lui, a perdu 6 % environ. Également, la Bourse anticipe des modalités d'échange dont on ignore encore les conditions exactes.

Les autres hausses marquantes ont été enregistrées par Poliet et Roussel-Uclaf (+ 5 % et 4 %), tandis que J. Lejeune, J. Sommer et Lafayette ont cédé entre 3,5 % et 5 %. L'Air liquide a perdu 2,5 % à l'annonce officielle d'un prochain appel au peuple.

Sur le marché de l'or, peu actif lui aussi, le lingot a coté 72 180 francs, puis 72 000 francs, et enfin 72 005 francs, soit 532,85 dollars pour une once contre 509,80 dollars pour la même once vendue mardi midi à Londres. Le napoleon a cédé 3,90 francs à 663 francs.

Taux du marché monétaire
Effets privés, du 20/5 12 %

LONDRES

20 MAI

Calme et irrégulier

Après leur forte baisse de la veille, les pétroles et les métaux ont eu une séance calme et irrégulière. Les mines d'or reculent en liaison avec le lingot.

De (ouverture) (clôture) 20/5 20/5

VALEURS CLOTURE 20/5 20/5

British Petroleum 114 113
Imperial Chemical 378 375
Shell 274 274
Warren 112 112
West 112 112
Western 112 112

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

POLJET. — Bénéfice net consolidé pour l'exercice 1979 : 117,7 millions de francs contre 43,8 millions en 1978 (hors groupe).

ACTIERS ET OUTILLAGES PEUGEOT. — Le bénéfice net consolidé du groupe pour 1979 s'est élevé à 10,3 millions de francs contre 10,3 millions en 1978. Une action nouvelle pour cinq anciennes sera émise.

LAFAYETTE. — Bénéfice net consolidé pour 1979 (hors groupe) : 287,45 millions de francs contre 220,10 millions en 1978.

VINYLENE. — Bénéfice net consolidé du groupe pour 1979 : 14,64 millions de francs contre 14,64 millions en 1978.

PHILIPS. — Résultats du premier trimestre : bénéfice net imputé à 271 millions de florins contre 268 millions de florins en 1979.

NEW-YORK

20 MAI

Nouvelle hausse modérée

Pour la cinquième séance consécutive, les cours ont monté lundi à Wall Street. Les indices Dow Jones s'est adjoint 401 points avant de s'établir à 601,08. Le volume des transactions a été de 1,4 milliard d'actions, contre 1,3 milliard la veille du week-end.

Beaucoup d'investisseurs ont choisi d'attendre la réunion de l'Open Market Committee, qui déclara mardi que la politique monétaire à suivre, après le rap. accélération de la masse monétaire hebdomadaire.

Sur 2 879 valeurs cotées, 742 ont baissé et 723 ont monté (400 inchangées).

VALEURS CLOTURE 20/5 20/5

Alcoa 38 1/8 38 1/8
A.T. 52 7/8 52 7/8
Boeing 123 1/2 123 1/2
Chrysler 11 1/2 11 1/2
Ford 23 1/2 23 1/2
General Motors 34 1/2 34 1/2
IBM 161 1/2 161 1/2
J.P. Morgan 11 1/2 11 1/2
Kodak 24 1/2 24 1/2
McDonald 11 1/2 11 1/2
Pfizer 24 1/2 24 1/2
Rockwell 11 1/2 11 1/2
Sears 11 1/2 11 1/2
Tenneco 11 1/2 11 1/2
Volkswagen 11 1/2 11 1/2
Xerox 11 1/2 11 1/2

INDICES QUOTIDIENS

(INSEER, base 100 : 29 déc. 1979)

Indice général 1979 20/5 20/5

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yen) 228 85 228 85

VALEURS

20 MAI

Calme et irrégulier

Après leur forte baisse de la veille, les pétroles et les métaux ont eu une séance calme et irrégulière. Les mines d'or reculent en liaison avec le lingot.

De (ouverture) (clôture) 20/5 20/5

VALEURS CLOTURE 20/5 20/5

British Petroleum 114 113
Imperial Chemical 378 375
Shell 274 274
Warren 112 112
West 112 112
Western 112 112

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

POLJET. — Bénéfice net consolidé pour l'exercice 1979 : 117,7 millions de francs contre 43,8 millions en 1978 (hors groupe).

ACTIERS ET OUTILLAGES PEUGEOT. — Le bénéfice net consolidé du groupe pour 1979 s'est élevé à 10,3 millions de francs contre 10,3 millions en 1978. Une action nouvelle pour cinq anciennes sera émise.

LAFAYETTE. — Bénéfice net consolidé pour 1979 (hors groupe) : 287,45 millions de francs contre 220,10 millions en 1978.

VINYLENE. — Bénéfice net consolidé du groupe pour 1979 : 14,64 millions de francs contre 14,64 millions en 1978.

PHILIPS. — Résultats du premier trimestre : bénéfice net imputé à 271 millions de florins contre 268 millions de florins en 1979.

VALEURS

20 MAI

Calme et irrégulier

Après leur forte baisse de la veille, les pétroles et les métaux ont eu une séance calme et irrégulière. Les mines d'or reculent en liaison avec le lingot.

De (ouverture) (clôture) 20/5 20/5

VALEURS CLOTURE 20/5 20/5

British Petroleum 114 113
Imperial Chemical 378 375
Shell 274 274
Warren 112 112
West 112 112
Western 112 112

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

POLJET. — Bénéfice net consolidé pour l'exercice 1979 : 117,7 millions de francs contre 43,8 millions en 1978 (hors groupe).

ACTIERS ET OUTILLAGES PEUGEOT. — Le bénéfice net consolidé du groupe pour 1979 s'est élevé à 10,3 millions de francs contre 10,3 millions en 1978. Une action nouvelle pour cinq anciennes sera émise.

LAFAYETTE. — Bénéfice net consolidé pour 1979 (hors groupe) : 287,45 millions de francs contre 220,10 millions en 1978.

VINYLENE. — Bénéfice net consolidé du groupe pour 1979 : 14,64 millions de francs contre 14,64 millions en 1978.

PHILIPS. — Résultats du premier trimestre : bénéfice net imputé à 271 millions de florins contre 268 millions de florins en 1979.

VALEURS

20 MAI

Calme et irrégulier

Après leur forte baisse de la veille, les pétroles et les métaux ont eu une séance calme et irrégulière. Les mines d'or reculent en liaison avec le lingot.

De (ouverture) (clôture) 20/5 20/5

VALEURS CLOTURE 20/5 20/5

British Petroleum 114 113
Imperial Chemical 378 375
Shell 274 274
Warren 112 112
West 112 112
Western 112 112

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

POLJET. — Bénéfice net consolidé pour l'exercice 1979 : 117,7 millions de francs contre 43,8 millions en 1978 (hors groupe).

ACTIERS ET OUTILLAGES PEUGEOT. — Le bénéfice net consolidé du groupe pour 1979 s'est élevé à 10,3 millions de francs contre 10,3 millions en 1978. Une action nouvelle pour cinq anciennes sera émise.

LAFAYETTE. — Bénéfice net consolidé pour 1979 (hors groupe) : 287,45 millions de francs contre 220,10 millions en 1978.

VINYLENE. — Bénéfice net consolidé du groupe pour 1979 : 14,64 millions de francs contre 14,64 millions en 1978.

PHILIPS. — Résultats du premier trimestre : bénéfice net imputé à 271 millions de florins contre 268 millions de florins en 1979.

VALEURS

20 MAI

Calme et irrégulier

Après leur forte baisse de la veille, les pétroles et les métaux ont eu une séance calme et irrégulière. Les mines d'or reculent en liaison avec le lingot.

De (ouverture) (clôture) 20/5 20/5

VALEURS CLOTURE 20/5 20/5

British Petroleum 114 113
Imperial Chemical 378 375
Shell 274 274
Warren 112 112
West 112 112
Western 112 112

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

POLJET. — Bénéfice net consolidé pour l'exercice 1979 : 117,7 millions de francs contre 43,8 millions en 1978 (hors groupe).

ACTIERS ET OUTILLAGES PEUGEOT. — Le bénéfice net consolidé du groupe pour 1979 s'est élevé à 10,3 millions de francs contre 10,3 millions en 1978. Une action nouvelle pour cinq anciennes sera émise.

LAFAYETTE. — Bénéfice net consolidé pour 1979 (hors groupe) : 287,45 millions de francs contre 220,10 millions en 1978.

VINYLENE. — Bénéfice net consolidé du groupe pour 1979 : 14,64 millions de francs contre 14,64 millions en 1978.

PHILIPS. — Résultats du premier trimestre : bénéfice net imputé à 271 millions de florins contre 268 millions de florins en 1979.

BOURSE DE PARIS - 20 MAI - COMPTANT

VALEURS	Cours	Dernier
2 %	11 30	11 30
3 %	11 30	11 30
4 1/4 % 1965	85 30	85 30
Emp. R. 4 1/2 % 65	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 66	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 67	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 68	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 69	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 70	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 71	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 72	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 73	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 74	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 75	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 76	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 77	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 78	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 79	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 80	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 81	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 82	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 83	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 84	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 85	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 86	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 87	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 88	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 89	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 90	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 91	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 92	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 93	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 94	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 95	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 96	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 97	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 98	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 99	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 00	110 70	110 70

BOURSE DE PARIS - 20 MAI - COMPTANT

VALEURS	Cours	Dernier
2 %	11 30	11 30
3 %	11 30	11 30
4 1/4 % 1965	85 30	85 30
Emp. R. 4 1/2 % 65	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 66	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 67	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 68	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 69	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 70	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 71	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 72	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 73	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 74	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 75	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 76	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 77	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 78	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 79	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 80	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 81	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 82	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 83	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 84	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 85	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 86	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 87	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 88	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 89	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 90	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 91	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 92	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 93	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 94	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 95	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 96	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 97	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 98	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 99	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 00	110 70	110 70

BOURSE DE PARIS - 20 MAI - COMPTANT

VALEURS	Cours	Dernier
2 %	11 30	11 30
3 %	11 30	11 30
4 1/4 % 1965	85 30	85 30
Emp. R. 4 1/2 % 65	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 66	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 67	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 68	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 69	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 70	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 71	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 72	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 73	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 74	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 75	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 76	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 77	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 78	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 79	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 80	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 81	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 82	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 83	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 84	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 85	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 86	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 87	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 88	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 89	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 90	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 91	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 92	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 93	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 94	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 95	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 96	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 97	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 98	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 99	110 70	110 70
Emp. R. 4 1/2 % 00	110 70	110 70

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h 15 et 14 h 30. Pour cette raison, nous ne pouvons pas garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compos.	VALEURS	Précéd.	Premier	Dernier	Compos.	VALEURS	Précéd.	Premier	Dernier	Compos.	VALEURS	Précéd.	Premier	Dernier	Compos.	VALEURS	Précéd.	Premier	Dernier
1895	4,5 % 1972	1850	1850	1850	1228	El. Aquitaine	1285	1285	1285	182	Nav. Miro	181	181	181	779	El. Elect.	851	851	851
1896	4,5 % 1973	1850	1850	1850	1229	El. Aquitaine	1285	1285	1285	183	Nav. Miro	181	181	181	780	El. Elect.	851	851	851
1897	4,5 % 1974	1850	1850	1850	1230	El. Aquitaine	1285	1285	1285	184	Nav. Miro	181	181	181	781	El. Elect.	851	851	8

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. **ÉCOLOGIE ET POLITIQUE** : « Un peu d'air », par Brice Lalonde : Les forces existent pour prendre la Bastille, par Roger Garand ; « Le temps presse », par Odou Vallat ; « La porte et le tour », par François Favreille-Alquier.

ÉTRANGER

3-4. **LE SOMMET FRANCO-SOVIÉTIQUE**
4. **DIPLOMATIE**
— La Conférence islamique à Islamabad.
5-7. **AMÉRIQUES**
— Cuba à l'heure de « socialisme réel » (II), par Francis Pisan.
8. **ASIE**
— CORÉE DU SUD : le gouvernement a remis sa démission ; les manifestations se poursuivent dans plusieurs villes.
— **PROCHE-ORIENT**
— IRAN : la participation de militaires à la répression au Kurdistan aggrave le malaise au sein de l'armée.

POLITIQUE

10. « Il faut inviter Sadat et Begin à Paris », par H. Hojdenberg, président du Renouveau juif.
11. M. Marchais dénonce l'« Etat-Giscard ».
12. « Six ans après l'élection de M. Giscard d'Estaing » (II), par Noël-Jean Bergeron.

SOCIÉTÉ

14. **JUSTICE** : le débat sur le « projet Péréfina ».
15-16. **ÉDUCATION** : la situation dans les universités.

MÉDECINE

17. Hormones féminines et horloges biologiques.
18. Les dixièmes Journées nationales de gériatrie.
— **POINT DE VUE** : La sélection des « potons » de la médecine : injustice et favoritisme, par le professeur Jacques Izard.
19. **L'ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE** : la deuxième tir de la fusée Ariane.

CULTURE

20. **FESTIVALS** :
— A NANCY : la mort complice ;
— A ANGOULÊME : tous les démons de François Jeuneau.

RÉGIONS

40. **PAYS DE LA LOIRE** : comment moderniser les projets des années 70 ; les effets du dépeuplement.

ÉCONOMIE

41. **ÉNERGIE**
— CONJONCTURE : le déficit commercial français a dépassé 20 milliards en quatre mois.
43. **INDUSTRIE** : constitution d'un deuxième groupe français de dimension internationale dans l'industrie pharmaceutique.
44-44. **SOCIAL** : la reprise des négociations sur la durée du travail.

RADIO-TELEVISION (23)
Annonces classées (24 à 30) ; Carnet (31) ; Journal officiel (32) ; Météorologie (33) ; Mots croisés (34) ; Programmes spectacles (21-22) ; Bourse (47).

TROUVER OU CRÉER SON EMPLOI
LE GUIDE DU PREMIER EMPLOI 80
268 pages d'informations pratiques et d'offres d'emploi
les éditions de **l'Édition**

FÊTE DES MÈRES
CAFETIÈRES ÉLECTRIQUES françaises - italiennes
ÉLECTRO-MÉNAGER
Sèche-cheveux - Miroirs
BROSSE - COUVERTE
CADEAUX - GADGETS UTILES
DIDIER-NEVEUR
39, rue Marbeuf - Tél. BAL 61-70
20, rue de la Paix, PARIS-8 - 2°
Ouvert du lundi au samedi, 9 à 19 h.

Le numéro du « Monde »
daté 20 mai 1980 a été tiré à 617 087 exemplaires.

A B C D E F G

DANS LE VAL-DE-MARNE

M. Nungesser (R.P.R.) demande la dissolution du conseil général

Pour la troisième fois consécutive, le conseil général du Val-de-Marne n'a pu se réunir normalement lundi 19 mai. Cela avait déjà été le cas le lundi 12 et le mercredi 14 (le Monde du 14 et du 18 mai). Cette fois, Mme Nicole Garand, candidate du P.C. dans le canton de Vincennes-Fontenay-Nord, qui conteste la proclamation de l'élection de son adversaire de la majorité, M. Marc Favas (C.N.T.P.), par le tribunal administratif de Paris, ne siègeait pas parmi les conseillers généraux. Elle a expliqué son absence due à une « prise de conscience de ses responsabilités » dans une lettre lue en séance.

M. BARRE ANNONCE DE PROCHAINES NÉGOCIATIONS SUR LA SITUATION DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Le premier ministre, M. Raymond Barre, dans une lettre qu'il vient d'adresser à M. Vincent Auzanier, député de Vendée (R.P.R.), qui l'interrogeait sur les décrets d'application de la loi « Guemour », rappelle qu'il a été « expressément posé, pour les enseignements privés, le principe de l'autonomie des établissements ».

M. Barre reconnaît que la loi ne comporte aucune disposition expresse en ce qui concerne le montant des pensions. Cependant, « le gouvernement a considéré qu'il était conforme à l'esprit et à l'orientation générale du texte législatif de porter les retraites des maîtres des établissements sous contrat à un niveau moyen relativement voisin de celui auquel se situent des pensions des fonctionnaires ».

Pour ce qui concerne le dispositif de gestion des avantages de retraite, le premier ministre « il va sans dire que les personnes qui se trouvent avoir cessé leur activité après le 1er janvier 1980, mais avant que les nouvelles procédures ne fonctionnent, bénéficieront, dès que celles-ci seront en état de fonctionner, de la même situation que celle des personnes qui ont cessé leur activité avant le 1er janvier 1980, mais avant que les nouvelles procédures ne fonctionnent ».

Le gouvernement se propose d'améliorer le régime en place par les décrets du 2 janvier 1980 et, dans cette perspective, d'ouvrir très rapidement des négociations avec l'enseignement privé.

A Roubaix

DEUX CENTS MUSULMANS OCCUPENT UN IMMEUBLE QU'ILS VEULENT TRANSFORMER EN MOSQUÉE

(De notre correspondant.)
Lille. — Deux cents musulmans de diverses nationalités occupent à Roubaix, depuis le samedi 17 mai, un immeuble qu'ils ont transformé aussitôt en lieu de prière. Une bande de jeunes musulmans, dans un quartier populaire, pour une somme de 750 000 francs. La mairie a fait aussitôt jouer son droit de préemption. La mairie, l'adjoint à l'immigration affirme n'avoir jamais été tenu au courant des intentions des musulmans. Il ajoute que la ville ignorait l'identité de l'occupant. Le maire de Roubaix souhaite acheter cette maison pour y installer un centre sanitaire et social qui sera, bien entendu, ouvert à toutes les communautés.

Il reste que les musulmans, très nombreux à Roubaix, n'ont pas de lieu de prière. Ils se réunissent dans de petites salles peu pratiques. Dans cette affaire, on s'est étonné de la provenance des fonds (on a parlé de l'Arabie Saoudite). Le maire, elle, affirme qu'elle ne prendra aucune décision sous la pression de groupuscules ou de sectes. — G.S.

Le général de division Sabri Demirdag, commandant de l'école d'infanterie de Tuzla, à Istanbul, en Turquie, a été blessé à la suite d'un attentat perpétré par trois inconnus, mardi 20 mai, dans la matinée. Il a été touché aux jambes alors qu'il quittait son domicile à Istanbul.

C'est la première fois qu'un militaire d'un rang aussi élevé est visé par des extrémistes, dont les activités ont coûté la vie à plus de trois mille personnes en Turquie au cours des trente derniers mois. — (A.F.P.)

Le numéro du « Monde » daté 20 mai 1980 a été tiré à 617 087 exemplaires.

M. Poniatowski et la Haute Cour

MM. DUCRET, BRAUNSCHEWIG ET GUICHARD SERONT ENTENDUS PAR LA COMMISSION SPÉCIALE

MM. Jean Ducret, directeur de la police judiciaire, André Braunschweig, ancien président de l'Union syndicale des magistrats et Olivier Guichard, ancien garde des sceaux, déféreront, mercredi 21 avril, à la convocation de la commission chargée, à l'Assemblée nationale, d'examiner la proposition de résolution socialiste tendant à mettre M. Michel Poniatowski en accusation devant la Haute Cour de justice à la suite de l'affaire de Broglie.

La commission des amendements de la Haute Cour de justice, afin de se prononcer sur le premier des trois motifs d'accusation énoncés par les socialistes (violation de secret de l'instruction, dissimulation de documents à la justice, non-assistance à personne en danger). Il s'agit de savoir si M. Michel Poniatowski, alors ministre de l'Intérieur, a violé ou non le secret de l'instruction lors de la conférence de presse qu'il avait présidée le mercredi 29 décembre 1976.

M. Poniatowski avait alors annoncé qu'après cinq jours d'enquête sur l'assassinat de M. de Broglie commis le 24 décembre, la police avait arrêté « toutes les personnes impliquées dans le meurtre ». Le ministre de l'Intérieur avait présenté cette opération comme un « coup de filet complet ».

M. Jean Ducret, directeur de la police judiciaire, participait à cette conférence de presse. La chancellerie — M. Olivier Guichard était alors garde des sceaux — avait fait connaître officiellement sa « surprise » après les propos tenus par M. Poniatowski qui lui paraissent être en contradiction avec l'article 11 du code de procédure pénale sur le secret de l'instruction.

M. André Braunschweig, président de l'Union syndicale des magistrats s'était déclaré choqué, le 4 janvier 1977, par ce qui était considéré comme une « grave violation du secret de l'instruction ».

MANIFESTATION D'ÉTUDIANTS A ALGER EN FAVEUR DES PERSONNES ARRÊTÉES LORS DES ÉVÉNEMENTS DE KABYLIE

Les facultés de lettres et de sciences, économiques, dans le centre d'Alger, ont connu une certaine agitation, lundi 19 mai, à l'occasion de la Journée nationale de l'étudiant. On signale notre correspondant.

Un meeting a rassemblé un millier de participants qui ont réclamé la libération des vingt-quatre personnes arrêtées lors des événements de Kabylie et qui doivent être jugées par la Cour de sûreté de l'État. Dans l'après-midi, plusieurs centaines d'étudiants ont participé, sur le même motif, à une manifestation qui a conduit place de l'Emir-Abd-el-Kader devant l'immeuble du parti F.L.N. La police n'est pas intervenue.

D'autre part, dans une déclaration à l'A.F.P., M. Ali Ahmed, responsable du Front des forces socialistes (F.F.S.), qui vit en Europe, demande que « les communistes algériens et internationaux exigent un procès public, régulier et équitable » et déplore que « jusqu'à ce jour ni les parents ni les avocats des jeunes Algériens de Kabylie, qui devraient être traduits devant la Cour de sûreté de l'État à Médée, n'ont pu prendre contact avec eux ».

NOUVEL ATTENTAT A TOULOUSE CONTRE UNE SOCIÉTÉ D'INFORMATIQUE

Toulouse. — Un incendie d'origine criminelle a ravagé à Toulouse, le mardi 20 mai, à 5 heures du matin, les archives des « données de Kabylie » et qui doivent être jugées par la Cour de sûreté de l'État. Dans l'après-midi, plusieurs centaines d'étudiants ont participé, sur le même motif, à une manifestation qui a conduit place de l'Emir-Abd-el-Kader devant l'immeuble du parti F.L.N. La police n'est pas intervenue.

Les attentats contre les sociétés « données de Kabylie », le 5 avril, et C.I.L. Honeywell Bull, dans la nuit du 8 au 9 avril, avaient été revendiqués par l'organisation Action directe des 27 et 28 mars. Le C.I.L. (Comité de libération ou de détournement des ordinateurs), organisation jusqu'à l'inconnue des enquêteurs, avait également revendiqué l'attentat contre la C.I.L. Honeywell Bull. — (Corresp. rég.)

A Strasbourg

Nouveaux affrontements à l'Assemblée européenne à propos des problèmes de défense

De notre envoyé spécial

Strasbourg. — La proposition de résolution présentée par M. Olivier d'Ormesson (France) à la séance était déclinée depuis un quart d'heure et le président, M. Bruno Friedrich (socialiste, Allemagne) a dû interrompre les débats. Le vote a été reporté à mardi après-midi.

M. Jean-Peter Bonde (indépendant, Danemark) avait rappelé, dans le débat, que lors de sa visite à Danemark, Mme Simone Veil, présidente de l'Assemblée, avait déclaré que si elle avait été informée du contenu de la proposition de résolution de M. d'Ormesson, elle se serait opposée à son inscription à l'ordre du jour. Ce texte demande, en effet, aux institutions européennes « d'inviter les États membres disposant d'une flotte navale à coordonner leurs missions de surveillance » sur les lignes de communications maritimes qui relient l'Europe à l'Afrique, au golfe Persique et à l'Amérique du sud, le traité de l'Atlantique-nord ne couvrant pas les zones situées au sud du tropique du Cancer, et « la montée en puissance de la marine soviétique » faisant peser « une menace croissante sur ces régions ». L'introduction dans les débats de l'Assemblée européenne d'une question qui touche aux problèmes de défense ne relevait pas de sa compétence, provoqua l'opposition des communistes, des socialistes et des gaullistes. — P.J.

Mme VEIL ET M. PFLIMLIN ONT REÇU Mme CHICHARANSKI

Mme Avital Chicharanski, femme de M. Anatoli Chicharanski, militant juif des droits de l'homme, député du Parlement soviétique depuis trois ans sous l'accusation d'espionnage, s'est rendue à Strasbourg lundi 19 mai. Elle a été reçue notamment par Mme Simone Veil, présidente de l'Assemblée européenne, et par M. Pflimlin, vice-président de cette Assemblée et maire de Strasbourg. Quelques jours strasbourgeois ont marqué la vie de Mme Chicharanski pour appuyer la démarche de quitter l'Union soviétique quelques heures après son mariage, en juillet 1976, et vivre en Israël, estime que, rapproché de leur olympiques, le mouvement d'opinion dans les pays occidentaux, et en particulier en France, pourrait inciter les autorités soviétiques à libérer son mari et à lui permettre d'émigrer. Elle se refuse à prendre position pour ou contre la participation aux Jeux olympiques : elle espère une intervention en faveur de son mari de la part du P.C.F. dont le secrétaire général, M. Marchais, avait cité M. Chicharanski parmi les seize détenus politiques de différents pays pour la libération desquels les communistes français se proposaient d'agir.

LA R.F.A. EST OPPOSÉE A UN ACCORD A HUIT SUR LES PRIX AGRICOLES

La valse-hésitation sur l'augmentation des prix agricoles européens se prolonge. Après la déclaration optimiste du commissaire à l'Agriculture, M. Gundlach, selon lequel l'accord des huit serait appliqué dès le 1er juin, le secrétaire d'Etat allemand à l'Agriculture, M. Jürgen Rohr, vient d'affirmer que la R.F.A. est opposée à l'application limitée à huit pays du compromis de Luxembourg sur les prix agricoles. Il estime que l'application par huit des neuf membres de la Communauté, d'une augmentation des prix poserait des problèmes d'adaptation considérables.

LA REMARQUE DE M. ROHR POURRAIT ÊTRE INTERPRÉTÉE COMME LE SIGNE D'UNE RUPTURE DANS LE FRONT DES HUIT FACE À L'INTRANSIGENCE DE LA GRANDE-BRETAGNE

Mais ce peut être aussi une mise en garde adressée à la Commission, à laquelle on prête, à tort ou à raison, l'intention de jouer un rôle politique en imposant un accord de fait, devant la carence du conseil, quel qu'il en soit, les huit membres de la Communauté, à l'hôtel Matignon en ce qui concerne la France, semblent devoir être le dernier recours pour que soit maintenu le revenu des agriculteurs.

Ceux-ci continuent de manifester : en arrêtant lundi 19 mai des camions pour en déverser le chargement comme à Perpignan, ou en allumant des feux devant plusieurs sous-préfectures dans le Haut-Rhin. Dans ce département, les manifestants ont signé leurs actes par des inscriptions comme « Payons en colère », et les organisations professionnelles (F.D.S.E.A. et C.D.J.A.) ont officiellement décliné toute responsabilité dans ces manifestations.

Dans les Bouches-du-Rhône, d'autres « agriculteurs en colère » ont décidé de boycotter seize négociants en primeurs de la région, accusés d'avoir pratiqué la médiation envers l'agriculture et les paysans du Midi. Deux de ces négociants ont été victimes d'attentats ou de tentative d'attentats à l'explosif lundi.

ECHO Motocouperbes

FAUX à MOTEUR à carburateur à membrane

• Pour pelouses, broussailles ou prairies
• Complètement indispensable de la tondeuse
• Coupe sans danger au ras des pierres, clôtures, plantes et grillages

Débroussaillieuses

— 7 modèles, 40 combinaisons.

PPK

45 Boulevard St-Denis
92400 COURBOVOIE
Tél. 788-42-60
Demandez-nous l'Agent local

SAPHIR & OR

VENEZ VOIR CES MERVEILLES PETITES BAGUES QUI ONT DE BELLES COULEURS DE 2000 A 20000 F.
9, RD DES CARUCINES - PLACE DE L'OPERA

JACQUES TOUR
VOTRE AMI JOAILLIER

EMERAUDE & OR

VENEZ VOIR CES MERVEILLES PETITES BAGUES QUI ONT DE BELLES COULEURS DE 2000 A 20000 F.
9, RD DES CARUCINES - PLACE DE L'OPERA

JACQUES TOUR
VOTRE AMI JOAILLIER

la ville de Kwangju en état d'insurrection contre le régime sud-coréen

l'échec des

Une province

prochaines autres

La R.F.A. EST OPPOSÉE A UN ACCORD A HUIT SUR LES PRIX AGRICOLES

LA REMARQUE DE M. ROHR POURRAIT ÊTRE INTERPRÉTÉE COMME LE SIGNE D'UNE RUPTURE DANS LE FRONT DES HUIT FACE À L'INTRANSIGENCE DE LA GRANDE-BRETAGNE

Ceux-ci continuent de manifester : en arrêtant lundi 19 mai des camions pour en déverser le chargement comme à Perpignan, ou en allumant des feux devant plusieurs sous-préfectures dans le Haut-Rhin. Dans ce département, les manifestants ont signé leurs actes par des inscriptions comme « Payons en colère », et les organisations professionnelles (F.D.S.E.A. et C.D.J.A.) ont officiellement décliné toute responsabilité dans ces manifestations.

Dans les Bouches-du-Rhône, d'autres « agriculteurs en colère » ont décidé de boycotter seize négociants en primeurs de la région, accusés d'avoir pratiqué la médiation envers l'agriculture et les paysans du Midi. Deux de ces négociants ont été victimes d'attentats ou de tentative d'attentats à l'explosif lundi.

LA R.F.A. EST OPPOSÉE A UN ACCORD A HUIT SUR LES PRIX AGRICOLES

LA REMARQUE DE M. ROHR POURRAIT ÊTRE INTERPRÉTÉE COMME LE SIGNE D'UNE RUPTURE DANS LE FRONT DES HUIT FACE À L'INTRANSIGENCE DE LA GRANDE-BRETAGNE

Ceux-ci continuent de manifester : en arrêtant lundi 19 mai des camions pour en déverser le chargement comme à Perpignan, ou en allumant des feux devant plusieurs sous-préfectures dans le Haut-Rhin. Dans ce département, les manifestants ont signé leurs actes par des inscriptions comme « Payons en colère », et les organisations professionnelles (F.D.S.E.A. et C.D.J.A.) ont officiellement décliné toute responsabilité dans ces manifestations.

Dans les Bouches-du-Rhône, d'autres « agriculteurs en colère » ont décidé de boycotter seize négociants en primeurs de la région, accusés d'avoir pratiqué la médiation envers l'agriculture et les paysans du Midi. Deux de ces négociants ont été victimes d'attentats ou de tentative d'attentats à l'explosif lundi.

LA R.F.A. EST OPPOSÉE A UN ACCORD A HUIT SUR LES PRIX AGRICOLES

LA REMARQUE DE M. ROHR POURRAIT ÊTRE INTERPRÉTÉE COMME LE SIGNE D'UNE RUPTURE DANS LE FRONT DES HUIT FACE À L'INTRANSIGENCE DE LA GRANDE-BRETAGNE

Ceux-ci continuent de manifester : en arrêtant lundi 19 mai des camions pour en déverser le chargement comme à Perpignan, ou en allumant des feux devant plusieurs sous-préfectures dans le Haut-Rhin. Dans ce département, les manifestants ont signé leurs actes par des inscriptions comme « Payons en colère », et les organisations professionnelles (F.D.S.E.A. et C.D.J.A.) ont officiellement décliné toute responsabilité dans ces manifestations.

Dans les Bouches-du-Rhône, d'autres « agriculteurs en colère » ont décidé de boycotter seize négociants en primeurs de la région, accusés d'avoir pratiqué la médiation envers l'agriculture et les paysans du Midi. Deux de ces négociants ont été victimes d'attentats ou de tentative d'attentats à l'explosif lundi.

LA R.F.A. EST OPPOSÉE A UN ACCORD A HUIT SUR LES PRIX AGRICOLES

LA REMARQUE DE M. ROHR POURRAIT ÊTRE INTERPRÉTÉE COMME LE SIGNE D'UNE RUPTURE DANS LE FRONT DES HUIT FACE À L'INTRANSIGENCE DE LA GRANDE-BRETAGNE

Ceux-ci continuent de manifester : en arrêtant lundi 19 mai des camions pour en déverser le chargement comme à Perpignan, ou en allumant des feux devant plusieurs sous-préfectures dans le Haut-Rhin. Dans ce département, les manifestants ont signé leurs actes par des inscriptions comme « Payons en colère », et les organisations professionnelles (F.D.S.E.A. et C.D.J.A.) ont officiellement décliné toute responsabilité dans ces manifestations.

Dans les Bouches-du-Rhône, d'autres « agriculteurs en colère » ont décidé de boycotter seize négociants en primeurs de la région, accusés d'avoir pratiqué la médiation envers l'agriculture et les paysans du Midi. Deux de ces négociants ont été victimes d'attentats ou de tentative d'attentats à l'explosif lundi.

LA R.F.A. EST OPPOSÉE A UN ACCORD A HUIT SUR LES PRIX AGRICOLES

LA REMARQUE DE M. ROHR POURRAIT ÊTRE INTERPRÉTÉE COMME LE SIGNE D'UNE RUPTURE DANS LE FRONT DES HUIT FACE À L'INTRANSIGENCE DE LA GRANDE-BRETAGNE

Ceux-ci continuent de manifester : en arrêtant lundi 19 mai des camions pour en déverser le chargement comme à Perpignan, ou en allumant des feux devant plusieurs sous-préfectures dans le Haut-Rhin. Dans ce département, les manifestants ont signé leurs actes par des inscriptions comme « Payons en colère », et les organisations professionnelles (F.D.S.E.A. et C.D.J.A.) ont officiellement décliné toute responsabilité dans ces manifestations.

Dans les Bouches-du-Rhône, d'autres « agriculteurs en colère » ont décidé de boycotter seize négociants en primeurs de la région, accusés d'avoir pratiqué la médiation envers l'agriculture et les paysans du Midi. Deux de ces négociants ont été victimes d'attentats ou de tentative d'attentats à l'explosif lundi.

LA R.F.A. EST OPPOSÉE A UN ACCORD A HUIT SUR LES PRIX AGRICOLES

LA REMARQUE DE M. ROHR POURRAIT ÊTRE INTERPRÉTÉE COMME LE SIGNE D'UNE RUPTURE DANS LE FRONT DES HUIT FACE À L'INTRANSIGENCE DE LA GRANDE-BRETAGNE

Ceux-ci continuent de manifester : en arrêtant lundi 19 mai des camions pour en déverser le chargement comme à Perpignan, ou en allumant des feux devant plusieurs sous-préfectures dans le Haut-Rhin. Dans ce département, les manifestants ont signé leurs actes par des inscriptions comme « Payons en colère », et les organisations professionnelles (F.D.S.E.A. et C.D.J.A.) ont officiellement décliné toute responsabilité dans ces manifestations.